LES TRAITS ÉTERNELS
DE
LA FRANCE

M. Maurice Barrès, qui vient d'être pendant quelques jours l'hôte du gouvernement anglais, a été invité à prendre la parole dans une réunion organisée par l'Académie britannique. Nous sommes heureux de pouvoir donner ici le texte de sa belle et émouvante conférence qui, dans les circonstances où elle a été prononcée, prend toute la valeur d'un acte :

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans sa *Litanie des Nations*, votre Swinburne prête à la France, parlant à la Liberté, ces paroles :

Je suis celle qui fut ton enseigne et ton porte-drapeau,
Ta voix et ton cri;
Celle qui te lava de son sang et te laissa plus belle;
Je suis celle-là, la même.
Ne sont-ce pas là les mains qui t'ont relevée gisante et t'ont nourrie,
Ces mains meurtries?
Ne suis-je pas la langue qui a parlé pour toi, l'œil qui t'a conduite?
Ne suis-je pas ton enfant?

Cet éloge qui nous a été au cœur, il s'est trouvé depuis 1870 tant d'hommes et de tant de pays pour croire que nous en avions démérité! On doutait de nous, on disait : « Ils ne sont plus les mêmes... La France est une nation du passé, une vieille nation... »

Comme on insistait sur ce mot : une *vieille nation!* C'est vrai, la France existait quand il n'y avait pas encore un sentiment allemand, un sentiment italien, anglais ; c'est vrai, nous sommes la nation qui, la première de toute l'Europe, a eu l'idée qu'elle formait une patrie ; mais on ne s'explique pas que ces grands titres aient pu nous discréditer auprès des nations plus récentes.

Parmi ceux qui parlaient ainsi, beaucoup nous regardaient sans haine, parfois même avec sympathie.

La France, pensaient-ils, a accumulé un immense trésor de vertus, de hauts faits, de services rendus, de gloires incomparables ; mais, aujourd'hui, elle est au milieu de tout cela comme un vieillard au soir de la plus belle vie, ou mieux encore comme certains aristocrates frivoles qui, d'une illustre ascendance, n'ont gardé que leurs titres de noblesse, de charmantes manières, de superbes portraits, des tapisseries royales, des reliures écussonnées, un luxe grandiose et frivole.

C'est ainsi, nous le savons bien ; on nous croyait frivoles, usés, trop riches, trop heureux, et faisant du plaisir le seul mobile de notre activité ; les Français livraient à l'instinct et à la passion la conduite de leur vie ; leur fin suprême était le bonheur, et l'on venait à Paris pour participer à ce bonheur...

Injustes étrangers, quand le plaisir facile et cosmopolite de Paris vous enivrait, comment auriez-vous connu ce qui reposait au foyer français, qui a pour vertu de se tenir isolé de la rue passante, et ce qui fermentait dans des cœurs qui attendent toujours un cri de croisade et comme l'appel d'un monde surnaturel pour produire et pour connaître eux-mêmes leur héroïsme?

I

Mois d'août 1914 ! L'appel aux armes retentit. Les cloches, dans tous les villages, s'ébranlent sur la vieille église dont le fondement repose au milieu des morts. Elles sont redevenues soudain les voix de la terre de France. Elles convoquent les hommes, elles plaignent les femmes ; leur clameur est si forte qu'il semble qu'elle pourrait briser la pierre des tombeaux, et tout de suite elle fait sortir du cœur français tout ce qu'il renferme.

Les enfans, les femmes, les vieillards se dressent autour du soldat, l'accompagnent jusqu'au train... C'est le départ, non pas tel que Rude l'a sculpté dans le coup de vent de *la Marseillaise,* mais un départ plus tragique encore, les dents serrées : « Puisqu'ils le veulent, il faut en finir! »

C'est le départ. Nous ne pouvons pas être à la fois dans toutes les gares de Paris et de toutes nos villes, sur tous les quais d'embarquement, ni sur tous ces bateaux qui ramènent de l'étranger les Français. Voulez-vous que nous allions au cœur même de la France militaire, dans cette École de Saint-Cyr, où se forment les jeunes officiers?

Chaque année, à Saint-Cyr, a lieu en grande pompe la fête du Triomphe. On nomme ainsi une cérémonie traditionnelle où la promotion sortant, c'est-à-dire les jeunes gens qui viennent de passer deux ans à l'École, baptisent la promotion qui les suit et donnent un nom à leurs cadets.

En juillet 1914, cette cérémonie coïncida avec les événemens qui, en se précipitant, déterminèrent la guerre, et par là elle devait prendre un caractère plus grave. Le 31 du mois, le général commandant l'École fit savoir aux *Montmirail* (c'était le nom des aînés) qu'ils eussent à baptiser leurs cadets, le soir même, militairement et sans les réjouissances traditionnelles.

Tous comprirent qu'ils allaient avoir peut-être dans la nuit à gagner leurs régimens respectifs.

Écoutez un jeune poète de la promotion de *Montmirail,* Jean Allard-Méeus, raconter à sa mère cette soirée déjà devenue légendaire chez nous : « Après le dîner, prise d'armes devant le capitaine et le lieutenant de garde, seuls officiers autorisés à assister à cette cérémonie intime. Belle soirée; dans l'air, des parfums oppressés. L'ordre le plus parfait et le silence le plus grand. Les officiers de *Montmirail* avec le sabre, les « hommes » avec le fusil. Les deux promotions se massent sur le grand terrain, sous le commandement du major de la promotion. Discours patriotiques fort bien ; puis, au milieu de l'émotion grandissante, j'ai dit :

DEMAIN

Soldats de notre illustre race,
Dormez, vos souvenirs sont beaux!
Le temps n'efface pas la trace
Des noms fameux sur les tombeaux.

Dormez; par delà la frontière,
Vous dormirez bientôt chez nous;
Notre vaillance reste entière,
Et sur vos tombes, à genoux,
Nous viendrons déposer nos armes,
Vengés de vos anciens malheurs;
Les arrosant avec nos larmes,
Nous y ferons fleurir nos fleurs.

« Jamais, ma petite maman, je ne dirai plus ces vers, car jamais plus je ne serai à la veille d'un jour de départ pour là-bas, au milieu de mille jeunes gens tremblant de fièvre, d'orgueil et de haine. J'ai sans doute trouvé dans mon émoi personnel l'accent qu'il fallait avoir, car j'ai fini mes vers au milieu d'un frisson général. Ah! pourquoi le clairon ne les a-t-il pas soulignés de l'*Alerte?* Nous en aurions tous porté les échos sur le Rhin... »

C'est dans cette atmosphère d'enthousiasme que les jeunes officiers reçurent le titre de promotion de *la Croix du drapeau*, et c'est à ce moment que l'un des *Montmirail*, Gaston Voizard, s'écria :

— Jurons que pour aller au feu nous serons en grande tenue, gants blancs et casoar au chapeau.

— Nous le jurons! répondirent les cinq cents *Montmirail.*

— Nous le jurons! crièrent à leur tour les cinq cents *Croix du drapeau.*

Terrible scène, trop française, toute pleine de l'innocence et de la bonne volonté admirable de ces jeunes gens, et toute pleine aussi de conséquences désastreuses.

Ils ont tenu leur vœu téméraire. Il n'est pas permis que je vous dise la proportion des morts. Les enfans charmans que je viens de vous citer ne sont plus. De quelle manière sont-ils tombés?

Tous n'eurent pas leurs témoins, mais tous tombèrent à la façon du lieutenant de Fayolle.

Le 22 août, Alain de Fayolle, de la promotion *Croix du drapeau*, est à Charleroi à la tête d'une section. Ses hommes hésitent. Le jeune sous-lieutenant a mis ses gants blancs. Mais il s'aperçoit qu'il a oublié son casoar. Il tire de sa sacoche le plumet blanc et rouge et il le pique à son shako.

— Vous allez vous faire tuer, mon lieutenant! dit un caporal.

— En avant! crie le jeune homme.

Ses hommes le suivent, électrisés; quelques instans plus tard, une balle le frappe en plein front, juste au-dessous du plumet.

Le même jour, 22 août 1914, Jean Allard-Méeus, le poète des *Montmirail*, tombe frappé de deux balles.

Gaston Voizard, celui qui eut l'idée du serment, leur survécut de quelques mois seulement. Il semble s'en excuser dans la lettre charmante et déchirante que voici :

25 décembre 1914.

« Il est minuit, mademoiselle et amie, et, pour vous écrire, j'enlève à l'instant mes gants blancs (oh! n'admirez pas, le geste n'a rien d'héroïque; mes derniers gants de couleur sont aux mains d'un pauvre pioupiou qui a froid). Je cherche en vain les mots qu'il faudrait pour vous dire la joie et l'émotion que m'a causées votre lettre arrivée le soir d'un bombardement terrible du pauvre village que nous occupons. Cette lettre fut reçue là comme un baume contre tous les énervemens et les malédictions possibles. Cette lettre lue, le soir, — j'en demande pardon à votre modestie! — aux officiers de mon bataillon, réconforta les plus abattus, après cette rude journée, et prouva à tous que le cœur des jeunes filles de France est tout simplement admirable de générosité.

« Donc, il est minuit. L'honneur et le bonheur que j'ai de commander ma compagnie depuis huit jours (mon capitaine ayant été blessé) me valent le plaisir de vous écrire à cette heure, de la tranchée où, par des prodiges d'astuce, j'ai réussi à allumer une bougie, sans que soit éveillée l'attention de ces messieurs d'en face. Ils sont d'ailleurs à une centaine de mètres.

« Mes hommes, en sourdine, entonnent le traditionnel : *Il est né, le divin enfant*. Le ciel luit d'étoiles. On voudrait rire de tout cela... et on est tout près d'en pleurer!

« Pour moi, je pense aux Noëls d'antan, passés en famille; je pense à l'effort gigantesque à fournir encore, au peu de chance que j'ai d'en sortir vivant : je pense, enfin, que je vis peut-être en cette minute mon dernier Noël... »

« Du regret, direz-vous ?... Non, pas même de la tristesse! Seulement un peu de mélancolie de n'être pas au milieu de tous ceux que j'aime!

« Toute la tristesse de mes pensées est pour les meilleurs amis tombés au champ d'honneur, et qu'une amitié fidèle avait presque faits mes frères : Allard, Fayolle, autant d'amis chers que je ne reverrai plus!

« Ah! quand le soir du 31 juillet, en ma qualité de Père Système de la promotion, j'eus prononcé, au milieu d'un silence religieux, le fameux serment de nous distinguer en ne mourant que gantés de blanc, ce bon Fayolle, qui était bien l'ami le plus enthousiaste que j'aie jamais connu, me disait en souriant :

« — Quel effet nous allons produire devant les Boches! Ils seront tellement stupéfaits qu'ils ne tireront pas! »

« Hélas! pauvre Fayolle! Il a payé cher à sa patrie la dette de son titre de Saint-Cyrien! Et tous, ils tombent autour de moi, semblant se demander quand viendra le tour de leur Père Système pour que *Montmirail*, entrant chez Dieu, soit béni au complet...

« Mais, trêve aux lamentations inutiles, n'est-ce pas? Ne pensons qu'à notre France nécessaire, impérissable, éternelle! Et, par cette belle nuit de Noël, croyons plus que jamais à la victoire...

« Il faut encore, mademoiselle et amie, me pardonner cet affreux gribouillage. Voulez-vous aussi me laisser espérer une réponse prochaine et permettre au jeune officier français de baiser très respectueusement la main de la jeune fille de France à l'âme grande et au cœur généreux? »

Le 8 avril 1915, il tombait à son tour.

Ah! que le panache, à toutes les époques, a coûté cher à la France! On doit s'incliner devant l'austère sévérité des grands chefs qui désapprouvèrent la générosité de ces enfans trop prodigues du trésor de leur vie. La guerre réserve à des conducteurs d'hommes assez d'occasions utiles de se dévouer pour qu'ils ne se complaisent pas à provoquer d'avance le destin. Mais comprenons bien que ces conducteurs d'hommes sont des enfans. La circonstance soudain les oblige. Il leur faut conquérir leur autorité. Par la science? Par l'expérience? Ils n'ont à leur service que de s'imposer par la bravoure, en osant quelque chose d'exceptionnel.

C'est bien la pensée qu'exprime fortement l'un d'eux, Georges Bosredon, Saint-Cyrien de vingt ans, quand il écrit à sa sœur :

« N'en dis rien à papa et à maman. Mais, partant officier, j'ai bien peu de chances d'en revenir. Je le sais, et j'ai dès maintenant fait de grand cœur le sacrifice de ma vie... Nous allons arriver jeunes, sans grande valeur, pour commander des hommes entraînés et de vieux soldats déjà. Pour les faire marcher, il faudra payer de notre personne, et nous paierons. »

Généreux jeune homme, qui ne dit rien des fautes commises avant qu'il fût en âge, et qui, nouveau venu, trouve tout naturel de payer de sa vie la victoire!

Et dans toutes nos grandes écoles, dans tous nos collèges, les jeunes gens sont les frères de ces jeunes chefs militaires. Pour eux, une seule chose compte : le besoin que la France ne soit plus une vaincue. Ils sont les jeunes, les purs, les régénérateurs, les hosties de la patrie. Ils accepteront tout pour être dignes de leurs aïeux, pour remplir leur destin et racheter la France.

Les professeurs dans les collèges ne s'y trompaient pas. Depuis quelques années, ils voyaient apparaître « une génération au clair regard, à la démarche assurée, au cœur sans crainte. » La destinée préparait à la France des sauveurs. « D'où sort la France du 2 août? s'écrie un maître du lycée Janson-de-Sailly (1). De quarante années courbées sous la menace de l'Allemagne. C'est une douleur, une longue humiliation qui explosent enfin en espérances. »

Voilà nos jeunes gens. Mais la guerre a réuni à l'armée toute la nation mâle de dix-huit à quarante-huit ans.

Évidemment, un quadragénaire ne part pas avec cette ivresse de bonheur que nous venons de voir chez nos Saint-Cyriens. Il n'éprouve plus « ce coupable amour du danger » que Tolstoï, causant avec Déroulède, sur le tard de sa vie, s'accusait d'avoir, lui aussi, connu dans sa jeunesse. C'est le refroidissement du sang, c'est aussi l'ouverture d'un nouvel horizon. En fondant un foyer, le jeune homme d'hier a assumé

(1) M. S. Rocheblave.

des devoirs de protection envers sa famille. Comment aurait-il la magnifique impétuosité du Saint-Cyrien qui dit : « Jeune officier pendant la guerre, c'est vraiment la carrière où l'on recueille de suite les fruits de son honneur, de son énergie, de son dévouement (1). » Le père de famille a derrière lui déjà les fruits de sa vie; il les abandonne, et, à défaut de cette beauté d'allégresse, ce qu'il nous fait voir, c'est la beauté d'un sacrifice perpétuellement médité. Il existe chez le jeune homme le sentiment de son sacrifice, mais il écarte en hâte cette inquiétude, ne se l'avoue pas, et même, seul à seul, la repousse avec colère. Au contraire, le soldat plus âgé l'accueille et s'en fait un mérite, soit auprès de Dieu, soit auprès de la Patrie.

Gemens spero, avait pris pour devise, dans les boues de sa tranchée d'Artois, le soldat François Laurentie, père de six enfans. Il gémissait, réconforté par l'espérance que ses enfans n'auraient pas à gémir. Toutes les lettres testamentaires qui sortent des tranchées apportent la même note. Le territorial se bat pour que ses enfans n'aient pas à se battre. Il fait la guerre pour détruire la guerre.

Il se bat aussi pour sa terre. Quelle fut l'émotion des hommes du 20e corps quand ils répandirent leur sang devant Nancy, devant Verdun; des hommes de Péguy, ces faubouriens de Belleville et de Bercy, quand ils virent au bout de leur retraite, en septembre 1914, l'immense Paris dans sa brume qu'ils allaient défendre! L'un d'eux, Victor Boudon, un blessé de la bataille de l'Ourcq, écrit à cette date : « On aperçoit dans le lointain les lueurs blanches des projecteurs des forts parisiens, et, par instant, à travers les feuillages, les lumières de la capitale. Nos cœurs battent violemment à la fois d'émotion, de joie et de crainte. »

Un soldat, qui a bien su observer ces débuts de la campagne, résume ainsi son témoignage : « Atmosphère générale d'offrande. »

De ces vieux, de ces jeunes, qu'est-ce que la guerre fait? Une fraternité. Binet-Valmer, engagé volontaire pour la durée de la guerre, m'envoie, du front où il se bat, un mot

(1) Jean Allard-Méeus : *Lettre à sa mère.*

bien beau, le cri de tous : « Nos hommes sont admirables, et *nous nous aimons tous.* »

Les hommes sont admirables, c'est-à-dire prêts au sacrifice. Soldats qui s'offrent comme volontaires, soldats qui s'en vont de leur initiative propre relever entre les tranchées des camarades blessés, ensevelir des morts. A quoi bon dénombrer de tels épisodes, en donner aucune preuve ? On sait que les Fils de France sont braves. Et par exemple, on sait dans tout l'univers la bataille qui dure depuis cinq mois et que nous avons le droit d'appeler la victoire de Verdun.

Mais quoi ? dans les autres armées aussi on est brave...

Ce qui est particulier et ce qui a frappé votre grand Rudyard Kipling comme une splendeur qu'on ne voit nulle part ailleurs à ce degré, c'est l'attachement des soldats français pour leurs chefs, et des chefs pour les soldats et de tous entre eux.

Parmi eux, nul mensonge possible. C'est une vie de vérité et de la part de tous. Au début, il existait une nuance de sans-culottisme, une sorte de goguenardise, où survivait à l'encontre des chefs chez le soldat citoyen un sentiment excessif de l'indépendance. Mais depuis, sous les épreuves communes, ce sentiment dangereux s'est mûri et ennobli. Ces hommes continuent à se regarder les uns les autres avec une critique aussi sévère, mais en prenant pour mesure les services rendus au bien commun. Ils ne s'attachent plus qu'aux vraies supériorités, celle de l'esprit, celle du cœur.

En pleine tuerie, ces Français se rappellent constamment qu'ils sont des âmes. Les meilleurs élèvent leurs mains sanglantes vers le ciel, chacun vers son Dieu. Chacun d'eux est préoccupé de prouver la valeur de sa pensée par sa bravoure et par son sacrifice. Chacun agit comme s'il savait (et il le sait) que ses coreligionnaires de la France entière lui ont mis entre les mains leur honneur et les chances de leur idéal. Nos instituteurs rivalisent avec nos prêtres, également admirés les uns et les autres par l'élite de la nation et par leurs frères d'armes. Le Père de Gironde écrit sur son mémorial intime : « Me conduire de telle manière que nous ne puissions plus être exilés. » Et le journal d'Hervé publie chaque jour des lettres, toute une mystique, où les socialistes s'écrient : « Que nous reprochera-t-on désormais ? Est-elle assez justifiée notre foi interna-

tionaliste qui nous donne la volonté de sauver la France! »

Ils ont tous une haute moralité commune : le besoin et l'orgueil de ne verser leur sang que pour une cause juste.

Pour nous hausser jusqu'au sommet où vivent les soldats de cette guerre, quel plus beau symbole de l'entr'aide spirituelle qu'ils se donnent que le dévouement du lieutenant-colonel Driant? Driant se porte, au péril de sa vie, auprès d'un de ses lieutenans blessés, et sous le feu de l'ennemi, il reçoit sa confession et lui donne l'absolution.

Cette terre des tranchées est sainte; elle est tout imprégnée de sang, elle est tout imprégnée d'âme...

Cette fraternité, cette vie spirituelle prolongée durant deux ans de guerre, arrivent à donner à certaines unités militaires une âme collective. Certaines de ces âmes paraissent si belles, dégagent un rayonnement si fort, pareil à celui des saints, que d'autres groupes reçoivent un accroissement rien qu'à les admirer.

« C'était en Artois, au printemps de 1915, me dit un jeune soldat, Roland Engerand. Mon régiment arrivait d'un secteur tranquille de l'Aisne, où nous avions fait peu de pertes. La veille, nous venions encore de recevoir un renfort de la classe 15. On nous avait tout habillés de neuf. Nos uniformes d'azur n'avaient pas eu le temps d'être ternis par la boue, la poussière et la pluie; nous débordions d'enthousiasme; nos colonnes, aux cadres complets, avec un officier ou aspirant à la tête de chaque section, allongeaient fièrement leurs trois mille deux cents hommes sur la route. On nous avait dit que nous nous dirigions vers un coin sacré, où tous les yeux étaient tournés. La trouée tant rêvée avait été, quelques heures, virtuellement faite, grâce à l'héroïsme inouï des divisions « de fer » et « d'airain. » Nous allions relever ces troupes, et, en montant aux tranchées par le plus beau crépuscule, nous nous demandions avec un peu d'inquiétude si nous serions à la hauteur de pareils héroïsmes, car une telle succession est lourde.

« Et soudain, voilà que sur la route, dans le soleil couchant qui dorait toutes choses, un fort groupe nous apparut. Des soldats venaient lentement, sans hâte, sans bruit. Des hommes en haillons, portant encore de vieux uniformes bleu foncé, tout déchirés et salis de boue et de sang; des fusils rouillés et

encrassés; des souliers sans nom; des képis rouges, mal recouverts de lambeaux de manchons bleus; et au milieu de tout cela, des figures superbes, sales, hirsutes, aux pauvres traits tirés et durcis, avec des yeux dont le regard entrait en nous jusqu'à l'âme, car il reflétait tous les spectacles sublimes recueillis depuis quinze jours. Ces regards de fièvre et de victoire, quel rayonnement! Ils passaient près de nous, ces hommes, en nous regardant avec curiosité, étonnés de notre luxe et de notre nombre, et, tout en défilant, ils nous disaient seulement: « Ne vous en faites pas. Bon courage, on les a eus! » Tous répétaient: « On les a eus! » Des voix jeunes, des voix de Parisiens, des voix à l'accent plus rude, des voix de l'Est, et cette voix enfin qui avec un accent d'Alsace nous jeta du dernier rang : « Les *Bauches*, on les a eus! » Ils n'avaient retenu que cela de toutes leurs souffrances. Leur capitaine les regardait silencieusement avec une prodigieuse expression d'amour.

« Et pendant que nous montions, tous remués, prendre leur place, ils disparurent, de leur pas lassé et triomphal...

« J'ai compris ce jour-là ce que c'était que la beauté de la gloire. »

Que ce dernier mot d'un enfant est grandiose! Ainsi s'allument à l'héroïsme les cœurs bien nés. Ainsi l'esprit de la frontière, inséré dans les origines du 20e corps et perpétué par lui, court à travers les âmes qu'il embrase.

Et quelquefois cette âme collective parle.

Aujourd'hui, dans le monde entier, chacun connaît cet épisode que d'innombrables articles, des gravures, des poésies ont popularisé. Vous vous rappelez? Les Allemands ont envahi une tranchée et brisé toute résistance; nos soldats gisent à terre, mais soudain de cet amas de blessés et de cadavres, quelqu'un se soulève et saisissant à portée de sa main un sac de grenades, s'écrie : « Debout les morts! » Un élan balaye l'envahisseur. Le mot sublime avait fait une résurrection.

J'ai désiré connaître le héros de ce fait immortel, le lieutenant Péricard. Voici ce qu'il me raconta :

« C'était au Bois-Brûlé, au commencement d'avril 1915. Nous nous battions depuis trois jours; nous n'étions plus dans la tranchée qu'une poignée d'hommes harassés, complètement isolés avec une pluie de grenades sur nos têtes. Si les Boches connaissaient notre petit nombre! Leur artillerie fait rage. Un

lieutenant (son nom m'échappe), qui est venu me soutenir et qui fume sa cigarette en riant aux projectiles, reçoit une balle au-dessus de la tempe. Il s'appuie au parapet, les deux mains derrière le dos, la tête légèrement inclinée. Par la blessure le sang gicle avec force, en décrivant une parabole, comme le vin d'un tonneau par le trou de la vrille. La tête penche de plus en plus, puis le corps s'incline, puis, brusquement, la chute.

« La douleur de ses hommes, qui se jettent en pleurant sur son corps!... Impossible de faire un pas sans marcher sur un cadavre. Je me rends compte, soudain, de la précarité de mon sort. Mon exaltation m'abandonne. J'ai peur. Je me jette derrière un amas de sacs. Le soldat Bonnot reste seul. Il n'en a cure et il continue de se battre comme un lion, seul contre combien?

« Je me ressaisis, son exemple m'a fait honte. Quelques camarades nous rejoignent. Le jour s'achève. Nous ne pouvons pas demeurer ainsi. A droite, il n'y a toujours personne. J'aperçois la tranchée sur une longueur d'une trentaine de mètres, interrompue par un énorme pare-éclats. Si j'allais voir ce qui se passe par là? J'hésite. Puis, un coup de volonté et je me décide.

« La tranchée est pleine de cadavres français. Du sang partout. Tout d'abord, je marche avec circonspection, peu rassuré. Moi seul avec tous ces morts!... Puis, peu à peu, je m'enhardis. J'ose regarder ces corps, et il me semble qu'ils me regardent. De notre tranchée à nous, en arrière, des hommes me contemplent avec des yeux d'épouvante, dans lesquels je lis : « Il va se faire tuer! » C'est vrai qu'abrités dans leurs boyaux de repli, les Boches redoublent d'efforts. Leurs grenades dégringolent et l'avalanche se rapproche avec rapidité. Je me retourne vers les cadavres étendus. Je pense : « Alors, leur sacrifice va être inutile? Ce sera en vain qu'ils seront tombés? Et les Boches vont revenir? Et ils nous voleront nos morts?... » La colère me saisit. De mes gestes, de mes paroles exactes, je n'ai plus souvenance. Je sais seulement que j'ai crié à peu près ceci : « Holà, debout! Qu'est-ce que vous f... par terre? Levez-vous et allons f... ces cochons-là dehors! »

« Debout les morts!... Coup de folie? Non. *Car les morts me répondirent.* Ils me dirent : « Nous te suivons. » Et se levant à

mon appel, leurs âmes se mêlèrent à mon âme et en firent une masse de feu, un large fleuve de métal en fusion. Rien ne pouvait plus m'étonner, m'arrêter. J'avais la foi qui soulève les montagnes. Ma voix, éraillée et usée à crier des ordres pendant ces deux jours et cette nuit, m'était revenue, claire et forte.

« Ce qui s'est passé alors ? Comme je ne veux vous raconter que ce dont je me souviens, en laissant à l'écart ce que l'on m'a rapporté par la suite, je dois sincèrement avouer que je ne le sais pas. Il y a un trou dans mes souvenirs ; l'action a mangé la mémoire. J'ai simplement l'idée vague d'une offensive désordonnée, dans laquelle, toujours au premier rang, Bonnot se détache. Un des hommes de ma section, blessé au bras, continuait de lancer sur l'ennemi des grenades tachées de son sang. Pour moi, j'ai l'impression d'avoir eu un corps grandi et grossi démesurément, un corps de géant, avec une vigueur surabondante, illimitée, une aisance extraordinaire de pensée qui me permettait d'avoir l'œil de dix côtés à la fois, de crier un ordre à l'un, tout en donnant à un autre un ordre par geste, de tirer un coup de fusil et de me garer en même temps d'une grenade menaçante.

« Prodigieuse intensité de vie, avec des circonstances extraordinaires. Par deux fois les grenades nous manquent, et par deux fois nous en découvrons à nos pieds des sacs pleins, mêlés aux sacs à terre. Toute la journée, nous étions passés dessus sans les voir. Mais c'étaient bien les morts qui les avaient mis là !...

« Enfin les Boches se calmèrent ; nous pûmes consolider notre barrage de sacs en avant dans le boyau. Nous nous trouvâmes de nouveau les maîtres dans ce coin.

« Toute la soirée et pendant plusieurs des jours qui suivirent, je gardai l'émotion religieuse qui m'avait saisi au moment de l'évocation des morts. J'éprouvais quelque chose de comparable à ce qu'on ressent après une communion fervente. Je comprenais que je venais de vivre des heures que je ne retrouverais plus jamais, durant lesquelles ma tête, ayant brisé d'un rude effort le plafond bas, s'était dressée en plein mystère, parmi le monde invisible des héros et des dieux.

« A cette minute, certainement, j'ai été soulevé au-dessus de moi-même. Il faut bien que cela soit, puisque j'ai reçu les félicitations de mes hommes. Pour qui a pratiqué les poilus, il n'est pas de Légion d'honneur qui vaille ces félicitations-là.

« Si je vous parais chercher, en vous faisant ce récit, une satisfaction de vanité, c'est que j'exprime bien mal mon sentiment, ma volonté. Je sais que je n'ai rien d'un héros. Chaque fois qu'il m'a fallu sauter le parapet, j'ai grelotté de peur, et la détresse qui m'a saisi en pleine action et que je vous disais il y a un instant n'est pas un accident dans ma vie de soldat. Je ne mérite aucun compliment d'aucune sorte. Ce sont les vivans qui m'ont entraîné par leur exemple, et les morts qui m'ont conduit par la main. Le cri ne sortit pas de la bouche d'un homme, mais du cœur de tous ceux qui gisaient là, vivans et morts. Un homme seul ne pourrait trouver cet accent. Il y faut la collaboration de plusieurs âmes, soulevées par les circonstances, et dont quelques-unes déjà planaient dans l'éternité.

« Pourquoi ai-je été choisi plutôt que tel officier, plutôt que tel soldat, parmi ceux qui furent mêlés à l'affaire et dont l'héroïsme n'a pas, comme mon courage à moi, connu de défaillance? Pourquoi plutôt que le colonel de Belnay qui parcourait les lignes sous la pluie de grenades, ou le lieutenant Erlaud, ou le sous-lieutenant Pellerin, ou l'aspirant Vignaud, ou le sergent Prot, ou le caporal Chuy, ou le caporal Thévin, ou le soldat Bonnot? *(Il m'en citait indéfiniment.)* Pourquoi? on peut recevoir le souffle d'en haut et n'être qu'un pauvre homme.

« Si jamais vous racontez cette histoire, je vous demande instamment de nommer tous ces chefs et ces soldats, car ce serait un mensonge que j'aie l'air de monopoliser la gloire de cette belle journée de notre régiment. Le cri n'est pas à moi seul, il est à nous tous. Plus vous fondrez mon rôle dans la masse, plus vous vous rapprocherez de la réalité. J'ai la conviction de n'avoir été qu'un instrument entre les mains d'une puissance supérieure. »

II

Voilà les faits. En voilà du moins un échantillon, un échantillon du vin qui depuis deux ans fermente sur nos collines, du froment de nos sillons et du sang de nos batailles.

Mais tout cela, est-ce donc rien d'inconnu et d'inattendu? C'est du fruit français, pareil à ce que la vieille nation produisit tant de fois le long des siècles; c'est le vin, le froment, le sang

de toutes nos épopées. Reconnaissons dans notre passé chacun des traits que nous venons de marquer. Les chansons de geste, les croisades, tout le jeune âge de la France regorgent d'innombrables faits accomplis par nos chevaliers et par la *sancta plebs Dei* qui devancent, annoncent les exploits mis à l'ordre de nos armées en 1916.

Le vœu mortel des jeunes Saint-Cyriens... mais c'est un épisode typique de nos chansons de geste. Il n'est de thème qu'elles développent avec plus de fraîcheur et de génie que l'allégresse guerrière, la pureté, la bonne volonté des jeunes héros, les Aymerillot, les Roland, les Guy de Bourgogne dans leur première adolescence. Quand les *Montmirail* et les *Croix du drapeau* font le serment de recevoir le baptême du feu gantés de blanc et le casoar au képi, c'est un chapitre qui revit des « Enfances Vivien. » Le jour que le jeune Vivien est armé chevalier, il jure devant son lignage assemblé de ne jamais reculer en bataille de la longueur de sa lance; et c'est de ce serment qu'il mourra.

Gemens spero, c'est la pensée qu'inspire au territorial le souvenir de ses six enfans. Il se complaît douloureusement à les évoquer. Ainsi ce chevalier dont parle Jacques de Vitry qui, au moment du départ pour la croisade, rassemble autour de lui ses enfans.

« Je les ai tous fait venir, explique-t-il, afin que ma douleur de partir soit plus vive et pour offrir à Dieu un sacrifice plus grand. »

L'esprit d'égalité et de fraternité dans nos tranchées... Joinville raconte que saint Louis travaillait aux tranchées et portait lui-même la hotte.

Nuls n'est vilains s'il ne fait vilenie.

C'est un vers des chansons de geste, comme ce pourrait être un vers de Corneille, comme c'est la pensée de chaque Français et Française en 1916. Durant la bataille d'Antioche, l'évêque du Puy harangue les Croisés : « Nous tous qui sommes baptisés au nom du Christ, nous sommes les fils de Dieu, et des frères les uns pour les autres... Combattons donc d'un même cœur en frères » et le sire de Bourlémont (Bourlémont, la seigneurie au-dessus de Domrémy; le sire de Bourlémont, celui

dont le petit-fils allait connaître Jeanne d'Arc) dit à Joinville qui partait pour la Croisade : « Vous en alès outre mer, or vous, prenés garde au revenir, car nuls chevaliers, ne povres ne riches, ne puet revenir qu'il ne soit honnis, s'il laisse en la main des Sarrazins *le peuple menu Nostre Seignor*, en laquel compaignie il est alez. »

Driant qui se traîne sous la mitraille pour porter l'absolution à un lieutenant qui se meurt... c'est Guillaume d'Orange venant au secours de son neveu Vivien à la bataille des Aliscamps. Il arrive trop tard, il combat longuement pour le rejoindre, ne parvient pas à le retrouver, ni vif, ni mort. Le soir approche. Il chevauche par le champ, très las. Sur son front que le cercle du heaume enserre, des gouttes de sang tombent comme de la couronne d'épines. Le sang de ses plaies se caille sous son haubert. Il cherche vainement Vivien. Enfin, sur l'herbe, à ses pieds, il reconnaît, hérissé de flèches, l'écu de l'enfant. Plus avant, non loin d'une source, sous la ramure d'un grand olivier, Vivien gît inanimé, ses blanches mains croisées sur sa poitrine. Guillaume met pied à terre, l'embrasse tout sanglant, le pleure comme un mort : « Neveu Vivien, jeunesse belle, c'est grand pitié de ta prouesse toute neuve... » Mais peu à peu, entre ses bras, l'enfant se ranime, ouvre les yeux : il avait « retenu sa vie » sachant que Guillaume viendrait. Guillaume d'Orange, ayant loué Dieu, lui demande s'il veut lui dire ses péchés en « vraie confession. » « Je suis ton oncle, nul ici ne t'est plus proche que moi, hormis Dieu ; en son lieu et place, je serai ton chapelain ; à ce baptême, je veux être ton parrain. » Vivien se confesse ; — son grand péché, c'est d'avoir fui, croit-il contrairement à son vœu, — Guillaume l'absout, puis prend une hostie dans son aumônière, le communie. Vivien meurt.

Guillaume d'Orange charge son corps en travers de sa selle pour l'emporter dans sa ville. Mais il ne peut franchir les lignes ennemies. Il rebrousse chemin, rapporte Vivien sous l'olivier. La nuit est tombée, il pourra échapper seul... Pourtant, à la minute de laisser là le corps, un regret le prend ; l'abandonner ainsi seul, dans les ténèbres? Les autres pères, quand leurs enfans meurent, ne les veillent-ils pas? Alors il attache son cheval à l'olivier et commence la veillée.

Sous la ramure noire de l'olivier, le corps de Vivien rayonne et répand dans l'air le parfum du baume et de la

myrrhe. La nuit est douce et sereine. Debout auprès de son fils mort, le comte pleure, il ne peut s'en rassasier. Au matin, il attendit que le soleil fût haut levé et brillât bien clair. Alors il renoua les lacs rompus de son heaume, embrassa Vivien, le regarda une dernière fois;... il se remit en selle; s'achemina à petits pas vers la route que tenaient les Sarrasins, puis venu à la portée d'un arc, il cria son cri d'armes, et, baissant sa lance de frêne, il chargea.

Debout les morts!... ce cri mystérieux du Bois d'Ailly, déjà nous l'avons entendu. Au siège d'Ascalon, les Templiers voient plusieurs de leurs frères pendus par les Sarrasins sur la porte de la cité. Ils sont pris de découragement, ils veulent lever le siège. Mais le maître du Temple leur dit : « Voyez, les morts nous appellent, car déjà ils ont pris la ville. »

On pourrait multiplier à l'infini ces rapprochemens, ces images de la plus jeune France et de la France d'aujourd'hui que l'on disait vieillie, et comme les peintres verriers de nos cathédrales ont souvent juxtaposé les figures de l'ancienne loi en regard de la nouvelle, ici Jonas et la baleine, là le Christ et le tombeau, ici Moïse et le buisson ardent, là la Vierge et la crèche, je pourrais disposer ces notes indéfiniment suivant le même procédé de symétrie pour mettre en relief la ressemblance des petits-fils et des aïeux, et plus profondément la concordance de toutes nos guerres et de la grande guerre.

Le zouave de 1914 qui, du milieu d'un groupe de prisonniers derrière lesquels les Allemands s'abritent, crie aux Français : « Mais tirez donc! » et qui meurt sous leurs balles, nous le connaissions déjà : il y a neuf siècles, les Sarrasins firent monter aux créneaux d'Antioche un croisé prisonnier pour qu'il demandât à ses frères de renoncer à l'assaut. Mais il leur cria d'attaquer. Les Sarrasins lui tranchèrent la tête. Étienne de Bourbon ajoute que la tête, lancée du haut des murs par une baliste, et venue aux mains des chrétiens, riait de joie.

Entre les deux, le chevalier d'Assas.

Le jeune soldat défiguré qui dit : « Si mon père me voyait! Bah! Il ne m'a pas fait pour être beau; il m'a fait pour être brave... » met visiblement à tenir ce propos la même fierté que Montluc à dénombrer ses « sept arquebousades » dont la plus

belle, a son gré, etait celle de Rabastens qui lui avait troué la face.

Le capitaine de F... qui déclare : « Un officier de mon grade, qui fait son devoir dans la condition où je me trouve, ne doit pas revenir vivant, » témoigne d'un esprit de sacrifice qui outrepasse le mot d'ordre de Godefroy de Bouillon, au moment du dernier assaut contre Jérusalem, à la Porte de David : « Ne redoutez la mort, mais alez la quérant. »

Le poète Charles Perrot a été tué devant Arras le 23 octobre : un de ses camarades, le voyant malade, venait de lui dire : « Je vais te remplacer. Tu as toujours fait ton devoir. Repose-toi. » Et Charles Perrot avait répondu : « On n'a jamais fini de faire son devoir. » Ce poète s'accorde avec le chevalier Erard de Sivry qui combattait à Mansourah au côté de Joinville, et cinq chevaliers avec eux, dans une maison ruinée. Atrocement blessé au visage, il hésitait à aller chercher du renfort, de peur qu'on fît un jour reproche à lui et à sa parenté. « Vous pouvez aller, lui répond Joinville, car déjà vous êtes un homme mort; » mais il ne se contente pas de l'avis de Joinville, il croit devoir demander conseil tour à tour à chacun des autres...

Au bois de la Grurie, une compagnie du 151e régiment d'infanterie barre l'entrée du boyau. Trois hommes seulement peuvent y tenir de front. Quand un homme tombe, un autre prend sa place. Le combat dura deux heures; trente hommes tombèrent. Incident banal, presque quotidien. Comment ne pas penser à cet épisode des croisades que l'on appelait « le Pas Saladin » et que l'on peignait de toutes parts dans la salle des châteaux? C'était votre roi Richard, Gautier de Châtillon, Guillaume des Barres, neuf autres chevaliers qui défendaient un défilé devant Jaffa. Tout le Moyen Age regarda ces douze hommes comme des miroirs de la chevalerie et conserva pieusement leurs blasons. Mais nous ne saurons jamais les noms des grenadiers du bois de la Grurie et de tant d'autres tranchées. Ils sont trop.

III

Voilà plus de mille ans que ce fleuve de prouesses coule à pleins bords. Nous venons d'y puiser; nous n'avons pu saisir

dans le flot qui passe que ce que contenaient nos deux mains rapprochées. Qu'est-ce que tout cela? Que prouvent ces aventures héroïques et charmantes, cette vie profonde, cette âme française débordée ?

Les Français se battent en état religieux. Les premiers, ils ont inventé l'idée de guerre sainte. Le soldat de l'an II, quand il croit apporter au monde la Liberté et l'Égalité, se dévoue du même élan et dans le même esprit que le croisé de Jérusalem. Quand le croisé crie : « Dieu le veut, » quand le volontaire de Valmy crie : « La République nous appelle, » c'est le même cri d'armes. Il s'agit de réaliser plus de justice et plus de beauté sur la terre. A tous deux, une voix du ciel ou leur conscience dit :

Se vous mourez, esterez sainz martirs (1).

Ce n'est pas chez nous qu'on entreprend des guerres de proie. Des guerres pour la gloire et l'honneur, soit, parfois! Mais pour soulever la nation unanime, il faut qu'elle se connaisse le champion de Dieu, le chevalier de la justice. Il nous faut être persuadés que nous luttons contre les Barbares, Islam jadis, aujourd'hui Pangermanisme, ou contre les despotes, militarisme prussien et impérialisme allemand.

Les Français défendant la France ont cru presque toujours lutter et souffrir pour que l'humanité fût plus belle. Ils se battent pour leur terre pleine de tombeaux et pour le ciel où règne le Christ, où flottent du moins leurs idées. Ils meurent pour la France, autant que les fins françaises peuvent être identifiées aux fins de Dieu ou bien aux fins de l'humanité. Et c'est ainsi qu'ils font la guerre avec des sentimens de martyrs.

Voulez-vous entendre un grand texte, voulez-vous savoir comment on décidait nos aïeux, il y a neuf siècles, à partir pour la Croisade? Vous apprendrez en même temps comment nos soldats, aujourd'hui encore, ont besoin qu'on les harangue. Écoutez, c'est le pape Urbain II (un homme de France, né en Champagne) qui prêche au Concile de Clermont en Auvergne. Il dit : « Nation des Français, nation élue de Dieu, comme le montrent tes œuvres, et chère à Dieu, et qui te distingues entre toutes les autres par ton dévouement à la sainte foi et à l'Église, c'est vers toi que va notre parole et notre exhortation...

(1) *La Chanson de Roland.* — L'archevêque Turpin, avant la bataille, à l'armée agenouillée.

A qui peut revenir la tâche de venger les outrages des Infidèles, sinon à vous, Français, à qui Dieu donna, plus qu'à tout autre peuple, la noble gloire des armes, des cœurs grands, des corps agiles, et la force de ployer qui vous résiste? Puissent émouvoir vos âmes et les exciter les actes de vos ancêtres, la prouesse et la grandeur du roi Charlemagne, de son fils Louis et de vos autres rois, lesquels ont détruit les royaumes des païens et reculé les frontières de la Sainte Église!... O chevaliers très preux, issus de lignages invincibles, souvenez-vous de la valeur de vos pères!... » Voilà comment il fallait présenter les choses à nos nobles aïeux. Et c'est ainsi que leur parlaient Jeanne d'Arc, qui se nommait elle-même la « Fille Dieu, » et Bonaparte, et avec lui les généraux républicains, et c'est encore l'esprit dont s'enflamment nos soldats quand ils surgissent des tranchées en chantant *la Marseillaise*, sous la bénédiction de leurs aumôniers.

Sans doute, la raison nous atteint et nous persuade. Nous entendons ceux qui nous disent que la France est un chef-d'œuvre réel et tangible dont il faut maintenir et perfectionner les formes; qu'elle ne peut pas vivre sans Metz et Strasbourg, qu'elle a besoin d'équilibrer son Midi avec des populations du Nord et de l'Est; qu'elle sera désarmée, ouverte, tant qu'il lui manquera ses frontières naturelles... Mais beaucoup demeureraient froids. Et pour se sacrifier, les fils de France veulent toujours n'être pas morts uniquement pour la France.

Il est arrivé que la France brisât la chaîne de ses traditions et perdît jusqu'à ses souvenirs, cependant elle demeurait fidèle à son âme. Dans chaque génération elle fait revivre des Roland, des Godefroy de Bouillon, des Bayard, des Turenne, des Marceau, ne sût-elle plus leurs noms, et toujours elle s'enivre avec des sentimens dont elle ne change que les formules.

Parfois le poème sommeille : jamais il ne fut plus fraternel, plus religieux qu'à cette heure. Comme de nombreux traits de l'Ancien Testament, obscurs et chétifs par eux-mêmes, ne prennent leur plein sens qu'à la lumière du Nouveau, de même les antiques prouesses des chevaliers et de nos aïeux respectés semblent n'être que la préfiguration des choses plus riches et plus saintes d'aujourd'hui. On dirait que l'histoire de notre nation tendait tout entière à ce que nous voyons depuis deux années. Des millions de Français sont entrés dans cet état

d'héroïsme et de martyre qui jadis, aux époques les plus hautes de notre histoire, fut le fait seulement d'une élite. Jeune ou vieux, pauvre ou riche, et quel que soit son *credo*, le soldat français de 1916 sait que la France est une nation qui intervient quand il y a trop d'injustice sur la terre, et dans sa tranchée boueuse, le fusil à la main, il sait qu'il continue les *Gesta Dei per Francos*.

Roland au soir de Roncevaux meurt en murmurant : *Terre de France, mult estes dulz pays.*

C'est avec le même mot et le même amour que meurent les soldats d'aujourd'hui. « Au revoir, écrit Jean Cherlomey à sa femme, promets-moi de n'en pas vouloir à la France si elle m'a voulu tout entier. » « Au revoir, c'est pour la France, » dit en mourant le capitaine Hersart de la Villemarqué. — « Vive la France, je suis content, je meurs pour elle! » dit le brigadier Voituret, du 2e dragons. Et il expire en essayant de chanter *la Marseillaise*. — Albert Malet, dont les manuels ont enseigné l'histoire à nos écoliers, s'est engagé pour la guerre ; une balle l'atteint à la poitrine. Il s'écrie : « Mes amis, en avant! Je suis heureux de mourir pour la France. » Et il s'affaisse sur les fils barbelés devant la tranchée ennemie. « Vive la France, je meurs, mais je suis content! » crient tour à tour l'un après l'autre des milliers de mourans, et le soldat Raissac du 31e de ligne, blessé à mort le 23 septembre 1914, trouve avant d'expirer la force d'écrire au dos de la photographie de sa mère : « Mourir est un honneur pour le soldat français. »

Ils ne veulent pas qu'on les pleure. Georges Morillot, normalien, sous-lieutenant au 27e d'infanterie, mort pour la France dans la forêt d'Apremont, le 11 décembre 1914, laissait une lettre à ses parens : « Si vous ouvrez cette lettre, c'est que je ne serai plus et que je serai mort de la plus belle mort. Ne me pleurez pas trop : ma fin est enviable entre toutes... Parlez de moi par momens comme d'un de ceux qui ont donné leur sang pour que la France vive, et qui sont morts joyeusement... Depuis ma première enfance, j'ai toujours rêvé de mourir pour mon pays, face à l'ennemi... Laissez-moi dormir où le hasard des batailles m'aura mis, à côté de ceux qui comme moi seront morts pour la France : j'y dormirai bien... Mes chers parens, heureux ceux qui sont morts pour la patrie! Qu'importe la vie des individus, si la France est sauvée! Mes bien-aimés, ne

pleurez pas... Vive la France! » — Louis Belanger, âgé de vingt ans, tué à l'ennemi le 28 septembre 1915, avait écrit aux siens : « J'espère que ma mort ne sera pas pour vous un sujet de tristesse, mais une sensation de fierté. Je désire que mon deuil ne soit pas porté, car il ne faut pas qu'au jour de gloire où la France sera restaurée, le noir vienne ternir le soleil dont toutes les âmes françaises seront illuminées. » Pour lui obéir, les billets faisant part de sa mort n'ont point été encadrés de noir, mais bordés d'une bande d'argent. — Hubert Prouvé-Drouot, Saint-Cyrien de la promotion de la Grande Revanche, mort au champ d'honneur, donne pour dernière recommandation à sa mère, en la quittant pour rejoindre son régiment : « Quand les troupes rentreront victorieuses par l'Arc de Triomphe, si je ne suis plus là, mettez vos plus beaux vêtemens et soyez-y! »

Les mères entendent et participent de cet enthousiasme sacré. Devant le lit d'hôpital où gît le corps de son fils mort, un père pleure; la mère, une paysanne, lui prend la main : « Faut avoir du courage, mon homme. Tu vois bien que le petit en avait. » — Un soldat de Bagnères-de-Bigorre, jardinier à Lourdes, meurt à l'hôpital de l'Institut par suite d'une grave blessure: sa femme, appelée par dépêche, arrive trop tard. Devant le corps de son cher mort, elle dit simplement : « Il est mort pour la patrie. C'était sa mère, je ne suis que sa femme. » — Mme de Castelnau, la femme du chef illustre, est à la table de communion; elle prie pour ses trois fils qui se battent. Mais voici que la main du prêtre qui lui présente l'hostie tremble. Elle a compris et dit simplement : « Lequel? »

C'est que les mères françaises soutenues par une force surnaturelle croient que leurs fils en tombant pour la France trouvent, plutôt que la mort, leur épanouissement. L'une d'elles, qui ne veut pas que nous la nommions, emploie ce mot dans une lettre éblouissante de sainte beauté :

Paris, 20 octobre 1915.

« Commandant,

« Je ne saurais assez vous remercier de la fidélité de votre douloureux souvenir. L'anniversaire du sacrifice de mon brave enfant est particulièrement cruel et doux : cruel, parce qu'il me

rappelle un jour où je songeais à lui, sans me douter de l'épreuve que sa vaillance allait me coûter ; doux, parce que je ne saurais évoquer la brusque fin de cette pure et courte vie, sous un autre aspect que celui d'un suprême épanouissement.

« Merci, commandant, de tout ce que vous me dites de mon cher petit soldat ; puisse sa mort glorieuse contribuer à la victoire de notre France, alors je m'agenouillerai, et une fois de plus je dirai : merci !

« Mon cœur de mère reste brisé devant la mort de cet enfant de vingt ans qui était toute ma joie. Ah ! comme à la fois on peut être fier et malheureux !

« Voulez-vous, commandant, être mon interprète auprès de tous ceux qui gardent le souvenir de celui qui est tombé pour la patrie, et leur dire que ma pensée va souvent vers cette terre de Lorraine si chère aux âmes françaises.

« Recevez, commandant... »

Un suprême épanouissement, dit-elle ! Il semble, en effet, que nous n'ayons connu que des chrysalides et que tout un peuple déploie ses ailes. La France éternelle se dégage. C'est pour elle que les fils de France meurent d'une mort pieusement acceptée par les mères,

Une femme du peuple est avertie de la mort de son mari au champ d'honneur, tandis qu'elle tient dans ses bras son enfant qu'elle allaite. Elle chancelle, se redresse et crie : « Vive la France ! » en soulevant son fils vers le ciel... Fils des martyrs, fils de trente générations pareilles, tu vivras demain dans la France de la victoire.

MAURICE BARRÈS.

CHOSES D'ESPAGNE

II[1]

IV

Notre histoire et celle de l'Espagne forment un corps de doctrine sur les rapports du droit et de la force. Rappeler ce corps de doctrine, clair, ancien, constant, nous paraissait le plus sûr moyen de maintenir l'Espagne en concorde avec nous et en fidélité avec elle-même.

Dans l'irritante formule : la force est le droit, tout n'est pas faux. Il y a entre l'énergie physique des hommes une inégalité native qui donne aux mieux pourvus un avantage, non un droit. Mais cette vigueur native, que la mollesse et les vices dépravent, se conserve et s'accroît par l'exercice du travail, la discipline de la sobriété, la continence des mœurs. Il y a donc entre les puissances du corps et les puissances morales un rapport, et un gouvernement de la matière par l'esprit. La supériorité guerrière d'un peuple n'est pas faite uniquement par la dimension des poings, mais encore par la valeur des armes et de la tactique, laquelle supériorité s'acquiert par l'application et les ressources de la pensée. La force est donc pour une part la récompense d'efforts intellectuels et de vertus morales. A ce titre, elle peut prétendre au prestige, inspirer le respect, et quand son emploi légitime la fait dans le monde protectrice des

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

faibles contre la violence, la force est le droit. Mais quand elle s'exerce contre l'indépendance d'un peuple, et plus encore quand elle travaille à l'asservissement de tous, elle détruit le droit.

Elle le détruit, fût-elle employée, par le plus magnifiquement doué des peuples, à étendre partout les ressources de sa culture. Car le plus riche en dons ne les a pas reçus tous. Chaque race se distingue des autres par des aptitudes et des vertus qui lui sont propres, et constituent son apport particulier à la civilisation commune. Des États médiocres de population et dénués de vigueur agressive sont parfois les premiers par la gloire de leurs lettres, leur culte des arts, leur privilège de propager la générosité et l'espoir dans le monde. Ces énergies, pour être les moins créatrices de force matérielle, ne sont pas les moins utiles, les moins nobles, les moins sacrées. Si un État trop idolâtre de soi-même pour respecter les autres, avide, réaliste, dur, ennemi des chimères et qui parmi ces chimères compte la justice et la pitié, emploie la contrainte pour imposer silence aux génies différens du sien et réduire les peuples aux qualités qu'il possède, aux desseins qu'il poursuit, aux pensées qu'il conçoit, il appauvrit l'humanité. Plus encore qu'il n'en mutile la richesse présente, il en menace l'avenir. Pour substituer ainsi, dans la civilisation du monde, aux spontanéités de toutes les races la discipline autoritaire d'un seul peuple, il faudrait au moins qu'il fût sûr de durer sans vieillir. Si la vigueur de son hégémonie s'affaisse en une décadence, quel sort prépare-t-il à la société humaine quand elle n'aura, pour se conduire, ni ses énergies à elle, qu'il aura détruites, ni ses énergies à lui, qu'il aura perdues? Si cette force prétend être légitime comme arme d'un civilisateur violent, où est la preuve que le plus violent, au moment même de sa victoire, soit le plus civilisateur? C'est par sa supériorité matérielle qu'il l'emporte, et plus d'une fois les trésors des races séculaires ont subi une barbarie victorieuse par sa brutalité même.

Dès maintenant, l'Allemagne, quels que puissent être ses dons et par l'usage qu'elle en fait, est barbare. Le plus difficile progrès de la civilisation est sa victoire sur l'instinct primitif qui pousse chaque homme à se préférer à tous les autres; le bienfait suprême de la civilisation est la solidarité qui lie

l'effort de chacun à l'intérêt de tous. La civilisation avance dans la mesure où l'égoïsme recule. Or, toutes les énergies de l'Allemagne ne perpétuent et n'étendent que son égoïsme. Quand, au nom de ses aptitudes, elle aspire à l'hégémonie sur les peuples, ce n'est pas à leur avantage qu'elle songe, mais au sien. Quand elle prétend discipliner l'anarchie des indépendances nationales, elle veut combattre hors de chez elle les activités rivales de sa domination sur l'univers. Quand elle se prépare à mettre l'ordre dans le travail du monde par le conseil d'une volonté unique, experte à répartir partout les tâches selon les aptitudes et les productions selon les besoins, elle entend s'assurer le monopole des industries les plus avantageuses pour elle, abandonner au vulgaire des peuples les besognes inférieures comme eux, et capter à son profit la richesse. Elle s'adjuge un droit naturel sur tout ce qui a une valeur : il explique l'absence de scrupules avec laquelle ses marchands s'approprient les inventions du commerce, avec laquelle ses hommes de tout rang espionnent les secrets des États, avec laquelle ses érudits exercent un droit de suite sur les travaux des savans étrangers et font le silence sur les noms voleurs de gloire à l'Allemagne. Son orgueil pervertit jusqu'à sa religion, le sentiment le plus fait pour apprendre l'humilité à tous; sa piété ne connaît que la prière du Pharisien, l'homme qui rend grâce à Dieu de n'être pas semblable au reste des hommes.

Si du moins ce dédain tenait tous ceux de son peuple unis jusqu'au sacrifice à la grandeur commune, la générosité des individus ennoblirait l'égoïsme de la race. Et n'est-ce pas cet oubli de soi qui apparaît dans leur fidélité à s'aider les uns les autres au nom de l'Allemagne, dans leur courage à combattre et à mourir pour la grandeur de leur pays? Dans les combats de la paix et de la guerre, ils semblent, à l'image des Germains leurs ancêtres, liés les uns aux autres par des chaînes, tant ils font bloc de leurs forces. Mais quand les Germains se soudaient ensemble, ce n'était que pour garder toute leur puissance d'invasion, et par l'invasion chacun ne voulait que parvenir à sa part de terre fertile et ne songeait qu'à lui seul. De même si l'Allemand d'aujourd'hui a hérité cette discipline, si les groupes qui n'ont les uns pour les autres aucune tendresse, hobereaux, démocrates, conservateurs et socialistes, sont unanimes à suivre l'État dans toutes ses ambitions, ce n'est pas

pour vivre dans une lumière indivise de gloire commune. Leur intelligence réaliste voit dans toutes les conquêtes de l'État la part de chaque Allemand, et est insatiable d'avantages nationaux parce qu'elle est insatiable de butins particuliers. Les colonies offriront aux familles allemandes qui étouffent sur un sol trop étroit des espaces plus larges, les extensions de frontières donneront de nouveaux marchés aux producteurs allemands, la prépondérance militaire assurera à chaque Allemand dans le monde entier les égards, l'influence et les gains. Servir son pays est pour chacun d'eux se servir, et chacun l'aime pour l'amour de soi.

L'Allemagne par sa prétention d'apporter au monde un ordre nouveau, ne fait que rajeunir la plus vieille des erreurs humaines. Chaque peuple dans l'antiquité s'estimait supérieur à tous les autres peuples par la protection de Dieux supérieurs à tous les autres dieux, et croyait que toute la terre lui avait été préparée comme domaine. Tous les peuples pour se la disputer y perpétuèrent les massacres, l'esclavage, les ruines, et de ces ruines la moindre n'était pas celle du génie particulier à chaque race, et qui, l'un après l'autre, disparurent écrasés par les vainqueurs. Rome acheva ces conquêtes dévastatrices en réalisant l'Empire que les autres avaient rêvé. Son œuvre fut aussi parfaite que pouvait l'être la substitution d'un génie solitaire aux multiples spontanéités des races, aussi féconde que pouvait l'être l'omnipotence au service de l'égoïsme. Mais comme elle n'avait pas instruit l'univers à se conduire mais à se soumettre, quand elle ne sut plus commander la décadence d'une race suffit à la chute d'un monde.

C'est de cette chute qu'il fut relevé par le christianisme. Tout l'avenir fut changé par la doctrine qui opposait à l'inégalité des peuples l'égalité des hommes. En fondant cette égalité sur une dignité antérieure et supérieure à toute différence des conditions humaines, l'Évangile amoindrissait l'importance des races. Elles séparent seulement pour les intérêts et le cours de la vie terrestre les êtres dont la destinée commune et principale est une vie immortelle. Une providence raisonnable a divisé entre ces races les dons utiles à la vie présente des hommes, afin qu'ils se rapprochent, se sentent nécessaires les uns aux autres, s'entr'aident, s'aiment, et qu'elles constituent les familles d'une seule société.

Cette société, à la fois diverse de nations et une de doctrines, avait autant de chefs temporels qu'elle avait d'États, et un seul arbitre de sa loi morale, le Pape. Elle voulut que, si les chefs d'État dans leurs territoires nationaux exerçaient la souveraineté, ces souverainetés ne s'élevassent point contre les devoirs de justice, de pitié ou de morale, devenus sa civilisation commune. Par le concert des souverains et du Pape elle créa l'Empereur, des souverains le plus haut, qui par sa prééminence devait unir les nations en une société, veiller sur leur fidélité à la loi chrétienne et diriger l'effort de cette chrétienté vers les œuvres d'intérêt général. C'était une hiérarchie très complète, où tous les intérêts avaient leurs garanties, où les plus élevés et les plus internationaux de ces intérêts avaient pour gardien armé l'Empereur qui représentait l'assentiment volontaire des peuples aux lois civilisatrices de l'Église. Cette société possédait donc l'unité, et c'était l'innovation suprême du catholicisme que au lieu de laisser les races à leurs solitudes haineuses, il leur eût préparé l'alliance de leurs dévouemens au bien universel.

Quand l'Allemagne accuse cet ordre chrétien d'être resté incomplet, quand elle affirme que, s'il constitua les États avec leurs lois nationales, il ne réussit point à grouper les États en une hiérarchie unique, l'Allemagne attente à la vérité.

Jamais le monde n'a connu le bienfait d'un accord durable et volontaire entre les peuples que par l'organisation de la société chrétienne. Mais l'équilibre de ces institutions a été aussitôt mis en péril par la tradition païenne qui survivait dans les peuples même chrétiens, et dès lors l'histoire raconte la lutte entre l'influence qui travaille à accroître entre les hommes les rapports de société et l'influence qui veut perpétuer les rapports de conquête.

L'influence civilisatrice fut l'influence latine. De l'Europe qui est encore la mêlée d'un combat, trois peuples se dégagent, l'Italie, l'Espagne, la France. Tous trois ont reçu dans une intelligence préparée par la culture romaine la morale nouvelle. Consciens de leur importance, ils se seraient respectés, ne fût-ce que par doute qu'ils pussent se vaincre : surtout, pour refréner les tentations de la violence, grandissent en eux, les deux forces les plus étrangères à la force, la foi et le savoir.

Voici comment elles franchirent les frontières de ces peuples pour en mêler les multitudes et en unir les âmes. Sur le sol de l'Italie, de la France et de l'Espagne, les souvenirs religieux avaient leurs sanctuaires, communs à tous les chrétiens. Le zèle, alors dans la nouveauté de son ardeur, se satisfaisait à les visiter et mesurait le mérite du voyage à la longueur de la route. Sans cesse des gens de toute condition passaient d'un pays à l'autre. De Rome en Espagne, à travers la France, les sanctuaires semblaient les stations d'un chemin de croix, nombre de ces haltes étaient célèbres, et, tant l'afflux de nos pèlerins était grand vers l'Espagne, la voie qui des Pyrénées descendait vers Saint-Jacques de Compostelle s'appelait « le chemin des Français. » Le mélange de ces foules, leur piété semblable, l'échange de leurs idées rendu facile par la communauté de la langue latine qui n'était pas encore déformée en langues nationales, tout contribuait à faire là une âme commune. Les sentimens de haine, même d'indifférence, n'étaient plus naturels à ces gens venus de trois pays pour s'unir dans la même prière. Là coulait entre les trois peuples la plus ancienne, la plus profonde et la plus abondante source de familiarité et de bon vouloir. En comparaison des pèlerins, les lettrés étaient bien peu nombreux quand le savoir devint aussi une puissance. Le savoir risque, par ses méthodes comme par ses directions, de grouper ses adeptes en écoles, en pays et de séparer les hommes. Mais comme dans le savoir de ces temps la religion était la maîtresse, elle maintenait entre les études, où qu'elles se poursuivissent, les voies ouvertes, et les érudits avaient d'autant plus la curiosité de connaître les diversités apportées par le travail particulier de chaque nation à ces concordances générales. Les universités de France, d'Italie et d'Espagne attiraient les professeurs et les étudians des trois pays aux leçons les plus célèbres, comme un seul auditoire. La parole du maître, entendue sous les arcades de la docte Bologne, ou notée sur les longues et épaisses poutres qui servaient de pupitres aux étudians de Salamanque, ou dominant les foules assises sur la paille de la montagne Sainte-Geneviève, enseigne à ceux de chaque race à admirer les dons de la race voisine. La puissance de l'enseignement, au lieu de se combattre, se surajoute et répand, sur les disciples venus de toutes parts, son unité.

La forme politique de cette concorde internationale fut le

Saint-Empire, que Charlemagne bâtit sur le ferme assentiment des multitudes latines. La preuve la plus remarquable de la prééminence accordée aux intérêts généraux de la société chrétienne sur les intérêts particuliers de chaque race fut le religieux entêtement des croisades, continuées pendant trois siècles pour que les chrétiens d'Orient ne fussent plus séparés de la civilisation chrétienne. Elles furent surtout l'œuvre de l'Italie et de la France. Et si l'Espagne n'y parut guère, c'est qu'elle en soutenait une plus continue encore, sur son propre sol. Il y avait entre ses diverses régions si peu d'unité qu'on les appelait les Espagnes ; ces dissidences avaient favorisé l'établissement des Maures. Mais comme toutes les Espagnes étaient unes par la foi, elles étaient de la même civilisation, et comme cette civilisation leur semblait le plus grand des biens, chacune d'elles se sentait obligée envers toutes les autres à les délivrer de l'Islam. En vain il est maître de presque toute la péninsule, elles ne comptent ni les chances, ni les périls, elles commencent sans hésitation les huit siècles de misère qu'elles vivront sans défaillance : première et longue acceptation de la morale que, pour un peuple comme pour un homme, le plus impérieux devoir est le plus certain intérêt. Unifié par la lutte et par la victoire, ce peuple reste le serviteur de la même cause : en faveur de la civilisation que l'Islam tient toujours captive en Orient, il est prêt encore quand la France est lasse, et Lépante, la dernière splendeur des croisades, est une gloire espagnole.

Cette consécration d'un peuple à une idée reçut sa récompense, égale au sacrifice. C'est des Asturies, seules échappées aux Maures, qu'était partie l'entreprise de rendre l'Espagne à la chrétienté, et l'Espagne désormais avait pour colonie le plus vaste et le plus riche des continens. Par cette conquête se continue la même œuvre. Colomb est poussé par la sollicitude d'apporter aux multitudes inconnues, qu'il devine, la civilisation ; c'est pour accroître cette civilisation que Ferdinand et Isabelle demandent les terres nouvelles au Pape, alors accepté comme le juge suprême du droit ; et Alexandre accorde le bénéfice à la condition de l'apostolat. L'apostolat fut vite primé par le brigandage, le sort des populations devint atroce : mais il parut atroce, dès lors, parce que le devoir, transgressé par les actes, continuait à tourmenter les consciences. Contre les spo-

liateurs et les cruels, le clergé d'Espagne ne se lassa pas de défendre, parfois au péril de la vie, les indigènes ; et, s'il obtint trop tard pour eux la reconnaissance de leurs droits, du moins ne cessa-t-il pas son effort que le grand conseil de Castille n'eût confessé les fautes et solennellement rappelé aux conquérans cupides et cruels leur mission de régénérer dans un monde nouveau les créatures humaines par la vérité.

C'est la même doctrine que l'Espagne veut servir quand à la Réforme elle oppose partout la résistance inflexible de son orthodoxie. Habituée à défendre contre l'Islam sa foi par le fer, elle employa la même arme contre les protestans, et ne se lassa pas de frapper jusqu'à ce que l'arme se brisât entre ses mains. Elle perdit à cette dernière lutte sa primauté politique, et ses bourreaux et ses victimes demeurent dans le souvenir les témoins toujours vivans d'un fanatisme sans pitié. Sa grande faute fut de n'avoir pas, durant une vie toute guerrière, assez médité la religion qu'elle voulait défendre, de n'avoir pas compris le précepte donné aux hommes par l'obstination du Christ à ne jamais accepter le secours d'aucune contrainte. La grande erreur fut de ne pas reconnaître qu'où l'unité créée par la persuasion se brise, la persuasion seule reste efficace pour rétablir l'unité disparue des esprits. Mais cette erreur était à ce moment celle de tous, les moyens employés furent ceux de l'époque, les mêmes dont usaient les protestans contre les catholiques. Condamnation passée sur les moyens, reste à juger le but. Que la paix des esprits soit pour toute société l'état le meilleur, personne n'y contredira, et cette paix est d'autant plus précieuse que les objets de l'accord sont plus importans. La Réforme, fût-elle par ses différences avec le catholicisme supérieure à lui, apportait au monde un mal profond, la discorde. Si le catholicisme persistait à se croire en possession de la vérité, il n'avait pas le droit de tenir pour légitime une doctrine qui rompait la paix des intelligences, et il était naturel que l'Espagne fût la première à résister. Et, dans l'entreprise où ses fautes furent celles de son temps, ceci fut original : l'Espagne, partout où elle agit, sacrifia son intérêt à ce qu'elle croyait son devoir. Dans les Pays-Bas, ses sujets étaient riches et fidèles, bien que tumultueux : les laisser libres de leur religion était s'assurer, avec leur docilité, des ressources abondantes. L'Espagne ne rêvait pas de conquérir la France : à refuser son secours à

la Ligue, elle s'épargnait la guerre qui, de choc en choc, finit par briser sa « fameuse infanterie » à Rocroy. Moins encore pensait-elle à changer l'Angleterre en possession espagnole : à ne pas tenter l'invasion du pays qu'elle n'entendait pas asservir, elle se gardait intacte sa marine. A laisser aller les choses, elle ménageait tout ce qu'elle hasarda à faire comme elle fit. Or, elle n'avait pour le faire qu'une raison : elle crut que le service de la civilisation passait avant le service de l'Espagne. Elle voulut combattre partout où cette civilisation était combattue; elle lutta jusqu'au bout de ses forces pour sauver la foi.

Et quand elle cessa d'être une grande puissance elle a, par la différence de ses fortunes, parfait l'unité de son caractère. Des nations elle restait la première par sa croyance en un bien essentiel, commun à tous les hommes, supérieur au bien particuliers des États, par sa générosité à servir les autres, par sa constance à se sacrifier pour eux. En elle apparaissent dans leur plénitude le désintéressement et l'héroïsme de la solidarité humaine qui inspira la civilisation latine.

Des ennemis qu'a rencontrés cette civilisation, le plus ancien, le plus constant, le plus redoutable est l'Allemagne. En une place du monde, dès l'origine, s'abrite et se prépare d'avance, contre la doctrine de l'égalité et de la fraternité humaines, la résistance d'une race séparée, résolue à ne vivre que pour elle, et résolue à défendre par son isolement ses aptitudes à la domination. Tels furent les Germains qui refusèrent de se soumettre, même à Rome. Tels furent les Saxons qui prétendaient sous Charlemagne garder leurs vieux dieux, et qui, sans cesse vaincus et jamais domptés, cherchaient toujours des forêts plus profondes pour fuir la société des autres peuples et la poursuite odieuse du christianisme. Quand enfin, devenus les Allemands, ils forment corps avec cette chrétienté et en pratiquent les institutions, c'est pour les fausser. L'Empire, tel qu'il avait été conçu à l'origine, était un magistère confié au plus digne des princes, par le suffrage de ses égaux : quand l'Allemand est devenu assez fort pour que ses chefs obtiennent cette dignité, elle change de caractère. Au lieu qu'elle soit protectrice de la chrétienté, elle devient protectrice de l'Allemagne. Le droit de suffrage est confisqué au profit des

plus puissans parmi les princes germaniques. Parmi ces Empereurs quelques-uns sont sincères dans leur dévouement aux intérêts généraux de la famille chrétienne, mais, même chez ceux-là, domine la race, une race qui n'est pas celle des Empereurs francs. De là leurs premières mésintelligences avec la papauté qui, par ses enseignemens et ses censures, leur devient incommode. Ils veulent que son autorité, au lieu de les avertir et de leur résister parfois, leur obéisse toujours, et ils prétendent faire les Papes. Par là ils prouvent leur inintelligence de la force morale, et désorganisent au profit de la puissance matérielle tout l'équilibre de la société chrétienne. Les deux chefs dont l'accord devait la tenir en ordre la troublent de leur lutte : quand l'Empire est le plus fort, il avilit par ses choix la papauté; quand la papauté l'emporte, pour rester libre, elle affaiblit l'Empire. Celui-ci déjà esquive ses devoirs de charge. C'est la défection des empereurs allemands qui paralyse les croisades. Ils préfèrent, aux expéditions lointaines par lesquelles on ne pouvait que délivrer des peuples, des expéditions moins stériles qui leur permettront d'acquérir ou de rançonner des provinces à leurs portes.

Par les descentes des Empereurs allemands en Italie se rompt le scrupule d'honneur qui, dans les desseins de la Papauté, devait rendre inviolables aux princes chrétiens les possessions chrétiennes. L'exemple tentateur sollicite ceux-ci d'ambitions proches. L'Italie ne leur a pas en vain été montrée comme une proie et, dès le xve siècle, le choc des cupidités a changé en adversaires l'Italie, la France et l'Espagne, les trois peuples dont la solidarité avait donné sa base solide à l'ordre chrétien. L'Église, de moins en moins puissante sur la politique, ne garde plus que sur la morale une autorité affaiblie, mais qui encore gêne trop l'Allemagne, toujours la plus indocile aux disciplines de Rome. Et d'Allemagne s'élève au xvie siècle le premier cri de la révolte qui va rompre l'unité religieuse. Le peuple germanique a suffi à ruiner ce que la collaboration des races latines avait édifié. Il semble, il est vrai, épuisé et comme dissous dans sa victoire. Ses petits États servent aux rencontres et aux pillages de voisins plus forts. Mais il a accompli l'essentiel : il a enlevé aux peuples la communauté de croyance, le sentiment d'une parenté, la sollicitude d'un ordre général. Chacun d'eux n'est plus occupé que de soi, tient les autres peuples pour

des rivaux, le concept païen rajeuni par l'Allemagne a converti le monde. Dès lors il suffira que les défiances et les griefs continuent à dissocier la vieille union, pour que le monde redevienne la forêt dangereuse où chacun se garde et où nul ne se secourt. Il suffira que l'Allemagne y laisse grandir obscurément son torse de lutteur, et choisisse la place et l'instant pour frapper l'un après l'autre chacun de ces peuples isolés.

Depuis le XVIII[e] siècle, la forêt a été, sauf un seul jour, favorable au chasseur. Il a fait disparaître dans son corps insatiable Pologne, provinces rhénanes, terres danoises, hégémonie de l'Autriche, régions françaises, autonomie des États allemands; et ce n'étaient que des mesures préparatoires. Il juge le moment venu de les tenter plus définitives, et il ne cache plus que, par la souveraineté du territoire ou du commerce, il veut non seulement subalterniser son alliée l'Autriche et ses adversaires l'Angleterre, la Russie et la France, mais englober les neutres mêmes et que Belgique, Suisse, Hollande, Danemark et États scandinaves appartiennent à son système. Il n'est pas vraisemblable qu'il accomplisse d'un coup un tel changement. Mais, subît-il une déception éclatante, si les États restent dans la division qui est l'alliée permanente de ses desseins, lui, le plus fort des peuples isolés, continuera à entretenir leurs dissentimens, opposera sa prépondérance d'Empire à la faiblesse de chacun, et bravera la révolte collective d'une Europe sans opinion générale. Qui affirmerait que l'avenir ne lui offre pas des chances nouvelles? qu'il ne saura pas les susciter ? Qui affirmerait qu'après un peu de temps passé la conscience de l'univers ne sera pas plus incertaine encore et plus timide qu'aujourd'hui?

L'arrêt aujourd'hui imposé au plan dominateur de l'Allemagne est un délai de grâce accordé à cet univers, pour se défendre en se transformant. Car ce n'est pas seulement l'Allemagne qui menace les nations, mais elles-mêmes qui attirent le danger. Ce danger, le plus redoutable, n'est pas la violence conquérante d'une race et d'une heure, c'est la permanente absence de société entre tous les peuples, et tandis que l'Allemagne travaille seule contre eux, ils travaillent tous pour elle par leur inorganisation.

L'Allemagne triomphe du mal qu'elle a voulu, quand elle reproche au monde actuel d'être une anarchie où chaque État songe seulement à soi. Mais elle a raison de dire que cette

anarchie ne saurait être la destinée définitive de l'univers. Cette anarchie prépare les voies à l'Allemagne : car, des nations isolées elle est la plus prête, et aucune ne l'égale par le génie de l'égoïsme.

Certes son postulat que, les races étant inégales, la race supérieure doit dominer les autres, est démenti par cette vérité que les dons des races sont divers, que tous sont nécessaires au genre humain, et qu'elles doivent rester libres pour le mieux servir. Mais qui a droit d'évoquer cette diversité et ce service, parmi des familles humaines qui restent enfermées en elles-mêmes, qui toutes songent non à donner mais à prendre, et se sont rendues étrangères aux intérêts, et au génie des familles voisines? Et c'est là encore un avantage pour l'Allemagne, car, dans la comparaison des mérites, chaque race ne met en parallèle que ses dons personnels en face des ostentations accumulées par le grand peuple. Puisqu'il prétend devenir le maître de tous, ce sont pourtant les dons de tous qu'il faut mettre en parallèle et montrer par l'ensemble supérieurs aux siens.

Si les nations veulent échapper au joug, il faut d'abord qu'elles reprennent conscience de leurs périls et de leur vocation. Il faut qu'elles se refassent une vie commune, qu'elles redeviennent confiantes les unes dans les autres, fières les unes des autres, et qu'ayant repris le sens des proportions, elles opposent aux qualités allemandes la puissance réunie de leurs aptitudes et de leurs énergies. Il faut surtout, lorsqu'elles opposent au droit de la force et aux facilités de la soumission les fécondités de l'indépendance et le respect de la dignité humaine, ce ne soient pas là de vains mots, mais des réalités efficaces, et qu'ait été trouvé le moyen d'assurer, par une discipline volontaire, l'ordre général contre l'anarchie des égoïsmes nationaux. Car cette autorité manque, elle est nécessaire, et faute d'être assurée par la libre adhésion des États, elle s'établira par l'omnipotence d'un maître.

Dans cette urgence qui met en demeure tous les peuples, lesquels sont le plus appelés, le plus contraints par leur passé à agir, sinon les peuples de race latine?

Eux sont les contradicteurs nés de l'Allemagne. A sa première prétention ils opposent par leur existence seule un démenti perpétuel. L'Allemagne s'attribue l'universalité des apti-

tudes, et eux doivent une renommée universelle à des aptitudes que l'Allemagne ne possède pas. Tandis que l'Allemagne avait pour sa race les yeux de l'avare pour son trésor, la France répandait sur l'espèce humaine les prodigalités de ses sollicitudes. Tandis que l'Allemagne, pour se préférer à tout, enseignait le mépris du désintéressement, l'Espagne se faisait une tradition de préférer le droit à elle-même et poussait à l'héroïsme l'intelligence du sacrifice. Tandis que l'Allemagne enfantait les lettres et les arts, comme les fruits de sa faiblesse, quand elle était incapable d'action, les dédaignait dès le retour de sa force pour suivre son inspiration préférée, la violence, et de cette violence naturelle gardait la marque indélébile dans des brutalités incurables, l'Italie, mère de beauté, dans toutes ses fortunes enfantait le génie triomphant ou consolateur, et répandait la politesse élégante et douce des rapports entre les hommes.

A ces supériorités les trois peuples ont ajouté celle de comprendre que pour se compléter ils devaient s'unir. Tandis que l'Allemagne s'isolait, craignant de perdre ou de partager par tout mélange, ils s'agrandirent en faisant tomber autour d'eux les barrières. Les premiers ils consacrèrent la doctrine que les races diverses sont les familles d'une seule société, que la variété de leurs vocations, par ses plus fructueux labeurs, multiplie un trésor de vérité, de beauté, d'amour, et que cette richesse, accrue par chaque peuple pour le profit de tous, forme le patrimoine indivisible du genre humain. Durant plusieurs siècles, l'apport des trois peuples a suffi à la splendeur de la civilisation générale. C'est par la défaillance de cette civilisation latine envers elle-même, par les retours de l'égoïsme païen dans leur conscience rétrécie, que les autres peuples, relevant leurs murailles les uns contre les autres, se sont trouvés à la fois solitaires et ennemis, et que l'un d'eux a pu dire à tous : « Il n'y a de force que la mienne et de droit que le mien. » Son triomphe serait la défaite de la civilisation latine qui avait trouvé le secret de la victoire et, pour se défendre, doit revenir à son ancienne unité. Si l'adversaire a grandi, sa cause n'est pas devenue meilleure et sa provocation atteint maints peuples, qui jadis n'existaient pas encore et sont aujourd'hui parmi les plus grands. Les peuples latins doivent aux autres l'exemple de la solidarité. Qu'opposant à la solitude

du génie despotique l'alliance des génies émancipateurs, au claquement du fouet germanique, la voix de la liberté humaine, ils donnent un centre et une doctrine à la Sainte Alliance des peuples. Que ceux-ci n'aient plus à choisir seulement entre leur dispersion présente et leur assemblage sous le joug, mais entre la dictature d'une race et la société de toutes.

Et puisque cela même n'est pas assez, et que l'ordre, entre les peuples, doit trouver sa garantie non seulement dans le bon vouloir de leurs intentions, mais dans un pouvoir régulier, constitué stable, élevé par eux au-dessus d'eux-mêmes, pour donner aux droits de la justice et de l'humanité un défenseur mondial, l'initiative des peuples latins est plus urgente. Car ce pouvoir, ils l'avaient conçu, ils l'avaient établi. Personne à leur égal n'a titre pour restaurer, avec les changemens que le temps apporte aux institutions qu'il renouvelle, les pouvoirs universels. Alors, pour l'ambitieuse Allemagne, ce sera la fin de l'espérance même. Car le jour où, de nouveau, le monde possédera une autorité assez tutélaire pour réprimer la violence même accidentelle contre les intérêts d'un seul peuple, l'heure sera passée de la violence permanente contre les intérêts et les libertés de tous.

Telle est la suite d'idées que, de place en place et d'auditoires en auditoires, nous déroulions, au cours du voyage, infatigables chanteurs d'une même chanson.

V

L'Espagne est le royaume de la courtoisie magnifique. Son accueil excelle en grâces très différentes, par lesquelles elle concilie la politesse et le discernement. Les variétés infinies de ses égards se mesurent à ce qu'elle pense des personnes, sans que jamais celles-ci aient à se plaindre. Et fût-ce à des hôtes à qui elle ne doit rien, elle prodigue une générosité qu'elle croit devoir à elle-même.

A cause de cela, cet accueil trouble un peu comme un mystère ceux qui voudraient être sûrs qu'elle les reçoit bien, non seulement pour elle, mais aussi pour eux. Et, au premier abord, quand on n'objectait rien à nos paroles, nous nous demandions si elles semblaient tolérables ou convaincantes. Mais, même chez les plus raffinés, il est des indices qui dis-

tinguent la patience de l'assentiment. Bientôt, nous ne pouvions nous méprendre : plus l'œuvre germanique était exposée d'ensemble, comme la destructrice d'une civilisation latine par l'origine et universelle par le bienfait, plus la conscience à laquelle nous faisions appel répondait à la nôtre. L'Espagne reconnaissait sa part de travail dans cette collaboratiou des peuples et des siècles. Parce que nous demandions audience au nom d'un passé et d'un avenir communs, elle comprenait que nous soutenions sa cause comme la nôtre, nos affirmations se répétaient dans les réponses qui nous étaient faites, notre foi à la dignité humaine, aux indépendances nationales, au génie providentiellement divers des races, était confirmée sans s'amoindrir par ces bouches étrangères, et gagnait même en éclat et en ampleur à passer de notre langue dans cette langue ample et sonore où les mots d'honneur et de devoir sonnent comme des clairons et se déploient comme des drapeaux.

Ce fut donc une seule chose pour ces Espagnols d'admettre que l'enjeu de la présente guerre est une civilisation, et de conclure que, pour le salut de la civilisation latine, ses défenseurs ne seraient jamais trop unis. De cette union, notre rencontre était un commencement. Sans doute, c'était peu que le passage de quelques Français dans quelques villes d'Espagne. Mais nous nous y adressions aux hommes de pensée et d'étude, les plus consciens de la dette contractée par toute nation envers les autres, et de la multiplication transformatrice qu'elles trouvent dans la solidarité. Contre la race unique dont toutes les énergies forgées dans un seul bloc préparent au genre humain une seule chaîne, eux familiers des races diverses étaient les mieux préparés à notre requête de remettre en commun nos forces.

Pour trouver le modèle d'une entente plus intime, l'Espagne n'avait qu'à se souvenir. Sur son sol étaient debout les vieilles capitales de ces rapprochemens entre son intelligence et l'intelligence, son art et l'art, son âme et l'âme de la France. Nous nous rencontrions à notre tour où nos pères s'étaient rencontrés. Quand nous exprimions le regret que l'habitude de ces intimités se fût perdue, nous ne contestions pas que ce fût par notre faute, nous affirmions que, dans cette faute, il y avait de la négligence, sans oubli véritable; que nous ne venions pas interrompre nos caprices d'abstention par le caprice d'une

visite qui serait inutile si elle demeurait isolée. Nous demandions qu'on l'acceptât, comme le premier retour vers de bonnes habitudes, désireux de renouer des rapports avec des parens que, depuis trop longtemps, nous aimions de trop loin et pour qui nous voulions désormais être vraiment des proches. Le consentement de nos voisins a conspiré avec notre désir. Nous avons demandé aux Universités si, comme jadis, il leur plairait d'ouvrir leurs chaires à des maîtres français; elles ont accueilli avec la meilleure cordialité ce projet. Nous savions ne pas nous avancer trop en disant que l'Université de France verrait avec faveur des maîtres espagnols se faire chez nous les ambassadeurs de leur littérature et de leur science nationales. L'ouverture a été accueillie avec le même empressement. Une partie des étudians espagnols a conservé la coutume du Moyen Age et va s'instruire en pays étrangers, attirée aujourd'hui surtout par la science allemande : nous avons exprimé le vœu que ces étudians, plus fidèles à l'ancienne coutume, réapprissent le chemin de la France et de Paris. Nous promettions que s'ils venaient, l'on ferait en sorte que chez nous ils se crussent chez eux. En échange, nous reconnaissions, et surtout pour ceux de notre jeunesse qui se destinent à l'art, l'importance de fréquenter l'Espagne. Non seulement elle a des peintres qui sont les maîtres des maîtres, mais son architecture, si elle n'est pas la première par la beauté simple, est infiniment originale dans les surabondances de ses somptuosités. Et l'Andalousie est le trésor unique et merveilleux d'un art où le génie mauresque a reçu quelque apport du génie espagnol. Pourquoi notre École de Rome n'accorderait-elle pas à ses pensionnaires le droit de passer leur quatrième année en Espagne? L'idée, née là-bas de notre enthousiasme réfléchi, accueillie par nos hôtes comme nn hommage légitime et flatteur, fait en ce moment son chemin à notre Académie des Beaux-Arts, et, sous une forme ou sous une autre, viendra, ce semble, à réalisation. Ces projets trouvent un point fixe où s'attacher : le gouvernement français a fondé depuis quelques années à Madrid, sous le nom d'Institut français, une école supérieure destinée à nos jeunes érudits qu'attirent la littérature et les archives de l'Espagne. Si l'on étend les spécialités et qu'on augmente le nombre des pensionnaires, l'Institut français leur offrira un centre et une direction utiles. Et si, comme certains Espagnols semblaient le souhaiter,

un Institut espagnol était créé à Paris, la jeunesse studieuse des deux pays échangerait une hospitalité d'où seraient bannis les hasards. Plus la jeunesse devenue mitoyenne s'initiera ainsi à la langue, aux mœurs et aux œuvres des deux pays, plus elle y répandra la connaissance, la familiarité et le goût de leurs supériorités. Alors s'effaceront la plupart des préjugés que la rareté des rapports entretient entre les deux races. Sans doute cela est un début. Mais en amitié le plus difficile est de commencer, elle grandit ensuite toute seule. La porte à laquelle nous n'avions guère frappé depuis longtemps nous reste ouverte et hospitalière. Il dépend de nous, à la condition de n'être ni avantageux, ni inconstans, de reprendre notre place d'honneur au foyer de nos voisins.

A quoi bon? objectera plus d'un sceptique. Il s'agit de mener une lutte contre le despotisme de l'Allemagne. S'il faut chercher les alliés pour le rude combat, pourquoi mettre au nombre des plus désirables l'Espagne, dont l'influence pèse peu dans l'opinion du monde? N'est-ce pas à propos d'elle et de sa guerre contre les États-Unis que lord Salisbury distinguait « les nations vivantes et les nations mourantes? » Ne la désignait-il pas, quand, après avoir salué comme les maîtresses de l'avenir celles qui « accroissent d'année en année leur puissance, augmentent leurs richesses, étendent leur territoire, perfectionnent leurs moyens d'action, » il prévoyait une fin rapide à celles qui, faibles, pauvres, dépourvues d'activité, se survivent? Il est certain que l'Espagne n'est plus au nombre des premières par les activités fiévreuses et lucratives. Si cela est toute la vie, elle y assiste plus qu'elle n'y participe. Si un peuple compte par cela seul, elle ne compte pas. Quand lord Salisbury reconnaissait, comme les preuves de la primauté pour les peuples, le mouvement dans les marchandises, l'or et les armées, ce concept tout matérialiste de la puissance semblait en effet suffire. C'était l'époque où le vertige de la richesse attirait même la raison. Mais au nom de la doctrine acceptée par lord Salisbury, l'Allemagne réclame aujourd'hui l'empire du monde, et la conséquence est faite pour inspirer quelque doute sur la justesse du principe. Il est temps de remettre à la fonte, comme le résidu stérile de nos crédulités maints sophismes tenus pour axiomes par notre époque. Il ne sera pas superflu de montrer à propos de l'Espagne

combien est sommaire et grossière la mesure communément acceptée de la hiérarchie parmi les nations.

Que la puissance des armes et des outils, que l'accroissement des échanges, que le progrès de l'universelle fortune, que la trépidation d'un labeur perpétuel surprennent et éblouissent le premier regard, soit. Que ce mouvement ait paru la forme la plus parfaite et la mesure même de la civilisation à des esprits capables de réfléchir, à des chefs de gouvernement, cela est moins explicable.

Avoir écrit cela suffira, j'en ai peur, à me compromettre. Aux yeux de quelques économistes, il n'en faut pas davantage pour devenir suspect de mauvais desseins contre l'industrie, de bouderie contre ses plus beaux tours de force, de complicité avec toutes les oisivetés de la terre, et surtout avec celles des Espagnols. Pour peu qu'on offense un préjugé, on doit s'attendre aux préjugés de sa mauvaise humeur. Avant donc de poursuivre, — et comme jadis, avant de courir les périls de mer, on dictait ses dernières volontés devant notaire, — je déclare solennellement que je n'approuve aucune fainéantise, fût-ce celle des Espagnols, et qu'une loi fondamentale de la vie me semble l'obligation au travail. Mais je pense qu'il y a travail et travail, comme Sganarelle savait qu'il y a fagots et fagots.

Imaginez la société la mieux dotée en casernes, en usines, en comptoirs, en banques, où le labeur de tous ne cesse de chercher et de produire ce qui rend l'existence commode et sûre, où, par suite, tout étant créé pour l'usage des vivans, rien ne soit produit qui mérite de leur survivre, où chaque génération croie avoir accompli toute sa tâche quand elle a épuisé la nouveauté et le profit de progrès matériels que la génération suivante oublie pour d'autres aussi peu durables. Et imaginez par contraste une société moins agitée, même moins active, moins productrice, moins riche, mais où les hommes prennent le temps de regarder hors de leur laboratoire, de leur atelier, de leur vocation lucrative, en eux-mêmes, pour prendre conscience de leur nature, de leurs devoirs les uns envers les autres, et supposez qu'ils aient, par un travail intérieur, fait grandir dans leur âme la tempérance, la justice, la miséricorde, et que, les vertus se transfigurant en beauté, ils aient laissé des monumens durables et inspirateurs comme est l'art. Laquelle des deux est supérieure à l'autre, celle dont les membres ont surtout voulu devenir

meilleurs, c'est-à-dire être plus hommes, ou celle dont les membres ont voulu seulement être actifs, c'est-à-dire mener l'existence et acquérir les qualités des fourmis?

Si les coureurs qu'emporte l'allure progressive de leurs train, et qui attachent à cette allure le plaisir et la fierté de leur existence, consentaient à s'arrêter pour entendre un paysan espagnol, soit que, bien en selle sur sa mule, il suive au pas sa route, soit que juché sans façon à l'arrière de son petit âne, il s'avance plus lentement, soit que, mieux assis encore sur le bord de son champ, il goûte la joie plus parfaite de l'immobilité, voici à peu près ce qu'ils entendraient.

La civilisation est l'école du bonheur pour l'homme. Pour l'homme, être heureux est conformer sa vie à sa destinée, connaître cette destinée est le commencement de la civilisation. Elle progresse d'autant plus que le bonheur assuré par elle appartient à plus d'hommes, avec plus de durée et de plénitude.

Admirer, uniquement ou surtout, une société toute transformatrice, vendeuse et servante de la matière est, par prétérition, déclarer seule certaine ou seule importante la vie terrestre. Admet-on une vie future et sans fin? Quelle inconséquence de déclarer les plus parfaites les sociétés oublieuses de l'œuvre essentielle pour l'œuvre éphémère! N'admet-on pas une autre vie? A quelle misère on réduit les jours de la vie présente! Où les œuvres de la violence et de la richesse occupent seules le monde, elles le rivent à un boulet de fer ou d'or, et la science même s'abaisse quand elle cherche uniquement des profits. Ces œuvres sont instables : les conquêtes se dévorent l'une l'autre, les inventions se détruisent en se succédant, la richesse fuit de mains en mains. Elles sont destructrices de solidarité : elles luttent les uns contre les autres, pas de victoire sans désastre, pas de richesse sans ruine, et comme elles tiennent les espoirs du genre humain enfermés dans l'espace trop étroit de la vie présente, elles excitent en lui les colères contre l'inégalité des conditions, des jouissances, et tiennent prêtes les guerres sociales. Elles laissent inexplorées les hauteurs de la nature humaine.

Or c'est aux hauteurs de la nature humaine que l'Espagne a confié l'essentiel du bonheur humain. Ferme dès l'origine, et persévérante dans la certitude que la créature privilégiée de Dieu a reçu de lui une loi, l'Espagne, en acceptant comme la

volonté perpétuelle de ce Dieu les devoirs qui maintiennent en ordre les sociétés, a sauvé sa vie des incertitudes et des contradictions qui menacent toutes les lois portées seulement par la sagesse humaine. A travers les siècles la famille est demeurée intacte, et la société a gardé la même structure. Les chances différentes de la vie trouvent l'Espagnol philosophe parce qu'il est croyant, il n'est pas humilié par l'inégalité des conditions terrestres, et le socialisme le menace moins que d'autres nations. Son respect pour l'autorité est religieux aussi, et, à cause de cela, aussi étranger à la servilité qu'a la révolte. Il sait que l'homme est naturellement libre, il le reste par sa façon d'obéir dans les choses où il donne sa soumission, et tient à ne pas perdre le gouvernement des intérêts proches qu'il se sent capable de conduire, sa souveraineté sur sa famille et sur lui-même. Ainsi s'est consacrée une fierté et une tradition d'indépendance que d'autres peuples, plus riches de libertés verbales, lui emprunteraient utilement. Entre lui et le pouvoir il y a donc eu une entente de doctrines et une collaboration d'énergies : son histoire s'est écrite comme un livre de piété qui serait un livre de famille, et où les générations successives auraient lu les mêmes leçons. Elle a recommencé huit siècles le signe de la croix avec l'épée. Elle a inspiré et fait surgir un mémorial de pierre, une parure de forteresses et d'églises qui sur tout le sol de l'Espagne dressent l'enseignement de leur beauté diverse et inséparable, font rayonner sur leur double reposoir la double splendeur d'un seul souvenir, et rappellent aux plus ignorans que la gloire de l'Espagne fut le courage lié par un vœu perpétuel à la foi. L'art des peintres et des sculpteurs a trouvé dans cette tradition inspiratrice son originalité la plus féconde, et, par les persuasions mystérieuses de la beauté et les enseignemens efficaces d'un hommage toujours concordant, a rendu plus familière à tout ce peuple la religion de son passé. Le visiteur le plus inattentif ne saurait être aveugle à cette évidence. Elle est claire jusque dans les plus humbles cités. Avec quelle fierté l'Espagne garde les archives de son Amérique découverte et gouvernée, avec quel respect elle veille sur les documens, sur les armes, sur les restes, sur les images de ses souverains et de ses héros. La caresse du regard qu'elle jette sur les plus antiques de ces souvenirs atteste qu'ils lui sont toujours proches. Les choses

en effet nous deviennent lointaines, moins par la distance des jours que par l'écart des pensées entre elles et nous. L'Espagne se sent contemporaine de son passé, et les plus vieux de ses jours ne lui semblent que les aînés de ses jours présens.

Sur tous ces jours se leva l'intelligence révélée par l'Évangile aux hommes. Le sentiment religieux est pour certains une de ces caches obscures et closes qui, dans les vieilles demeures, ne communiquaient pas avec le reste de l'habitation et qu'on n'ouvrait qu'à rares intervalles. Le sentiment religieux est pour l'Espagnol la lumière même de la maison. Il vit en familiarité avec la joie de ses croyances, et cela se reconnaît à son ardeur pour les solennités de son culte. Moins la préoccupation de la vie future est habituelle à l'homme, plus elle l'attriste et l'assombrit : ce n'est pas la gravité que les cérémonies religieuses accroissent en l'Espagnol, elles détendent ses traits, elles déraidissent sa réserve. Il est heureux de ce qui lui confirme sa dignité la plus chère et ses espoirs les meilleurs. Sa foi lui donne des fêtes où, comme David, il danse devant l'arche. Cette joie n'empêchait pas David d'en avoir connu de moins pures et, de même, je ne prétends pas que, malgré la ferveur de son catholicisme, l'Espagnol soit tout zèle et perfection. Il a le sang chaud pour le plaisir comme pour la querelle et n'est pas toujours exemplaire. Mais si en lui la religion a à redouter la révolte des sens, elle n'a pas à craindre la rébellion de l'esprit.

C'est chez nous que le désordre des mœurs a conduit à celui de l'incrédulité et que le dépit contre des commandemens importuns refuse l'existence à leur auteur. C'est sous son nom espagnol un Français que le don Juan de Molière. C'est, venu avant terme, un fils du XVIIIe siècle, quand ce mépriseur d'hommes donne au pauvre « par amour de l'humanité, » quand, pour la joie du scandale, il s'obstine aux désordres mêmes dont il est las, quand il provoque la puissance divine par le sacrilège où il périt en révolté. Le don Juan d'Espagne aussi commence par courre les filles pour le plaisir de la chasse et braconne le gibier qu'il aime; mais, même au plus fort de la passion qui l'emporte, il se sait hors de la voie droite; la première reprise de sa volonté le trouve repenti; la victoire de sa conscience le change en pénitent. Il dépose sur l'autel où on la voit encore son épée, aussi son indépendance, aussi sa fortune et, pour

l'amour de Dieu, offre aux pauvres de son temps le bel et simple hospice où les pauvres d'aujourd'hui bénissent encore les fautes inspiratrices de telles réparations. Et sans doute encore tous les Espagnols qui débutent comme don Juan ne finissent pas comme lui : mais la vie des indifférens mêmes est baignée dans cette atmosphère, ils la respirent et, jusqu'aux choses profanes gardent l'empreinte sacrée qui est le signe de l'Espagne. On montre à Grenade dans le trésor de la cathédrale le premier or qui ait été recueilli au Mexique : ceux qui le rapportèrent en avaient fait une croix. En aucun peuple, que je sache, n'est aussi extérieure, complète, visible, l'armature du catholicisme.

Aux peuples les plus épris de leur modernité et qui tiennent pour leur principal mérite d'avoir sans cesse changé leurs doctrines comme leurs machines et qui lui demandent : Qu'avez-vous créé? il peut répondre : Qu'avez-vous conservé? Ce qui est le plus important pour tout homme et pour tout peuple n'est pas ce qu'ils ont fait, mais ce qu'ils laissent. Que reste-t-il de ce que vous avez créé? Que servent à l'avenir ces activités fiévreuses qui bornent leur ambition à satisfaire les besoins immédiats et tout matériels de chaque génération et ne transmettent à l'avenir ni une tradition, ni un exemple, ni une règle de conduite, ni une beauté? Qu'avez-vous fait de la famille qui semble dissoute dans la mobilité de votre vie? de la société volatilisée par vos expériences? des richesses anéanties par vos révolutions? Le mariage indissoluble n'a pas cessé de féconder mes foyers. Ma race est tempérante, mes mœurs sont pures. Si j'ai donné moins de mon temps aux besoins qui meurent avec chaque génération, j'ai recueilli ce qui survit à la mort des hommes, les réponses à leurs curiosités immortelles. J'ai gardé intactes les règles de leurs plus importans devoirs. J'ai recueilli dans l'art des siècles leurs intelligences différentes et fidèles du beau. Je n'ai pas détruit le passé. Je n'ai pas laissé tarir les sources du sublime.

Que les esprits les plus émancipés du sentiment religieux soient assez libres pour reconnaître son importance dans la vie d'une nation. Rien ici ne rappelle l'illogisme branlant des sociétés sceptiques où tout est en porte-à-faux. C'est sur l'inébranlable que s'est bâtie l'Espagne. La solidité de la base a fait la solidité de son histoire, de son caractère et de ses vertus.

C'est cette solidité qui nous prépare en Espagne une aide sans proportions avec la puissance matérielle de l'Espagne.

Une nation modernisée par la culture intensive de la richesse et du scepticisme serait par avance affaiblie dans sa lutte contre l'hégémonie allemande. Où dominerait le culte de l'intérêt, il deviendrait tentateur. Si on trouvait son compte à se départir de l'intransigeance, si de grands avantages étaient offerts à l'industrie et au commerce en échange d'une résignation aux volontés étrangères, cette nation saurait-elle sacrifier ce qu'elle aurait appris à tenir pour l'essentiel de sa vie ? Préférera-t-elle à sa propre cause la cause commune des peuples, aux calculs de son égoïsme immédiat la liberté générale et l'avenir du monde, aux réalités tangibles les vains mots de désintéressement et d'honneur? Et si, en elle, une générosité instinctive et illogique s'élevait d'abord contre ces calculs, saurait-elle persévérer? Qui se trouvera pour soutenir longtemps cette constance? où l'aurait-il apprise? sur quoi s'appuierait-il? quelle opinion le suivra?

Dans la lutte désormais engagée pour la servitude ou pour l'indépendance de l'univers, lutte grave, dont nul ne peut prévoir ni la longueur, ni les formes, ni les épreuves, si l'Espagne est pour nous une alliée précieuse, c'est que l'Espagne a toujours dans son histoire subordonné ses intérêts immédiats à ses intérêts à terme, son profit à son honneur, c'est qu'elle a considéré que la vie n'était pas un marché, mais un devoir, c'est qu'elle a toujours tenu certains principes comme au-dessus de son choix, de son avantage et de son existence même. Il suffira que les prétentions de l'Allemagne apparaissent à la conscience espagnole comme un attentat à l'ordre du monde, à l'indépendance naturelle des hommes et au patrimoine des races : pour cette conscience tout sera décidé, quoi qu'il doive advenir, et à jamais. L'ambition n'est pas la maîtresse de la race qui a sacrifié sa grandeur à sa croyance. Les épreuves ni le temps ne doivent lasser la race qui a supporté huit siècles de combats, d'insécurité et de misères pour redevenir maîtresse chez elle. La puissance de l'adversaire n'est pas pour troubler la race qui s'est mesurée seule à Napoléon, un univers.

A une lutte de principes nulle nation n'est plus prête que cette obstinée servante des principes. Nulle n'aura plus d'autorité sur toutes les autres par la puissance qui est l'autorité

des heures décisives, le caractère. Elle n'aura pas action seulement sur ses anciennes filles aujourd'hui émancipées, les Républiques de l'Amérique du Sud, encore soumises à sa langue et participantes de sa nature. Partout où se glisseraient les lassitudes et les lâchetés, elles rougiraient sous son regard, et, devant son attitude, les autres peuples trouveront moins difficile le courage qui lui semblera si naturel. Qui garderait rancune à ces vertus de sa croyance? Si l'Espagne déchoit d'elles, c'est qu'elle aura laissé dissoudre ses énergies dans les contagions du scepticisme. Qui souhaiterait qu'à ce prix elle devînt le plus actif et le plus riche des peuples? L'unité d'inspiration qui règne dans la conscience, les actes, les mœurs, l'art et les vertus de l'Espagne vaut bien la plus symétrique abondance dans les tonnes de houille et les balles de coton.

Ce n'est pas que les balles de coton soient méprisables. On s'est volontairement borné dans cette étude à mettre en lumière la force intime de l'Espagne, celle sur laquelle nous pouvons compter davantage et qui doit être le plus ménagée par nous. Mais à la plus religieuse des races même s'applique ce que l'Évangile enseigne en d'autres termes : l'homme ne vit pas seulement de toute parole qui sort de la bouche de Dieu, il vit de pain. Rien n'est plus important pour nous, si nous voulons accroître nos intimités avec notre voisin, que de collaborer avec lui dans la mise en état de son pays. Pour l'Espagnol, la vie quotidienne a ses exigences, bien que tempérées par sa modération naturelle; lui aussi désire une existence moins précaire, ou moins rude, ou plus brillante. Ce désir, tenace et silencieux comme les passions profondes de l'Espagnol, se manifeste par un réveil progressif du travail et des changemens continus dans l'aspect des contrées. On multiplie les essais de culture; près de la canne à sucre, la betterave s'est plantée et avec tant de succès qu'elle étend de plus en plus au Nord ses vastes champs. Beaucoup d'usines gâtent pour le voyageur et enrichissent pour l'habitant les admirables régions de l'Èbre et du Guadalquivir. Toutefois, à cause d'une certaine inertie dans la volonté et dans la bourse, l'Espagne a besoin de collaborateurs pour cette mise en valeur de sa richesse encore latente. Les mines sont nombreuses qui attendent des exploitans; il ne manque au sol, en certaines régions, pour être fertile, que l'eau, et les montagnes d'Andalousie, les plus hautes d'Europe après les Alpes, ont

assez de glaciers et de neiges pour porter au loin, quand on le voudra, la fertilité et la force. Nos ingénieurs, nos agronomes, nos métallurgistes et nos financiers peuvent faire à la fois leurs affaires, celles de l'Espagne et celles de la France. Ils ne sont encore ni assez nombreux, ni assez assidus. S'ils se laissent supplanter par les Allemands, notre entente, bâtie dans les hauteurs des idées, sera minée au ras du sol. Il importe beaucoup que nous soyons les attentifs auxiliaires des intérêts matériels où nous prétendons consolider les sympathies morales.

Mais que cela ne nous fasse pas oublier l'essentiel et supposer que les intérêts matériels suffiraient à nous gagner l'Espagne. Elle est la patrie de don Quichotte et de Sancho Pança, mais ils ne sont pas frères. Sancho est le serviteur, le maître est don Quichotte. Les besognes domestiques sont gouvernées par le paysan, qui gourmande les élans du chevalier. Mais, aux heures décisives, c'est le chevalier qui ordonne, et l'idéal l'emporte sur l'intérêt. Sancho se laisserait prendre à de bons pactes d'affaires avec de bons traitans, sans s'inquiéter s'ils sont germaniques; l'adhésion anx doctrines germaniques sera toujours refusée par le chevalier. L'idolâtrie de l'État a pour invincible rebelle le songeur indépendant qui tient à décider seul sa vocation et ses initiatives, comme redresseur de torts contre l'État lui-même. Le culte de l'égoïsme est le plus contraire à la générosité du vagabond volontaire que l'amour de la justice et des faibles a fait un errant sur les routes de sa patrie, à la recherche de labeurs désintéressés. En Espagne, partout où nous avons soutenu notre commune cause, c'est le chevalier qui nous écoutait. Et il nous a reconnus pour siens quand, au cours d'une guerre sans égale par la cruauté et qui étendait la puissance du mal aux régions jusque là soustraites à son empire, aux profondeurs des mers et du ciel, il nous a entendus nier le droit de la force et mettre notre confiance dans la force du droit.

ÉTIENNE LAMY.

IMPRESSIONS

D'UN

BOURGEOIS DE PARIS

PENDANT LE SIÈGE ET LA COMMUNE

CHARLES AUBERT-HIX

Lorsque mon vieux camarade Paul Bourget me mit en mains un petit portefeuille de figure surannée, qui contenait cinquante lettres de notre ancien maître, M. Charles Aubert, datant du Siège de Paris et de la Commune, et lorsque je les eus lues, il me sembla que ce vivant et sincère témoignage ne devait pas rester inconnu. Ce sont les impressions directes d'un bon Français, plein de bravoure et de simplicité, avec un esprit vif et délié, et un cœur sensible. Elles sont notées au jour le jour, sans façon, sans autre souci que d'informer, au loin, des êtres chers, mais notées par une plume de bon écrivain.

Elles m'ont ému comme elles avaient ému mon ami. Je ne pense pas que personne les lise sans émotion, tant est communicative la chaleur toujours montante de leur vaillante action, la tristesse finale de leur chute, devant les plus horribles désastres. Mais, avec cette émotion, elles apportent un singulier réconfort à ceux qui vivent les longues et lentes heures de la guerre d'aujourd'hui. Nos pères ont su garder leur fermeté d'âme malgré tout, alors qu'après deux mois les forces du pays étaient brisées, ses armées captives, ses moyens de défense improvisés; ils ne la perdirent que dans les convulsions sans cesse renouvelées de la guerre civile.

Nous les admirerons. Nous les plaindrons; et, dès lors, nous

n'aurons plus le courage de nous plaindre. Nous nous comparerons à eux, sûrs de trouver dans cette comparaison de robustes raisons de confiance. Il me semble que nous avons ici, outre des récits palpitans, de belles leçons d'histoire nationale.

I

C'est à Paris en juillet 1870. M. Charles Aubert, ou, comme on dit habituellement, M. Aubert-Hix (1), attend les vacances avec quelque impatience. La fin de l'année scolaire est laborieuse, comme toujours, dans cette rhétorique du lycée Louis-le-Grand où il tient sous son impérieuse, et quelque peu capricieuse autorité, une de ces énormes classes de quatre-vingts élèves, comme on en voyait alors, — la fleur de la jeunesse scolaire de Paris, la pépinière de l'École normale et du Concours général (2). Professeurs et élèves se préparent au repos bien gagné. Il ne reste plus à passer que quelques classes, quelques journées de concours, puis la corvée des distributions de prix. L'été est chaud, sec, fatigant, avec vent, poussière, une sorte de *sirocco*.

Aubert est seul à Paris. Sa famille, fille, gendre, petits-enfans, l'a devancé aux Sables-d'Olonne. Il s'inquiète de savoir s'ils n'ont pas eu trop chaud en route; il ne pense qu'à les rejoindre : quel plaisir il se promet « de ce coin pacifique, où on vit à son aise, entre soi, et tranquillement! » — En attendant, il finit sa besogne. Ces derniers jours ne sont pas sans importance : les succès de l'année vont se décider. On a déjà composé en version grecque, et puis en discours latin (le jeudi 14). « Le sujet était banal : *Metellus demandant au Sénat romain de respecter la vie de Jugurtha vaincu.* Un pareil discours n'aurait jamais été prononcé, ni au Sénat, ni par Metellus, ni à propos de Jugurtha. Enfin!... on ne s'avise pas de tout. » — Ainsi sourit M. Aubert. Le concours du 19 juillet excite fort son attente. C'est le discours français! « J'ai de bons élèves, capables de réussir, » dit le maître; — et il désire le succès (3).

(1) Il était veuf de Mlle Hix, dont le père fut directeur d'une grande institution d'enseignement secondaire, fameuse au début du XIXe siècle, et où Villemain avait fait ses débuts de professeur.

(2) Tous les succès de concours et d'examens se disputaient alors entre Louis-le-Grand et Bonaparte.

(3) Il l'obtint. Le prix d'honneur revint à Raphaël-Georges Lévy, aujourd'hui

Mais il y a bien autre chose en l'air : « Nos élèves sont un peu animés. Ces bruits de guerre les émoustillent. Il faudra, non pas les laisser faire, mais leur rendre un peu la main, et tenir compte des circonstances. » Cependant, « hier au Concours général, tout s'est bien passé pour le Prix d'honneur. On a, par tradition, *sonné les heures*, c'est-à-dire poussé autant de hon! hon! qu'il y a de coups de timbre. A cela près, bonne journée. »

C'est encore la vie paisible. Quant à Aubert, je le vois d'ici, arpentant les vieilles cours aux murs noirs du vieux lycée, qu'égaie la verdure assez sincère de quelques platanes. Il va d'un pas rapide et nerveux; il laisse flotter au vent les plis de sa toge, que bombe par devant un agréable embonpoint, et dont il rejette les larges manches d'un geste noble; la toque sur la tête est plantée crânement, et un peu de travers. Ainsi pénètre dans sa classe, au fond de la première cour à gauche, notre maître.

C'était, je le déclare, un maître extraordinaire et comme on en a peu vu. Je connais plusieurs de ses anciens élèves : après un demi-siècle, ou peu s'en faut, aucun ne l'a oublié (1).

Dans son enseignement, c'était un classique résolu et pur; il ne tolérait à ses élèves que bien peu de fantaisies en dehors des siècles sacrés, Périclès, Auguste et Louis XIV. Lui-même, peut-être, se donnait personnellement un peu plus de liberté. Nous savions bien au collège son antipathie pour les romantiques, pour Hugo par exemple, et bien plus encore pour Baudelaire, qu'il avait eu pour camarade de collège (en même temps qu'Octave Feuillet).

« Je l'ai bien connu, votre Baudelaire! — dit-il, certain jour où il venait de confisquer en classe un exemplaire des *Fleurs du mal*. — Je l'ai eu pour camarade. Voulez-vous savoir quel cas faisait de lui Rinn, notre maître? Or donc, la version du jour était ce texte fameux de Pline le jeune : *Magnum proventum poetarum hic annus attulit.*

— Lisez votre devoir, Baudelaire, dit M. Rinn.

membre de l'Institut, le second prix à Paul Bourget, aujourd'hui membre de l'Académie française.

(1) Je nomme, parmi ses anciens élèves, Paul Bourget et Denys Cochin, de l'Académie française, Noël Valois et Paul Girard, de l'Académie des Inscriptions, Gérard, ambassadeur de France, l'excellent historien Paul Lehugeur. — J'exprime ma reconnaissance à Paul Girard, qui m'a donné, pour cette étude, une aide si efficace.

— « L'année a donné une grande *provende* de poètes... »

— Vous dites ?

— « Une grande *provende*... » répéta Baudelaire.

— Assez! clama M. Rinn. A vous, Feuillet!

Et M. Aubert triomphait. Mais en sachant ses aversions, nous ne savions pas tout. Plus tard, quand je n'étais plus son élève, et que j'allais le voir, fumant sa pipe, sur son balcon de la rue Thénard, en vue des arbres du square Cluny, je découvrais, en l'écoutant, bien des choses. Dans sa jeunesse, il avait côtoyé des cénacles de lettres, connu Balzac quelque peu, et beaucoup Musset, qu'il aimait fort. Mais il aimait fort peu George Sand, qu'il se rappelait dans son logis de garçon, rue Racine. Il racontait sur tout ce monde des histoires un peu vives. Il racontait à merveille. Je me disais qu'il aurait dû écrire ses souvenirs. Il n'écrivit ni cela, ni autre chose, malgré maints projets ébauchés. Ses amis le déploraient, et entre autres Saint-Marc Girardin, avec lequel, sauf sur ce point, il s'entendait à merveille. Était-ce paresse et flânerie? Je ne sais. Mais plutôt, je pense que son tempérament faisait de lui surtout un orateur. Sa parole a régné sur des générations de jeunes gens. Il faisait une classe oratoire, et il était sans doute de cette race des meilleurs rhéteurs de Rome, dont rien ne nous reste, mais que leurs disciples portaient aux nues. « J'ai le sentiment, me dit un vieux camarade, qu'il travaillait peu pour sa classe, et ne nous apprenait pas grand'chose; mais il avait une manière à lui, qui nous prenait. » Il était ardent, tumultueux, enthousiaste, ironique. Il avait un beau regard bleu, humide, au milieu d'un visage rose et frais, encadré de cheveux blancs courts, rudes et frisés. La voix était belle, nuancée, d'un timbre chaud; il la dirigeait avec art.

C'était un lecteur sans pareil; quand il nous déclamait, passionné, persuasif, tels vers d'Horace ou de Virgile, telle page de Bossuet, « l'inflexion seule de la voix valait un commentaire. » Nos jeunes cerveaux en recevaient une incroyable impression. Nous nous rappelons, chacun, telle pensée, tel mot, avec l'accent qu'il y a donné, et non pas autrement. Il éveillait notre réflexion : « Quand je ne devrais à Aubert que certains momens de joie, je serais un ingrat si je l'oubliais. » Ainsi parle le même camarade.

En revanche, malheur à ceux qui ne le suivaient pas où il

voulait les conduire! Il était terrible. Comme il massacrait nos pauvres devoirs, feignant de ne pas comprendre, discutant, clamant : « Mettez une note! » Il nous trouvait bien en arrière sur la génération de sa jeunesse, murmurait contre la décadence des études classiques, et l'invasion, déjà, des *sports*, des langues vivantes et des arts d'agrément. Nous ne travaillions plus assez dur, et puis nous manquions d' « idées générales. » Ce mot-là, c'était son tout; il nous en foudroyait. Quelles formes il prenait d'amusant paradoxe, pour nous inculquer ses principes! Il faut l'avoir vu foncer, les bras croisés, la lèvre sardonique, l'œil étincelant, sur ses élèves surpris, et, à demi-voix, articuler ces mots : « Mes petits amis, vous n'existez pas! » Cela voulait dire : « Vous n'avez pas d'idées générales. »

Il les voulait générales, mais il les voulait personnelles. Il n'aimait pas l'honnête « fort en thème, » et lui préférait un élève même un peu insoumis, mais révélant un caractère. Il ne voulait pas que les prix de l'enseignement fussent « des prix de vertu, comme à Nanterre. »

Quelles étaient ses doctrines personnelles, morale haute, civisme antique, amour de l'ordre et de la liberté, foi en Dieu, christianisme solide et large, à la manière de l'ancienne France, on le découvrira en lisant ses lettres (1).

II

Il écrit la première, en classe, pendant que ses élèves composent; c'est en classe que j'ai voulu, autant qu'il est en moi, le faire apercevoir, avec sa figure, son attitude, son geste, son action, avant de lui donner la parole.

C'est le 15 juillet, alors qu'il ignore encore les événemens qui se sont passés à la Chambre pendant la séance de nuit : « Je comptais vous écrire hier; mais j'ai fait comme la Chambre; mon attente a été vaine. A six heures, comme les journaux vous l'auront appris, tout a été remis en question, et c'est aujourd'hui seulement qu'on saura ce qui a été décidé. Vous comprenez l'angoisse générale! Les déconfitures de Bourse me touchent peu. Ma compassion pour les haussiers et les baissiers

(1) M. Aubert (Jacques-Charles), né à Paris le 29 décembre 1820, entra à l'École normale en 1840, professa à Angoulême, à Angers, puis à Paris, où il occupait la chaire de rhétorique à Louis-le-Grand depuis 1859.

va de pair avec celle que m'inspirent les spéculateurs de farine. Mais que de familles inquiètes! Cette garde mobile, qui semblait n'être qu'un mythe, devient une réalité douloureuse. J'ai des élèves qui partent, d'autres qui sont sur le point de partir. » Le tumulte des rues devient grave; « hier une bande de vauriens a passé près de chez moi en poussant des hurlemens... J'aime à penser que tout cela finira bien; mais les Prussiens ne sont pas des ennemis à dédaigner. C'est une armée de citoyens. On les exerce depuis longtemps à ce métier. » Il pense avec horreur à tant de sang « qui va couler peut-être. »

A la fin de la lettre, plus tard, il a ajouté une ligne : « J'apprends à l'instant que la guerre est déclarée. Vous le saurez avant de recevoir ma lettre. »

Trois jours après : « Paris est d'une inquiétude fiévreuse, et ces départs de troupes répandent dans la population une émotion indicible, que vous partagez de loin. J'ai assisté samedi au départ du 62e. Vous ne pouvez imaginer l'enthousiasme public. De la place du Châtelet au chemin de fer, le boulevard était couvert de monde; des cris, des chants belliqueux, toutes les scènes qu'on ne peut représenter tant elles sont saisissantes. » Parmi ces clameurs, il a le cœur serré. Dans les premiers jours, les bruits qui courent sont plutôt heureux : « On parle, ce matin (18 juillet), du Rhin et de la Moselle franchis. » Mais la lutte sera terrible. On l'espère courte : « Espérons qu'une lutte de quelques semaines suffira à réduire les Prussiens. » Le bon patriote, malgré qu'il en ait, laisse transpirer ses doutes. Mais il y coupe court : « Enfin, enfin! espérons la victoire. » En finissant sa lettre, pour effacer toute fâcheuse impression, il ramasse les bons symptômes et les nouvelles favorables : « Vous ne pouvez vous imaginer l'entrain des troupes. » L'entrain est égal dans le civil : « Cette fièvre gagne tout le monde. Il y aura aujourd'hui une masse d'enrôlemens. » — « J'arrive de l'École de Droit. Là encore, les mêmes agitations. Le doyen que j'ai rencontré m'a dit qu'on examinait d'office les candidats que la mobile réclame, et ceux qui veulent s'engager. »

Dans sa classe, Aubert a un élève dont le père occupe auprès de Napoléon III une place importante; il en profite pour se renseigner : « *Ceci en confidence.* Mon petit X... dînait hier à Saint-Cloud. Le Prince impérial part; l'Impératrice paraissait

fort triste du départ prochain de son mari et de son fils. L'Empereur était rayonnant. On a reçu à table un télégramme qui annonçait la marche en avant des troupes. Le camp de Châlons a pris le chemin de Strasbourg. »

Le 19 juillet, Aubert surveille le Discours français au Concours général; les jours suivans, il continue ses fonctions de professeur de lycée. Les graves événemens de la guerre ne le détournent pas de certains soucis de carrière : à son âge, avec sa haute valeur, il aurait pu prévoir quelque avancement; sa famille l'espérait. Mais il savait, quant à lui, à quoi s'en tenir : « Je ne peux espérer, dit-il, quoi que ce soit de l'administration actuelle. » Il n'était pas impérialiste, tant s'en faut. Je me demande qui l'était au lycée. Point les élèves, en tout cas. Les maîtres pas davantage, ou du moins ils ne le faisaient pas paraître. Aubert ne s'occupait guère alors de politique. Mais il ne cachait pas ses sentimens, ni ses relations sympathiques avec le cercle du *Journal des Débats*.

Il finit donc son année sans penser à plus, et il s'annonce aux Sables-d'Olonne pour le 9 août. Mais les derniers jours qu'il passe à Paris voient peu à peu le ciel s'assombrir. On se tourmente on ne sait de quoi. Après l'enthousiasme de la première heure, l'esprit public commence à marquer quelque nervosité. De petits faits fâcheux s'accumulent; la santé est médiocre; il y a « une petite épidémie de choléra. » La formation des gardes mobiles de la Seine donne lieu à quelques désordres dont on s'efforce d'étouffer le bruit dans les journaux. On se plaint des lenteurs des transports, de la médiocrité des services d'intendance. On gémit de l'imprévoyance des pouvoirs publics. « Ce sont petites misères, impossibles à éviter, et qu'il ne faut pas exagérer. Une bonne nouvelle les balaiera d'un souffle. »

Il arrive des nouvelles plutôt heureuses, mais de peu d'importance, ou, ce qui est pire, trompeuses et venues on ne sait d'où. Et bientôt ce sont les défaites. La Chambre, qui avait clos sa session le 21 juillet, est convoquée d'urgence. A ce seul bruit, on sent vaciller le fragile édifice du pouvoir impérial. Dès ce jour-là, Aubert le voit à terre. Il écrit, le 8 août : « Les esprits sont montés à un point que vous ne pouvez concevoir. Qu'arrivera-t-il de la discussion de demain? Tout est possible, même la déchéance de l'Empereur, dont on parle ici tout haut,

même la République ! Ce serait une lâcheté, en face de l'ennemi, au lendemain d'une défaite ; je ne comprendrais rien de plus honteux. Mais l'illusion du gouvernement a été complète ; l'incapacité semble si évidente, les revers sont si poignans, le ministère a été si maladroit et si faible, que tout est possible. Il faudrait une victoire ; mais quel régime que celui où une victoire est nécessaire !... » Il redoutait la révolution très violente, avec une « poussée de l'Internationale. » Elle fut remise à trois semaines, et la « poussée » à quelques mois. Il pensa donc avoir quelque temps devant lui, et partit pour la mer.

III

Malgré tout, il a quelques bons jours sur la jolie plage en croissant de la gracieuse côte vendéenne. C'était un cœur sensible que cet homme vif, ardent, un peu colérique. Il n'aimait rien tant au monde que sa vie de famille, et surtout il adorait les enfans. En quittant ses élèves à la fin de la dernière classe, il disait : « Et maintenant je vais voir mes petits-enfans ! » Et bonsoir Cicéron, le lycée et les « idées générales. » En ce tragique mois d'août 1870, il débarque de Paris avec tout un assortiment de vêtemens d'enfant, chapeaux, pèlerines, et de petits outils pour jouer au sable.

Là-bas aussi, avec sa jeune famille, il retrouvait des amis d'Angers, et tous ses souvenirs, et toute sa jeunesse. Le caractère angevin est une marque qu'on n'efface pas. Trente ans de Paris ne l'avaient pas fait perdre à Aubert. Une bonhomie toute ronde se faisait jour de temps en temps, avec la gaieté et la plaisanterie assez vive, mais sans méchanceté. Ajoutez une convivialité chaleureuse, à laquelle il s'amusait à donner une allure un peu rabelaisienne. Il vantait la bonne chère d'un ton lyrique, et non parfois sans surprendre les gens. Il ne craignait pas d'ailleurs de les mystifier quelque peu. Un soir, à dîner, au Ministère de l'Instruction publique, où la cuisine alors était renommée, il a pour voisin un jeune homme lettré, qui attendait de lui quelque propos grave ou délicat ; il lui commente le *menu*, et s'étonne de le trouver si froid sur la matière : « Mais le dîner ! dit-il ; mon jeune ami, Balzac me disait : « Le dîner, c'est l'avenir de la journée ! »

C'est dans cette joviale humeur qu'il eût voulu se retrouver

aux Sables, et il espérait au moins en ramasser quelque reste en courant sur la plage avec les enfans. Mais le tourment le mord au cœur : « C'est à peine, dit-il, si on s'aperçoit des agaceries de la mer. » Il ne peut plus se supporter loin de Paris : « Il m'est absolument impossible de ne pas rentrer. Les nouvelles sont nulles ou contradictoires... Je ne veux pas être absent s'il y a un devoir à remplir. J'aurais honte de ne pas m'inscrire, comme tous mes amis, sur les contrôles de ceux qui peuvent concourir à la défense de Paris. »

Après une quinzaine à peine, le voilà de retour. Il y est seul, et souffrant cruellement d'une crise de furoncles. Il ne peut résister cependant au désir de voir et d'entendre :

« Hier, pour me distraire un peu, le bras orné d'une énorme poupée en farine de lin, j'ai pris une voiture pour aller un peu voir ; je suis allé jusqu'à la Halle où on empile le blé en sacs et en tonneaux ; je me suis arrêté un instant sur les boulevards, mais la douleur m'a forcé à rentrer, et, grâce à des bains de main et des cataplasmes, je commence à respirer.

« Vous savez tout ce que je sais, car je n'ai encore pu voir personne, sauf Chaudey, l'avocat (1), avec qui j'ai causé un instant. Le siège de Paris semble inévitable ; les Prussiens sont à une petite distance, et, si ce n'est pas une manœuvre de guerre, lundi ou mardi ou mercredi, ils seront en vue de nos murs. Tout le monde ici est fort résolu ; on ne voit aucune agitation ; la garde nationale se réunit tous les matins sous mes fenêtres, et on part deux fois chaque jour pour un exercice de trois heures. Il y a des groupes sur les boulevards ; on se dispute les journaux ; on fait des provisions, en vue d'une hausse des marchandises alimentaires. Je ne sais trop si je dois m'encombrer de cette façon ; c'est peut-être plus prudent.

« Je ne sais encore quel service on me donnera ; je n'ai pu encore me faire inscrire ; avec mon bras, j'aurais l'air d'un blessé pour rire ; je pense que, mercredi ou jeudi, je pourrai faire mon service. Quelques gardes iront dans les forts ; la plus grande partie demeurera sur les remparts ou plutôt derrière les remparts. On voit beaucoup de femmes et d'enfans qu'on expédie en province. Du haut de mon balcon, c'est une procession continuelle de voitures chargées de bagages ; seulement les

(1) Celui qui fut fusillé par la Commune.

grandes voitures sont rares; il faut le plus souvent se contenter des petites voitures jaunes.

« Quant à la chose publique, si nous avons le temps et l'ordre, tout ira bien. Je ne peux pas croire que Paris ne réussisse pas à se protéger. Les Prussiens jouent leur jeu hardiment, mais je crois qu'ils perdront la partie. Leurs armées seront écrasées; c'est une question de jours et d'heures. Je voudrais la Chambre moins bavarde; mais le sentiment du danger contiendra les plus emportés.

« Le Ministère traverse avec assez de fermeté ces discussions puériles, où chacun s'agite et cherche à se faire remarquer. Il n'y a plus, selon moi, qu'à obéir, tant que l'ennemi sera sur le territoire; après, on verra. » (26 août.)

Il voit donc les choses publiques sous un meilleur jour qu'à son départ, et accorde même quelque confiance au ministère Palikao. Dès lors, le moral est bon dans la partie saine de la population de Paris. Et puis Aubert veut soutenir de loin le cœur de ceux qu'il a quittés, et abonde en détails réconfortans :

« Ce matin, j'ai fait mes provisions chez Potin, pour éviter le renchérissement des marchandises, qui prend des proportions de panique. Cependant, tout le monde revient, et je vous assure que malgré le chagrin que j'ai eu de vous quitter, je m'applaudis d'avoir pris ma résolution. Tout le monde est ici ; on s'arme fort tranquillement, sans peur. D'ici à trois jours, quelques travaux des remparts seront finis; la ville semble dès lors devoir être imprenable; quant aux forces en hommes, elles sont au delà de tout ce que vous pouvez imaginer. On ne rencontre que des soldats, sans compter les douaniers, les marins, l'infanterie de marine, les francs-tireurs ; c'est un monde à n'en plus finir.

« Vous aurez vu, par les journaux, qu'on nettoyait Paris. Je puis vous dire *de visu* que non seulement les repris de justice et les filles ont été expulsés, mais par une mesure générale, tous les Prussiens ou Allemands du Nord, même riches et tranquilles, ont reçu l'ordre de partir immédiatement ; chez les X..., quatre familles ont dû obéir avant onze heures du matin ; on a fermé les caisses, emballé le déjeuner et on est parti. Le général Trochu n'admet aucune hésitation. » (29 août.)

Son bras malade a beau le persécuter encore, il faut qu'il sorte, qu'il coure, qu'il observe. C'est un œil grand ouvert et qui

sait regarder. Il n'a pas encore la force d'aller visiter les remparts ni les forts. Il les croit en bon état. On lui dit que les îles de la Seine sont « bourrées de canons, avec 800 coups par pièce ; » il espère que les Prussiens seront « touchés de ces attentions délicates. » On n'a d'ailleurs aucune raison de savoir s'ils assiégeront ou non Paris. En tout cas le siège serait court. Un officier du génie, qu'il rencontre, lui dit : « S'il n'entrent pas en trois jours, ils n'entreront jamais. » C'était alors une opinion universelle ; j'en puis témoigner par moi-même (1). Personne ne pouvait prévoir l'admirable force de résistance de Paris. L'exilé cependant rassure sa famille sur une interruption possible du chemin de fer, du télégraphe, et donc de la correspondance : « Il faut nous y attendre, » dit-il. Mais si, d'ici quelques jours, le ciel s'éclaircit, il sautera avec joie dans le premier train : « Je m'embarque et je vous arrive. » Les lettres sont pleines de ces incertitudes et de ces espérances que chaque jour varie, pleines aussi de ces petits riens qui sont l'occupation aimable de la vie de famille. Les siens sont revenus en Anjou, et tâchent de lui faire passer quelques victuailles de campagne : ce sont tous ces détails qui donnent la vie au récit.

Il en est de plus poignans. La pensée la plus présente est celle des petits-enfans. Je trouve quelque chose de charmant dans le retour perpétuel des noms, des chers noms enfantins, sous la plume de cet homme énergique et résolu, l'aïeul, qui seul, là-bas, et malade, s'apprête à tenir sa place et à jouer son humble rôle dans le drame qui va commencer.

IV

Car il est malade ; ce feu du sang, que les tourmens du jour ont allumé, lui ôte le sommeil et lui augmente les angoisses. Mais l'approche du danger redouble sa confiance. Il veut croire au mieux, et il va se rassurer près des bons citoyens qui travaillent et veillent, et ne pensent qu'à la patrie :

« Nous sommes ici dans l'attente du grand événement qui doit s'accomplir aujourd'hui ou demain. Peut-être même a-t-il eu lieu hier; nos armées sont en présence ; mais ce que vous

(1) Le 16 septembre, traversant Paris pour rejoindre le gouvernement de la Défense nationale à Tours, l'amiral Fourichon disait devant moi, à mon père, que le siège ne pourrait dépasser deux à trois semaines.

ne savez peut-être pas, c'est que l'armée de Lyon est partie de Paris avant-hier soir pour se trouver à temps sur les derrières des Prussiens. On frémit à la pensée du nombre d'hommes qui vont se rencontrer; peut-être 800 000 hommes en présence, dans un espace de dix lieues. C'est l'avenir de la France qui va se jouer dans cette redoutable journée.

« Ici tout se prépare en cas de malheur; tous les travaux des fortifications touchent à leur fin; nous avons eu les quelques jours de répit que le génie demandait; la Seine est barrée; toutes les portes sont fermées par des maçonneries solides, armées, et des meurtrières; les canons sont en place; les palissades en pieux forment en avant des portes une sorte d'enceinte avancée. Quant aux troupes, on ne voit que cela.

« J'ai vu hier M. de Talhouët (1) pour une affaire; il est, vous le savez, du Comité de Défense; nous avons un peu causé de tout cela... Le maréchal Bazaine a entouré son corps d'armée d'un secret impénétrable. Il a chez lui quinze, vingt sacs de lettres, toute la correspondance de l'armée, tout est retenu par son ordre; on expédiera quand les inconvéniens n'existeront plus. Il paraît en outre que les hommes de guerre du Comité ne se lassent pas d'admirer la conduite de Bazaine; ses manœuvres sont magnifiques. Selon toute apparence, Mac-Mahon l'a rejoint. Enfin on attend et on espère; ma lettre vous arrivera peut-être après la grande dépêche. » (31 août.)

Deux jours plus tard, on attend toujours « la grande dépêche. » L'impression favorable s'accentue : « On commence à croire que Paris ne sera pas assiégé. Les déménagemens de la banlieue n'en continuent pas moins; c'est aux portes un encombrement de toute la journée, et comme on n'entre que par une ouverture étroite et contournée, le passage est fort retardé. » Paris continue à faire d'énormes approvisionnemens; chacun veut être prêt, quoi qu'il arrive : « A la porte de Potin et des autres, il y a des barrières pour contenir la foule, comme aux théâtres à l'heure des représentations. »

Et la défense se prépare. « Des troupes partout; le Champ-de-Mars est transformé en camp de troupes; on loge les soldats partout. Notre collège, que les pompiers avaient occupé, est

(1) Le marquis de Talhouët-Roy, ministre des Travaux publics dans le premier Cabinet Ollivier, démissionnaire au Plébiscite, nommé, en août 1870, membre du Comité de Défense des fortifications de Paris.

habité aujourd'hui par mille gardes forestiers à qui nous trempons la soupe, un peu à nos dépens. On attend 100 000 mobiles que les particuliers logeront. »

Il faut vraiment qu'Aubert se soit senti bien rassuré, car sa lettre suivante (7 septembre) nous fait comprendre qu'il n'a pu résister à la tentation, et qu'il est retourné deux jours à Angers. Il revient, est-il besoin de le dire, chargé de victuailles, fruits, fromages, volailles. Il a respiré : il va mieux. Mais pendant qu'il n'était pas là, le « grande dépêche » est venue, grande et fatale ; les malheurs publics sont entrés dans une phase plus douloureuse ; le siège est devenu presque une nécessité. Paris a fait une révolution. Le bon patriote l'avait prévue d'avance, et d'avance elle l'avait indigné. Elle l'inquiète pour l'avenir. Il prévoit de sombres jours. Il sent le levain de l'émeute dans le peuple des faubourgs.

« Que vous dire de l'état des esprits? Dans quelle résolution, et avec quelles espérances aborde-t-on cette grande épreuve du siège? Qu'y a-t-il de possible dans l'état matériel de la défense? Toute la question se résume en un seul point : tenir trois semaines. Encore faut-il compter qu'un mois ou six semaines seront nécessaires, en attendant qu'une armée se forme, qui puisse tourner autour des assiégeans, couper leurs communications, intercepter leurs convois et laisser au temps le soin de les ruiner. Toujours la même question : y a-t-il des armes? On ne rencontre dans les rues que gardes nationaux manœuvrant ou allant étudier leur poste de combat ; mais toute une partie de la population reste étrangère à ces préparatifs et murmure des paroles hostiles contre ce qu'on est convenu d'appeler des riches. Le gouvernement, si ce qui existe mérite ce nom, n'inspire qu'une confiance médiocre ; on se sent mal à l'aise derrière ces hommes qui ont préféré saisir le pouvoir par un coup de main, au lieu de rester unis à tous dans un suprême et patriotique effort. Tout ce personnel est misérable. Tant de noms de nécessiteux incapables, qui se décernent toutes les places! ce spectacle soulève le cœur ; on ne sent pas la patrie, et c'est par un effort de résignation qu'on se range derrière ces gens qu'aucun pouvoir régulier n'autorise.

« Quant aux mesures prises, on s'en tient à la levée en dehors des hommes mariés avec enfans ; il est déjà presque impossible d'armer les autres. On parle de 90 000 fusils achetés

en Suède; on dit que l'Angleterre nous cède aussi des armes; l'industrie privée s'est mise à l'œuvre; c'est le temps qui est nécessaire, et, selon toute apparence, c'est le temps qui manquera. » Désormais, Aubert craint de voir les événemens se précipiter. Il est sûr du moins que la lettre qu'il écrit passera, parce qu'il la confie à un ami qui part pour Angers. Il l'accompagne de recommandations, qui peuvent bien être les dernières :

« Faisons notre devoir, mes bien chers enfans, et que Dieu nous garde. J'espère que le danger commun n'atteindra pas votre ville qui m'est si chère; j'espère que vous surtout, mes bien-aimés, vous échapperez à ces terribles hasards. Je vous embrasse de tout cœur comme je vous aime : les petits, les grands, tous ceux que nous aimons ensemble. A demain, si je peux; dans le cas où les communications seraient rompues, pensez toujours à moi, comme je penserai toujours à vous. Si quelque malheur m'arrivait, le peu que j'ai d'argent serait caché dans ma bibliothèque blanche, en bas, entre le dernier rayon et le plancher.

« Je vous embrasse encore une fois; il ne faut pas s'attendrir, il faut s'aimer virilement. A demain si je peux; à bientôt si Dieu nous aide. » (7 septembre.)

Cependant, la poste fonctionne encore le lendemain et les jours suivans. Aubert ne veut pas rester sur cet adieu un peu solennel. Il retrouve tout son entrain pour railler les « bavardages d'alarmistes. » Et : « Les renseignemens sont bons; les armemens se complètent. On se raffermit! » Il profite du répit que lui laisse l'ennemi pour réconforter son monde. Le père de famille prend le dessus : « Du moment que je vous sais en bonne santé, j'ai le cœur, sinon content, du moins calme. » Il pense aux « chers petits mignons, » à celle qu'il appelait quand elle était toute petite « la petite furie, » à l'autre qui a un petit bobo à l'œil, à l'aîné : il veut qu'on lui achète une belle carabine, afin qu'il ait l'illusion de prendre les armes, comme les prend à Paris, pour de bon, le grand-père. Et il rit des premières privations : plus de lait! « Je vais prendre du chocolat quoique je ne l'aime guère. »

V

Les divers bruits qui courent, d'intervention diplomatique, de médiation, ne lui semblent pas sérieux. « On parle de paix sans y croire. On prépare la lutte, sans douter qu'elle s'engage d'ici peu de jours. » C'est le moment de l'arrivée en foule des gardes mobiles de province, moment de vie, d'animation, d'agitation pittoresque, que n'a oublié aucun des témoins. « Les costumes sont d'une variété singulière. Quelques compagnies sont très coquettement habillées. Tout le reste a pris la blouse bleue, blanche ou grise. » Pour commencer, on les loge chez l'habitant. C'est une joie générale. Dans la maison de la rue Thénard, il en loge treize : « Le quartier en est plein. » Il n'est pas à plaindre, celui que la chance du billet de logement a mené chez Aubert! Il arrivait de Meaux et était venu à Paris en se repliant devant les Prussiens. « Depuis dix-huit heures, il n'avait pas mangé. Vous pouvez croire qu'il a dévoré mon bœuf, et visité avec soin le fond d'une bouteille de vin d'Anjou ! Je le loge, j'ajoute 2 francs à sa solde de 1 fr. 50. On lui fera la soupe le matin pour qu'il n'ait pas l'estomac trop vide. »

Il arrive aussi à Paris des débris des armées vaincues, et ce n'est pas le spectacle le plus consolant : « On rencontre pas mal de soldats qui arrivent de Sedan. Il en passe toute la journée sur les boulevards. » Il y a même des cavaliers : « Pauvres hommes ! Leurs chevaux fourbus font pitié ! »

L'armement inquiète un peu. Mais on y travaille avec rage. Aubert a fait une tournée sur les remparts et dans un fort. Son impression est satisfaisante.

« Tout ici est en mouvement ; les forts sont prêts à une bonne et solide défense. Celui d'Aubervilliers, que j'ai visité hier, a déjà son armement complet. Il est approvisionné de vivres et de munitions pour un temps assez long. J'y suis allé serrer la main d'un de mes élèves qui s'y est enfermé mercredi avec trois compagnies de mobiles ; vous pensez que la garnison ne se borne pas à ces braves garçons ! Tout cela est consolant, quoique la défense ne laisse pas que d'inspirer des inquiétudes. On fabrique à force des cartouches, on distribue des armes, mais un grand nombre ne reçoit que des fusils à piston, en attendant qu'on puisse les échanger contre des fusils à taba-

tière. Les armuriers n'ont pas une arme à vendre; il faut attendre qu'on en fabrique. L'Angleterre, dit-on, nous en a vendu; la Suède aussi, et on en attend d'Amérique. Nous gagnons du temps, on se prépare, on s'exerce, on entoure la place d'engins destructeurs; tout ce que la science peut mettre en œuvre pour soulever le sol et produire des explosions est employé avec intelligence. J'ai visité hier Bercy et les fortifications, tout est prêt; on démolit, on brûle autour des remparts pour que le jeu de l'artillerie soit libre. » (10 septembre.)

Deux jours plus tard, il revient d'une nouvelle tournée, plus content encore :

« La défense est prête; les munitions abondent; l'esprit général est bon. La garde mobile commence à se discipliner; leur esprit est assez bon, et il paraît qu'ils commencent à pouvoir user de leurs armes. J'ai essayé hier de coucher en joue avec un chassepot; c'est toute une affaire. L'épaulement et le tir combinés offrent une difficulté réelle que l'habitude seule peut vaincre.

« En sortant d'Aubervilliers, je suis allé à Vincennes et de là à Joinville-le-Pont, pour me faire une idée de ce côté de Paris. Vincennes est bondé de canons; les forts sont bien armés. Quant à Joinville, dont le pont doit sauter ce soir, toutes les maisons sont déménagées; à la *Tête-Noire*, je n'ai pas pu trouver une soupe et une tranche de bœuf. A partir de Joinville jusqu'à Paris, même solitude; par-ci par-là, on incendie les bois ou les rideaux d'arbres qui gêneraient la défense. On était en train de ramener le matériel; les habitans avertis montaient en wagon avec leurs pendules, leurs statuettes, ce qu'ils ont ajourné à la dernière heure. J'ai rencontré un petit garçon qui ramenait ses joujoux. Il faut voir la désolation de ces pauvres gens qui vont attendre à Paris l'issue d'une lutte redoutable. »

Le tableau est mélancolique assurément, mais ne respire cependant que la confiance. Ce qui tourmente davantage l'observateur, c'est la sombre et vilaine politique. Certes, il ne regrette pas l'Empire; il en parle sans tendresse : « Jamais peuple n'a été plus impudemment trompé et volé : des arsenaux vides, des cadres dégarnis, un état-major incapable, quelle leçon pour tous, et comme il faudra en profiter! » Mais il ne lui semble pas qu'on en profite. Les nouvelles qui lui arrivent de toute la

France, et surtout d'Angers, lui montrent la ruée au pouvoir d'un monde de journalistes et de politiciens. Il soupire, — mais, bah! il est résolu à ne se troubler de rien. On réglera plus tard les comptes de la politique : « Il faut aider les bons, se garer des méchans, gagner du temps! »

Et puis il faut faire son devoir. Aubert est inscrit au 21e bataillon de la Garde nationale, qui aura à garder les remparts entre Montrouge et la barrière d'Italie. Son service commence le 16 septembre. Il y prend grand plaisir; il va à l'exercice; il s'essaie au tir, et c'est bien une autre affaire qu'avec un chassepot! Notre arme était l'énorme fusil à tabatière, si lourd, si inexact au tir, si rude au recul. Quelles gifles il nous donnait, si nous n'y prenions garde!

Mais la société avait son charme; c'était une douce familiarité avec tous les voisins, la petite bourgeoisie du quartier. Le capitaine c'est le lithographe d'en face; le commandant, le marchand de produits chimiques du coin de la rue des Écoles. Nous avons tous goûté la camaraderie cordiale, le bon esprit des bataillons qu'on appelait bataillons de l'ordre, ceux du centre de Paris; nous n'y repensons pas sans un petit coup au cœur; on y trouvait de braves gens, de bons compagnons de peine et d'espoir; l'allure militaire manquait un peu, mais non la bravoure, la fermeté, l'amour de la patrie. — « On est unis, on est d'accord; on sent que la concorde parfaite peut seule nous tirer d'affaire! »

La dernière lettre, avant l'interruption complète, est du 16 septembre. La voici : « Rien qu'un mot. L'ennemi est aux portes. Nous sommes heureusement en mesure. A l'heure où vous lirez cette lettre, on se battra entre Charenton et Choisy. Je n'y serai pour rien : la lutte aura lieu en avant des forts. Une lettre demain, si elle peut partir. Surtout ne vous inquiétez pas de mon silence. »

VI

La lettre du lendemain ne partit pas. Les suivantes sont sur papier pelure et ont gagné la province en ballon. Il y en a une de septembre, deux d'octobre, trois de novembre, six de décembre, trois de janvier (1). Elles étaient reçues à Angers

(1) Il y en eut d'égarées. Car Aubert écrivait chaque semaine.

avec une curiosité qui dépassait le cercle de la famille : on se les communiquait dans toute la ville.

La première est du 26 septembre. « Voilà un rude régime, pas de lettres de vous depuis près de quinze jours, et pas moyen de vous écrire que de petits billets que le vent emporte. Quand recevrez-vous ces quelques lignes? Vous parviendront-elles? Je n'en saurai rien d'ici au jour du revoir! » Il aurait pu mettre ces mots en devise sur toutes les suivantes. Mais il a pris son parti, comme tous les braves gens de Paris : « Nous allons fort bien, et nous sommes parfaitement tranquilles et résolus. Décidément Paris est une ville qui saura se défendre. »

Quinze jours plus tard, l'impression reste la même et se confirme : « Nos affaires militaires sont en bonne voie ; l'impossibilité absolue d'entrer dans Paris de vive force est aujourd'hui démontrée aux Prussiens; aussi paraissent-ils résolus à convertir en blocus le siège qu'ils avaient préparé. Depuis vingt-deux jours qu'ils sont sous nos murs, ils n'ont pas avancé d'un pas. Pour mon compte, j'ai promené ma longue-vue autour des fortifications sans en avoir rencontré un seul. L'armement de Paris comme *forts* et *remparts* ne laisse rien à désirer. On travaille sans relâche à fabriquer des canons se chargeant par la culasse et des mitrailleuses. On est même parvenu à organiser des ateliers pour la confection des chassepots; enfin, tout marche à souhait. Il faut dire que les nouvelles venues de province ont relevé ici les plus abattus. Je ne peux pas croire que le gouvernement nous trompe. On parle d'armées en formation et presque en marche, on parle de levées considérables. Vous devez maintenant avoir entre les mains ce qu'on a pu acheter d'armes à l'étranger. Cet accord unanime de la France pour le salut commun est le gage assuré de la victoire. En attendant, nous tiendrons bon.

« Le grand mal de notre situation, ce sont les rumeurs qui circulent et que l'on accueille sans réflexion; il y a quinze jours, 100000 personnes attendaient sur le boulevard Saint-Michel le passage de 40 000 Prussiens qu'on annonçait s'être rendus à Châtillon. Il y a quatre jours, on disait hautement que la province refusait tout concours. L'esprit inquiet va ainsi d'un excès à l'autre. Cependant la solidité commence à s'établir dans les esprits. On se fait à l'idée des dangers et de la mort. Paris se relève; les femmes surtout sont merveilleuses de

résolution et d'énergie. La première lueur d'espérance nous est venue d'un journal de Rouen publié par le *Gaulois*. Depuis, les renseignemens se multiplient et on ne doute plus du succès. » (10 octobre.)

Aubert a commencé son service sur les remparts; c'est assez dur; on couche sur la terre nue, à la belle étoile; les nuits d'automne sont humides. C'est là pourtant qu'on se sent vivre. Prendre part à la lutte, en être au moins spectateur, tel est le désir de tous les bons Parisiens. C'est le moment où les curieux, pour se distraire, prenaient un billet circulaire sur le chemin de fer de Ceinture, afin de pouvoir à la dérobée s'offrir quelque coup d'œil sur les forts et les lignes ennemies. Du haut de son rempart, le garde national voyait bien plus de choses, après qu'au petit jour il était sorti de son mauvais sommeil, réveillé par les premiers coups de canon et le crépitement matinal de la fusillade aux avant-postes. Il se penchait sur le parapet, tout emmitouflé de châles et de passe-montagnes, et cherchait à deviner la signification des bruits et des formes, détonations, flammes, fumées. C'est ainsi qu'Aubert avait suivi le combat de Châtillon, tristement terminé par cette panique des zouaves, qui se continua jusque dans l'intérieur de la ville; puis il vit prendre le plateau de Villejuif. Quelques jours plus tard, il comprenait très clairement les phases du combat de Bagneux :

« J'ai assisté hier, de mon rempart où j'étais de garde, au combat de Bagneux; cette fois on avait pris des précautions sérieuses, un secret absolu et 160 pièces d'artillerie. Le combat a commencé jeudi à neuf heures; l'artillerie a joué d'abord, et son feu a jeté le désordre parmi les Prussiens qui occupaient le village; nous suivions avec nos longues-vues le mouvement des troupes, qui sont entrées résolument à travers les rues, sous le feu des Badois qui occupaient les maisons. Le village a été enlevé à la baïonnette et on a ramené une centaine de prisonniers. Bientôt la lutte s'est engagée avec les hauteurs de Châtillon où les Prussiens ont démasqué une batterie installée dans un petit bois; le feu des ennemis a été promptement éteint; nos troupes montaient bravement. En somme, bonne journée; l'ennemi a éprouvé des pertes considérables; de notre côté 40 morts et 70 blessés. Les Prussiens ont demandé un armistice pour enterrer leurs morts. L'impression est ici très bonne; nos soldats ont retrouvé l'entrain des anciens jours;

la mobile s'est distinguée comme toujours. » (15 octobre.)

Le spectacle du haut des remparts ne suffit pas à Aubert. Il trouve aussi moyen de sortir de Paris et d'aller quelque peu errer aux avant-postes.

« J'ai voulu voir un peu au delà des fortifications et j'ai demandé un permis de circulation pour me rendre à Courbevoie, au delà du pont de Neuilly; de là, j'ai poussé jusqu'au chemin de fer de Saint-Cloud, dernière limite, que les francs-tireurs seuls peuvent dépasser. Je les voyais tirer dans les vignes sur les sentinelles ennemies. J'avais devant moi Bezons occupé par nos grand'gardes; Colombes à droite, Nanterre à gauche; c'est seulement au delà de la Seine que les Prussiens sont en forces; tout est bien gardé, la ligne, les mobiles, la cavalerie, gardant toutes les issues; de bonnes batteries sont établies sur le chemin de fer. Du reste le Mont-Valérien domine toute cette plaine, qu'il tient sous son feu meurtrier. J'oubliais : je vous dirai que, pour gagner le pont de Neuilly, j'avais fait un détour par l'avenue de Madrid et le bois de Boulogne; toute l'avenue de Madrid est crénelée de barricades. Le bois de Boulogne est en bon état de défense, protégé par les canonnières, et surtout par de formidables batteries établies dans le bois, et surtout à Auteuil et à Boulogne; le château de Saint-Cloud fumait encore; ce n'est plus qu'un amas de décombres. On entend à chaque instant des coups de fusil que les sentinelles échangent d'une rive à l'autre. Toutes ces maisons de Neuilly vides, ces belles demeures qui entourent le Bois fermées ou crénelées, ce silence précédant la lutte, tout cela serre le cœur. Mais il ne faut pas s'attendrir; c'est l'heure des grands sacrifices et des résolutions viriles! Grâce à Dieu, la France surprise et trahie n'a pas succombé dans la première heure; les Prussiens verront beau jeu. » (16 octobre.)

Voici une autre expédition bien plus aventureuse.

« On m'avait beaucoup parlé des Hautes-Bruyères. J'ai voulu voir par mes yeux où en étaient les travaux. Je suis sorti par la porte d'Italie, et comme un gendarme m'avait barré la route à la hauteur de Bicêtre, je me suis rendu à l'hôpital occupé militairement depuis la guerre, et la bonne chance a voulu que le général de Maudhuy, qui commande la brigade, fût précisément le père d'un de mes élèves. Muni d'un laissez-passer, j'ai franchi les postes qui environnent le fort et, après vingt minutes

de marche, j'arrivais aux Hautes-Bruyères; tirez une ligne du fort de Bicêtre à l'Haÿ; au milieu de la distance, sur une hauteur, vous aurez l'emplacement de cette redoute activement achevée et qui canonne à son aise l'Haÿ, Chevilly et les hauteurs de Choisy; les pièces de marine qu'on y installait portent jusqu'à Sceaux; c'est un très bel ouvrage. Les revêtemens en terre offrent peu de prise à l'artillerie ennemie; les soldats sont installés convenablement dans l'arrière-partie de la redoute où les obus seuls peuvent les atteindre. Du haut des remparts, l'intérêt de ces luttes est ce qu'on peut imaginer de plus saisissant. A deux mille mètres dans la propriété ombragée d'un beau parc, pendant que nous regardions avec des longues-vues, le fort de Montrouge a envoyé au beau milieu d'un groupe deux obus qui ont troublé son repos. La justesse du tir des marins est vraiment surprenante. Ils tombent d'emblée là où ils veulent. »

Un autre jour de ce même mois d'octobre, nous le retrouverons au Nord de Paris.

« Jeudi matin, comme je me préparais à sortir, mon ami Billet, lieutenant de mobile caserné à Saint-Denis, est venu me voir. Je lui ai proposé de le reconduire jusqu'à son cantonnement et, malgré quelques difficultés, je suis arrivé à Saint-Denis. A dix heures, déjeuner avec les officiers; à midi, départ avec cinq à six officiers pour visiter les derniers avant-postes. Nous avons commencé par Épinay, où des soldats de la ligne se sont mis en tête de descendre la sentinelle prussienne. Le brave Badois tournait autour d'un gros arbre pour échapper aux balles françaises; nous sommes partis avant qu'on eût réussi.

« D'Épinay, nous avons gagné Villetaneuse où les sentinelles ennemies occupent l'extrémité du village, tandis que les Français occupent l'autre extrémité. Ces messieurs voulaient tirer pour leur compte; je les ai accompagnés jusqu'à la dernière maison; nous marchions isolés le long des murs, pour ne pas offrir trop de prise; arrivés à la dernière maison, nous avons trouvé un incendie; ils avaient brûlé la maison en l'abandonnant. Vous comprenez bien qu'il m'a fallu coucher à Saint-Denis, d'où je suis revenu le lendemain vendredi. »

Ces excursions hardies renouvelaient en lui la confiance. Il prenait plaisir à la communiquer au loin, à la jeter, comme il disait « sur l'aile du vent. »

VII

Octobre lui avait rendu ses occupations professionnelles. Le 7 octobre, il avait repris ses classes (1). On avait concentré tous les élèves des lycées de la rive gauche à Louis-le-Grand rebaptisé Descartes (Aubert trouvait ce changement de nom parfaitement ridicule). On admit même quelques internes. Ainsi put être reconstituée une division unique de rhétorique, où le nombre des élèves oscilla entre 46 et 55; et les quatre professeurs des deux grandes divisions d'autrefois nous donnaient leurs leçons en alternant deux à deux par quinzaine.

Cela laissait le temps à Aubert de circuler, d'observer et de noter. Mais cela lui rendait des obligations, qui lui étaient chères et qui lui furent bienfaisantes, et aussi le contact quotidien de ses collègues. Surtout, l'amitié la plus cordiale le liait à son proviseur, son ancien camarade d'École, Julien Girard, et l'intimité du Siège resserrait cette amitié. La figure de M. Girard appartient à cette histoire ; il y paraîtra désormais souvent, avec son bel amour du devoir et ses vertus antiques. J'ai de lui un souvenir bien présent. Les enfans ont l'œil ouvert plus qu'on ne pense sur les hommes qui les entourent : ils peuvent être injustes dans leurs antipathies; mais leurs sympathies ne les trompent guère.

Mon souvenir est charmant. Il y avait dans notre proviseur, à côté de la gravité que comportait sa fonction, une expression aimable, mais rêveuse, presque mélancolique. C'était un homme modeste, désintéressé, peut-être un peu indolent. On ne s'étonne pas d'apprendre que c'était un fils des pays chauds, né « sous un ciel enchanté, » aux Antilles, dont il aimait, me dit-on, à rappeler les beautés « avec un plaisir attendri. » Presque fameux, dans sa jeunesse pour ses éclatans succès de concours universitaires, il avait restreint ses ambitions à une carrière consciencieuse d'excellent maître d'humanités, à une chère vie de famille. Il avait laissé briller sans envie ses camarades d'école, Vacherot,

(1) Les classes de grammaire étaient rentrées le 3. Nos quatre professeurs de rhétorique étaient, avec M. Aubert-Hix, MM. Merlet, Jacob et Perrot (qui est mort récemment secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions). Je dois des renseignemens précis sur la vie du lycée à la gracieuse obligeance de M. Poullain, secrétaire du lycée et secrétaire de l'Association des anciens élèves.

Geffroy, Martha, et ce Despois, que les écoles adoraient alors pour ses démêlés avec l'Empire et sa traduction de Juvénal.

Aubert est, sur un point, semblable à Girard : ces deux esprits distingués ne devaient laisser aucune œuvre après eux (1). Mais c'est leur seul trait de ressemblance. Ils différaient en tout : Aubert trouvait Girard bien calme, et lui le trouvait « bien mobile! » Mais ils s'aimaient sincèrement. Ils se sont prêté l'un à l'autre, jusqu'au bout des malheurs publics, une aide fraternelle, qui à certains jours, certes, n'était pas superflue (2).

Et donc, nous allions en classe, et chaque mois, ponr quinze jours, nous retrouvions l'œil d'Aubert, et le clairon enflammé de sa voix. Son aspect avait un peu changé, à cause surtout de la barbe, qu'il avait laissée pousser, en pointe et toute blanche. C'était l'époque où il écrivait à son petit-fils : « Tu ne reconnaîtras pas grand-papa : il a une barbe comme un sapeur! » Pourtant c'était bien le même homme. Quand il venait faire sa classe en descendant de garde, on voyait sur sa tunique à passepoils blancs, comme jadis sur sa robe, sautiller sa croix de la Légion d'honneur; la noble corpulence était pourtant un peu tombée. Il plantait son képi hardiment, comme autrefois sa toque, sur l'oreille, la tête en arrière, et portait beau.

Et quand un de ses élèves descendait de garde comme lui, il avait l'honneur de poser, dans un coin de la classe, son sac et son fusil, à côté de ceux du maître.

Le travail abattu dans ces classes de Siège n'était pas bien lourd. On le croira. Mais c'est encore à la classe d'Aubert que nos esprits trouvaient le plus de profit. Car son éloquence était toujours là. Comme au bon temps, il restait peu immobile dans sa chaire, mais allait, venait, s'arrêtait, s'asseyait à moitié sur le coin d'une table. Et c'était toujours le même flot de paroles tempétueuses, joyeuses, mordantes. Si l'élève traînait et ânonnait en expliquant tel texte classique, le maître avait vite fait de lui arracher le livre des mains : il lisait, il commentait. Le son de sa voix chaude vibre encore à mon oreille.

Et comme il nous enseignait la foi et la confiance!

(1) Aubert avait consacré des années à un grand ouvrage sur *la Famille*, resté inachevé et inédit. Paul Bourget m'a dit que ces beaux fragmens ont servi beaucoup au développement de sa pensée dans son magnifique roman *l'Étape*.

(2) Girard (Julien-Nicolas), né à la Pointe-à-Pitre le 1er juin 1820, vingt-cinq ans professeur de l'enseignement secondaire, puis tour à tour proviseur des lycées Louis-le-Grand et Condorcet, est mort inspecteur général honoraire, le 4 mars 1898.

VIII

Sa confiance allait recevoir une rude atteinte. La fin d'octobre et les premiers jours de novembre furent lugubres. Ce fut l'échec du Bourget, puis la nouvelle de la chute de Metz. Tout cela effaçait la lueur d'espoir qu'avait apportée M. Thiers, revenu de sa laborieuse tournée d'Europe : on avait entrevu un armistice, l'élection d'une Assemblée, l'avènement d'un pouvoir régulier. Tout cet espoir sombra.

L'émeute du 31 octobre est le plus noir des souvenirs, pour tous ceux qui ont traversé les jours du Siège. J'entends encore, tandis que j'écris, les coups rythmés du tambour, battant le rappel dans mon quartier à la tombée du jour, à l'heure où je rentrais du collège. Je vois le prompt rassemblement de mon bataillon, sa marche silencieuse, dans les ténèbres profondes où le soir sans gaz plongeait alors Paris; l'arrivée, par la place Lobau, à l'Hôtel de Ville, où nous croyions le gouvernement encore captif. Je respire encore l'air étouffé des salles et des escaliers de l'Hôtel de Ville; je vois serrés, empilés les uns contre les autres les uniformes bariolés, et les visages rouges et ruisselans, les yeux hors de la tête, les gueules hurlantes; ce sont des bousculades, discours, cris, poussées folles; c'est une nuit d'allées et venues soudaines, de rixes auxquelles on ne comprenait rien ni ne pouvait rien comprendre. Et puis, l'émeute vaincue, ce retour triomphal dans nos quartiers, et ces lendemains, ces jours de détente, de cordialité fraternelle : chacun respirait, reprenait vie, espoir !

Aubert n'a pas vu les bagarres de l'Hôtel de Ville. Il se trouva au dehors, quelque envie qu'il eût d'être dedans. Mais il donne bien l'image du Paris raisonnable et patriote en ces terribles heures. A vingt reprises différentes, l'émeute avait menacé. Je sais combien on la craignait et la détestait dans les bataillons du centre de Paris (1). On cite ce mot de Sarcey, bon témoin de la bourgeoisie d'alors : « Nous haïssions davantage les Prussiens, mais nous redoutions les Bellevillois. »

L'impression qu'Aubert reçoit de l'émeute du 31 octobre est,

(1) Le bataillon qui a dégagé le gouvernement de la Défense nationale est le 106ᵉ. L'arrestation des chefs de l'insurrection a été opérée par les 15ᵉ, 16ᵉ et 17ᵉ des sixième et septième arrondissemens. (Je faisais partie du 17ᵉ.)

pour qui sait tout, une image diminuée en partie et en partie outrée des événemens; elle est bien conforme à l'opinion d'alors. Il donne d'ailleurs des détails qui semblent inédits; l'un est curieux, et se rapporte à un homme dont aucun trait de vaillance et de présence d'esprit ne paraîtra extraordinaire, le comte Horace de Choiseul.

« Dès le matin, on avait appris que le Bourget, occupé par nos troupes et attaqué dans la journée de samedi par les Prussiens, avait été repris par la faute du général de Bellemare, qui s'était cru, avec deux canons, en force contre l'artillerie ennemie, quarante canons. Dans cette affaire, il a dû mourir sept ou huit cents hommes, sans compter les prisonniers. Vous n'imaginez pas combien cette perpétuité de guignons et de fautes a rendu ce dernier échec douloureux. Pour accroître encore notre chagrin, arrive l'affaire de Metz dont toutes les douleurs vous étaient connues avant de parvenir jusqu'à nous. Enfin, à deux heures et demie, comme je sortais du collège, où, sous l'impression de tant de coups, j'avais été causer avec Girard, près du pont du Châtelet, je vois accourir une foule affolée. On crie : « Aux armes! » Dix mille gardes nationaux courent à leurs fusils. Deux mauvais sujets avaient déchargé des revolvers sur la place de l'Hôtel-de-Ville, et toujours le même cri : *On égorge nos frères, on tire sur le peuple!* avait retenti dans Paris. Un quart d'heure après, cent gamins escaladaient les grilles et le gouvernement prisonnier était aux mains de Flourens, Blanqui, Delescluze, Mottu et Millière. La moindre imprudence, un ordre mal donné ou mal compris, pouvait amener les plus grands malheurs. Il faut dire que la population tout entière s'est levée en masse contre ces drôles, que quarante mille hommes ont cerné l'Hôtel de ville, délivré le gouvernement, et enlevé les émeutiers. Mais ils se sont retirés, ces misérables, comme des gens qui ont manqué leur coup; ils sont libres, ils se moquent de nous qui, par conscience, ne voulons pas les punir. Hier, on a voté pour savoir si le gouvernement de la Défense nationale avait ou non la confiance publique. En face de l'ennemi, au milieu de toutes ces misères et de toutes ces hontes, voilà où nous réduit l'effronterie de quelques gredins!

« Depuis, l'armistice est devenu la préoccupation générale; on sent qu'une assemblée peut seule prendre en mains les

affaires publiques et investir les pouvoirs de fait d'une autorité suffisante. Je ne vous écris pas plus longuement aujourd'hui. Nos correspondances vont être libres sans doute à partir de samedi ou dimanche. Vous pourrez écrire. » (4 novembre.)

On voit qu'à la date du 4 novembre, Aubert croyait encore au succès de la mission de Thiers à Versailles, à telles enseignes qu'il voyait déjà la correspondance rétablie avec la province. — Le 9, tout espoir est perdu. Le Siège continue et les nouvelles venues du dehors sont telles qu'Aubert peut craindre qu'Angers soit envahi, et que ses enfans aient dû aller chercher plus loin un refuge. Le père dit simplement : « Soyez fermes dans l'orage, » et reprend sa calme assurance.

« Vous avez su le retour de M. Thiers; pendant deux jours, il a conféré avec les ministres, et le mercredi, à l'heure même où il partait en voiture pour l'entrevue annoncée à Versailles, cette misérable échauffourée Blanqui, Flourens et Delécluze éclatait dans nos murs. Sans la présence d'esprit de M. de Choiseul, M. Thiers serait parti convaincu que le général Trochu et ses collègues étaient renversés et que le pouvoir avait passé aux mains de quelques drôles. M. de Choiseul a eu l'heureuse inspiration d'enfourcher un cheval et de courir au galop après la voiture de M. Thiers pour lui annoncer la défaite des insurgés et le retour de l'ordre. C'était plutôt un pressentiment, que l'annonce d'un fait accompli.

« Grâce à Dieu, le bon sens public s'était prononcé contre l'esprit de désordre; à trois heures, la garde nationale prenait les armes; à six heures, le général Trochu était délivré; à deux heures du matin, 40 000 gardes nationaux cernaient l'hôtel de ville et chassaient un tas d'ivrognes qui s'y étalaient à leur aise. Enfin, les électeurs convoqués à une sorte de plébiscite donnaient au gouvernement 525 000 suffrages contre 51 000. On se comptait, on se sentait en nombre; le pouvoir recevait ainsi une sorte de consécration. Il est vrai que dans les élections municipales le même accord ne se produisait pas. Quelques hommes arrêtés par ordre du gouvernement pour l'affaire du 31 octobre étaient élus avec de grandes majorités. Cependant, si on est divisé sur les personnes, on reste unanimes sur la résistance.

« Vous savez maintenant le résultat des conférences de M. Thiers avec les ministres prussiens; deux questions résolues

dans un sens négatif ont amené leur rupture; M. de Bismarck n'a pas admis le ravitaillement de Paris; on a refusé à l'Alsace et à la Lorraine le droit d'intervenir dans les élections. Dans ces termes, d'un côté le démembrement de la France était admis en principe; de l'autre, en mangeant vingt-cinq jours de vivres, Paris se livrait à la discrétion des Prussiens. Le gouvernement a refusé et a bien fait. Dans tous les rangs, dans toutes les classes, on a approuvé cette mesure. Le résultat publié dès dimanche, dans le *Journal officiel*, était accompagné d'un décret qui organisait trois armées, la garde nationale mobilisée, et deux autres commandées par le général Ducrot et le général Vinoy. C'est au général Trochu qu'est réservé le commandement dans son ensemble. Aujourd'hui, un nouveau décret détermine les catégories de gardes nationaux qui vont prendre aux opérations militaires une part active. C'est un effort suprême qui peut nous sauver. La province finira peut-être par comprendre que son sort est inséparable du nôtre; nous ne pouvons pas nous débloquer par nos seules ressources; mais la pensée d'une paix qui ouvrirait aux Prussiens les portes de Paris et leur livrerait la France ruinée, démembrée, déshonorée, cette seule pensée fait horreur. Ceux qui l'admettent comme possible en seraient inconsolables, une fois le fait accompli, et pour mon compte, malgré mon âge, je marcherai avec les autres. Ou nous serons vainqueurs, et j'en aurai ma part, ou la mauvaise fortune nous poursuivra jusqu'au bout et je n'aurai pas le remords d'avoir épargné ma vie.

« On parle des sympathies de l'étranger, j'y crois plus qu'à une intervention efficace; ce qu'il y a de certain, c'est que, pour n'être abandonné ni de Dieu ni des hommes, il ne faut pas s'abandonner soi-même. J'espère encore que l'Europe comprendra son véritable intérêt; j'espère que les sympathies du peuple russe entraîneront le Tsar et détermineront l'Autriche. Pour moi, sans être un fin politique, je ne puis penser que les neutres se soient avancés à ce point pour reculer devant une réponse insolente et dérisoire. » (9 novembre.)

Et l'attente interminable continue.

HENRY COCHIN.

(A suivre.)

L'APPEL DU SOL

PREMIÈRE PARTIE

I. — LE BAPTÊME DU FEU

Le bataillon était engagé sur un plateau. On avançait lentement. La veille, l'étape avait été longue. Les hommes sentaient encore, après trois heures de repos, une quarantaine de kilomètres dans les jambes et, dans les reins, deux journées et deux nuits de voyage. En colonne, par compagnies et par sections, l'un derrière l'autre, les chasseurs se suivaient. Ils marchaient la tête basse, sans un mot, remontant parfois le sac sur les épaules, d'un geste mécanique. Leurs bérets émergeaient des seigles hauts et de l'avoine.

C'était la guerre. On marchait droit devant soi, sans rien épargner. Première dévastation : celle des cultures. Et ces paysans, respectueux hier des moissons ingrates, saisis déjà par une ivresse de meurtre, prenaient plaisir au saccage des champs. Ils assouvissaient leur rancune pour les durs labours des hivers passés, pour les gerbes moisies par la pluie, pour toutes les infidélités de la terre. Quelques-uns, qui étaient réservistes, songeaient, en abattant avec le canon du fusil les céréales lorraines, aux blés qu'ils venaient d'abandonner, à la veille du fauchage, dans les hautes vallées des Alpes et sur les plateaux des Cévennes.

Il faisait encore presque nuit. Le silence était impressionnant. La plaine montait en pente douce jusqu'à une crête, qui bornait l'horizon. A cet endroit, le ciel se frangeait d'une ligne orange. A mesure qu'on avançait, la teinte s'élargissait, des

nuances mauves remplaçaient les gris. Un brouillard humide encadrait la lisière de la forêt.

— Un matin d'Ile-de-France ! cria le sous-lieutenant Lucien Fabre, qui marchait en tête de sa section, au capitaine Nicolaï.

— Un pauvre soleil, répondit l'officier.

De son bras il montrait le disque rose, qui émergeait, face à eux, de la colline et trouait la brume. Il prononçait *povre*. Son poing, qui tenait la pipe allumée, restait tendu vers le soleil, en un geste de moquerie et de pitié. Nicolaï comparait cette aube aux aurores provençales, aux irruptions fantastiques de lumière sur le bleu de la Méditerranée ou sur les cimes rouges de Corse.

Il ajouta :

— Voilà pour le saluer !

Un long sifflement venait de traverser l'air; un éclatement sourd le déchira. Tous les chasseurs levèrent la tête brusquement. Quelques-uns s'arrêtèrent; ceux qui les suivaient les heurtèrent, faillirent les faire tomber; il y eut des protestations :

— Prends garde !

— Mais avance donc !

— *Zou, zou, despatcho te !*

Et, avec cela, une inquiétude vague, un étonnement plutôt du bruit entendu.

Pour le coup, tout le bataillon était réveillé.

Le même sifflement traversa l'atmosphère.

— C'est nos obus qui nous précèdent, expliqua le caporal Gros. Quand on a débarqué, un artilleur m'a prévenu.

Les lourds montagnards adhérèrent à l'explication. Ils n'étaient pas curieux, ils acceptaient le cours des choses, ils ne récriminaient pas. La marche se poursuivit.

De nouveau le bruit aigu se fit entendre, suivi de six détonations. On avait perçu l'éclatement sec par derrière la colonne, pas loin. Un nouvel émoi passa sur le bataillon.

— C'est le baptême du feu, mes enfans, fit le capitaine Nicolaï de sa voix timbrée.

Les rayons obliques du soleil levant l'aveuglaient. Il porta la main à son front pour abriter ses yeux bleus et regarder vers la crête, à l'horizon. On ne voyait rien. La fumée de sa pipe formait, de place en place, un petit nuage qui ne se

dissipait point. Il se retourna, embrassant ses chasseurs d'un beau regard paternel.

— Allons, dit-il, en avant, en avant!

— Alors, c'est eux, mon capitaine? dit un homme derrière lui.

— C'est eux, répondit machinalement Nicolaï, en consultant sa carte.

— C'est eux, répéta l'homme à son camarade.

La phrase avait fait en une minute le tour de la compagnie. Pour le coup, tous se redressèrent. Une grande fierté venait de s'emparer d'eux, parce qu'ils avaient reçu le baptême du feu. Inconsciemment, chacun ressentait un orgueil puissant, — une grande joie, en même temps. Ce n'était que cela! Alors, ce n'était pas terrible... Il y eut comme une détente qui traversa tous les rangs. Le soleil montait enfin dans un ciel tout bleu. On avança plus allégrement.

— Ce n'est guère impressionnant, dit le sous-lieutenant Fabre au sergent Vaissette, qui était à côté de lui.

Vaissette rajusta son binocle et ne répondit pas. Il était naturellement expansif, étant méridional, et bavard, étant universitaire. Car, dans le civil, Vaissette enseignait la philosophie au lycée de Toulon. Mais il aimait, avant de parler, s'être fait une opinion.

On avançait, à présent, dans un champ de betteraves; la terre humide collait aux souliers.

— C'est que, dit le sergent, nous nous sommes fait de ce cataclysme une idée certainement exagérée. Il en est toujours ainsi : l'appréhension ou le désir d'un événement en émoussent par avance la terreur ou la joie.

Il chancela, ayant trébuché contre un sac fauve, qui avait fait partie d'un équipement allemand. Il s'ensuivit un grand tintamarre de son bidon, de son quart et de son fusil. Car Vaissette portait ces objets militaires sans aucune grâce. Son béret lui descendait jusqu'au front et sa musette cachou battait presque ses talons. Il pensa tout haut :

— Les Allemands se retirent.

Et, revenant à son idée, il ajouta :

— Autrefois, c'est le baptême du feu qui impressionnait les recrues. Il leur est indifférent aujourd'hui. C'est qu'on les baptise à coups d'obus et non pas à coups de boulets. Le danger

est pire, mais moins visible, car les canons ennemis sont plus éloignés. Les hommes, qui ignorent le péril, ne le redoutent pas. Souhaitons qu'ils n'aient pas plus peur quand ils le connaîtront. Mais, peut-être, à mesure qu'ils se seront plus familiarisés avec lui le craindront-ils davantage, à l'inverse des soldats de la Révolution et de l'Empire, qui furent de plus en plus héroïques depuis l'angoisse de Valmy jusqu'à Waterloo.

Il avait fini par parler tout seul, s'étant éloigné du lieutenant Fabre, qui guidait sa colonne devant lui, surveillant ses distances. Vaissette rattrapa, en courant, son officier, tenant sa musette, tirant sur son fusil, afin de les empêcher de danser.

— Du reste, dit-il en manière de conclusion à son chef de section, qui, ne saisissant plus la suite des idées, l'entendit avec ahurissement ; du reste, la guerre sera finie avant trois mois.

La crête, à présent, se dressait à deux kilomètres à peine. Tous les regards se fixaient sur elle : chacun comprenait confusément que la manœuvre de la compagnie consistait à l'atteindre. On avait hâte d'y arriver. Sa ligne morne, barrant le ciel, paraissait inquiétante. De là-haut, on verrait enfin largement l'horizon devant soi.

Les compagnies du bataillon s'étaient engagées, à droite et à gauche, dans les bois. La quatrième restait sur le plateau, entre les lisières. Les hommes éprouvaient une impression de solitude. Ils semblaient habitués déjà au sifflement inoffensif qui fendait l'air. Le capitaine Nicolaï ne perdait pas des yeux l'espace qui s'étendait devant lui : au fond du décor, il distinguait une haie, quelques arbustes.

Une détonation formidable retentit.

Nicolaï fit trois pas en avant, comme poussé par le déplacement d'une couche d'air. Ses oreilles bourdonnaient. Il se retourna au bout d'un instant, encore stupide. Derrière lui, il y avait, dans l'argile humide, un trou béant, comme l'orifice d'un puits. La fumée se dissipait alentour. Un chasseur se relevait, à côté, secouait ses vêtemens couverts de boue. Les betteraves étaient déchiquetées. Elles glissaient, avec de la terre molle, au fond du trou qui se refermait. Une main crispée, raidie, émergeait, tenant un fusil, de la terre éventrée.

Les sections s'étaient arrêtées. On avait vu de partout l'éclatement de l'obus tombé entre le capitaine et sa compagnie. Un

grand frisson passait sur tous les chasseurs : le premier d'entre eux venait d'être tué à l'ennemi.

Le sous-lieutenant Fabre et le lieutenant Serre, quittant leurs hommes, s'étaient précipités vers leur chef.

— Vous n'avez rien, au moins, mon capitaine? demanda Serre.

Le sergent Vaissette aussi, sans qu'on sût pourquoi ni comment, était là. Il était fortement impressionné. De sa main fine et sale, il brossait la vareuse du capitaine ; et, dans ce geste, il mettait une tendresse émue et protectrice. Fabre regardait le cadavre du petit fourrier, enfoncé dans le sol. Vaissette eut enfin la vision du tombeau béant. Il pâlit. Machinalement, il consulta sa montre.

— Il est six heures et quart, fit-il.

On ne l'écouta pas. Nicolaï avait tiré son épée du fourreau. Largement, il salua la dépouille couverte de boue, puis, élevant l'arme, il commanda :

— En avant !

Les sections de nouveau s'ébranlèrent. Déjà, les hommes s'étaient calmés. En passant devant le trou de l'obus, ils tendaient la tête, pour tâcher de voir au fond.

Et puis, ce fut épouvantable.

Deux nouveaux percutans venaient d'éclater dans l'intervalle des sections. En même temps, trois déchiremens secs, précis : et les shrapnells et les éclats tombèrent du ciel.

— Couchez-vous! cria le sous-lieutenant Fabre.

Immédiatement, tous les hommes s'allongèrent. Ils restaient immobiles, collés les uns contre les autres, la face contre terre. Ils semblaient rigides. Les détonations bourdonnaient partout, à droite, à gauche, devant, derrière. Par momens, on entendait un cri. Mais pas un homme ne bougeait, comme si le moindre geste eût été un signe fait à la puissance de mort.

On avait soif; on avait la gorge serrée : personne ne parlait. Les hommes ne savaient même pas ce qu'ils ressentaient. Ils tâchaient seulement d'habituer leur oreille à distinguer l'endroit où éclaterait l'engin. Un ou deux malheureux atteints par quelque éclat s'étaient levés, hurlant, pour s'éloigner; ils avaient été recouchés à jamais par l'averse de fer. Cela avait servi de leçon. On ne remuait plus. Certains avaient des crampes. D'autres se croyaient blessés à la jambe, au bras;

ils se tâtaient avec la main, prudemment. La section, étendue par la plaine, semblait la carapace d'une tortue.

Le lieutenant Fabre était étonné de ne point recevoir d'ordres du capitaine.

— Il faudrait envoyer quelqu'un, dit-il à Vaissette, qui se trouvait à ses côtés.

— J'y vais, répondit celui-ci.

Avant que l'officier eût pu répondre, le sergent courait par la plaine, le buste en avant, exposé à tous les coups, seul debout par cette immensité, buttant contre une betterave, s'enfonçant dans un trou, heurtant un corps allongé, trimbalant tout son équipement, et, le lorgnon pendu par une ficelle à son cou, cherchant son chemin de ses grands yeux inquiets de myope.

Le capitaine, le voyant venir, avait compris :

— Retournez vite en rampant, lui cria-t-il de loin, soucieux de lui épargner une avance de quelques mètres. Qu'on ne bouge pas tant que durera le bombardement. D'ailleurs, je n'ai pas d'ordres.

Vaissette, peu familier pourtant avec les attitudes militaires, s'était mis au garde à vous, fiché droit, telle une statue. Autour de lui l'air sifflait, comme perforé. C'étaient les balles des fusils allemands qui se croisaient.

— Mais couchez-vous donc! hurla le capitaine.

Il ajouta :

— C'est un fou!

Vaissette porta la main à son béret, salua, et, du même rythme de ses grandes enjambées hésitantes, rejoignit son lieutenant. Il s'allongea à côté de lui, lui rendit compte de l'ordre reçu. Il se borna à ajouter, en confidence :

— J'ai eu bougrement peur.

Fabre étendit le bras, lui serra la main. Alors seulement le sergent Vaissette, agrégé de philosophie, comprit que ce qu'il venait de faire était très beau.

Pendant une heure, les explosions continuèrent. Cela devenait morne et terrible. Le soleil brûlait les nuques. De temps à autre, Lucien Fabre tirait sa montre; il lui semblait que l'après-midi devait s'avancer : quelques minutes à peine s'étaient écoulées. Sans interruption, l'air était déchiré par l'éclatement des projectiles. Parfois, quelques balles passaient,

venaient s'aplatir près de vous, se fichant dans le sol, ricochant, faisant voler un morceau de betterave, une motte de terre.

— Mais que font donc nos artilleurs? grogna le caporal Bégou.

— Si ce n'est pas malheureux! répondit son camarade de combat.

Les autres ne disaient rien. Ils ne pensaient même pas. Ils se serraient côte à côte, semblables à des ruminans couchés par les prés, inquiets.

— Tout de même, déclara Vaissette, c'est plus dur qu'on ne croit.

Le lieutenant s'était assis, insoucieux du danger. Tout en promenant ses regards sur sa section couchée, il allumait une cigarette. Les explosions étaient si nombreuses que vraiment il était inutile de prendre des précautions. Vaissette l'avait imité; mais il restait silencieux.

— A quoi songez-vous? lui demanda Fabre.

— Je songe, répondit Vaissette, que pas un de ces hommes n'a pensé à reculer. Je songe qu'ils attendent tous la mort avec une acceptation résignée et stoïque. Nous consentons le sacrifice par une sorte d'instinct, sans en éprouver la beauté ni en percevoir la raison.

— C'est là, repartit l'officier, où se reconnaît l'abnégation complète. C'est un martyre inconscient pour une idée qui nous dépasse. Nous n'avons pas plus la claire notion de cette grandeur que tout à l'heure vous n'avez eu celle de votre courage.

— Croyez-vous, mon lieutenant, reprit Vaissette, que ce fut aussi le cas des guerriers vantés par l'histoire, combattans de Marathon ou soldats de l'an II?

— Sans doute, fit celui-ci, car en présence de la mort, l'être humain n'obéit plus qu'à l'instinct physique de conservation ou bien à une volonté de dévouement, née d'enthousiasmes antérieurs et demeurée en lui par atavisme.

— C'est une discipline militaire et morale, ajouta le sergent. La résignation chrétienne, le fatalisme musulman et le stoïcisme des païens antiques n'ont pas connu de plus belle expression. Cette heure de bataille met pour moi tout cela en lumière. La plus grande noblesse humaine, et la plus haute

vertu, n'est pas de se sacrifier pour le triomphe d'une idée, c'est d'accepter tranquillement la mort, sans savoir. Et c'est la vraie façon de mourir pour son pays...

— Vaissette ! regardez mes héros, interrompit le lieutenant Fabre en lui désignant sa section.

Le sergent, qui avait renoncé à faire tenir son pince-nez, sortit paisiblement d'un étui ses lunettes. Il considéra la section sur laquelle pleuvaient les rayons du soleil au zénith et les éclatemens de la mitraille...

Tous les chasseurs s'étaient endormis !

II. — LA RETRAITE

La pluie... Une averse froide et régulière, qui a lavé toutes les feuilles. On glisse sur la terre, qui s'attache aux souliers, les entoure d'une carapace épaisse. Le précoce automne des pays lorrains semble, en ces derniers jours d'août, triompher déjà de l'été.

Le 36e bataillon de chasseurs alpins était resté, la veille, étendu dans la plaine et caché dans le bois. A la nuit, il s'était avancé jusqu'à la crête. Il l'avait occupée sans combat, les tirailleurs allemands l'ayant évacuée. On comptait quelques morts et plusieurs blessés dans les compagnies. Personne n'avait encore tiré un coup de fusil : on n'avait pas vu l'ennemi. De là-bas, près des batteries sans doute, des projecteurs trouaient l'air. Ils balayaient l'étendue de leurs rayons déployés, semblables aux branches d'un éventail. Le plateau dévalait vers une rivière. Sur l'autre rive, assez loin, une ferme brûlait. Rien ne troublait le silence nocturne.

— Ils tiraient sur nous à une distance de dix kilomètres, disait le capitaine Nicolaï, qui fumait toujours.

— Nous allons le leur faire payer cher, déclara le lieutenant Serre.

Celui-ci manquait d'esprit critique et jamais on ne l'avait pris pour un génie ; mais il était ponctuel et naturellement courageux. Sorti du rang, il était dur pour les autres et pour lui. Ses jugemens étaient prompts ; il les imposait à ses inférieurs, car il avait le sens de la discipline, aimant à les énoncer, sans du reste être en mesure de les défendre; il ne se faisait pas de ce monde et des événemens une conception philosophique.

Nicolaï ne lui répondit pas. Ces obus, venus de si loin, le déconcertaient. Il connaissait à fond son métier : jamais il n'eût pensé qu'on pût employer contre des troupes en campagne de l'artillerie lourde. Les Allemands inauguraient là une tactique nouvelle, qui l'inquiétait.

Le sous-lieutenant Fabre se taisait. Pour la première fois, il venait de réaliser ce qu'était la mort. Les visions de la journée le hantaient. Il se rappelait la main crispée du caporal enfoui dans le trou du premier obus. Il revoyait le crâne saignant d'un de ses chasseurs, la cervelle maculant le béret, l'agonie de l'homme, la pauvre alliance prise au doigt pour la renvoyer à la veuve, la lettre à écrire. Pendant le bombardement, il avait discouru avec Vaissette. A présent, il avait sommeil.

— L'ennui, remarqua Serre, c'est qu'on n'a pas de journaux. Il faudrait savoir ce qu'ont fait les Russes depuis trois jours.

Le capitaine suivait son idée; il dit encore :

— Nous n'avons prévu l'emploi de canons lourds que contre les fortifications.

Mais Serre ne s'occupait pas de ce genre de problèmes :

— Voilà le Japon, dit-il, qui s'en mêle. C'est regrettable. Quand l'Allemagne aura été anéantie, les airs vainqueurs nous seront interdits : elle pourra toujours nous jeter cette excuse : « Le monde entier était ligué contre nous. »

Nicolaï conclut :

— L'essentiel est que cette artillerie n'ait aucune mobilité. Alors, nos 75 reprendront tout leur avantage.

Ils se turent. La pluie s'était mise à tomber. Leur seul abri était un maigre prunier. Ils étaient accroupis sous l'arbre, enveloppés dans leur longue pèlerine. Lucien Fabre sommeillait.

Le sergent-fourrier apporta un ordre du chef de bataillon.

— A vos sections, vite, nous partons, commanda le capitaine.

Le roulement des sifflets, les appels des sous-officiers réveillaient les hommes. Ils s'étiraient, se frottant les yeux, cherchant leurs fusils, remettant leurs sacs. Quelques-uns voulaient faire le café. Mais on ne devait pas allumer de feu. Puis, on n'avait pas le temps. Les sections s'étaient à peine reformées que déjà l'on était en marche.

— En avant, en avant! criait Fabre à sa colonne, qui défilait devant lui.

On pénétra à droite dans le bois. En traversant un fossé, les hommes tombaient, roulaient dans l'eau et dans la vase, jetaient tous le même juron. La route était interminable. Puis, on déboucha sur un plateau, qu'on descendit. On longeait à présent un cours d'eau. La quatrième compagnie était en tête. Lorsqu'on dévalait une pente, on apercevait par derrière, dans la nuit grise, tout le bataillon. Quelques hommes s'étaient arrêtés, n'en pouvant plus. Fabre voyait, le cœur navré, sa section se débander. Vaissette était désolé. Il portait deux fusils, afin de soulager un des chasseurs; il courait de l'un à l'autre, pour les encourager; il faisait ainsi au moins trois fois l'étape. Il confia à son officier :

— J'avais gardé des morceaux de sucre en réserve pour moi. Je les ai distribués. Il n'est pas de meilleur aliment.

Il ajouta :

— Que faisons-nous?

— Nous marchons, répondit l'officier. Vous le voyez. Je ne sais rien de plus.

— C'est ce qui me coupe bras et jambes, affirma le sergent qui trottait à côté de Fabre. Je n'ai point de ressort quand je ne connais pas le but.

— Mais personne ne le connaît, Vaissette, fit le jeune homme.

Vaissette était sceptique. Cela le dépassait. Il croyait encore que si son chef ne lui disait rien, c'était par défiance. Celui-ci insista :

— Je ne sais rien !

— Et le capitaine? demanda l'entêté sergent.

— Lui non plus, affirma l'officier.

— Et le commandant?

— Je ne pense pas.

— Et le général? fit brusquement le sous-officier.

Le sous-lieutenant allait proclamer son scepticisme. Mais il songea soudain que Vaissette était son inférieur. Alors, il se tut.

Vaissette avait un esprit subtil, dangereux et entêté. Il ajouta pour lui-même :

— Il faut tout de même bien qu'il y ait une direction...

— Voilà encore la guerre, conclut Fabre. Nous ne savons rien : il faut marcher. Nous ne savions rien : il fallait nous faire tuer. Et nous n'apprendrons que nous sommes vainqueurs que par un ordre du jour du général en chef.

Un peloton de dragons passait sur le bas côté de la route, au grand trot. On criait : « A droite! à droite! » La section s'écartait pour faire place aux cavaliers. Les chevaux vous éclaboussaient jusqu'au visage. Les hommes penchaient la tête sur l'encolure de leur bête, laissaient leur lance battre ses flancs. Le dernier, un maréchal des logis, énervait sa monture à coups d'éperons, afin de provoquer ces écarts qui suscitent l'admiration et la crainte des fantassins. Il avait un casque prussien pendu à sa selle; les chasseurs se le montraient : c'était le premier casque à pointe qu'ils voyaient.

— Où allez-vous? lui cria Lucien Fabre.

— En reconnaissance, mon lieutenant, lui dit le dragon en arrêtant son cheval.

— Mais où ça? poursuivit Fabre.

— Je ne sais pas. Voulez-vous que j'aille le demander à l'officier? fit avec complaisance le maréchal des logis.

— Non, non, merci, répondit Fabre. Continuez!

Et, se tournant vers Vaissette :

— Vous voyez!

Un jour pâle se levait. Mais aucune nuance ne variait la monotonie du paysage, noyé sous la pluie. Les uniformes recouverts d'une couche de boue gluante, le chemin, les arbustes, les collines, le ciel, tout était vêtu de la même couleur grise. L'eau ruisselait de partout. On avait même renoncé à fumer.

La compagnie déboucha sur une large chaussée. C'était une route nationale. Celle-ci, pour le moment, était encombrée par un convoi qui défilait. On s'arrêta. Mais le convoi passait toujours, n'en finissait point. Les chasseurs s'étaient assis le long du fossé. Fabre et Serre se portèrent à hauteur du capitaine qui se tenait à côté du chef de bataillon.

Tous ces véhicules reviennent de la ligne de feu. Leur allure est singulièrement hâtive. Les chevaux peinent. Ce sont des fourgons de munitions, des voitures de vivres, des fourragères, qui se suivent, interminablement. Les conducteurs dorment sur les sièges, cachés sous des toiles de tente ou des sacs.

— Le convoi n'en finit pas. On ne peut pourtant pas l'arrêter, déclare le commandant.

Un caisson arrive, traîné par un seul cheval. Les trois artilleurs ont des pansemens.

— Vous êtes blessés? fait Nicolaï.

Mais ils ne répondent pas. Ils n'ont pas compris. Ils se laissent bercer par les cahots, presque sans connaissance.

Et maintenant, il y a des blessés sur chaque voiture. Une fourragère en porte six étendus, à demi morts. Des chariots réquisitionnés : les bâches vertes, décolorées, ruissellent. Des voitures de livraison : on lit les enseignes : « Au Bonheur des Dames » et « Les Magasins réunis » sous les éclaboussures jaunes. Des omnibus d'hôtels : et des blessés toujours, à l'intérieur, qui s'éveillent à cette aurore triste.

Aucun officier ne parle. Chacun a senti une angoisse étrange l'envahir.

— Il faudrait s'informer, dit le commandant.

Depuis un moment Nicolaï s'obstine à bourrer sa pipe, qui est déjà plus que pleine.

— C'est le convoi d'un corps d'armée qui va se ravitailler, explique Serre.

Mais maintenant, il y a des hommes qui marchent, à côté des voitures. Des blessés, surtout, la tête bandée, le bras en écharpe. Le sang qui a traversé le pansement apparaît décoloré. Quelques chasseurs se sont avancés le long de la route.

— Eh bien? fait l'un.

— Qu'est-ce qu'on a pris! murmure un des blessés qui défile.

— Il ne reste plus un homme à la compagnie, ajoute son camarade.

Nicolaï est intervenu :

— Voulez-vous retourner à vos rangs? fait-il d'une voix brusque à ses hommes.

Un sous-officier du train trotte le long de la colonne. Il passe devant le groupe des officiers. On ne lui demande rien. Mais il sait, lui. Il leur crie :

— Depuis vingt heures, nous battons en retraite sans arrêt. C'est épouvantable!

Personne n'a bougé. Le lieutenant Serre hausse les épaules. Il lui crie :

— Imbécile!

Lucien Fabre n'ose parler à Nicolaï. Nicolaï est très occupé à enlever la boue de son capuchon, avec son mouchoir. Mais le jeune homme n'est pas certain que ce soit l'effet de la pluie si les joues de son capitaine sont humides. Pour lui, une lassi-

tude sans bornes l'a envahi, une détente tragique, qui voudrait s'exprimer en un sanglot. Il cherche des yeux Vaissette. Vaissette est là, derrière, avec la section, qui regarde passer, les yeux dilatés, le lamentable défilé.

Et cela continue. A présent il y a autant de piétons que de voitures. Des canons avec des hommes jusque sur l'affût. De l'infanterie de ligne, des chasseurs à pied, des artilleurs. On ne reconnaît plus les uniformes, tant la poussière et la boue les ont souillés. Il y a des blessés qu'on a déshabillés pour trouver la plaie : ils sont à moitié nus sous l'averse. La matinée est glaciale. La plupart des hommes n'ont plus de sac ni de fusil. D'autres, la veille, sous la brûlure du soleil, ont abandonné même leur capote. Ils sont, à présent, en pantalon garance, chemise et képi. La pluie, régulière, les transperce. Point de compagnies. Pas même de régiment. Tous pêle-mêle. Et chez tous la même hâte, le même épuisement. Un frisson d'épouvante s'est emparé de tous ces gens-là. On dirait que l'ennemi les talonne. Ils marchent aussi vite que le leur permet la fatigue. Ils crèvent de faim.

Bientôt, c'est pire. Parmi les soldats, il y a des civils. Des paysans qui se sauvent : leurs voitures vermoulues, traînées par les rosses dont n'a pas voulu la réquisition. Toute une famille sur un char, allongée sur un matelas. D'autres à pied. Un homme tire, par la corde, une génisse. Une femme pousse une brouette, dans laquelle hurle son enfant. Les vieilles sont endimanchées; elles ont mis, pour partir, leurs meilleures hardes, et relèvent lamentablement leurs robes afin de ne pas se salir. Il y a, là, un petit bourgeois qui trottine, en tenant par les mains ses trois filles : il gesticule avec son parapluie. Il est en veston, sans manteau, une serviette sous le bras, et, sur la tête, un chapeau haut de forme. Il dépasse les bornes du grotesque; on n'a plus envie de rire : il fait pitié.

Nul ne sait où il va. Nul, dans la tourmente, ne s'inquiète du lieu où il couchera le soir. Ils se sauvent devant l'invasion, voilà tout.

Il y a moins de voitures à présent. Mais toute la chaussée regorge de soldats. Ce sont les régimens de l'armée active qui viennent d'être balayés. Des enfans encore. Et des vieillards aussi : les garde-voies des lignes ferrées. Ils ont vu s'annoncer la retraite. Alors ils s'en vont en bourgerons blancs sous l'eau

qui ruisselle. Plusieurs, paternels, portent les enfans de femmes épuisées. Beaucoup de blessés toujours. On s'habitue à les voir; mais leur nombre impressionne. Et puis voici qu'on les bouscule. Un train régimentaire passe sur la route, en sens inverse : il faut lui faire de la place. Quelques hommes, harassés, se couchent sur le talus : on les piétine. Des batteries passent, toutes confondues, les minces canons de 75, les courts rimailhos avec leurs deux attelages. Sur chaque affût, sur chaque caisson, il y a des blessés, parfois une paysanne qui s'est juchée là. Les conducteurs hurlent, frappent les chevaux, bousculent les voitures, écrasent les soldats.

Tous les officiers du bataillon ont fini par se réunir sur le bord de la route. Quant aux hommes, ils ont déjà accepté cet état de choses; ils ont tous regagné leur section; des feux se sont allumés; on a pu boire du café. Le commandant a décidé de traverser le convoi, pour continuer son chemin. Et le bataillon défile, ruisselant d'eau, mais impeccable. On sent que les fuyards éprouvent, à les voir, une honte. Certains apostrophent les chasseurs à la hâte, pour s'excuser.

— Qu'est-ce que vous allez recevoir!

Ceux-ci répondent :

— On y va, on y va!

— Tous les officiers ont été tués!

— Et ta sœur? répond un petit engagé de vingt ans.

Le bataillon, cependant, a traversé la route. Il continue sa marche sous la pluie. Le capitaine Nicolaï a pris le petit sous-lieutenant Fabre par le bras. C'est un gamin, sorti de Saint-Cyr il y a un an. Le vieil officier se sent envahi pour lui d'une tendresse immense. Et le jeune homme, en éprouvant l'affection de ce rude soldat, est ému jusqu'aux larmes.

— J'aurais voulu, dit-il, être tué hier.

Le capitaine n'a pas répondu. Il a laissé éteindre son brûle-gueule.

— C'est honteux, poursuit Lucien Fabre. Un pays où l'on peut voir de pareilles choses ne mérite pas qu'on meure pour lui.

— J'espère, mon enfant, dit Nicolaï, que votre décision a été prise une fois pour toutes, et que maintenant elle est sans appel. Ce ne sont pas des circonstances fortuites, comme la vue de cette retraite, qui peuvent rien changer à la noblesse de ce pays ni à notre volonté de le servir.

Il répéta, dans une sourde extase :

— Servir!

Et dans ce mot il y avait bien, en effet, vingt ans de servitude, la discipline brisant sa volonté, la misère des garnisons, la déception des tableaux où l'on ne figure pas, les accablantes campagnes d'Afrique, les hivers dans les casemates alpines, la nostalgie ce soir des libres manœuvres en montagne, le regret des clartés méridionales, toute une jeunesse flétrie dans l'attente de cette guerre qui tardait à éclater.

— Vous verrez, continua-t-il, que l'obéissance passive, la servitude seront les vertus de cette campagne. L'enthousiasme s'en va, l'abnégation demeure. Ce qui fait notre force en temps de paix la fera plus encore en temps de guerre. Il ne s'agira pas d'être crâne un jour en courant à l'assaut. Il s'agira d'obéir, d'attendre, d'oser, d'entreprendre, de persévérer. Il s'agira d'attaquer ou de subir le feu de l'ennemi après avoir été le témoin d'une retraite. Il s'agira d'aller, soi, de l'avant, quand on en sait qui se cachent. Il s'agira de se faire tuer pour des gens inconnus, à l'arrière, là-bas, qui ne se soucient point de nous, qui s'ingénient à ne point grossir nos rangs, qui édifient des fortunes scandaleuses sur nos cadavres. Voilà, mon enfant, ce que la Patrie attend de vous. Voilà la nature du grand sacrifice. Un sacrifice morne, patient, opiniâtre et simple. S'il doit aller, demain ou dans plusieurs mois, jusqu'à la mort, même alors considérez-le comme une chose simple. Si je tombe, ayez dès maintenant cette volonté d'entraîner votre section ou toute la compagnie. Si vous tombiez, j'accepterais cette douleur avec soumission : elle n'arrêterait pas mon élan à conduire nos hommes où on m'en aura donné l'ordre, par delà les tombeaux.

III. — LA MORT D'UN SOLDAT

Le village de Vassinville, sur le flanc d'un coteau, descend jusqu'à la rivière. Une centaine de maisons blanches autour de l'église, le long du cours d'eau. Alentour, des champs de betteraves, quelques vignes, des houblons mûrs sur leurs perches, des vergers dont les arbres plient sous le poids des mirabelles d'or.

La quatrième compagnie vient d'occuper le village. Les Allemands sont signalés sur l'autre rive. Il y en a partout, dans les prés dont les foins n'ont pas été coupés et dans les hautes

avoines. On est entré dans Vassinville en se glissant le long des maisons éclairées par la lune. Aucun bruit. Pas d'ennemi. Avec une inconscience étonnante les rares habitans dorment. La plupart des maisons sont vides depuis trois jours. Le bétail, oublié, mugit. Le capitaine Nicolaï a fait établir une barricade à la sortie du pont. Toute attaque sérieuse ne peut se produire que par là. Une charrue renversée, une porte, quelques volets, des poutres, des chaises, des sacs de blé trouvés à côté dans un grenier. Le lieutenant Serre tiendra le pont. Quant à Lucien, il est sorti du village avec ses hommes. La crête qui domine à droite, doit être défendue. Elle descend en pente douce ; elle commande plusieurs gués. Le reste du bataillon occupe les hauteurs qui suivent.

Les premières lueurs du jour firent briller la rivière et vibrer la brume, qui traînait sur l'eau jusqu'aux roseaux des berges.

Une sentinelle, qui guettait de l'autre côté du pont, cria :

— Aux armes !

L'homme était hors de lui : il se précipita vers Serre :

— Mon lieutenant, dit-il, ils sont là. Ils sont là. Je les ai vus !

— Bougre d'animal, répondit l'officier, calme-toi. Nous sommes ici pour les recevoir.

Il tâchait de les distinguer en fouillant avec ses jumelles le paysage. En effet, presque invisibles, des uniformes se dessinaient à la lisière des bouquets de bois, parmi les céréales : une ligne de tirailleurs marchant vers le ruisseau.

— Va prévenir le capitaine, dit-il à son ordonnance.

Tous les hommes tenaient leur fusil dans leurs lourdes mains. Ils serraient la crosse pour bien sentir sa protection. Ils ne se parlaient pas. Le danger de la mort paraissait plus réel que deux jours auparavant sous le bombardement. Tantôt, ils s'aplatissaient dans le fossé ou derrière la barricade, pour s'abriter; tantôt, sans prudence, ils sortaient la tête, le buste, pour les voir arriver.

— Ils sont trop loin, déclara Serre.

L'officier repérait la distance avec minutie. Il se tenait au milieu de la route, sans penser au danger, sans émotion.

Un chasseur glissa sur le talus, jurant de toutes ses forces.

— Veux-tu te taire, fit l'officier. Tu auras quatre jours de prison.

Ainsi, borné et courageux, Serre restait ponctuel. Il remarqua encore, non sans étonnement :

— Les voici en tirailleurs. Ils avancent par bonds. C'est curieux : ils manœuvrent comme nous.

Il ajouta, non sans une nuance d'estime pour ses adversaires :

— Ils auraient pu faire leurs classes au bataillon.

Mais tout de suite, pour corriger son éloge :

— Nous les verrons à la charge... J'ai lu, dans le journal, qu'en Alsace, ils se sont rendus pour une tartine de pain.

Les uns derrière les autres, les Allemands s'étaient engagés sur la route droite qui menait au pont. On distinguait leurs casques gris. Leur vue provoqua chez l'officier un mouvement de fureur haineuse. Il n'y tint plus. Les yeux flamboyans, il ordonna :

— A huit cents mètres... sur ces cochons qui avancent... feu à volonté !... Feu !

Une brusque décharge, une décharge unanime de la section. L'énervement des hommes se résolvait, se détendait avec la fusillade. Un crépitement joyeux continua. Il y eut des rires, quelques plaisanteries. Une dizaine d'ennemis avaient dégringolé.

— Visez bien, nom de D... ! visez bien, criait Serre.

Il avait saisi le fusil d'un homme et tranquillement, comme au champ de tir, prenait son temps avant de faire feu.

— Voilà qui doit vous amuser, j'espère.

C'était Nicolaï qui, derrière lui, jugeait les coups.

— Descendez donc leur officier, Serre, dit-il. C'est ce grand diable, à droite, qui court d'un arbre à l'autre.

L'homme désigné tomba. Du coup l'avance était brisée net.

— Cessez le feu ! commanda le lieutenant.

Les hommes s'apostrophaient, se bousculaient, riaient, étaient heureux. On n'avait pas reçu une seule balle.

— Avant, on croit que ce sera terrible, fit un chasseur. Ce n'est pas bien grave quand on y est.

C'était un peu le sentiment de tout le monde. Serre était désappointé.

— Jamais, dit-il, nous ne les aurons au bout de notre baïonnette.

Profitant du répit, les Allemands, cachés derrière les saules, s'enfuyaient.

— Attendez la suite, dit Nicolaï.

— Mais quels sont les ordres? demanda Serre.

— On m'a dit d'occuper Vassinville, répondit le capitaine. La consigne est simple. Nous n'avons qu'à rester ici.

Un ronflement énorme emplissait l'espace depuis un moment. On regardait le ciel; mais on ne voyait que la lumière de la matinée. Un homme pourtant aperçut l'avion. Il planait au-dessus du village, très haut.

— Je vais le faire abattre, dit Serre.

— Mais, s'il est français? objecta Nicolaï.

Serre n'avait aucun doute : c'était un sale oiseau prussien. Il fit ouvrir le feu contre l'appareil. Le capitaine, qui comprenait l'inutilité de cette gerbe de balles, ne s'y était point opposé. Les hommes s'en donnaient à cœur joie. Du reste, c'était bien un aéroplane ennemi; on distinguait à présent sa queue de poisson : il lâcha une fusée dont la fumée flotta dans l'air. Quelques secondes après, des sifflemens passèrent sur le village. Les hommes se mirent à rire. Ils reconnaissaient cette vieille musique.

— L'avion nous a repérés, fit le capitaine. Les obus pleuvent sur la crête, derrière la section de Fabre.

Il partit pour se rendre compte. Les chasseurs continuaient à user leurs cartouches contre l'aéroplane qui, sa besogne terminée, s'enfuyait à tire-d'ailes vers l'aurore. Les shrapnells allemands tombaient sans répit. Mais le tir était beaucoup trop long; ils éclataient cent mètres trop haut. La fumée des explosions, dans laquelle se jouaient les rayons du soleil levant, formait dans l'air limpide six nuages couleur d'orange, de pourpre et d'or.

Une heure passa. Le bombardement continuait inoffensif. Les hommes étaient bien tranquilles.

— La guerre, dit un chasseur, c'est laisser passer le temps.

— Mais nos artilleurs, qu'est-ce qu'ils fichent? fit un autre. On ne les entend jamais.

— C'est à croire, remarqua le caporal Bégou, que nous n'avons ni artillerie, ni aviation.

Serre, tout en surveillant l'horizon, partageait avec son sergent une boîte de conserves. Jamais le singe n'avait été si bon.

— Il y a beaucoup de gelée, observa le sous-officier.

— Quant aux Boches, répondit le lieutenant, ils crèvent de faim. Un blessé l'a dit hier à l'interprète de la division.

C'est ainsi que des propos futiles s'échangeaient sur le champ de bataille. Ni le vacarme des projectiles, ni le sentiment du danger n'empêchaient ces soldats de manger et de vaquer aux occupations placides de la vie.

Soudain, l'eau de la rivière jaillit. Elle montait en colonnes droites, retombait dans le lit et sur les rives : quelques hommes furent mouillés.

— Ils tirent dans l'eau, déclara Serre joyeusement.

— C'est pas loin de nous, observa un homme.

Chacun, de nouveau, s'était terré. D'autres obus tombaient, soulevant d'immenses gerbes, que la lumière irisait.

— Ce sont les grandes eaux, cria Pluchard, un engage volontaire, qui était Parisien.

Mais les montagnards ne comprenaient ni ne goûtaient sa plaisanterie. Avant l'explosion, on entendait dans l'air un sifflement. L'obus passait au-dessus des têtes.

— Mais ce sont les nôtres! hurla tout à coup Serre.

Ce fut une détente. Tout le monde parlait à la fois. Bientôt le tir fut réglé. Les obus tombèrent dans les champs. D'autres atteignirent une ferme dont les murs volèrent en éclats. Serre put voir la fuite éperdue de la compagnie qui l'occupait, l'affolement des hommes décimés, l'éclatement de la mitraille dans leurs rangs, des membres déchiquetés, des casques et des fusils volant en l'air. Il riait silencieusement.

— Et l'on vient de découvrir, dit-il à son sergent, des obus qui portent à vingt kilomètres. Nos artilleurs en auront bientôt.

Le soleil montait droit dans le ciel bleu. C'était une journée de splendeur et de gloire. Le roulement de l'artillerie emplissait l'air. On sentait que la bataille était engagée sur un front immense et qu'on n'était qu'un point dans l'espace ensanglanté, qu'une minute dans le temps. Les obus français déferlaient en avant. On entendait passer les projectiles ennemis. Il y en avait de tous les calibres. Les uns éclataient avec ce bruit sec de l'acier qui se déchire ; les autres traversaient l'atmosphère avec un son aigu de sifflet ; d'autres, plus gros, donnaient l'impression d'une locomotive en marche. Il y en avait dont le passage faisait le bruit d'une sirène de paquebot. Certains sonnaient,

en arrivant, comme les cloches d'un troupeau. Et voici que, par delà la rivière, Serre remarquait de nouveau l'ondulation des foins, un mouvement dans les seigles que n'effleurait aucune brise, l'avance par les champs d'une ligne grise. Le sifflement des balles immédiatement l'environna.

— Ils y reviennent, dit-il non sans joie, en s'abritant enfin derrière un sac.

A présent, les Allemands savaient qu'il faudrait enlever le village, qu'on se cramponnait à la rivière. Ils prenaient leur temps. Couchés en tirailleurs, ils bondissaient d'abri en abri. Aux abords du village, et surtout autour du pont, c'était une pluie de plomb. Deux chasseurs râlaient, côte à côte : on eût dit que la même balle les avait atteints. Une angoisse avait étreint les autres. Serre lui-même se sentait ému. Le canon de son fusil était chaud. Les soldats ennemis tombaient, fauchés ainsi que des blés mûrs. Cela n'empêchait pas leur front de progresser d'une marche lente et sûre. On avait l'impression d'une marée qui montait vers vous.

— Ils ne reculent pas, les cochons, déclara Serre.

Et, cette fois-ci, il était désappointé à constater le courage de ces rudes soldats.

Les chasseurs tiraient toujours. Mais Serre crut sentir de la lassitude chez eux. Il ordonna :

— Cessez le feu!

Une accalmie suivit son commandement. Les hommes changèrent de position, en soufflant un peu. Ils respiraient à pleins poumons l'air du matin qui dissipait l'odeur de la poudre. Mais ils courbaient tous la tête sous la rafale, dociles, sans penser à rien. Ils étaient aplatis le long d'une digue de gazon bordant la rivière et derrière la barricade. Au-dessus d'eux, les balles volaient, si nombreuses qu'elles paraissaient tisser une toile d'araignée. Un bruit de crécelle depuis un moment énervait les oreilles, dominait les détonations des fusils et l'énorme murmure des batteries.

— Ils ont installé une mitrailleuse, déclara Serre en se levant.

Il était debout. On eût dit qu'il avait dû percer de sa tête le réseau de fer. Il voulait reprendre en mains sa section. Le moment devenait critique. Les hommes se poussaient du coude, l'admirant. Il était correct et propre dans sa tunique, la jugu-

laire de son képi baissée, et tel qu'ils le voyaient aux jours de revues. Il avait pris pour cette première bataille son uniforme de fête dans sa cantine. Il commanda :

— A quatre cents mètres... Faites passer... Feu de salve!

Le commandement circula comme un bourdonnement d'insectes.

— En joue... Feu !

On n'avait entendu qu'une seule détonation. Les hommes avaient repris toute leur confiance. Ils étaient commandés. Ils se donnaient tout entiers, à cette minute, corps et âme, au chef.

— Joue... Feu !

Tous les tirailleurs avaient été fauchés.

Un temps d'arrêt. Une nouvelle vague déferla. C'était terrible. Six fois de suite ils recommencèrent. Six fois de suite ils furent arrêtés dans leur élan.

Mais leur tir et celui de leurs mitrailleuses faisaient des vides autour de Serre. Son sergent agonisait, le crâne ouvert. Le sang inondait sa face, se coagulait dans ses cheveux. De minute en minute, il gémissait : « Maman... maman... » Un homme, à côté de lui, hurlait, le genou fracassé par une balle.

— Tais-toi, lui dit un chasseur. Tu nous empêches de viser.

L'officier n'avait plus conscience de rien. Il ne savait pas ce qu'était devenu le capitaine : il ne s'en souciait point. Il ne voyait qu'une chose : la progression des Prussiens vers sa barricade. Il était en proie à cette idée fixe, à cette volonté unique : n'être pas débordé, tenir !

Nicolaï était monté dans le clocher de l'église. Il avait pu y trouver place à côté de la cloche, vibrant silencieusement au passage des projectiles, d'un vieux hibou sommeillant au milieu de la bataille et des millions d'araignées dont les toiles pendaient, depuis toujours. De là, il dominait tout le paysage. Derrière, les vallons où se défilaient nos batteries, le village où se tenait l'état-major de la division; sur les flancs, les crêtes où se cramponnaient à l'infini nos bataillons; à ses pieds, Vassinville occupé par sa compagnie, la rivière réfléchissant la tranquille lumière, puis les houblons, les vergers, les céréales d'où émergeaient les troupes ennemies, la ligne des collines d'où progressait leur masse profonde, l'horizon de la forêt. C'étaient des forces énormes qui attaquaient; il s'en rendait compte : il ne pourrait pas tenir bien longtemps. Il avait

prévenu le commandant; il avait envoyé un compte rendu à la division; mais le téléphone avec le commandant venait d'être coupé. Quant à la division, il n'en avait pas reçu de réponse.

— Serre connaît son métier, pensa-t-il, en voyant l'effet des feux de salve. Et ses hommes sont de braves enfans.

De ses yeux perçans, il avait remarqué quelques cavaliers ennemis qui, au bas de la crête où se tenait Fabre, arrivaient jusqu'à la rivière. Les balles envoyées par les deux sections du jeune homme étaient sans effet contre cette troupe éparse et mobile. Puis, après avoir pataugé dans l'eau un peu partout, le peloton bavarois repartit au galop.

— Ils ont reconnu les gués, dit Nicolaï. Ça va devenir grave.

Avant de descendre, il jeta dans cette direction un dernier coup d'œil. Il n'avait pas besoin de télémètre. Aucun détail n'échappait à son regard.

La fusillade avait repris, plus intense que jamais, à la barricade. Nicolaï en distinguait le rythme régulier. Il montait vers Fabre. Celui-ci avait vu les premiers tirailleurs qui s'engageaient vers les passages du cours d'eau, il les prenait sous le feu de sa section. Le sous-lieutenant sourit à son officier. Celui-ci arrivait de son pas tranquille de chasseur, son éternelle pipe entre les dents, s'appuyant sur sa canne de montagnard. Il tapa sur l'épaule de Lucien.

— Ce sera dur, fit-il.

Le jeune homme sentait son cœur bondir d'une émotion puissante. Plus le danger grandissait, plus il se trouvait calme, maître de lui, maître de ses hommes. Quelques-uns venaient de dégringoler. Il n'avait pas peur de les exposer. Il lui semblait tout uniment commander une manœuvre, comme le mois d'avant, dans son secteur alpestre. Il avait cueilli des fleurs agrestes, et les avait mises à la ceinture de son étui-revolver.

— Je vais voir Serre, dit Nicolaï. Vous n'avez, quant à vous, qu'à repousser toute attaque.

Il ajouta :

— C'est bien simple.

Il serra longuement la main de son jeune officier.

— Rappelez-vous, dit-il, que votre devoir, au fond, est toujours aussi élémentaire. On ne doit reculer que sur un ordre. Sinon, on reste. Nous ne sommes jamais maîtres de juger que

la situation nous commande de nous retirer. — Sinon, conclut-il en s'en allant, ce serait trop facile.

Il se retourna encore une fois, insoucieux du bourdonnement des balles :

— Vous savez, dit-il, vous aurez beaucoup à faire...

Fabre lui répondit par un signe de tête : il était tout à sa section qui décimait les assaillans.

Nicolaï descendit hâtivement par un chemin encaissé vers le village. Depuis quelques secondes, il n'entendait plus les feux de Serre. Il s'inquiétait. Il se mit à courir. Mais il rencontra l'agent de liaison.

— L'officier vous envoie dire qu'il n'a plus que vingt hommes, mon capitaine.

En effet, Serre, tout seul, ses sergens hors de combat, presque tous ses chasseurs tués, le bras percé d'une balle et saignant, prenait encore en enfilade avec une vingtaine d'enragés le pont et la route, brisant l'élan des sections ennemies.

— Dites à l'officier de tenir jusqu'au dernier chasseur, commanda le capitaine.

Son sergent-fourrier arrivait de chez le commandant. Il lui apportait deux mots crayonnés sur un feuillet :

« Je tiens encore les cotes désignées. Je ne reçois aucun ordre de l'état-major. Gardez, si possible, vos positions. »

Les sourcils broussailleux de Nicolaï se froncèrent. Le sergent eut peur d'avoir commis quelque faute ; il rectifia la position. A dix mètres, un percutant fit écrouler un pan de muraille. Le capitaine ne tourna même pas la tête pour regarder. Il rugit :

— Et la liaison des armes, nom de D... ! Et la liaison avec l'État-major !

Le fourrier tremblait.

Il envoya son ordonnance et deux hommes qu'il avait gardés en renfort auprès de Serre.

— Si j'ai du nouveau, dit-il, je vous préviendrai.

Mais Serre lui faisait parvenir un renseignement : depuis quelques minutes, il n'était plus attaqué.

— Parbleu, murmura Nicolaï, je m'en doutais. Ils ne peuvent franchir le pont. Ils vont porter tout l'effort sur Fabre.

Un chasseur était resté comme observateur dans le clocher.

Il arrivait, hors d'haleine, ayant descendu quatre à quatre les marches et les échelons, au risque de se rompre le cou. Il cria :

— Mon capitaine, mon capitaine, ils f... le camp !

— Remonte là-haut, répondit Nicolaï. Ils abandonnent le pont. Tu me diras s'il n'y a pas des compagnies qui s'avancent sur la rivière.

Il fallait agir. Le bombardement d'artillerie, précis, faisait voler des toitures qui s'effondraient avec des explosions terribles. Une grange flambait comme une allumette. L'incendie, par ce soleil ardent, pouvait se propager. Nicolaï appela ses deux cyclistes. L'un partit pour porter au commandant ce mot laconique : « J'ai besoin de monde et surtout de la mitrailleuse. » L'autre s'en allait vers Rémécourt, à quatre kilomètres, pour remettre à la division un compte rendu succinct et une demande de renforts.

— Il est dix heures, fit Nicolaï, tu seras de retour avant onze heures. Je tiendrai jusque là. Dis-le au général.

Les hommes partirent bravement, à travers champs. La route, arrosée par la mitraille, était impraticable.

Nicolaï descendit jusqu'au pont. Serre était allongé contre le talus de la route. Sa blessure n'était pas grave, mais il avait perdu beaucoup de sang. De l'autre côté de la barricade, il y avait une centaine de cadavres allemands. Presque tous étaient allongés, la figure contre la chaussée. Les branches tombées des arbres, les pierres détachées par le tir, les objets d'équipement, les bidons, les sacs, les fusils formaient un désordre impressionnant. Des flaques rouges entouraient les corps étendus. Il y avait des blessés qui poussaient des cris désespérés; d'autres qui, par momens, lançaient d'une voix étouffée un long appel. Quatre chasseurs rentraient leurs camarades dans les maisons voisines, ou les allongeaient contre les murs d'un jardin ombragé. Ils mettaient les pansemens des plus atteints. Le sang coulait sur les visages et les uniformes maculés de boue et de poussière. Toutes les blessures, au premier abord, semblaient mortelles. Sorties d'une cave, une vieille femme, qui paraissait folle, parlant toute seule, et une fillette passaient avec un seau de vin et un verre pour offrir à boire aux moribonds.

Nicolaï ne laissait paraître aucune trace d'émotion sur sa

figure bronzée. Il se pencha vers Serre et l'embrassa. Il lui dit seulement :

— Nos pauvres chasseurs !

Il serra la main des cinq ou six hommes qui étaient debout derrière la barricade, autour de Bégou. Ceux-là parlaient tous en même temps, très excités. Ils suaient, la vareuse ouverte, le fusil à la main, s'attendant d'un moment à l'autre à une nouvelle attaque.

— Soyez calmes, dit-il à Bégou : des renforts vont arriver.

Le mot magique illumina les survivans.

— Je n'ai plus beaucoup de cartouches, expliqua le caporal. Je fais prendre dans leur musette celles des morts.

— Vous voyez, dit le capitaine, le feu de l'artillerie diminue. Votre rôle est terminé. Je vais voir vos camarades.

Il remonta dans le village. Mais, au contraire, de minute en minute, la situation devenait plus critique. L'air avait pris une teinte grise, tant les explosions se succédaient rapides et pressées.

— Et mes cyclistes? dit tout haut le capitaine. Ces animaux-là, quand on les envoie quelque part, ils ne reviennent jamais.

Il était près de midi.

Pourtant il poussa un soupir de soulagement : un sous-officier de dragons venait à lui, à pied, tenant par la bride son cheval qui boitait. Il marchait si lentement, retardé par son cheval, par ses armes trop lourdes, par ses jambières, que Nicolaï courut à lui, lui cria :

— Vous venez de la division?

— Oui, mon capitaine, fit le maréchal des logis. J'ai un pli.

Il le lui tendit. C'était un ordre, correctement écrit à la machine et dûment enregistré, lui enjoignant de traverser la rivière et de s'établir sur l'autre rive, s'il n'était point attaqué.

— Ils sont fous, déclara Nicolaï.

Il regarda sur l'enveloppe l'heure de départ : on avait envoyé l'estafette à huit heures du matin.

— Vous avez mis quatre heures pour faire quatre kilomètres ! demanda-t-il.

Il était sans colère; rien ne l'étonnait plus; il avait pris son

parti de toutes choses : il se savait condamné, lui et toute sa compagnie.

— Je ne pouvais pas passer, expliqua le cavalier, et mon cheval est claqué.

L'officier haussa les épaules et ne répondit pas. Il s'était engagé dans le chemin qui montait vers la cote occupée par la section de Fabre, ce chemin était bordé par des haies de prunelles et de mûres : des oiseaux s'y étaient réfugiés qui chantaient. Il arriva près du jeune homme, que cette longue attente énervait. Mais depuis un moment, celui-ci croyait apercevoir une progression de l'infanterie ennemie vers le cours d'eau. Nicolaï jeta un coup d'œil, remarqua le mouvement.

— Ils sont trop loin, fit-il. Nous n'avons qu'à les laisser venir.

Il fallait élever la voix pour s'entendre, tant les éclatemens des projectiles étaient nombreux et proches. Ils encadraient la section sans d'ailleurs lui faire beaucoup de mal. Les chasseurs étaient allongés, immobiles, l'arme chargée, protégés chacun par un petit tas de terre humide, qu'ils avaient élevé devant eux comme un rempart fragile. Un roulement continu dominait tout : la bataille était déchaînée sur plusieurs centaines de kilomètres.

— Il en est qui meurent à droite jusqu'en Alsace. Il en est qui meurent à gauche jusqu'en Belgique, dit Lucien.

Il ajouta :

— Je n'ai jamais eu une impression d'isolement aussi intense qu'au milieu de ce tumulte.

— A la grâce de Dieu ! répondit Nicolaï.

Il s'était assis, face à la rivière, fixant l'horizon et labourant le sol avec son bâton ferré. Il faisait voler des cailloux et des pommes de terre qu'il sortait du sol : par là seulement se manifestait son énervement. Il exposa la situation à son sous-lieutenant. Il ajouta :

— Je ne sais rien du commandant, la division ne me répond pas, je n'ai pas d'ordres.

— Mais alors, comment peut-on vaincre ? demanda Lucien avec angoisse.

— Il faut bien qu'il y ait un vaincu, répondit Nicolaï...

Il resta songeur, puis il poursuivit :

— Ce ne sera pas nous, si chacun tient. Tenir, là se borne notre rôle ; nous n'avons pas d'autre responsabilité.

Lucien Fabre se sentait déprimé par cette avalanche de mitraille. Mais il souriait, à cause de ses hommes qui, par instant, angoissés, regardaient vers lui.

— J'ai l'argent de la compagnie dans la poche droite de ma vareuse, dit Nicolaï.

— Nous sommes fichus, mon capitaine, répondit le jeune homme. Mais nous mourrons en même temps.

Il ajouta :

— Permettez-moi de vous embrasser.

Le rude soldat l'étreignit contre lui. Alors, tout bas, dans l'oreille, Lucien lui murmura :

— Je crois que j'ai un peu peur.

Le capitaine se leva. Sa silhouette se détacha sur l'horizon. Des balles sifflèrent.

— Parbleu, moi aussi, fit-il de sa voix chantante et calme... Vaissette, faites exécuter un feu de salve à 1 400 mètres, pour avoir vos hommes bien en main... Mais voilà ce qu'il ne faut jamais s'avouer à soi-même... Il faut se donner l'attitude de l'héroïsme : c'est le geste qui nous aide à réaliser le sentiment dont il est le signe. Moi, j'ai attendu cette guerre pendant vingt ans... Je goûte pleinement la beauté de cette minute.

Les chasseurs venaient de saluer d'une rafale la première ligne, lointaine encore, des tirailleurs prussiens.

— Au temps, commanda le capitaine.

Il reprit, se tournant vers Fabre :

— Rien ne nous grandit autant que cet amour du danger.

— Je sens en effet, répondit Lucien, une inquiétude magnifique et sombre.

— Voyez-vous, mon enfant, reprit le vieil officier, chaque minute qui passe est une victoire sur nous-même. Il y a là de quoi alimenter toute une vie de souvenirs...

Ils ne parlèrent pas davantage. L'ennemi débouchait sur les berges.

— Je vous laisse le commandement de vos chasseurs, fit le capitaine. Moi, je n'ai rien à faire qu'à attendre de l'état-major les renforts ou les ordres, qui ne parviendront pas. Je ne suis ici qu'en spectateur...

Fabre commandait ses feux. Ses hommes éprouvaient son ascendant. Il était gai et paraissait insouciant, surveillant les hausses, se promenant sans hâte derrière les tireurs. Les balles

partaient. D'autres arrivaient en un bourdonnement d'abeilles. Des lignes entières d'ennemis s'allongeaient : elles ne se relevaient pas pour un nouveau bond. Pas un Allemand n'avait pu arriver jusqu'à l'eau. Mais des groupes surgissaient de tous les bouquets d'arbres, de tous les carrés d'avoine, de tous les sillons. La masse profonde avançait, malgré les trouées sanglantes de son front, irrésistible, comme animée d'une volonté invincible.

— Ils vont nous déborder, grogna Fabre.

En dépit des ravages de son tir, les uniformes gris passaient la rivière. Des cadavres s'y enfonçaient. La nappe étincelante se marbrait de rose.

Soudain, le lieutenant s'arrêta, l'oreille tendue vers l'ennemi : un bruit étrange venait de lui parvenir. C'était un roulement sourd que perçaient par momens des notes aiguës. Les fifres et les tambours et le chant des soldats prussiens. Une mélopée lente, qui, montant de la vallée, emplissait le paysage. Ils chantaient un cantique, quelque choral de Luther. On eût dit le rythme d'une marche funèbre.

La clameur devient plus intense, plus rapide. Le chant fait place à des cris. Il y a des hurlemens. La musique monotone des fifres domine tout : leurs sons stridens retentissent comme un appel de sabbat. Des compagnies entières ont franchi le cours d'eau. Elles s'étendent le long des rives à l'infini. Elles se lient les unes aux autres, compagnie à compagnie, régiment à régiment, brigade à brigade. Tous les hommes courent vers la crête. La masse pesante semble poussée par une force invisible, qui la balaye vers l'avant. Les lourds casques pointus, les corps épais, semblent soulevés par des ailes.

— Baïonnette au canon!

En quelques secondes, le commandement de Fabre a été exécuté. D'un même mouvement, avec un bruit clair et sec, les lames d'acier sont sorties du fourreau et se sont ajustées au canon des fusils. Un calme immense et joyeux s'est emparé de Lucien.

— A 400 mètres... En joue... Feu!

La ligne des flammes blanches brille sous la baïonnette.

— Feu!

Et les hommes tirent encore.

Fabre, tranquillement, derrière eux, charge son revolver. Il crie :

— Serrez-vous, serrez-vous!

Les deux sections sont là, coude à coude. Les chasseurs manient leur fusil pour s'entraîner à l'assaut. Pas une main ne tremble. Lucien s'est retourné. Le capitaine Nicolaï est derrière lui, le fusil d'un mort à la main.

— C'est le couronnement d'une carrière, lui crie le sous-lieutenant.

Ses yeux resplendissent illuminés. Il se sent environné de gloire.

— Je charge avec vous, répond Nicolaï.

Et, traversant le front de leurs hommes, sans se presser, les deux officiers font quelques pas en avant.

— Commandez la charge! crie Nicolaï, qui s'est porté à droite, en tête de la quatrième section. Les fantassins, à côté de nous, vont charger aussi.

Fabre se retourne vers ses hommes, il étend le bras en avant, et, de tous ses poumons :

— En avant! A la baïonnette!...

Le déclenchement se produit. Une détente de tous ces hommes. Un seul cri de cinquante poitrines. Quelques secondes de folie. Une ruée dévalant la pente parmi les petits sapins. Un mur hurlant, hérissé de baïonnettes. Puis, les chasseurs se dispersent. Deux groupes, courant en triangle vers la masse ennemie, comme au ciel le vol des cigognes. Nicolaï en tête de l'un. Fabre en tête de l'autre, Fabre sans béret, hors de lui, sublime, un revolver dans chaque main tendue, précédé par son ordonnance qui a jeté son sac pour courir plus vite, suivi par Vaissette qui saute les sillons et les jeunes arbres, agile et beau comme un athlète grec.

Alors, ce fut le choc et la mêlée.

Le silence a remplacé les cris d'ivresse. Derrière, le clairon époumoné sonne tout seul la charge, éperdument. On se tue sans bruit, l'arme blanche accomplit sa besogne. Il n'y a que des hurlemens de surprise, d'angoisse et de douleur. La détonation d'un revolver éclate. Tous les yeux sont dilatés. Le sang bourdonne aux oreilles. Nul ne sait ce qui se passe à côté de lui. La baïonnette pénètre d'un coup sec, sans obstacle, où elle peut, dans le ventre ou dans le dos. Immédiatement l'uniforme gris s'auréole d'un large cercle rouge. Quelques faits, dans cet enchaînement désordonné, frappent les yeux de Lucien Fabre :

un officier allemand qui le met en joue, l'éclair des yeux de ce grand gaillard atteint à la fois par sa balle et par la baïonnette d'un chasseur qui le cloue contre un arbre, les moulinets d'un de ses hommes qui tient le fusil par le canon, écrasant les nuques et les visages avec la crosse, les cadavres sur lesquels on trébuche, les blessés qui vous saisissent la jambe ou qui s'étreignent dans un suprême corps à corps, l'acier étincelant, la lame large et plate qui s'approche de la poitrine, et sous la décharge des revolvers des corps qui s'effondrent, des corps qui s'abattent...

. . . .

Voici : c'est le grand silence. Lucien regarde autour de lui. Il se réveille. Là-haut le soleil flambe, ivre de clarté. Par terre les blessés râlent, les pauvres vareuses bleues, les tuniques grisâtres, les casques et les fusils, les sacs de fourrure fauve et ceux de toile grise, les cartouchières noires et les musettes brunes jonchent le sol. Les arbustes ont été hachés comme par la grêle. Il y a debout, sur le terrain, quelques chasseurs qui regardent tout autour, revenant à eux-mêmes. Il y a, cent mètres plus loin, des fantassins allemands qui repassent la rivière, qui s'enfuient sur l'autre rive, et Vaissette tout seul, qui accompagne leur course de ses coups de feu et de ses cris.

D'eux-mêmes, les chasseurs sont venus se rassembler autour du sous-lieutenant : une vingtaine tout au plus.

— S'ils reviennent, que ferons-nous? se dit Fabre.

Il n'a point d'autre pensée. La petite troupe a regagné la crête. Les obus pleuvent toujours. Une demi-heure s'écoule. Le jeune homme n'a pas quitté des yeux l'horizon : il n'a qu'une idée, qui l'obsède.

— Mais ils n'auraient qu'à revenir, dit-il à Vaissette.

— Ils ne reviendront pas, répond Vaissette; car nous avons gagné la bataille!

— Cela ne veut rien dire, fait l'officier. Nous sommes trente. Une compagnie aurait raison de nous.

Les Allemands, en effet, n'ont plus attaqué. Par delà le ruisseau, Fabre les voyait creuser la terre, se retrancher.

Un cycliste arrive, essoufflé, rouge, couvert de poussière.

— Je cherche le capitaine, mon lieutenant, dit-il.

A ce mot, Lucien sent un coup brutal qui lui étreint la poi-

trine, puis une angoisse qui s'enfonce en lui, qui demeure. Le capitaine? Il ne l'a plus revu ; il n'a même plus pensé à lui. Le cycliste tend un papier ; machinalement le jeune officier le prend.

— Donne, dit-il.

Il explique à Vaissette :

— De la division, on nous mande de nous replier devant l'attaque, on ne peut pas nous envoyer de renforts. Il est temps maintenant de recevoir des ordres ! Nous dormirons ici sur notre position. Restez : je vais reconnaître les blessés.

Lucien Fabre dévale la pente, comme tout à l'heure pour l'assaut. Il voudrait courir. Mais il marche sans hâte, afin de paraître digne ; il sait que ses chasseurs l'observent. Seulement, il parcourt à grandes enjambées le terrain du combat.

Brusquement, il s'arrête. Les larmes jaillissent de ses yeux. Il se raidit pour ne pas chanceler, puis il s'incline vers la terre, à genoux.

Les bras en croix, la vareuse déchirée, la poitrine toute trouée, la barbe brune maculée du sang qui a coulé des lèvres, livide déjà mais ses clairs yeux grands ouverts, le capitaine Nicolaï sourit, tué à l'ennemi.

ADRIEN BERTRAND.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

L'UNIVERSITÉ DE FRANCE

ET

LA GUERRE

II[1]

Nous avons vu, dans un précédent article, comment le corps d'armée universitaire s'est battu, et comment, pendant le même temps, l'Université a continué d'enseigner et de former ces générations dont quelques-unes sont déjà parties grossir le nombre des combattans, dont les autres auront le privilège, mais la tâche difficile aussi, de jouir de la victoire. L'Université a rempli encore d'autres devoirs. Elle a enfin fait pénétrer ses enseignemens là où on eût cru que toute fonction cessait pour elle. C'est ce qu'il nous reste à montrer.

ŒUVRES DE GUERRE

La France qui étudie entra en relations avec la France qui combat autrement que par l'intermédiaire des maîtres devenus soldats. Il nous faut parler en effet des innombrables œuvres de guerre qui font tant d'honneur à l'Université. L'Université participa d'abord à l'œuvre du Secours national, dont le président était un universitaire, et un universitaire jouissant de l'affectueux respect de tous, M. Appell. Puis vinrent les œuvres plus exclusivement universitaires. La Belgique s'est

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

immolée ; les instituteurs belges, avant que quelques-uns soient recueillis dans nos écoles même, sont dispersés et sans ressources. Immédiatement se fonde l'œuvre du « Franc des camarades belges. » Puis ce sont des Français eux-mêmes qui fuient devant l'invasion. Les instituteurs s'occupent de ce qui les regarde, des enfans de l'âge scolaire, et fondent l' « Accueil français. » Par eux, les petits réfugiés sont placés, soignés, surveillés. Beaucoup en prennent à leur propre charge. Enfin, la guerre fait des veuves parmi les institutrices. Aussitôt des caisses de secours distribuant des allocations journalières sont créées. Une vive impulsion est donnée à cet esprit de solidarité par les Amicales des instituteurs et par la Fédération de ces Amicales. Les noms seuls de ces groupemens étaient connus du grand public et, faut-il l'avouer? pas très avantageusement. On savait que des intérêts professionnels y étaient discutés avec quelque âpreté, et on y redoutait l'invasion de ce qu'on appelait — il y a très longtemps — le pacifisme. Nous sommes rassurés. La Fédération des Amicales vient de publier une plaquette charmante qu'elle vend au profit de l' « Accueil français. » La première image représente un soldat, un soldat-papa, dans son lourd manteau de factionnaire, qui fait la leçon à des enfans attentifs, levant le doigt pour insister sur l'importance du conseil qu'il donne. On devine quel est ce conseil, qui est de ne rien oublier. En réalité, dans ces Amicales, s'était développé un esprit corporatif qui a porté ses fruits. De ces œuvres il faut rapprocher le « Sou des lycées : » chaque élève est invité à apporter chaque semaine dix centimes. C'est sa contribution de guerre à lui, volontaire bien entendu, mais à laquelle la plupart, depuis deux ans, se soumettent avec une régularité toute militaire.

Nous dirons peu de chose de l'adoption du blessé par l'école, parce qu'il y aurait trop à dire. Le blessé fut pour l'enfant l'objet d'une tendresse fraternelle, de cette tendresse exaltée qui est souvent celle du petit frère pour le grand frère. Au prêt, pour lequel ils n'ont pas été consultés, de leurs écoles et de leurs lycées, nos élèves ajoutèrent, après coup, une intention à eux. Et quelle émotion quand ils durent (cela est déjà arrivé) rentrer dans ces salles où l'on avait souffert, et redevenues de simples classes! Entre tous les blessés, ceux de leur école ou de leur lycée ont eu naturellement leurs préférences : pour eux toutes les gâteries, pour eux on se prive de dessert ou on

se rationne au goûter. On les visite, et c'est une récompense que l'on s'efforce de mériter. On chante pour eux le dimanche; on leur donne des représentations; on apporte (n'est-ce pas une charmante idée d'enfant?) on apporte à ceux qui sont pères des poupées pour leurs fillettes. L'établissement féminin le plus proche s'occupe de leur linge et raccommode leurs vêtemens. Bientôt cependant ces dévouemens épars ne suffirent plus aux bonnes volontés; on eut l'ambition des œuvres, et chaque école ou chaque ville tint à avoir la sienne. Quelques-unes sont exquises d'invention et de tendresse : œuvre du morceau de sucre (pour sucrer le café du soldat); — œuvre de l'œuf hebdomadaire (cette œuvre, fondée par les fillettes de Carcassonne, augmenta de 150 œufs par semaine le menu des blessés d'un hôpital); — œuvre des deux légumes, qui eut un objet analogue; — œuvre des oreillers; — œuvre des béquilles; — œuvre de l'argent de poche.

Les maîtres n'eurent qu'à diriger le mouvement, ou quelquefois à le suivre; de leur côté ils apportèrent ce qui est leur richesse à eux, leur science, leur parole et leur cœur. Des conférences furent instituées dans les hôpitaux, qui rencontrèrent les auditoires les plus vibrans. Ou bien ce sont des leçons individuelles qui sont données à ceux qui n'ont pas appris ou qui ont oublié. Et la docilité de ces trop grands élèves récompense de tous les dévouemens. Les maîtresses enfin ont revêtu le voile blanc de l'infirmière. Elles ont fait ce que toutes les Françaises ont fait, et ce qui sera la poésie de ce temps d'horreurs; mais les autres Françaises n'avaient pas une classe à faire en même temps. Une institutrice des Vosges, à qui on demande comment elle peut se partager entre les blessés et ses élèves, répond simplement : « Comme j'avais un service de nuit à l'hôpital, je ne manquais jamais la classe. » — Quand le blessé sort de l'hôpital, toute relation n'est pas rompue entre lui et l'enfant. Nous faisons allusion à cette charmante habitude que, dès le début de la guerre, prirent nos élèves, sur la suggestion de leurs maîtres, celle de saluer les blessés. Dans les grandes villes, où les rencontres sont fréquentes, cette manifestation peut créer une lassitude pour celui qui en est l'objet, après lui avoir causé d'abord une émotion mêlée de surprise. Dans les campagnes, plus rare, elle garde plus de prix; elle signifie, pour celui qui reçoit le salut, une promotion en considération

publique et comme en dignité humaine, pour celui qui l'adresse un sentiment de la dette contractée et une promesse de patriotique émulation.

Le blessé eut un tour de faveur, et c'était justice, dans la sollicitude de l'école. Mais, dès l'automne de 1914, la guerre se prolongeant, l'hiver menaçant, la pensée des misères qui allaient être endurées apparut brusquement intolérable, et alors la France scolaire se mit à tricoter, ainsi d'ailleurs que la France entière. Ce fut comme un vœu. Cette ardeur à prendre l'aiguille dut au caractère mystique qu'elle revêtit de prendre des proportions d'événement, et de mériter une place dans l'histoire si pleine de ce temps. La France fut donc un vaste ouvroir. Mais, dans chaque village, c'est l'école qui est le quartier général de la laine. C'est là qu'on se réunit pour s'entraîner, et aussi se ravitailler. La provision de laine s'épuise-t-elle dans une école laïque, alors on voit un curé partir à bicyclette et faire une râfle dans toutes les merceries des environs. La laine eut son union sacrée. A un an de distance, on ne peut relire sans amusement les divers journaux pédagogiques qui ressemblèrent, durant quelques mois, à des journaux d'ouvrages pour dames. En visitant une école, on croyait visiter un magasin et un atelier tout à la fois : des paquets dans tous les coins, avant ou après la confection, et tous les doigts au travail. On a fait des statistiques de la quantité de laine employée et du nombre d'objets envoyés : elles sont formidables et sans cesse à refaire. Les petits doigts des écolières ont fait ce qu'aucun service d'État ni aucune industrie n'eût pu faire, et économisé des millions..., et nos soldats eurent moins froid.

A la campagne, chacun travailla d'abord pour son soldat. Ensuite une sollicitude collective naquit : il faut penser à ceux à qui personne ne pense. Mais le particularisme eut sa prompte revanche : on veut pouvoir suivre en idée le passe-montagne ou le chandail où l'on a mis, avec la laine, tant d'intentions. Ainsi des régimens devinrent les cliens particuliers d'un lycée. C'est le lycée du département dont tel régiment est originaire; c'est encore celui où le hasard l'a fait cantonner, et où le souvenir de son numéro est orgueilleusement gardé. Les colonels des régimens oubliés adressent leurs réclamations aux chefs universitaires comme à leurs fournisseurs obligés, réclamations toujours écoutées. Il y eut cependant des demandes difficiles à

satisfaire, comme une certaine demande de bottes en toile goudronnée, sur le modèle de celles des mariniers de l'Ouest, et qui préserveraient les pieds de l'humidité des tranchées. Cela sortait des talens ordinaires de nos ouvrières. On prit des informations et la commande fut exécutée. Il va sans dire que des douceurs ne tardèrent pas à se glisser dans les envois utiles, surtout à certaines dates qui provoquèrent le désir d'associer nos soldats aux fêtes de la vie civile, et de leur causer un peu de joie. Puis l'enfant qui fait l'envoi ne résiste pas à la tentation d'y joindre un billet. Il faut bien qu'il y ait dans le paquet quelque chose de son petit cœur. Les chefs répondirent, et il y a ainsi, dans les archives de certaines écoles, des lettres de colonels où s'expriment leur bonté pour leurs hommes et leur orgueil de sentir derrière eux cette petite France frémissante. Des mères de soldats remercièrent aussi, remerciemens infiniment touchans, et enfin des soldats eux-mêmes. Voilà comment nous nous acheminons vers « l'individualisation » du paquet. Tout se perfectionne peu à peu dans cette guerre. Des instituteurs s'arrangèrent pour que chaque soldat de la commune reçût son paquet à lui. N'est-ce pas celui que l'on reçoit avec le plus de joie ? Rien qu'à le prendre des mains du vaguemestre, et à voir son nom sur l'adresse, le soldat cesse d'être un numéro matricule et redevient quelqu'un. Celui qui l'envoie est cependant un inconnu. Mais cet inconnu est un ami, un protecteur. Ce n'est qu'un enfant, mais la protection n'en est que plus douce et ressemble à cette protection ailée dont le soldat d'aujourd'hui, quand il était enfant lui-même, croyait sentir le frôlement. Ainsi se nouèrent des amitiés d'un tour mystique entre l'école et la tranchée.

On ne tarda pas à s'apercevoir que, entre tous les soldats, les plus abandonnés étaient ceux des régions envahies, les « envahis, » comme on dit. Les chefs militaires signalèrent les premiers cet abandon, cette détresse morale. Une note parue dans le *Bulletin des Réfugiés du Nord* et ainsi conçue : « Lesquels d'entre vous veulent une sœur, une marraine, pour remplacer temporairement la famille bloquée? » provoqua immédiatement des milliers de réponses. Si l'hiver 1915 fut celui du tricot, l'hiver 1916 fut celui des marraines. Pas un aspirant filleul ne resta sans marraine et réciproquement. Quelques habiles, dit-on, en eurent même plusieurs. Le type du filleul

de guerre a vite défrayé la littérature : il y eut les filleuls discrets et ceux qui le furent moins. Mais il y a un type de marraine jusqu'ici moins connu, la marraine collective : c'est une classe de lycée ou une école primaire. Le filleul n'est pas moins bien soigné. Quand il vient en permission, ayant plusieurs familles adoptives, il n'a pas assez de repas pour toutes. Dans quelques établissemens d'instruction, il y a la salle des filleuls, sorte de cercle du soldat plus intime et en miniature. Et on trouve parfois dans nos classes des photographies imprévues : un poilu, entouré de fillettes ou de petits garçons, car les marraines sont souvent des parrains. Ce qu'on ne dira jamais assez d'ailleurs, c'est que la marraine a apporté plus que des secours matériels à qui en manquait, un secours moral qu'on ne supposait même pas, *a priori*, aussi efficace et aussi nécessaire. La marraine devient vite la personne à qui on s'adresse pour les confidences sérieuses, les dernières volontés; car, avec les camarades, on ne sait jamais si eux-mêmes survivront. On lui laisse le soin de prévenir, en cas de malheur, la famille, quand elle pourra être retrouvée : « La date de ma disparition sera celle de l'arrêt de ma correspondance. » Note charmante, après la note grave : on imagina de faire écrire à des papas par des fillettes ou des petits garçons qui portaient les noms mêmes de leurs enfans. — Aux filleuls « envahis » vinrent s'ajouter les filleuls prisonniers, autre institution née d'un autre besoin. Et le même lycée en eut des deux catégories. Il arriva qu'un soldat du Nord eut ainsi des nouvelles de son frère, depuis longtemps disparu. Un hasard heureux avait fait que le même lycée, le lycée de jeunes filles d'Agen, avait les deux frères, les frères Demarque, comme filleuls.

Qu'on se représente la vie d'un établissement scolaire où toutes ces tâches ont été assumées, sans préjudice de la tâche coutumière. Les jeunes filles, dont il a été surtout question, ont eu le sentiment que personne n'avait le droit d'être inutile, et qu'il leur fallait se rendre dignes des hommes. Elles y ont réussi et, dans l'histoire de l'Université pendant la guerre, il devra y avoir une large place faite aux établissemens de jeunes filles. Chaque directrice de lycée a raconté la vie de sa maison depuis 1914. Ces récits se ressemblent et diffèrent tout à la fois. La répétition monotone des mêmes formes de dévouement n'est pas d'ailleurs sans faire sur le lecteur une forte impression. Puis

il y a des initiatives originales qui rompent cette monotonie : à A..., les élèves apprennent à imprimer en Braille pour fournir des livres de lecture aux soldats aveugles ; à B..., des professeurs, deux jeunes filles, ouvrirent une maison de réfugiés et surent l'administrer ; à C..., des maîtresses, accompagnées de soldats éclopés, se rendent au marché, pour améliorer l'ordinaire de l'hôpital, et obtiennent régulièrement de générosités habilement sollicitées des légumes qu'épluchent ensuite les élèves ; à D..., toute petite ville, on ouvrit un vestiaire de réfugiés, et quatre-vingts personnes passèrent au réfectoire, transformé en salon d'essayage. Ces premières lettres de l'alphabet figurent de véritables initiales, et nous pourrions continuer ainsi. Comment ne pas faire mention, par exemple, d'une école où l'on confectionne des vêtemens de deuil pour les mères et les épouses ? Le trait commun, c'est que partout ce qu'on pouvait espérer du bon cœur de toutes a été dépassé. « Je vis avec beaucoup de mes élèves, écrit la directrice du lycée Lamartine, depuis huit et dix ans, et avec plusieurs de mes collaboratrices depuis une vingtaine d'années, et je puis dire que j'étais bien loin de connaître toute leur valeur morale. » Il s'est donc produit là aussi un « miracle français. » Devant l'appel brutal des événemens, ces sentimens devinrent aigus : la conscience d'être, entre Français, de la même famille, et la honte éprouvée par les meilleurs d'entre nos enfans de leur propre tranquillité et de leur propre bonheur. Puissent ces sentimens durer ! Puissent nos fillettes ne pas laisser rouiller leurs aiguilles, et ne pas perdre l'habitude de regarder, au delà des grilles heureuses de leur lycée, les misères que la guerre n'est pas seule à engendrer !

Voici deux tâches enfin où le rôle de l'école s'annonce, mais ne fait que commencer. La guerre a fait déjà d'innombrables orphelins. Une loi est en préparation qui en remet le soin à l'administration de l'Instruction publique. Si cette loi est votée dans ces termes, elle signifiera ceci : c'est que le premier devoir contracté envers les orphelins est en effet le devoir d'éducation, quelque modalité d'ailleurs que déterminent, pour cette éducation, les préférences paternelles, et des volontés sacrées, quoique parfois inexprimées. L'œuvre des « Pupilles de l'école » s'efforce déjà de créer dans l'école même, pour ceux qui lui sont confiés, une atmosphère de protection. Il y a déjà aussi quelques « frères

et sœurs de guerre, » enfans riches qui prennent en charge l'éducation de l'orphelin pauvre. Une classe d'un lycée de Paris a adopté une orpheline et lui constitue une dot. Des principaux de collège offrent de prendre gratuitement des orphelins pour toute la durée de leurs études. Nous ne parlons que d'initiatives d'ordre universitaire. Il existera des orphelins de père et de mère. Mais, s'il y a des enfans sans foyer, il y a des foyers sans enfant, et parmi ces foyers sont les foyers solitaires de beaucoup de nos institutrices. On les a déjà appelées, comme pour susciter, par la magie du mot, un mouvement qui se répandra sans doute, les « mamans de guerre. » La loi votée trouvera les mœurs faites et les cœurs prêts.

Une occasion s'est présentée où l'Université a fait comme l'expérience de ce dont elle était capable, quand on lui confiait une tutelle. 1 800 enfans serbes sont arrivés en France, la plupart sans parens. Les parens, ou sont morts, ou sont restés sur les routes d'exil. Ces 1 800 enfans ont été répartis dans un grand nombre de nos établissemens. L'État fait les frais de leur instruction et de leur entretien. Mais il y a ce que l'État ne peut prévoir. Chaque établissement a aussitôt constitué des comités de patronage pour ces pupilles momentanés. Ces comités ont pourvu à tout et remplacent, dans la mesure du possible, patrie et famille absentes. Faut-il ajouter que nos fillettes ont accueilli les fillettes serbes en les embrassant, la différence des langues ne permettant pas de manifester autrement les sentimens attendris avec lesquels on les voyait venir de si loin ; que les petits Serbes sont reçus les jours de congé, et pendant les vacances, dans les familles françaises ; et qu'ainsi nos enfans font à notre pays des amis pour toujours? En vérité la guerre, si elle a créé des abîmes, a aussi rapproché et a donné un sens plus plein au mot de fraternité. Dans cette fraternité avertie de nos écoliers, comme dans un sentiment de nature presque familiale, nos orphelins trouveront le plus sûr substitut des affections perdues.

La génération qui grandit devra perpétuer les souvenirs et entretenir les tombes. Pour elle ce soin pieux n'est pas seulement un devoir, mais une dette. Elle se prépare à la payer. Le culte des morts est un des honneurs de ce temps. Celui des morts pour la patrie prend l'importance d'un mouvement religieux. De ce culte les enfans sont les lévites. Dans plusieurs

écoles, l'hymne de Hugo est devenu comme une prière du matin. Dans quelques villes où déjà ont été célébrées des fêtes commémoratives, la jeunesse de nos écoles y a été conviée, symbole de l'espérance mêlée aux regrets, et d'un geste gracieux, mais en même temps recueilli, a jeté des gerbes de fleurs sur les tombes de ses aînés. Des officiers anglais présens à l'une de ces fêtes ont admiré la gravité de ces jeunes officians; la gravité des enfans ne surprend plus un Français. En Lorraine, des tombes sont régulièrement entretenues par les enfans des écoles. Dans quelques villes envahies, nous savons que cette pieuse coutume s'est aussi établie. Et, à l'arrière, des lycées et collèges se sont donné le devoir de fleurir les tombes exilées des soldats morts loin de leur pays et loin du champ de bataille, double tristesse.

Pour ces morts-là, on a fait autre chose encore. Rien n'est triste comme l'enterrement d'un soldat dans une ville inconnue, et que les siens n'ont pu venir suivre. Après le combat, sur le lieu même du combat, toutes les mélancolies s'enveloppent de grandeur; mais, après l'agonie de l'hôpital, la mort et ce qui la suit prennent un aspect plus grand de désolation. Cette sensation éprouvée fut comme un remords. Alors, nos collégiens suivirent d'abord les convois qui partaient de chez eux, du collège converti en hôpital. Puis on jugea que ce n'était pas assez et que, quel que soit l'hôpital, le même hommage était dû. Aussi, derrière le cercueil du soldat, le passant peut voir maintenant de grands collégiens qui représentent la jeunesse française en deuil, et qui, dans l'acte qu'ils accomplissent, trouvent eux-mêmes la plus virile des leçons. Les maîtres veillent à ce qu'elle soit mesurée à l'âge et à ce qu'aucune contrainte ne s'y mêle. Mais le service des morts a, lui aussi, ses « volontaires. » C'est ce qui donne un prix infini à ces manifestations multiples du patriotisme scolaire, entre lesquelles nous avons dû faire un choix. Elles ne sont pas l'obéissance à un mot d'ordre; elles ne sont pas les moyens factices mis en œuvre par une pédagogie méthodique pour entretenir le moral du pays et associer le plus d'énergies qu'il est possible au combat nécessaire. Elles sont spontanées, elles sont le libre épanouissement de sentimens profonds. On cherchait autrefois quelle pouvait bien être l'âme de l'école. La patrie est apparue, plus vivante et plus belle que jamais, dans le péril qu'elle courait, et la question ne se pose plus.

CLASSES SUR LE FRONT

La vision de la mort nous a rapprochés du front. Là, sous la menace constante, là encore, « la classe continue. » L'école est plus que l'école, c'est un lieu de rendez-vous où on vient s'informer et se réchauffer. Des officiers sont attirés par elle, et lui font visite dans les loisirs de leur cantonnement, entre deux combats. Ils daignent parler aux enfans. « C'est ainsi, dit le témoin autorisé qui raconte ces faits, qu'à la faveur de cette horrible guerre, dont ce ne sera pas un des moindres bienfaits, nous voyons se réaliser notre rêve de l'école rendez-vous pacifique pour toutes les bonnes volontés, maison de famille pour les enfans et pour les parens, foyer national de concorde et d'union. »

Oui, tout près du front, la vie scolaire persiste encore. Quel déchirement quand il a fallu définitivement abandonner l'école devant l'ennemi qui avançait ! « Ah ! ma dernière classe ! écrit un instituteur, j'ai autant souffert que le vieux maître alsacien de Daudet. » Cet instituteur fit bien cependant de congédier ses élèves, car, l'instant d'après, des obus défonçaient l'école. Tout de même on s'obstine, on fait classe n'importe où, et les instituteurs de l'arrière qui, sous l'uniforme de soldat, viennent voir leurs collègues, admirent cette autre forme de courage. Le préfet de la Marne a félicité officiellement une institutrice d'avoir, en rouvrant son école, à la rentrée de 1914, dans un village qui n'existait plus, donné confiance à tous dans la reprise de la vie française. Mais le zèle n'a pas besoin d'être ainsi encouragé; il a, tout au contraire, besoin d'être arrêté. L'autorité militaire s'en charge, et même l'autorité universitaire, là où elle peut pénétrer. On a évité les accidens; mais, plusieurs fois, il s'en est fallu de peu. Dans la Marne, une troupe d'enfans que l'on conduisait à l'examen du certificat d'études a failli être victime d'une rafale soudaine. A Arras, le principal fait reconduire chez lui l'unique élève qui s'est présenté : la classe où il se serait trouvé fut éventrée. A Saint-Dié, le recteur fait suspendre les cours du collège de jeunes filles, le 5 février 1915. Le 6, à quatre heures du soir, heure de la sortie des élèves et de l'arrivée des mamans, un obus éclata à l'entrée même du collège. Une école de la Meuse encore ouverte fut démolie;

mais c'était un dimanche, il n'y avait pas d'élèves. Il y avait, hélas! l'instituteur qui fut tué. L'institutrice de Paissy (Aisne) fait classe dans une grotte; elle est surprise par un bombardement, elle groupe les enfans dans la partie de la grotte la moins exposée, les maintient en ordre pendant plus d'une heure, et les abrite de sa personne contre les nombreux éclats en retour arrivant de la grotte et frappant les bancs des écoliers. Ce sont les termes d'une citation bien méritée que nous reproduisons ici.

Les établissemens d'enseignement secondaire ont été fermés dans sept villes seulement, en deçà de la ligne du front : Arras, Soissons, Saint-Dié, Pont-à-Mousson, Sainte-Menehould, Verdun, Reims. Partout ailleurs, on a vécu, — dangereusement. Il semble que ce soit donner une victoire à l'ennemi que de céder et de fermer. « Je ne quitterai mon lycée que s'il menaçait de me tomber sur la tête, » dit un proviseur. Et une directrice : « Je resterai à mon poste jusqu'à ce qu'on m'oblige à le quitter. » Ce qui est aussi admirable que cette ténacité des chefs d'établissement et des professeurs, c'est la confiance des familles, c'est aussi l'héroïsme inconscient et la bonne humeur des enfans. Le courage professionnel ainsi pratiqué se rapproche du courage militaire, et ne continue d'en différer que parce que les jeunes filles en ont leur part. Des professeurs des deux sexes traversent chaque jour, en effet, des zones dangereuses, pour aller faire leur classe. Les élèves, un jour de bombardement particulièrement intense, peuvent manquer le lycée, mais pas les maîtres, bien sûr, ni les maîtresses. On prend quelques précautions, on change les heures de classe, que l'on fait très matinales; on raccourcit les récréations, mais rien d'essentiel n'est sacrifié. Béthune a deux collèges : collège de garçons et collège de jeunes filles. Mais ils sont fondus en un, au collège de garçons. Depuis dix-huit mois, Béthune a subi 58 bombardemens, a reçu 2800 obus ou bombes. Le collège même a été endommagé. Ce qui frappe l'inspecteur venu de Paris, qui entre dans la maison (car on continue d'inspecter, ne serait-ce que pour aller porter des témoignages d'admiration et de sympathie), c'est combien la vie se déroule simplement, normalement; le danger, si voisin, ne trouble ni les élèves ni les maîtres. Les élèves ont été instruits de ce qu'ils doivent faire en cas d'alerte. Chacun a sa lampe électrique, qu'il prend au premier signal, et

l'on se dirige vers la cave. Des masques contre les gaz asphyxians ont été aussi distribués, et les élèves sont exercés à s'en servir. Aucune inquiétude, aucune bravade non plus dans leur attitude. Quant aux maîtres, presque tous séparés de leur famille ou atteints dans leurs affections, ils n'en laissent rien paraître. Tout le monde travaille comme si on avait l'esprit libre de soucis. On doit au principal et à la directrice d'avoir entretenu, par leur action et leur exemple, ce parfait état de santé morale. Mais Béthune n'a pas été une exception. En général, on se porte bien au front.

Les lycées et collèges de l'académie de Nancy ont eu la bonne fortune, au milieu de leurs épreuves, d'avoir dans leur recteur même, M. Adam, un historiographe. On l'appelait familièrement, en temps de paix, le recteur « frontière, » parce qu'il tenait ferme le drapeau et, au besoin, en agitait les plis. Il ne sera plus bientôt, nous y comptons, le recteur de la frontière. Mais il aura été, en attendant, un admirable recteur du front. Ses récits, que traverse une paternelle émotion, sont d'une dramatique simplicité. Bombardemens, descentes dans les caves, dévouemens dont on n'a même plus conscience, et partout le devoir professionnel obstinément accompli, voilà quelle en est la matière, toujours semblable à elle-même. Malgré lui, le lecteur est attiré par les épisodes qui s'y insèrent : un professeur emmené en otage, une maîtresse placée par l'ennemi comme protection en avant de ses troupes ; ou bien une directrice faisant la lecture de journaux allemands au général de Castelnau ; un principal qui reconnaît dans un officier bavarois un de ses anciens élèves et obtient de lui, par des remontrances bourrues, que des vies humaines soient épargnées. C'est cependant de la trame uniforme du récit que ressort encore la plus grande leçon. Qu'un seul professeur aille tour à tour enseigner la philosophie à Commercy, Bar-le-Duc et Nancy ; qu'une maîtresse, ne trouvant plus d'endroit où faire la classe, aille surveiller à domicile la confection de devoirs qu'elle ne saurait renoncer à donner, ce sont là bien petits faits, sans doute, et qui se passent dans le voisinage de grands faits ; mais ce qu'il y a d'important, c'est l'esprit qui anime ces obscurs serviteurs du devoir, c'est le mépris constant du danger, c'est l'exemple qu'ils donnent, c'est la vie qu'ils contribuent à entretenir. A Saint-Dié, les Allemands sommèrent une toute jeune répétitrice d'aller porter

elle-même, à travers balles et obus, une lettre à la mairie. Pour être sûrs qu'elle remplira sa mission, ils gardent sa mère comme otage. Elle partit, bien que fort timide de sa nature. Et la personne qui fit ce récit à M. Adam ajoutait : « Les martyrs devaient s'avancer ainsi dans l'arène. » Elle revint d'ailleurs. Beaucoup de ses collègues lui ressemblent, et ne se doutent pas plus que la petite répétitrice qu'elles font quelque chose de peu ordinaire. Elles vont où il faut aller, sans se soucier du reste. L'héroïsme est devenu un état. Il faut ajouter que l'éducateur, ayant par profession la pensée tournée vers l'avenir, oriente du même côté la pensée des autres, grand bienfait, surtout quand le présent est ce qu'il est. Un publiciste a intitulé une brochure : *Le travail invincible*. Il songe au travail du laboureur. Ce caractère d'invincibilité convient aussi à l'humble travail scolaire : sous l'obus, il persiste et triomphe.

Ailleurs, on descend dans les caves accidentellement, pour laisser passer la tourmente. A Reims, on y vit. Les écoles des caves de Reims ne sont pas seulement un fait-divers pittoresque, elles sont un témoignage de cette volonté de travail dont nous parlons. La rentrée est impossible, en octobre 1914, dans des locaux sans cesse « arrosés. » On patiente un mois, deux mois, espérant une délivrance prochaine. Enfin, en décembre, le maire, M. Langlet, et l'inspecteur primaire, M. Forsant, ont l'idée d'installer des écoles dans des caves. Des réfugiés belges et rémois, qui y avaient déjà cherché un abri, avaient, pour ainsi dire, montré le chemin. Il faut savoir que ce sont des caves particulièrement confortables que celles de Reims, vastes galeries de plusieurs kilomètres de long, creusées dans la craie à des profondeurs variant entre 2 et 10 mètres. La largeur de ces caves varie elle-même entre 5 et 10 mètres. Et la hauteur atteint 3 m. 50. Peu d'humidité et un air renouvelé, grâce à des ouvertures appelées « essores, » percées de distance en distance. On transporte donc dans ces caves le mobilier scolaire : bancs, tables et tableaux noirs. Pour remplacer la gaieté du soleil, on a des plantes vertes, des drapeaux, les portraits des hommes du jour. La maison Pommery eut l'honneur de recevoir la première école. Le succès ayant été rapide, d'autres écoles furent ouvertes dans les caves d'autres maisons. Il y eut quelques déménagemens, mais les écoles transportèrent leurs noms avec elles. Ce sont des noms auxquels on tient : école

Joffre, école Dubail, école Albert-Ier. Ne pas désigner l'école par un nom de quartier avait été une mesure de précaution; elle aboutit à ces choix heureux. Des caisses ou des fûts de champagne servent de cloisons entre les différentes classes d'une même école. On a jusqu'à une salle de récréation et une salle de gymnastique. Dans l'école Dubail, la disposition est un peu différente. On est dans un cellier plutôt que dans une cave; ce cellier est une vaste salle de 25 mètres de large et de 60 mètres de long. Elle est divisée par une bâche en deux parties : d'un côté, un cantonnement de troupes, de l'autre, l'école. Ainsi, même dans les sous-sols, université et armée fraternisent. Dans la partie réservée à l'école, quatre classes occupent chacune un angle du quadrilatère. Au centre sont les tout petits. Il y en a de deux ans. L'école Dubail est à 1 800 mètres de la première tranchée française. Deux instituteurs, dix institutrices, tous volontaires, font leur classe dans ces écoles souterraines. Le canon, dont le bruit arrive étouffé, fait à leurs leçons un accompagnement sourd auquel on est habitué.

Les petits écoliers de Reims ont eu une bonne presse. Des journalistes leur rendirent visite, puis des dames qui apportaient des bonbons. Il y a peu d'écoles où on ait mangé autant de bonbons depuis la guerre. Les puissantes maisons de champagne, qui leur offrent l'hospitalité, les ont adoptés. Il y a eu, toujours dans les caves, arbres de Noël et cinéma. Les écoliers suisses leur ont écrit de jolies choses, auxquelles ils ont répondu. Ces distractions ne les empêchèrent pas de travailler et de passer avec succès des examens. L' « Accueil français » leur procura des vacances. On s'attendait à ne pas les voir revenir. Les trois quarts revinrent, et ces enfans heureux rentrèrent dans la malheureuse ville en chantant. Leurs parens les attendaient groupés dans une de ces caves-écoles, lieu de réunion désormais consacré. Auparavant, il y avait eu la distribution des prix. Elle eut lieu à l'école Dubail. Le ministre de l'Instruction publique devait venir la présider; il fut empêché. Le maire, le docteur Langlet, fut alors à l'honneur, comme il a été si souvent à la peine. L'idée même de cette fête souterraine, qui évoque les plus grands souvenirs, était heureuse. Il est conforme à notre humeur de narguer le destin et de sourire aux pires infortunes. A tous les élèves présens,

outre leurs prix, — et des gâteaux, — fut remise cette attestation :

L'élève X..., par son travail et par son assiduité à suivre les cours, malgré le danger et la difficulté des circonstances, a mérité cette récompense.

Dans une cave de Champagne.
Le 332e jour du bombardement.
31 juillet 1915.

DANS LES RÉGIONS ENVAHIES

Et, au delà de la ligne de feu, que deviennent maîtres et élèves ? Nous ne savons pas tout, et nous ne pouvons dire tout ce que nous savons. Nous savons qu'on travaille. Un vieil instituteur de l'Aisne, qui a dû à son âge d'être évacué ensuite par les Allemands, nous a raconté comment il rouvrit son école en octobre 1914, le nettoyage énergique qu'avec des moyens de fortune il lui fit lui-même subir (car elle avait servi à tout), puis l'arrivée successive des élèves « qui ne voulaient pas d'abord y croire. » Le difficile fut d'avoir des plumes. On retrouva heureusement les plumes usagées dans la boîte à craie, où les élèves les déposaient chaque lundi, en échange d'une neuve. On était de bonne garde dans cette école ; et, quand les plumes usagées elles-mêmes vinrent à manquer, ce fut le triomphe du procédé La Martinière. Cette bonne volonté, luttant pied à pied contre les difficultés matérielles, fut l'histoire commune. Des instituteurs allemands demandent à assister à la classe. Ils s'étonnent de ne jamais voir battre les élèves, et cet étonnement fait plaisir. Ceux-ci travaillent bien, et une des tristesses que la prolongation de la guerre apporte à l'instituteur, c'est qu'il ne jouira pas de leurs succès au certificat. Les Allemands, autour de lui, chantent victoire ; mais l'instituteur en croit plutôt le bruit du canon qui ne s'éloigne pas, et il en est à désirer de l'entendre. « Voix du canon, voix de l'espoir, » dit-il stoïquement. Cette persistance de l'amour-propre professionnel et des espérances patriotiques, c'est encore l'histoire commune.

L'organisme plus compliqué d'un lycée ou d'un collège est plus difficile à faire vivre, et surtout à faire revivre. On y a réussi presque partout cependant. Un lycée est administré directement par les Allemands, destiné sans doute par eux aux fils de

leurs officiers. Ailleurs, les Allemands laissent faire. Dans la plupart des villes, les locaux scolaires ont reçu un autre emploi. Mais, même à Longwy, où le principal résume l'histoire de son collège et de sa ville dans ce court *post-scriptum* d'une de ses lettres : Longwy = Herculanum ; même à Longwy, on a trouvé quelque chose. A Lille, c'est l'hôtel du recteur pour le lycée de jeunes filles, la Faculté des lettres pour le lycée de garçons ; à Roubaix, une maison appartenant à M. Motte ; à Tourcoing, un local dépendant de la municipalité. A Douai, une directrice habile a réussi à sauver quelques pièces de son collège, transformé en hôpital. Dans cet hôpital, les infirmières allemandes soignent les blessés allemands, et les maîtresses du collège les blessés français. Ailleurs de simples appartemens privés recueillent les élèves aux heures de classe.

Partout, on fait tout ce qu'on peut. Tous les ordres d'enseignement se confondent, et les femmes enseignent aux garçons un peu plus encore que de ce côté-ci des lignes. Les Allemands ont souvent refusé de rapatrier des institutrices, mettant en avant cette raison, si honorable pour elles, qu'elles rendraient service à leur pays. Il en est donc resté davantage. D'autres fois, ce sont des maîtresses qui, ayant à choisir, ont refusé elles-mêmes d'être rapatriées : la directrice restait ; on ne voulait pas l'abandonner. Que d'actes admirables, aussi simplement accomplis, nous seront racontés un jour! Dans quelques villes, il y a même eu des fantômes de distributions de prix. Le recteur et quelques professeurs de faculté sont allés faire passer des baccalauréats un peu sommaires. On a évité dans la mesure du possible l'immixtion allemande. On a évité l'argent allemand. Des municipalités remettent aux professeurs 30 francs par mois ; ailleurs ce sont des banques qui consentent des avances, ou des caisses d'épargne qui pratiquent les remboursemens de livrets par mensualités. Il reste des villes et des villages où nous ne savons pas de quoi vivent nos maîtres. Que de misères aussi nous seront racontées! On a exigé de certains maîtres des engagemens de neutralité. Il y a eu des refus que l'on a fait expier.

Des renseignemens sûrs nous ont permis de pénétrer dans quelques-unes de ces classes où l'ennemi ne pénètre pas, vrais sanctuaires. Avec quel frisson, que notre piété même accrue n'a pas connu, l'enseignement du français est donné et reçu! On explique les textes avec la ferveur qu'appellent des textes sacrés.

Et les devoirs des élèves ressemblent à des actes de foi. On est entre Français et on ne craint aucune trahison. L'expression contenue cependant des sentimens tire, comme cela arrive souvent, plus de force de cette contrainte même. Nous savons tout cela, et il y a des précisions sous chacun des mots que nous écrivons. Nous savons aussi qu'on fait, en même temps, un sincère effort pour s'abstraire, pour apprendre, pour travailler. Et peut-être est-ce à cet effort dans sa simplicité, que nous devons encore le plus d'admiration et de reconnaissance.

ÉCOLES D'ALSACE

C'est le cœur moins oppressé que nous pénétrons dans les écoles d'Alsace. Elle fut même joyeuse la rentrée de la langue française en Alsace, et la douce langue prit, pour se faire entendre dans le lambeau de terre reconquise, des accens de fanfare. La chronique s'est emparée de la « première classe. » Ce fut à Massevaux, bourg de 3 600 habitans. Un soldat français eut l'honneur de la faire, n'était-ce pas justice? C'était un Alsacien qui sut parler en patois aux enfans, ce qui provoqua de joyeux éclats de rire. La classe roula sur ce thème : la France est notre patrie. Un petit enfant, interrogé sur ce que faisait son père, répond d'une voix forte, un éclair d'orgueil dans les yeux : « Mon père est soldat français. » Décidément ce sera besogne facile que de faire des Français de ces petits Alsaciens. Rapidement, l'enseignement est partout organisé. On pratique pour les leçons de langue la méthode directe. La discipline automatique, qui amusait et choquait nos maîtres au premier abord, s'assouplit entre leurs mains, et les élèves prennent, comme feront leurs parens, l'habitude de la liberté. L'autorité militaire a gardé la haute main sur l'administration scolaire, aidée d'ailleurs par un inspecteur primaire d'un département voisin. Il y a déjà 4 500 élèves avec plus de 100 maîtres ou maîtresses. Dans une forte proportion, des instituteurs et des institutrices en fonctions ont pu être maintenus, présentant des garanties absolues de loyalisme. C'est de bon augure. La même politique sans doute sera continuée. Non que les candidatures fassent défaut pour les fonctions d'enseignement en Alsace. Elles abondent, et déjà une université française de Strasbourg se dessine avec des noms illustres. L'autorité militaire emploie dans une forte proportion

aussi les sœurs de la Congrégation de Ribeauvillé. Les autres maîtres sont, comme celui qui fit la première classe à Massevaux, des soldats, instituteurs dans la vie civile. Les petits écoliers reçurent des visites mémorables : celle du Président de la République, celle du généralissime. De toute la France, et, ce qui est plus touchant encore, de l'Algérie, des lettres leur parvinrent. C'étaient les souhaits de bienvenue de la patrie. Ils répondirent en exprimant, sur un ton de naïve sincérité, leur propre joie : on distingue très bien les lettres dictées par les maîtres de celles qui sont faites par les élèves eux-mêmes. On leur envoya des cartes postales pour leur faire connaître les plus beaux aspects de la patrie rendue, des cahiers avec des rubans tricolores, des livres et des livres. Il en vint tant pour les distributions de prix qu'on constitua, avec ce que l'on ne put employer, des bibliothèques populaires. Ces distributions de prix furent présidées par des généraux. La population, « qui n'avait pas connu de fête véritable depuis 1870, » écrit avec une noble simplicité un Lorrain, donc presque un Alsacien, M. Hinzelin, se pressait sur les bancs. A l'une de ces distributions, une fillette qui avait reçu un prix d'honneur s'écrie : « J'ai un prix de bonheur! » L'enfant avait entendu, cela arrive souvent même aux grandes personnes, ce qu'elle avait elle-même dans son esprit et dans son cœur.

Une cérémonie plus imposante encore qu'une distribution fut l'examen du certificat d'études. Il eut lieu à Rougemont-le-Château (territoire de Belfort). Onze aspirans, et cinq aspirantes vinrent des écoles de Massevaux, Chavannes-sur l'Étang, Montreux-Vieux et Montreux-Jeune. Neuf aspirans, et quatre aspirantes furent reçus. La dictée était une page de Theuriet. Voici quel était le thème de la composition française : *Décrivez votre ville d'Alsace. — Dites pourquoi votre petite patrie est si chère au cœur de tous les Français.* Les copies remises sont conservées, comme des documens scolaires, au Musée pédagogique. Il y en a qui donnent l'impression d'être autre chose que des copies d'élèves, le cri du cœur de l'Alsace. Le jury se composait du recteur de Besançon, d'un professeur de Paris, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique, actuellement interprète sur le front, d'instituteurs, et de soldats instituteurs. Celui qui a eu le grand honneur de présider cette séance n'en a pas exagéré l'importance quand, dans le rapport adressé au

ministre, il signale, avec une émotion grave, « le sérieux des enfans et des maîtres, instituteurs civils et militaires, le sentiment profond, instinctif chez les uns, fortement perçu par les autres, de l'acte si simple qui s'accomplissait en ce moment, et qui n'était rien moins que le retour à la France de l'âme et de l'intelligence des enfans de nos bien-aimés frères d'Alsace. »

DANS LES CAMPS DE PRISONNIERS

Allons en Allemagne, suivons les tristes convois de nos prisonniers, entrons dans les camps; nous y verrons encore, chose inattendue, des universitaires faire leur métier et, par le travail qu'ils s'imposent, et auquel ils convient leurs compagnons, adoucir leur sort et celui des autres. Parlons d'abord des institutrices; car il y a des institutrices prisonnières. A Zwickau, où des villages entiers avaient été transportés en exil, deux institutrices des Ardennes, et deux de la Meuse se trouvèrent au milieu de 70 enfans de quatre à treize ans, prisonniers eux aussi. La tentation était trop forte de se dévouer. Mais il fallait une autorisation : elles l'obtinrent; des livres : un sous-officier allemand, professeur de français, prêta trois grammaires. Elles réussirent même à procurer à chaque enfant une ardoise et un crayon. Un morceau de linoleum tint lieu de tableau noir. Les enfans travaillèrent. Le camp fut moins bruyant, et l'atmosphère pour tous fut moins lourde. L'une de ces institutrices écrivait presque gaîment à son inspecteur d'académie :

Les jours de captivité passeront plus vite, nous l'espérons, dans l'exercice du travail habituel. De loin, monsieur l'Inspecteur d'académie, je suis toujours votre administrée. La distance qui nous sépare n'est que matérielle; et instruire les petits Français prisonniers en Saxe vaut bien, n'est-ce pas, faire la classe aux écoliers libres de France.

A Amberg, en Bavière, le même spectacle d'enfans abandonnés et oisifs inspira à un instituteur et à une institutrice le même dévouement.

Dans les camps de prisonniers militaires, les instituteurs se cherchent les uns les autres, comme font sans doute les hommes de toutes les professions. Cependant peu de métiers tiennent à ce point leur homme. L'habitude, qui est la leur, des groupemens professionnels a fait naître, jusque dans les camps de concentra-

tion, des « amicales », dont les membres se rendent des services de tout genre, d'argent en particulier. Quand un mois de traitement parvient, on ne le garde pas pour soi seul. L'une de ces amicales, à Friedrichsfeld, s'est donné ce nom douloureux : l'Exil. Les instituteurs transportent aussi au camp une autre habibitude, celle des « conférences pédagogiques, » et on en voit à Müncheberg qui dissertent sur la meilleure façon d'enseigner l'analyse logique. Ailleurs, on traite de problèmes qui passionnent l'instituteur en France, comme « du meilleur moyen d'assurer la fréquentation scolaire. » Mais il y a quelque chose de mieux que de causer métier entre soi, c'est de faire ce métier. Il y a des illettrés dans le camp. On remédie à l'absence de livres en constituant avec des feuilles détachées une méthode complète de lecture, et on apprend à lire aux camarades. A ceux-là du moins la captivité aura servi à quelque chose. Puis comment ne pas profiter du voisinage d'étrangers pour apprendre les langues étrangères? Il y a des répugnances à l'égard de l'allemand. Mais beaucoup de nos prisonniers reviendront parlant l'anglais, et beaucoup même parleront le russe, qui était peu parlé en France avant la guerre. Le camp de Gustrow, en particulier, est, semble-t-il, une véritable école de langues étrangères. On aurait perdu quelque chose du tempérament national, si on ne se préparait pas à des examens; on se prépare donc au brevet et même aux postes et télégraphes; et ce travail de préparation, dans ces conditions, n'est-il pas un témoignage de bonne santé morale? A Erfurt, il y a même des cours de latin, de sciences appliquées, de droit. Enfin, on fait ce qu'en France on appelle des cours d'adultes ; on fait des conférences sur des sujets variés. On permet par là à un plus grand nombre d'auditeurs de participer à cette vie intellectuelle qui hausse la pensée au-dessus de misères trop réelles, et sauve par là de la démoralisation.

C'est à Zossen, près de Berlin, que semble fonctionner l'organisation la plus complète ; c'est du moins celle sur laquelle nous avons le plus de renseignemens. On a fait circuler, de « gourbi en gourbi, » des listes pour se découvrir les uns les autres. On s'est trouvé 109, dont un professeur de Sorbonne, un professeur de lycée, un inspecteur primaire. Les maîtres trouvés, on recruta les élèves. Il s'en présenta 350. Des Belges demandèrent ensuite à être inscrits ; et quelques Russes sollicitèrent des leçons de

français. On répartit les hommes par groupes de 20 environ ; et des leçons furent organisées tous les jours de huit heures et demie à onze heures et demie, et de six à neuf. L'amicale de Zossen tient des séances toutes les semaines, et les fonctions de président ne semblent pas être une sinécure : perpétuelle réfection d'un emploi du temps que les départs de maîtres et d'élèves pour d'autres camps troublent sans cesse; enfin, correspondance avec la France. Car en France on sut ce qui se passait. Des sociétés d'aide intellectuelle se formèrent pour ces prisonniers, à l'entretien matériel desquels on s'était d'abord contenté de songer, et qui nous rappelaient que, même mal nourri, le corps n'était pas tout pour eux. L'une d'elles vise en particulier les étudians. Le ministère, les éditeurs envoyèrent les fournitures scolaires réclamées, et des livres. On fut quelque peu étonné de la nature des livres demandés ; et on constata, avec émotion, que quelques-uns là-bas poursuivaient des études difficiles, entreprenaient de véritables travaux, et on salua de loin leur force d'âme. Le délégué de la mission catholique de Fribourg, après avoir visité le camp d'Altdamm, écrivit à la femme d'un inspecteur primaire pour la féliciter du rôle qu'avait joué son mari auprès de ses compagnons de captivité, et qu'il résumait en l'appelant le « chef intellectuel » du camp. Beauconp d'universitaires ont mérité le même jugement et la même appellation. Ils le doivent à ce qu'ils ont représenté, dans les souffrances physiques, la détresse morale et l'ennui pesant, le travail sauveur.

LES UNIVERSITÉS ET LEUR « POLITIQUE ÉTRANGÈRE »

Nous avons moins parlé de l'enseignement supérieur que des autres ordres d'enseignement. En un sens, il a été le plus atteint par la guerre. De plus de 42000 en janvier 1914, le nombre des étudians de nos universités était tombé, en décembre de la même année, aux environs de 10000, et c'est à peine s'il se maintient autour de ce chiffre. Encore les étudiantes et les étrangers représentent-ils presque la moitié de ce total. Il y a donc 32000 étudians en moins. Ceux-là se battent. Les cours ont lieu cependant. La composition de l'auditoire de certains cours est impressionnante : des mutilés et de jeunes veuves, de vraies mutilées elles aussi, qui viennent chercher

les moyens de refaire leur vie. Les sujets des cours publics s'inspirent des événemens, tout en se tenant au-dessus de l'actualité. M. Lanson traite du « développement de l'idéal français de culture nationale et humaine chez les grands écrivains des trois siècles classiques. » Cet exemple marque bien le caractère de ces cours. Enfin on travaille. Les publications scientifiques paraissent. On fait effort pour garder libre une part de son esprit et la donner aux tâches habituelles. Il y en a qui mettent à profit les loisirs de l'hôpital. Il arrive du Val-de-Grâce des communications à l'Académie des Sciences. Il y en a même qui ont prélevé ces laborieux loisirs sur les repos que laissent les combats. La Sorbonne a délivré deux doctorats posthumes. La thèse de M. Daniel, brillant travail sur la détermination de l'âge des arbres et des plantes, dont l'auteur a été tué comme lieutenant d'artillerie, fut achevée dans le voisinage des caissons. Et on a raconté ici même comment Maurice Masson, dont cette Revue porte le deuil, a poursuivi dans les tranchées la correction des épreuves de sa thèse sur la *Religion de Rousseau*, n'ayant pas fui « ce divertissement qui s'offrait à lui. »

Il y a des travaux d'ordre scientifique provoqués par la guerre même : des travaux d'histoire d'abord. On a recherché les causes. On a voulu mieux connaître amis et ennemis, on a ausculté le passé pour y lire le secret de l'avenir. Puis des historiens prévoyans ont pensé à faciliter la tâche de leurs successeurs, en amassant des documens authentiques sur le présent. L'initiative est partie de Grenoble où, dès 1914, un chef, homme de sang-froid, invita les instituteurs à recueillir sur la mobilisation même toutes les notes pouvant servir à l'histoire future ; et ces notes prises sur le vif sont comme des instantanés où nous voyons se former, dans les couches profondes du pays, la vague qui devait le soulever. Le ministre de l'Instruction publique donna lui-même ensuite des indications pour la constitution de véritables répertoires de documens. Il ne s'agit pas de l'histoire militaire, ni de cette histoire politique dont les journaux fourniront la matière. Il s'agit de l'histoire régionale et locale qui fut si intense, si riche en manifestations de tout ordre et dont le souvenir risquerait de s'effacer. Tout ce qui touche à la guerre reçoit d'elle un reflet, et prend une valeur historique. Dans le même esprit, on a conseillé à chaque commune de faire des dossiers de lettres parvenues du front, de cahiers de route,

dont les familles permettront au moins de prendre copie. Il y a dans cet effort presque préventif pour tout sauver de l'oubli, et comme pour amasser des reliques, un mélange d'esprit scientifique et d'un véritable esprit de piété.

L'histoire enregistre les événemens ; il s'agit pour d'autres sciences d'en modifier le cours. Comme on parle des arts de la paix, il faut parler aujourd'hui des sciences de la guerre. L'ennemi nous a forcés à mobiliser mécaniciens et chimistes. Ils sont là toute une armée qui fait besogne secrète ; respectons son silence et fions-nous à elle : on pense bien que des savans français ne travaillent pas inutilement. Ils ne travaillent pas non plus sans danger pour eux ; et hier on décorait, sur son champ de bataille à lui, Ernest-Fourneau, chimiste de l'Institut Pasteur, grièvement blessé. — A une autre science de guerre, notre médecine et notre chirurgie militaire, les événemens créent un champ d'expériences de proportions imprévues. Nos médecins, maîtres et étudians, ont été parmi les meilleurs serviteurs du pays qui n'en a eu que de bons. Ils ont été les égaux en courage des plus braves. Ils se sont fait tuer sans chercher à tuer. Alors que le reste de l'humanité n'a plus pour objet que de créer de la souffrance, ils sont restés ceux qui luttent contre elle. Décimés eux-mêmes en face d'obligations qui se multipliaient, ils ont réalisé des miracles d'énergie physique et de dévouement professionnel. Et, chez les hommes de science, l'esprit d'observation et de recherche a été heureusement stimulé. Entre tous les savans, les médecins ont gardé, malgré l'heure, le droit aux joies de la découverte, puisque cette découverte se traduit en applications immédiatement utiles. Aussi jamais les comptes rendus de l'Académie de Médecine n'ont-ils été aussi nourris. On classe les observations, les cas. On constitue officiellement les « archives médico-chirurgicales de la guerre. » L'art de guérir rivalise en progrès avec l'art de tuer. De jeunes étudians font leur thèse, comme l'a faite Maurice Masson, dans des installations souterraines, pendant l'intervalle des dangers et des services. Ils tirent même leurs sujets le plus souvent des expériences de la guerre. Il est arrivé que des chefs de corps, frappés par le spectacle de ce labeur méritoire, ont demandé à signer la préface de ces thèses. Il y a mieux encore. Un jeune médecin auxiliaire, M. Perrin, préparateur à la Faculté des Sciences de

Grenoble, blessé à la cuisse, a fait, dans son lit d'hôpital, une thèse sur son propre cas. Il avait d'autre part reçu la médaille militaire et la croix de guerre. On comprend que le doyen de la Faculté de Médecine de Paris ait tenu à assister à cette soutenance et à féliciter le candidat. Il était impossible de tirer plus élégamment parti de la souffrance et de se montrer envers la mauvaise fortune plus beau joueur.

Si la science française ne chôme pas en France même, nos universités ont mis comme une coquetterie, depuis que la guerre dure, à en assurer et à en étendre le rayonnement au dehors. Nos universités avaient depuis quelque temps une « politique étrangère, » comme on l'a appelée, qui succédait à un trop long effacement. Le moment n'était pas venu d'en changer. Et la France prouva que, ramassée qu'elle était sur elle-même pour une lutte effroyable, elle avait encore assez d'hommes, assez d'argent, assez de liberté d'esprit aussi pour entreprendre des fouilles archéologiques en Grèce ou en Espagne, pour envoyer des maîtres enseigner dans ses jeunes instituts de Florence, de Madrid et de Pétrograd. Avec l'Amérique du Nord en particulier, jamais les échanges de professeurs ne furent plus actifs. Jamais autant de professeurs français ne franchirent l'océan Atlantique, ce qui ne veut pas dire qu'ils le franchirent encore en assez grand nombre. Mais souvenons-nous que, il n'y a guère plus de quinze ans, Brunetière, pour un pareil acte, parut quelque peu paradoxal. Depuis deux ans, MM. Le Braz, Basch, Le Breton, Hovelaque, Buisson, Foucher, Jouffre de la Pradelle, Lichtenberger, Caullery ont suivi le chemin qu'il avait tracé. Cette année l'Alliance française d'Amérique a manifesté le désir d'entendre des professeurs-soldats. On lui a envoyé le capitaine Merlant, relevant à peine d'une grave blessure, et le sergent Coville, auxquels était réservé un accueil enthousiaste. L'exposition de San Francisco, à laquelle la France eut le bon goût de participer, fut pour la France intellectuelle l'occasion d'un hommage presque continu. Des conférences furent données; et, à côté de ces conférences de quelque apparat, deux leçons françaises eurent lieu chaque semaine, faites par M. Delamare, secrétaire général de la Fédération de l'Alliance française en Amérique, et M. Chinard, directeur du département français à l'Université de San Francisco. Cette régularité tranquille d'un enseignement français, à San Francisco, en 1915,

ne manquait pas de noblesse. Un livre : « la Science française » fut publié pour cette même exposition, sous la direction et l'impulsion de M. Lucien Poincaré, où les maîtres de chaque discipline déterminent la large part de la France dans l'histoire de chacune d'elles. Ce livre fut répandu à des milliers d'exemplaires. Des éditions successives le tiendront au courant; des traductions en seront faites. Enfin, par les soins de notre office des universités, une bibliothèque a été constituée des œuvres les plus représentatives de la science et de la littérature de notre pays. Trois mille volumes la composaient; et elle garnissait les murs de la salle où étaient données nos conférences, et qui fut appelée le salon de la Pensée française. Les Américains, qui gardent volontiers leur chapeau sur la tête, n'entraient dans le salon de la Pensée française qu'en se découvrant. Cette bibliothèque a été donnée, sur la demande qui nous en a été faite, à l'université de San Francisco. Et une société a été constituée, sous le nom de société des « Amis de la France », pour en assurer l'entretien et le développement. Cette bibliothèque a eu un autre succès : la ville de Barcelone a demandé qu'une toute pareille lui fût concédée; et M. Lucien Poincaré vient d'aller brillamment l'inaugurer, en même temps qu'une statue de François Arago, que la même ville de Barcelone a voulu élever justement cette année. Modestes victoires, mais qui ne coûtent pas de sang, et qui permettront à l'autre victoire de produire tous ses fruits.

Nous entrevoyons quelques-uns de ces fruits. Jamais le prestige de notre pays n'a été plus grand à l'étranger, prestige dû à nos soldats plus qu'à nos conférenciers sans doute. Mais la France héroïque et la France intellectuelle ne sont qu'une seule France; et c'est bien ainsi qu'elle apparaît à qui la regarde de loin. Ceux qui l'avaient aimée pour le seul charme qui émanait d'elle éprouvent comme un remords de ne l'avoir pas aimée comme elle méritait de l'être; mais à personne elle n'inspire ce sentiment, où il entre autant de défiance que de respect, voué à la force qui n'est que force. Tout ce qui pense dans le monde, et en particulier en Amérique, « croit » en la France, avec la nuance de mysticisme que ce mot comporte. Quel est donc le secret de la France? demandait à M. Hovelaque un Américain étonné, comme tous ses compatriotes, des forces improvisées qui ont jailli de notre sol et de nos âmes.

Ce secret, on s'apprête à venir le lui demander, on s'apprête à venir se mettre à son école. On le dit tout haut. Un illustre professeur de là-bas explique comment le sentiment de répugnance éprouvé pour une nation « à ce point dominée par une philosophie nationale aussi dépravée » a ruiné une autorité intellectuelle établie avec quelle habileté cependant; comment, au contraire, la noble attitude de la nation française se dressant devant l'épreuve « lui a valu un respect profond pour sa vie littéraire ou savante, pour sa culture nationale. » Et il conclut que ces faits ont inspiré aux Américains le désir de s'instruire plus que jamais à l'école et à l'exemple de la France. On ne s'en tient pas aux paroles. Des actes se préparent, nous pouvons l'affirmer. En même temps, la politique prévoyante de nos universités a abaissé la barrière de formalités coûteuses qui, jusqu'ici, faisait souvent reculer les étrangers. Les universités allemandes ont choisi le même moment pour se fortifier par des mesures vexatoires contre l'invasion de la clientèle étrangère, afin de pouvoir dire sans doute qu'elles écartent ceux qui ne viennent plus à elles. Nous osons donc concevoir les plus hautes espérances.

Ces espérances nous créent des devoirs. Nos universités, dont la caisse propre est alimentée par les droits d'inscription, vivent de rien ou de peu, depuis que les étudians les ont quittées. Elles n'ont rien demandé à l'État. On se défend contre la faillite à une heure où il faudrait fourbir son outillage et améliorer son installation, pour recevoir des hôtes attendus. La France a de si lourdes charges, elle aura tant de plaies à panser que des cliniques et des laboratoires risquent d'intéresser médiocrement l'opinion, et d'attendre longtemps le bon vouloir des pouvoirs publics. Il peut même paraître impertinent et impie d'avoir en ce moment de pareils soucis. Il y va cependant d'une chance presque inespérée à saisir, et de l'avenir de notre influence dans le monde. La clientèle scientifique vaut, elle aussi, que l'on fasse quelques frais pour elle. Il faudra donc que les universitaires, qui ont eu toutes les formes de courage, aient le courage d'une apparente inopportunité et de l'indiscrétion.

L'Université a rendu au pays un dernier service. Elle a parlé pour lui pendant qu'il se battait, et ces combats de l'arrière furent aussi des combats. L'Allemagne intellectuelle

avait attaqué, on se souvient comment. Quatre-vingt-treize savans, c'est-à-dire quatre-vingt-treize témoins de la vérité avaient accepté de mentir pour leur patrie. Les universités françaises et les différentes Académies répondirent. Du manifeste des universités françaises, dont les phrases martelées et pressantes semblent avoir été écrites pour le bronze, il n'est que juste de rapprocher la réponse faite par les instituteurs français à leurs collègues allemands. Ceux-ci avaient tenu ce raisonnement : on sait ce que nous valons comme instituteurs; il n'est pas vraisemblable qu'une armée sortie de nos écoles ait commis des atrocités. Les instituteurs français répondirent : cela n'est pas vraisemblable, en effet; mais cela est, et vous discutez sur ce qui est vraisemblable, parce que vous n'osez discuter sur ce qui est. Il faut dire, malgré ces joutes brillantes et quelques articles retentissans, que la propagande française fut pendant longtemps d'une extrême discrétion. N'avions-nous pas notre bon droit qui parlait pour nous ? Et les esprits les plus nobles parmi les neutres ne furent pas insensibles à la dignité de notre silence. Mais, quand il apparut que la guerre devait durer, quand on comprit que la séduction exercée sur les neutres faisait partie du plan de campagne de l'ennemi, il y eût eu quelque naïveté à prolonger ce silence.

Dès septembre 1914, deux professeurs impatiens d'être utiles à leur pays, MM. Rébelliau et Lévy-Brühl, conçurent le projet d'un journal en plusieurs langues. L'Alliance française facilita la réalisation de ce projet, en mettant à leur disposition ses moyens d'action, ses locaux, ses correspondans, son *Bulletin* même qui devint le *Bulletin de guerre de l'Alliance française*. Le premier numéro paraissait le 1er novembre 1914, en français et en espagnol. Cinq mois après sa fondation, le *Bulletin* paraissait en neuf langues et atteignait 70 000 lecteurs. Il paraît aujourd'hui en dix langues : français, allemand, anglais, danois, espagnol, grec, hollandais, italien, portugais, suédois, et touche 200 000 lecteurs. D'autres universitaires, sous le nom d'*Études et documens sur la guerre*, publièrent des brochures dont nous ne citerons pas les titres, parce qu'ils sont connus de tous, et dont quelques-unes eurent le don d'exaspérer l'ennemi. D'autres séries de brochures suivirent, celles de la *Bibliothèque d'histoire contemporaine*, celles de la *Revue hebdomadaire*, etc. Mgr Baudrillart, à la *Société des conférences*, a

fait l'historique de cette propagande française, et a noblement rendu hommage à l'effort des professeurs de l'Université. Qu'il soit permis en retour de se souvenir que la jeunesse de l'éminent prélat appartint à cette Université et lui fit honneur, et de tirer pour elle quelque orgueil de l'admirable propagande à laquelle son nom est attaché. En visant l'étranger, beaucoup de brochures ont d'abord atteint les Français et, les confirmant dans l'instinctif sentiment de leur bon droit, leur ont apporté du réconfort. Cependant il vint à des universitaires encore, sous l'infatigable inspiration de M. Lavisse, l'idée d'une autre tâche : elle consistait à n'avoir en vue que les Français et à ne s'adresser qu'à eux seuls, mais à eux tous. De là les *Lettres à tous les Français*, leçons d'optimisme raisonné, qui furent répandues par dizaines de mille, et que nos instituteurs firent pénétrer dans les plus humbles hameaux. Ainsi tous ont combattu dans l'Université, à l'arrière comme au front. Il n'y a pas de non-combattans, en effet, dans cette guerre. Celui qui se sent quelque forme d'énergie que ce soit, se demande : Que puis-je faire pour mon pays? et le fait. Les professeurs dont nous avons parlé, ne pouvant plus tenir l'épée, se sont mobilisés eux-mêmes pour d'autres batailles. La science, l'autorité, le talent, étaient des armes. Ils s'en sont servis.

L'EXAMEN DE CONSCIENCE DE L'UNIVERSITÉ

Engagée ainsi dans la lutte, l'Université fut amenée à faire un retour sur elle-même, à sonder ses responsabilités et à mesurer l'efficacité de son action. Toute grande épreuve invite à de semblables examens de conscience. Cet examen est plus nécessaire pour ceux qui enseignent, et qui sont comptables pour les autres en même temps que pour eux-mêmes. L'Université prête donc l'oreille, comme le pays entier, aux leçons de la guerre. Mais alors que, après 1870, tous les ordres d'enseignement furent ébranlés par le contre-coup des événemens et durent subir des remaniemens profonds, il semble que les responsabilités lui soient moins lourdes à porter aujourd'hui et qu'une crise pédagogique ne doive pas, cette fois, sortir de la crise politique que nous traversons. L'Université ne prétend pas avoir sciemment façonné cette âme que le pays s'est découverte et que des ressorts mystérieux ont fait jouer. Elle eut la

collaboration heureuse de ce que les philosophes appellent l'inconscient, et où des forces venues du passé s'élaborent. Tout de même ses enseignemens n'ont pas trop mal tourné, et elle a sa part dans le rôle joué par la jeunesse sortie de ses mains. Le pays n'éprouve pas de colère à son sujet, et se tourne plutôt vers elle avec un sentiment de reconnaissance. On lui demandera donc d'abord de rester fidèle à elle-même. Il ne se peut pas cependant que d'aussi grands événemens ne ressortent d'utiles leçons. Elle aura appris d'eux le prix de l'union entre les Français; et la neutralité, qui est sa loi, se teintera de plus de respect encore pour toutes les forces morales qui ont soutenu l'âme française pendant l'épreuve, et de plus d'amitié entre les hommes. Elle aura appris des mêmes événemens l'utilité de la règle; de la discipline, de la coordination des efforts, puisqu'on n'ose plus se servir du mot « organisation. » Il n'est pas douteux, non plus, et nous avons signalé déjà des symptômes de ce mouvement d'opinion chez les élèves eux-mêmes, qu'une prédominance jalouse sera réclamée dans les programmes pour tout ce qui est notre langue et notre tradition. La culture classique bénéficiera de la même faveur, comme une vieille nourrice qui fait partie de la famille. Les pédagogues allemands, dans un accès de nationalisme frénétique, se hérissent en ce même moment, et veulent secouer la superstition de l'antiquité. A quoi bon, écrit l'un d'eux, les discours de Cicéron quand on a ceux de Bismarck? A leur aise! les choses seront plus claires ainsi : d'un côté toute l'humanité du passé et du présent; de l'autre, l'Allemagne. L'amour passionné que nous portons à notre littérature ne souffre pas, chez nous, de l'admiration que celle des autres pays nous inspire, ni de la reconnaissance que nous ressentons pour les lettres antiques. Et, à y regarder de près, cette sécurité de l'affection témoigne d'une foi plus grande dans la valeur de son objet.

On a pu craindre que, l'Allemagne se réclamant de la science et des méthodes scientifiques, elle n'eût réussi à les disqualifier à nos yeux, et que quelque réaction imprudente ne se produisît où elles seraient enveloppées. Ce serait tomber dans le piège, et nos ennemis se réjouiraient du bon tour qu'ils nous auraient joué, en nous faisant croire que la science est allemande. Il conviendra seulement de perdre l'habitude, à laquelle une pédagogie de défaite s'était peut-être trop facilement pliée, d'associer

ces deux mots, et de ne plus parler aussi complaisamment de « science allemande. » La science est française, au moins autant. Il conviendra par suite, et cela est déjà commencé, de revendiquer ces titres de la France dans l'histoire des sciences. Nous avons cité un livre dont tel a été l'objet. D'autres ont paru qui ont pour auteurs les savans les plus qualifiés. Et cette revendication a servi, en même temps, à marquer le caractère de l'esprit français dans les découvertes françaises. Une conscience plus nette de notre génie nous a été donnée; nos gloires sont sorties de l'anonymat où nous les laissions tomber. A tous égards, il était temps que fût faite cette revision et cette comparaison des titres. Malgré ses appétits d'annexion, l'Allemagne n'a pas pu s'annexer la science; nous ne la lui livrerons pas, sous ce prétexte qu'elle l'a compromise par l'usage qu'elle a fait d'elle. Même dans l'ordre des sciences historiques et philologiques, nous continuerons à nous servir de méthodes que nous avions apprises aux Allemands, s'ils nous les ont rapprises. Mais nous nous attacherons en même temps à des qualités que nous n'avons jamais réussi à leur apprendre. Devant toutes les tentations de réaction, nous saurons garder ainsi une mesure française. Même la langue allemande, que boycottent nos enfans, survivra dans nos programmes, si elle y perd un rang auquel elle n'avait pas droit. Nous saurons aussi faire une place plus grande à l'enseignement professionnel, sans retomber dans le défaut d'une excessive imitation. Rien de tout cela ne comporte une révolution. L'édifice s'est montré solide sous l'ouragan, quoique les réparations à faire et les retouches à apporter nous apparaissent mieux. Il serait aussi imprudent, en ce qui le concerne, de vouloir tirer trop de leçons de la guerre, que de n'en pas tirer du tout.

Cet examen de conscience de l'Université a été poussé plus à fond. Et, pour cet approfondissement, l'analyse a été secondée par l'action, qui souvent nous révèle à nous-mêmes. Jamais l'Université n'avait aussi exactement défini pour elle-même les traditions et les principes qu'elle représente. Elle avait enseigné la philosophie, sans se douter qu'elle avait une philosophie à elle; elle avait des aspirations et des tendances que l'aveuglante clarté de la lutte a précisées. Il a fallu que cette guerre extraordinaire mobilisât les idées après les hommes. Toutes les idées françaises se sont rangées en bataille. Alors le pays a

reconnu ce qu'il croyait, l'Université ce qu'elle enseignait. Là est le secret de cette confiance réciproque renforcée; là est un des secrets aussi d'une unanimité qui nous surprend nous-mêmes. Les plus incrédules se sont découvert une foi, les plus réalistes un idéal; et cette foi, et cet idéal sont les mêmes pour tous. Ils sont au fond de l'âme de ceux même qui en reconnaissent d'autres. Et enfin ils ne font qu'un avec les enseignemens essentiels de l'Université. Tandis que, selon la profonde remarque de Renouvier, le culte de la force et du destin est le vice capital de la pensée et de la civilisation germaniques, le culte de la liberté est l'aboutissement de la pensée française de tous les temps, et le centre autour duquel gravitent toutes nos dévotions intellectuelles; il donne chez nous au culte même de la patrie, qu'il complète, comme un horizon plus large et un prestige d'universalité.

L'école française se dresse, forte de ce dogme à elle, en face de l'école allemande. Celle-ci se prétend victorieuse, parce que, au dire de la *Pädagogische Warte*, nos classes auraient manqué de maîtres pendant la guerre. Cela est faux, nous l'avons vu ; et cette victoire ressemble à d'autres victoires allemandes. Mais le débat est plus haut. Il s'agit pour nous d'une croisade philosophique. Le mot a été imprimé pour la première fois, je crois, par M. Boutroux. Mais la pensée a été souvent exprimée. Plus consciente pour l'élite intellectuelle, elle a pénétré les âmes de tous les combattans, et devient pour eux un principe supplémentaire de courage. Tous ont entendu les mêmes voix. Et, l'un d'eux nous l'a dit plus haut, tous ont senti plus ou moins descendre sur eux comme le secours surnaturel de l'idée pour laquelle ils luttent. Ils savent qu'elle peut ne pas empêcher de mourir, mais qu'elle-même ne meurt pas et que les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle.

On a parlé justement de la responsabilité de l'école allemande. Personne, parmi nous, ne s'aviserait de lui reprocher l'ardeur de son patriotisme, car nous avons à un haut degré le sentiment de la réciprocité ; mais elle a sciemment et méthodiquement intoxiqué le peuple qui lui était confié, faisant servir l'éducation à des fins politiques aujourd'hui avouées. En face de cette formidable responsabilité, l'école française n'a rien à se reprocher. Quiconque a franchi son seuil, pour y recevoir le plus haut enseignement ou le plus humble, sait qu'il n'a jamais

été trompé. Or, par cette seule horreur du mensonge officiel, nos maîtres ont, sans même l'avoir cherché, mieux servi leur pays. Ils n'ont pas commis ce péché contre l'esprit qui est de subordonner la vérité. Ils n'ont pas trahi l'enfant qui se livre à eux sans défense. Ils n'ont pas, comme eût dit « leur » Kant, abaissé des fins au rang de moyens. Il en résulte qu'ils n'ont point de part dans le crime présent, s'ils en ont dans la résistance qu'il a rencontrée. L'Université de France a la conscience pure. De nobles combattans se mettent en paix avec Dieu avant d'aller courir le risque de mort. Une des forces de l'Université, à cette heure redoutable qui met à l'épreuve toutes les puissances morales au service de la France, est de se sentir en communion avec le pays, en paix avec la conscience humaine.

Il faut ajouter un dernier mot : Université n'a jamais aussi fortement signifié union, union de tous ceux qui la composent à quelque titre, soldats et civils, hommes et femmes, maîtres et élèves, depuis les grands semeurs d'idées-forces jusqu'à la fillette de l'école de hameau qui a fait, en tricotant, sa campagne d'hiver. Grâce à cette union, les grands exemples ont été répandus, les courages sans cesse exaltés, les leçons ont mieux porté, il y a eu une contagion des bonnes volontés et un courant continu d'énergie. Union sacrée dans l'Union sacrée, qui lui survivra, comme elle l'a précédée, qui fait de l'Université une des institutions les plus robustes et les plus harmonieuses du pays, une force non seulement pour la paix, mais pour la guerre, qui lui a donné de se mesurer avec les devoirs les plus divers et d'apparaître, en face d'eux, comme une grande personne morale.

RAYMOND THAMIN.

LA DÉFENSE ÉCONOMIQUE
CONTRE L'ALLEMAGNE

Aux heures de ses triomphes militaires, la France de la Révolution et du premier Empire affranchit d'abord l'Europe, la domina ensuite quelque peu, mais ne prétendit jamais l'exploiter. Le large souffle d'humanité, venu de chez elle, éveilla les nations et propagea ce principe du droit des peuples que le XIXe siècle a vu mûrir. Tout autre est la guerre préparée par l'Allemagne : régression, retour aux convoitises mondiales des conquérans historiques, modernisé par l'étude de la tenue des livres en partie double ; car ces héros germains, tout en risquant leur vie contre la nôtre, ne perdent jamais de vue, dans leurs rêves de gloire, les moyens de gagner ou d'économiser une pièce de monnaie.

I

Il semblait, voici quelques années à peine, que la créature du XXe siècle, économiquement parlant, n'avait plus de patrie parce que la productivité de l'homme et celle de la terre, multipliée par la science, avait élargi la sphère d'action de chaque individu, de chaque pays, et l'avait étendue jusqu'à la totalité du globe. Mais l'Allemagne s'est brusquement démasquée et l'Europe, pour ne pas devenir sa victime, doit se hérisser de bar-

rières et chercher dans le régime particulariste une arme contre l'agression claironnante d'une industrie militarisée.

Tel était le but de la Conférence où les délégués des huit nations alliées, réunis il y a quelques semaines au quai d'Orsay, ont adopté le plan et formulé les règles de leur défense commune sur le terrain des intérêts matériels. Ces intérêts paraissent aujourd'hui de peu de poids, et qui donc y songe dans la tranchée? Aux heures épiques que nous traversons s'applique la parole de l'Évangile : « Ne vous inquiétez point pour votre vie de ce que vous mangerez, ni pour votre corps de quoi vous le vêtirez ; la vie n'est-elle pas plus que la nourriture et le corps plus que le vêtement? » Quand la nation joue son existence et que ses fils tombent par milliers sous les obus, ce n'est pas pour des traités de commerce qu'ils se font tuer, et la future entente économique ne semble qu'un pâle accessoire de la guerre.

Pourtant elle sera demain peut-être l'un des fruits les plus précieux de la victoire ; et déjà, quoique les traités s'écrivent plutôt sur les champs de bataille que dans les chancelleries, les Alliés, par l'association de leurs ressources et la garantie mutuelle de leurs débouchés, se sont assuré en commun, quelle que soit l'issue de la lutte, des avantages positifs vis-à-vis des Empires centraux.

Partie de ces mesures prises par la Conférence avaient un effet immédiat; il lui fallait codifier les règles, jusqu'ici diverses, interdisant le commerce avec « l'ennemi. » Le Turc, en France, n'était pas *officiellement* désigné comme tel et son bazar restait ouvert; les maisons soumises à l'influence de l'ennemi, ou contrôlées par lui, esquivaient la loi. Tel Suisse, naturalisé Français depuis la guerre, avait racheté, bien que sans fortune, une importante maison allemande et l'avait rouverte; il est clair qu'il ne travaillait pas pour lui-même. En Italie, l'interdiction qui s'appliquait aux marchandises austro-hongroises et, depuis le 4 février 1916, aux allemandes, vise, non *les personnes* comme en France, mais *les choses*.

En Angleterre, cette interdiction n'est pas générale; l'autorité y publie des « listes noires statutaires » de maisons « contrôlées, » « douteuses » et « ennemies. » Les sujets britanniques peuvent continuer à traiter avec les Allemands qui ne figurent pas sur ces listes. Ces différences ne laissaient pas

de préjudicier aux pays où la législation est la plus rude : un Français ne peut acheter des peaux en Argentine, où les détenteurs sont Allemands, tandis que les Anglais le peuvent et nous les revendent avec bénéfice. Ils pouvaient charger dans les ports pour des maisons allemandes de l'Amérique du Sud, mais non pas nous.

Or, les Alliés ont intérêt à empêcher les Allemands établis en pays neutres, au Brésil par exemple, de trafiquer et de gagner de l'argent; parce que cet argent sert à l'Allemagne pour se créer des moyens de change : chaque jour, dans les radios de Berlin que nous interceptons au passage, se retrouve cette phrase de la *Deutsche Bank :* « Transportez le crédit de 1, de 2 millions que nous avons à votre banque, dans telle ou telle banque de New-York. » En Russie, il y a défense de faire aucun paiement direct ou indirect aux ennemis *sur territoire russe,* et aussi défense d'exporter du numéraire ou des titres pour plus de 500 roubles; n'empêche qu'il y entre, par le détour d'une voie neutre, *avec paiement de doubles douanes,* nombre de marchandises allemandes.

Il est d'ailleurs des dérogations nécessaires aux prohibitions d'entrée et de sortie; chaque pays en reste juge et conserve sa liberté à cet égard. Pour les marchandises d'outre-mer, entreposées dans les ports alliés à leur arrivée en Europe, — tel le cacao, pour la distribution duquel Londres, depuis la guerre, a remplacé Hambourg, — si l'on rationnait les neutres trop juste, de larges consignations iraient ailleurs et échapperaient ainsi au pouvoir de limitation de nos amis. Les neutres aussi réexportent certaines matières transformées : 90 pour 100 du cacao reçu d'Angleterre par la Hollande y reviennent à l'état de chocolat, additionné de sucre... probablement allemand.

Mais il était sage de centraliser les règles de sortie : ainsi le caoutchouc, dont la Grande-Bretagne se trouve être par sa marine le principal marché, était octroyé beaucoup plus libéralement aux Pays-Bas qu'à la France, simplement parce que les permis n'étaient pas délivrés à Londres aux Alliés et aux neutres *par les mêmes autorités.* L'on devait également entre Alliés prendre des dispositions concordantes : le gouvernement français avait, dès le début, interdit l'exportation des résineux; il était établi que les essences de térébenthine et les gommes entraient dans la fabrication du camphre synthétique, employé

lui-même à la confection des explosifs. Or, ces produits, que nos compatriotes des Landes n'avaient pas le droit de vendre au dehors, les fournisseurs anglais purent en expédier, aux États-Unis notamment, des quantités considérables; la prohibition de sortie n'ayant été édictée chez eux que longtemps après.

Ces différences de législation, supprimées peu à peu à mesure qu'on les signalait, vont disparaître à la suite de la Conférence, en même temps que s'atténuera la diversité de traitemens des maisons de commerce ennemies dans les États alliés : trois d'entre eux jusqu'ici n'avaient pas mis sous séquestre les établissemens qui se trouvent sur leur territoire, tandis qu'en Angleterre et en Russie la vente et la liquidation de tous ceux dont le maintien ne paraissait pas nécessaire, ont été ordonnées et exécutées : sans aucune spoliation d'ailleurs; après les hostilités, le montant des fonds réalisés sera remis aux propriétaires.

L'Angleterre a étendu cette disposition à ses colonies; les maisons allemandes ont été liquidées et fermées en Égypte comme en Chine, à Hong-Kong. Dans cette dernière localité, 75 pour 100 d'entre elles avaient déjà cessé d'exister en janvier dernier; opération conduite par le gouvernement britannique au mieux des intérêts dont on voulait l'expulsion, non la ruine. Des Anglais, des Américains et des Chinois ont aussitôt remplacé les absens, substituant les produits des États-Unis à ceux de l'Allemagne. La Russie, en vertu d'une loi de février 1915, procède à la vente non seulement des biens mobiliers, mais aussi des terres possédées par les Allemands, environ 3 millions d'hectares, la plupart situées en Tauride, Kersow, Tiflis et Volhynie.

Les inspecteurs chargés de liquider les maisons germaniques ne se laisseront pas duper par les enseignes : lors des émeutes de mai 1915, où le peuple en colère voulait anéantir les boutiques allemandes, il y avait à Moscou trois magasins d'automobiles richement installés, deux français et un allemand, — le *Mercédès*. — La foule saccagea les deux marques françaises ; lorsqu'elle approcha de la firme Mercédès, un homme grimpa sur un réverbère et cria : « Messieurs, nous serions fous de faire du tort à la maison Mercédès, évidemment espagnole ; l'Espagne n'est pas en guerre et, si elle combattait, ce serait à nos côtés. » Sur quoi la multitude passa en criant :

« Vive l'Espagne ! » L'orateur était le propriétaire de la boutique.

II

Il se bornait ainsi à sauver la sienne ; à Berlin, on a plus d'ambition. Le mot d'ordre envoyé par les fondés de pouvoirs de l'impériale boutique allemande est de détruire toutes les boutiques rivales. En Belgique et dans le Nord de la France, en certaines villes qui ont peu souffert de l'artillerie, les *usines seules*, mais *toutes les usines*, ont été systématiquement démolies. Sauf quand elles étaient nécessaires, comme les ateliers Peugeot, à Lille, pour la réparation des canons de 77, ceux d'Homécourt pour une succursale de Krupp, etc., les usines dépouillées étaient toujours les plus récentes et dotées des machines les plus perfectionnées. Une habile sélection faisait abandonner tout ce qui, dans l'outillage, paraissait fatigué ou suranné ; on se bornait alors, par l'enlèvement d'une pièce essentielle, à rendre le matériel non enlevé inutilisable. Des rapports précis nous montrent ces exactions opérées par une administration spéciale, divisée en secteurs, où les chefs de l'armée n'intervenaient pas.

Quelle que soit notre victoire, une indemnité en argent ne remettrait pas plus ces usines en marche qu'elle ne remettrait à flot les cargos torpillés. Il faudra aux industriels, belges et français, pour se procurer le matériel nécessaire, un délai pendant lequel le chômage des manufactures de produits finis entraînerait celui des manufactures d'alimentation. La main-d'œuvre, faute de travail, émigrerait. Ce serait la ruine pour un temps indéterminé. Ce plan machiavélique, nié d'abord puis avoué, sera déjoué, n'en doutons pas, lorsque nous envahirons l'Allemagne, par l'occupation et l'usage des usines germaniques transféré à nos fabricans, aussi longtemps que les nôtres, n'auront pas été reconstituées. En tout cas, les Alliés sont convenus de donner à leurs commandes de matériaux et d'outillage un droit de préférence mutuelle qui en assurera la rapide livraison.

Ils se réserveront aussi les uns aux autres leurs ressources naturelles, durant une période dite de restauration, que l'on

avait proposé d'abord de fixer à deux ans, mais à laquelle, sur la demande de plusieurs États, on n'a pas assigné de terme. Dans le Nord de la France, en Belgique, en Russie, en Serbie, les exploitations minières, les cultures même demeureront suspendues, à la paix, pendant un laps de temps nécessaire pour aménager à nouveau le sol dévasté. De là, dans les produits agricoles et manufacturés, un déficit qui, pour certains, sera de longue durée : les forêts qui ont souffert ne pourront fournir pendant des années aucun bois d'œuvre. Des prohibitions de sortie, adoptées en temps de guerre, seront donc appliquées par les Alliés au charbon, au bois, au fer, à divers métaux et matières premières ou alimentaires, que l'intérêt des pays de l'Entente leur commande de ne plus abandonner aux industries allemandes.

Nos ennemis dépendent de nous, en effet, pour nombre de produits dont nous avons le monopole : la Nouvelle-Calédonie et le Canada possèdent la presque totalité des minerais de nickel, aujourd'hui indispensable à la métallurgie sous forme d'alliage. Sur une production mondiale de 2 200 000 tonnes de minerai de manganèse, la part des Alliés représente 84 pour 100, celle des ennemis 4 pour 100 et celle des neutres 12 pour 100. L'extraction du platine est tout entière aux mains de la Russie. En ce qui concerne les textiles, du côté des Alliés se trouvent 350 000 tonnes de chanvre contre 76 000 du côté des ennemis; ceux-ci n'ont pas de coton, les Alliés en récoltent 1 115 000 tonnes dans leurs colonies. Les quatre cinquièmes du lin cultivé dans tout l'univers sortent de leurs pays; le jute vient exclusivement des colonies anglaises et il est tondu annuellement 70 000 tonnes de laine chez nos ennemis contre 780 000 chez les Alliés.

En nous réservant nos matières premières, nous développerons chez nous des industries que jusqu'ici nous laissions échapper : nous vendions aux Allemands la baryte, base de l'eau oxygénée, et nous leur rachetions cette eau fabriquée par eux, sauf à en être privés en cas d'interruption des rapports commerciaux, comme il est arrivé au commencement de la guerre. Les Allemands s'étaient rendus maîtres de nos principaux gisemens français de minerai d'aluminium, — la bauxite, — les plus riches du monde, et nous revendaient en barres le métal affiné chez eux. Nos alliés ne montraient pas moins d'indo-

lence : l'Allemagne tirait d'*Écosse* et de *Russie* le minerai d'amiante, — l'asbeste, — qu'elle était seule à travailler; et seule elle exploitait le tungstène, métal cher employé pour les aciers de canons, qu'elle allait chercher aux *Indes*.

Elle cherche aujourd'hui à se constituer, pour l'avoir disponible à la fin de la guerre, un stock de matières premières à l'étranger : elle a fait au Chili d'importans achats de cuivre, dont elle a tenté l'envoi fractionné par colis postaux de 5 à 10 kilos; système qui, avec l'incroyable élévation des frets, ne revient pas plus cher que l'expédition en vrac à fond de cale. En Argentine, les Allemands avaient acquis la récolte entière de laine; ils l'ont revendue à la vérité avec bénéfice, dans l'espérance de renouveler leurs provisions à moindres frais, mais notre gouvernement y veille. Il déchiffre chaque jour au passage 350, 400 radios allemands — un volume — relatifs à la préparation commerciale, à la future bataille économique ; ces manœuvres sont poursuivies, sous le couvert de neutres, jusque dans nos colonies françaises de l'Afrique du Nord.

Les Alliés ne songent nullement à faire entre eux l'union douanière ; jamais il n'a été question d'en établir une, mais la crainte que, dans la réunion des huit États, on n'essayât d'imposer à tous quelques règles à cet égard, a été l'une des difficultés rencontrées par notre ministre du Commerce, M. Clémentel, qui fut l'organisateur actif et prudent de cette conférence, l'orienta et la maintint comme président sur un terrain solide et mérite d'en recueillir l'honneur. Chaque État conservera sa pleine indépendance de tarifs et l'on peut augurer dès à présent que, sans aucune vue protectionniste, dans un but purement fiscal, tous, étant également obérés, seraient induits à demander de l'argent à leurs douanes comme à toutes les autres sources de revenus.

Il est présumable que le temps de paix maintiendra automatiquement, par souci financier, les droits élevés qu'a suggérés partout le blocus du temps de guerre. Je ne parle pas des prohibitions absolues qui s'appliquent, en France, à un ensemble de marchandises dont nous sommes surtout vendeurs, *et pour des centaines de millions de plus que nous n'en achetons à l'étranger*, en temps normal ; mais, comme notre industrie présentement paralysée ne peut exporter, nous n'avons guère à craindre de représailles. Reconnaissons toutefois que les droits de douane,

qu'on le veuille ou non, ont des répercussions économiques : la taxe de 33 pour 100 de la valeur, que l'Angleterre impose aux objets de luxe, non pour les empêcher d'entrer, mais simplement pour empêcher l'argent de sortir, a eu pour conséquence de susciter *dès maintenant* la création de certaines industries, notamment celle des articles pour pianos, qui n'existaient pas en Grande-Bretagne.

III

Des taxes similaires ont été établies par la Russie, afin que son froment, lorsqu'elle pourra le vendre, étant payé en monnaie plus qu'en marchandises, fasse remonter le cours du change à l'étranger. La Russie ne fera pas de concession sur son tarif actuel, mais, ce qui revient au même, elle augmentera ses droits d'entrée vis-à-vis de l'Allemagne, dont elle subissait l'ascendant commercial, avant la guerre, à un degré qu'il est difficile d'imaginer.

Ses yeux aujourd'hui sont ouverts; l'association des marchands de Moscou est à la tête du mouvement qui a pour but de secouer le joug économique de l'Austro-Allemagne; son appel a eu un retentissement immense. Le nombre des articles accaparés par les Allemands était d'environ 1 300; ils fournissaient la plus grande partie des machines et métaux travaillés qui représentent le quart des importations russes — 925 millions de francs — pour le fer et l'acier les trois quarts, pour le cuivre les neuf dixièmes, pour l'étain les dix-neuf vingtièmes. De même pour les wagons, voitures et automobiles, 96 millions de francs sur 113; pour les machines de toutes sortes, 267 millions sur 335 venaient d'Allemagne; la Russie fabriquait pour 1 065 000 francs de faux et en importait d'Autriche pour 2 718 000 francs.

D'Allemagne venaient les trois quarts des matières colorantes, les quatre cinquièmes des produits chimiques et pharmaceutiques : d'ailleurs, l'exercice de la pharmacie est en Russie un monopole; il n'y a qu'un pharmacien par 10 000 habitans et il ne peut y en avoir davantage que quand la population augmente. Or, ce monopole, les Allemands seuls en sont investis; tous les pharmaciens sont Allemands ou des provinces

allemandes de la Russie; les inspecteurs aussi et aussi les examinateurs aux universités pour la délivrance du diplôme sont Allemands; il a fallu improviser la préparation des médicamens et des objets d'hygiène, jusques et y compris les thermomètres. « Il faut veiller à l'exportation des produits pharmaceutiques, disait le député von Werder au Landtag de Prusse le 19 février dernier, et ne pas se laisser guider par des considérations sentimentales. La Russie ne peut renvoyer sur le front que 15 pour 100 de ses soldats malades ou blessés (?), tandis que nous en renvoyons 70. »

Bien mieux, en fait de peaux et fourrures, qui sembleraient devoir être une industrie nationale, les Russes dépendaient de l'Allemagne et de l'Autriche pour les tannins, les préparations chimiques, la machinerie et les expéditions mêmes, effectuées par une branche du *German Lloyd* qui n'était « russe » que de nom. Les États-Unis, dont les achats directs ont augmenté depuis la guerre en Russie, se plaignent que les cuirs y soient mal écorchés et conditionnés, qu'ils perdent 12 pour 100 au transport, au lieu de 2 à 4 pour 100 d'après les méthodes américaines et allemandes. Aux Russes les Allemands retournaient même, toutes préparées, pour 17 millions de fourrures qu'ils recevaient *brutes* de Sibérie et de Russie.

Simple détail : quoiqu'il y ait en Russie une masse de hêtres, les rivets ou attaches de hêtre pour les barils employés à l'exportation des beurres de Sibérie venaient tous d'Allemagne. Dans le commerce des laines, des cotons, des soies, des caoutchoucs, les Allemands occupaient la première place, et une place exclusive dans le commerce des chapeaux et bonnets, de la céramique, des articles de bureau, de la joaillerie. Leur rivalité avait même tué certaines méthodes de travail des pierres, autrefois usitées dans l'Oural.

L'Angleterre qui, pendant des siècles depuis le règne d'Élisabeth, avait été prédominante dans l'empire des tsars, y était tellement distancée qu'en 1912 l'augmentation du commerce anglais était de 1 million et celle de l'allemand de 88 millions de francs. Et l'on n'en est pas trop étonné si l'on apprend que nombre de *consuls* et d'*agens consulaires anglais en Russie* étaient avant la guerre de nationalité allemande. Les Allemands n'hésitaient pas à mettre sur leur coutellerie de camelote de Solingen les noms des plus célèbres manufactures anglaises

comme Sheffield ; à la question : « Garantissez-vous que cette provenance est exacte? — Nous ne garantissons pas ce qui est écrit sur la marchandise, répondaient-ils, mais nous vendons sur échantillon et nous garantissons seulement la conformité avec l'échantillon. » Système *à double effet*, pratiqué en Allemagne sur une large échelle, par des maisons de bon renom qui, en mettant sur leurs qualités tout à fait inférieures les noms de grands centres anglais, font croire ainsi à leurs cliens que les manufactures anglaises sont très inférieures aux allemandes.

Les commerçans germaniques avaient étudié le tempérament, l'idiosyncrasie des Russes, comme ils ont fait dans l'univers entier avec leurs cliens; ils s'étaient attachés à leur complaire et y avaient réussi. Ils ne s'étaient pas crus, en passant la frontière, appelés à réformer ce peuple immense, pauvre encore, tout voisin en quelques provinces de l'âge pastoral ; ils avaient cherché à approvisionner les millions de moujiks suivant leurs moyens et leurs goûts variés, en s'adaptant à leur mentalité et à leurs coutumes d'affaires.

Il est, d'autre part, surprenant de noter combien est petite la part de l'Allemagne dans le développement des industries russes; celles-ci étant, à peu d'exceptions près, aux mains des Français, des Anglais et des Belges, tandis que les Allemands se bornaient à remplir le pays de leurs marchandises à vil prix. N'avaient-ils pas précisément intérêt à contrarier le développement de l'industrie slave? Leur méthode était d'attirer chez eux, par une série d'encouragemens, les matières premières qui abondent en Russie, pour les transformer et les revendre avec profit.

La guerre actuelle a comme forcé la Russie à employer elle-même ses ressources et à créer des manufactures ; c'est ainsi, disais-je dans un précédent article, que le blocus est beaucoup plus funeste à l'Allemagne par ce qu'il empêche *de sortir* que par ce qu'il empêche *d'entrer*; les estomacs se remettront plus vite d'une diète forcée que les usines d'une exportation arrêtée. Cet arrêt a suscité, en Russie plus qu'ailleurs, l'activité de beaucoup de branches nouvelles ; ce fait, *né de la guerre*, que des ateliers petits et moyens, dont le groupement en temps normal eût été très difficile à réaliser, se soient unis en vue de la défense nationale, aura, pour l'avenir économique du pays,

une grande importance *après la guerre :* un comité d'initiative, composé de 14 patrons, fut nommé par 460 maisons travaillant les métaux, le bois et le cuir; il expédia aussitôt, dans toutes les directions, 15 missions d'ingénieurs, qui visitèrent et inventorièrent les usines des différens groupes. Le comité ainsi constitué examine et transmet les offres, propose les commandes à tels ou tels spécialistes capables de les exécuter, rédige et passe les contrats entre le gouvernement et ces confrères de toutes classes et s'assure que les livraisons, auxquelles il préside, sont correctes.

N'y a-t-il pas là l'embryon d'un cartel capable de conclure en temps de paix avec l'étranger? Ce n'est encore, il est vrai, qu'un embryon; les nouvelles usines que la guerre a fait surgir, en Russie, — au nombre de 400 depuis août 1914, — ou chez certains neutres pour se substituer aux Allemands sont, elles aussi, dans l'enfance. Même avec une haute barrière de douanes la Russie ne peut pas se passer d'un grand nombre d'articles importés; elle ne saurait improviser leur fabrication intérieure. Mais elle peut procéder graduellement et viser à vendre ses produits ruraux, non plus à l'état naturel, mais travaillés et ayant par suite plus de valeur : farine au lieu de grain, poutres et planches dégrossies au lieu de bois en grume, peaux préparées au lieu de pelleteries brutes, bétail et viande au lieu de fourrages, etc.

La conférence des huit États alliés s'est trouvée unanime pour décider que, la guerre ayant mis fin à tous les traités de commerce qui les liaient aux puissances ennemies, il était essentiel que leur liberté demeurât pleine et entière vis-à-vis des tiers, pendant une période de reconstitution économique dont la durée sera par eux déterminée d'un commun accord. Il n'y aura plus, suivant l'ancienne formule, de « nation la plus favorisée » en général, mais une série de spécifications, de cas particuliers à tel pays ou à telle marchandise à qui l'on réservera les concessions.

Ce régime d'exceptions et de privilèges réciproquement accordés s'accommode fort bien des hauts tarifs, qui seront la règle générale, même en Angleterre : qu'aurait pu donner naguère le libre-échange anglais, comme compensation, à la Russie ou à l'Italie? Cette question des « débouchés compensateurs, » dont la conférence a posé le principe, est la contre-



partie de l'engagement pris de conserver leurs ressources naturelles pour les pays alliés *avant tous autres*. En Russie l'exportation agricole, qui montait à 3 milliards et demi de francs, — 86 pour 100 du total des sorties, — est une question vitale ; 40 pour 100 de la production des céréales étaient vendus au dehors, la plus grande partie en Allemagne. En Italie 250 à 300 millions de primeurs et de fruits (citrons, asperges, artichauts, matières périssables) étaient servis sur les tables allemandes. Les Italiens comptent dénoncer, afin d'avoir les mains libres, tous leurs traités avec les neutres ; mais Russes ou Italiens n'ont aucune inquiétude sur la question de savoir quand et comment leurs produits alimentaires pourront être dirigés ailleurs, au cas où les empires centraux prétendraient user de représailles à leur égard.

D'abord, l'entente conclue entre coalisés pour se vendre et s'acheter *de préférence* les uns aux autres, dans la limite de leurs besoins, ce qu'ils peuvent se fournir, n'exclut pas le droit pour chacun d'eux de vendre à d'autres les produits dont l'écoulement total ne pourrait s'effectuer en pays allié ; ensuite, des droits élevés n'empêcheront pas l'introduction de ces denrées en Allemagne, et il ne saurait être question nulle part de prohibitions qui iraient à l'encontre des intérêts qu'elles prétendent servir en créant chez nous la pléthore ou la disette, l'avilissement ruineux des prix ou leur exagération factice, destructive de la concurrence, du progrès et du bien-être général.

L'énormité des territoires unis par la fraternité des armes, la diversité de leurs climats, de leurs ressources, de leurs populations, les préserveront de tout calcul égoïste comme de tout privilège oppressif. Nous ne saurions obliger les Russes par exemple à boycotter les machines allemandes, sans leur fournir de quoi les remplacer ; et pour livrer des machines aux mêmes conditions que les Allemands, il faut d'abord que l'acier ne coûte pas 20 à 25 pour 100 chez nous de plus qu'en Allemagne. Il faut par conséquent que notre métallurgie française, loin de s'abriter derrière des droits de douane pour « tenir les cours, » entame résolument la lutte avec ses rivaux étrangers. Pour augmenter nos forces productrices, l'État pourrait concéder après la paix, à des exploitations privées mais *soumises à un cahier des charges nettement défini*, les nombreuses usines toutes neuves que la guerre a fait surgir et dont il est propriétaire.

Rien ne s'oppose à ce que l'acier français, dégagé de tout accord avec nos ennemis d'outre-Rhin, prétende après l'annexion de la Lorraine à une expansion mondiale. Le cartel allemand usait avant la guerre de moyens irrésistibles pour soutenir ses exportations de fer, tout en maintenant des prix élevés à l'intérieur : au fabricant de toute machine expédiée au dehors il concédait une ristourne, ce que ne faisait pas le cartel français.

IV

Loin de renoncer à ses anciens procédés, l'industrie allemande se prépare à les perfectionner encore : c'est le *dumping*, le commerce à coups de ventes à perte. Le *dumping* est un mot nouveau qui désigne une très vieille pratique de la concurrence, l'écrasement d'un rival sous un bon marché transitoire en vue de s'assurer un monopole. Les Allemands, en s'associant pour des ruées commerciales en masses compactes comme à la tranchée, et en associant à cette tactique la force gouvernementale qui leur prête appui, ont élevé le système à la hauteur d'une institution vraiment nationale : primes ouvertes ou déguisées, remboursemens de frais de transport, bonifications occultes accordées par les producteurs entre eux, l'art de « tuer » un compétiteur étranger ou de le contraindre à demander grâce, c'est à quoi excellent nos ennemis.

Aux relèvemens de droits de douanes, dont nous avons maintes fois depuis dix ans entouré l'enfance délicate d'un produit nouveau dans une fabrique française, comme par exemple le permanganate de potasse à Graville-Saint-Honorine, les syndicats allemands ripostaient par des abaissemens de prix correspondans jusqu'à ce que notre usine eût capitulé. Ils usent, pour dompter les audacieux, de la manière douce autant que de la forte : qu'il s'agisse d'instrumens d'optique ou de produits chimiques, ils vont jusqu'à *faire des rentes* à nos manufactures *à la condition de ne pas aborder tel ou tel article;* et une maison française bien connue, qui avait beaucoup perdu à la suite d'une hardie tentative de lutte contre l'Allemagne, s'est résignée à toucher d'un cartel germanique 144 000 francs par an *rien que pour se tenir tranquille.*

Seulement, à généraliser ce renoncement, un pays s'efface

peu à peu de cent domaines; son activité s'atrophie et il s'aperçoit, au jour d'une déclaration de guerre, qu'il reçoit ses explosifs de l'ennemi : au mois d'août 1914, nous fabriquions au plus cinq à six tonnes de mélinite par jour; notre benzol s'en allait en Allemagne pour nous revenir transformé. Il nous fallait, ou déposer les armes ou improviser des industries avec un effort immense; d'où une année entière pendant laquelle nous n'avons pu agir. Ce sera, un jour, un sujet d'étonnement quand on saura d'où nous sommes partis. Tout manquait pour le travail des acides, même les pots de grès, que la manufacture de Sèvres, conviée à cette céramique de défense nationale, se mit à entasser dans ses fours.

Pour qu'il ne soit plus permis aux empires centraux de reconstituer la puissance dangereuse qu'ils avaient acquise, leurs marchandises, leurs navires et leurs sujets seront soumis dans les États alliés à des prohibitions et à des règles particulières, pendant une période de plusieurs années après la paix. Si nous leur laissions jeter sur notre marché, à 50 pour 100 au-dessous du cours, les poutrelles, les cornières, le fer pour construction, qu'ils ont fabriqués peut-être avec notre minerai et notre charbon, nos ouvriers pourraient se trouver sans ouvrage.

Étroitement resserrés par le blocus, nos ennemis, loin de se décourager, font leur plan d'attaque pour l'avenir. Leur « Comité pour l'examen du commerce d'exportation » tient séance dans l'immeuble de la Chambre de commerce de Berlin, présidé à tour de rôle par les représentans des seize sociétés « germano-française, » « germano-italienne, » russe, argentine, etc., dont il est l'émanation. Il a fait distribuer aux intéressés le questionnaire suivant : « 1° Des tentatives ont-elles été faites en vue de remplacer les marchandises allemandes par d'autres? De la part de quelles nations? Pour quelles marchandises? Sur quelles places ou dans quelles régions? — 2° Quelles méthodes emploie-t-on à cet effet? A-t-on pris des mesures législatives, ou a-t-on créé de nouvelles institutions (banques, compagnies de navigation, etc.) pour faciliter le remplacement des marchandises allemandes? — 3° Dans quelle mesure ces efforts ont-ils été couronnés de succès? Et ce succès est-il dû : *a*. A un mouvement national? *b*. Aux défauts des marchandises ou aux erreurs des commerçans allemands?

c. A l'impossibilité de faire venir les marchandises d'Allemagne pour renouveler les stocks épuisés? — 4° Croyez-vous qu'après la paix les anciennes et bonnes relations d'affaires pourront être reprises rapidement ou devons-nous compter sur une vive concurrence? Pour quelles marchandises? Et de quelles origines? »

Ce questionnaire montre les inquiétudes d'outre-Rhin. Ce qu'il ne dit pas, ce sont les efforts des Allemands pour démarquer l'origine de leurs produits. Déjà ils constituent en Danemark et en Suède, avec des hommes de paille originaires de ces pays, des agences de représentation et des sociétés soi-disant danoises et suédoises, dont les patrons apparens ne seront que les commis. En *Suisse*, des industriels *allemands* s'établissent sous des raisons sociales *anglaises;* obligés qu'ils sont de prendre ce détour, attendu que le gouvernement fédéral interdit l'usage de la dénomination « suisse » aux maisons étrangères établies sur le sol de la Confédération. Ainsi, la société « le Métal Blanc » de Pforzheim (grand-duché de Bade) dont le siège social est à Mannheim — capital 30 millions — s'est installée à Glaris (Suisse) comme *White metal manufacturing company*, et ses agens, sous une nationalité d'emprunt, visitent à nouveau l'Italie. D'autres achètent des maisons helvétiques connues et stipulent, dans le contrat d'acquisition, que l'acquéreur *aura le droit de conserver la raison sociale suisse.*

Pour combattre le *dumping* ordinaire nous avons décidé, de concert avec nos alliés, d'adopter la procédure inaugurée avec succès en 1902 par la Conférence internationale des sucres; il s'agira cette fois d'annihiler par une taxe compensatrice, non des primes connues mais des avantages occultes. Le bureau futur évaluera la différence entre le cours d'une marchandise allemande en Allemagne et sur les marchés alliés; et, puisque c'était par exemple en Italie que la métallurgie allemande jetait ses produits au plus bas prix, la différence entre la valeur de la tonne d'acier en Italie et le prix de la même tonne en Allemagne servirait de base au taux ou droit de *dumping* à imposer dans tous les pays de l'Entente sur l'acier allemand.

Une loi de ce genre fonctionne déjà au Canada pour toute marchandise vendue au-dessous du prix normal et la *Federal Trade commission* en prépare une aussi aux États-Unis. Pour exporter chaque année de par le monde un milliard de francs

de produits chimiques et pharmaceutiques, les Allemands importaient eux-mêmes une large partie des matières premières qu'ils transformaient. Ils se virent, faute de réserves suffisantes de nitrates, menacés de manquer d'azote; or l'azote, beaucoup plus que l'argent, est de nos jours le nerf de la guerre. Ce qu'ils recevaient de Norvège était loin de suffire à nos ennemis. Leur gouvernement fit construire, à coups de subventions, pour la fixation de l'azote de l'air, des usines qui se trouvèrent sous toit à la Noël 1914 et qui alimentent présentement leur fabrication intensive d'explosifs, — à elle seule la *Badische Anilin und Soda Fabrik* en fournit 8 000 tonnes par mois; — M. Helfferich, dans des explications « confidentielles » à la commission du budget du Landtag de Prusse, affirme que « l'Allemagne serait désormais à cet égard indépendante de l'étranger pour son armée et pour ses engrais. »

La vérité est que la nouvelle industrie de l'azote en Allemagne est, au point de vue du coût de production, tout à fait artificielle, qu'elle marche avec les énormes commandes faites par l'État à des prix garantissant un large bénéfice; mais qu'elle serait tout à fait incapable de se maintenir après la paix, à moins d'être constituée, comme on en a fait la proposition au Reichstag, en monopole commercial. Ce monopole comporterait naturellement une augmentation du prix des produits azotés en Allemagne, de sorte que les fabriques qui se servent de l'azote pour leurs exportations seraient en infériorité sur le marché mondial.

Quel que soit le parti que prennent les Allemands pour s'affranchir de l'étranger sans se ruiner eux-mêmes, l'étranger est en train de s'affranchir du monopole de fait que la Germanie s'était attribué dans le domaine chimique. C'était de chez elle, on le sait, que sortaient les neuf dixièmes des couleurs tirées de la houille. Ses vingt-deux usines, avec leur outillage perfectionné, leur personnel de chimistes et d'ouvriers spéciaux, étaient soumises pour la vente à une direction unique, qui imposait à toutes des prix et des règles uniformes.

Privée soudain de ces envois allemands, l'industrie textile s'est vue partout fort entravée; des teintures inférieures furent employées; les colorans végétaux, comme le bois de campêche, furent même sur le point de manquer. Les teinturiers, déchargés de leurs engagemens pour la garantie de durée, se plaignirent

moins que leur clientèle. En Angleterre, il fut fait une exposition officielle des échantillons allemands et les professionnels n'en virent aucun qu'il ne leur fût aisé de produire, avec le goudron britannique. Seulement, à ce même goudron dont on extrait les réactifs et les bases des matières tinctoriales, on demande aussi les explosifs et c'est à ce dernier usage qu'il le faut consacrer aussi longtemps que le besoin de munitions doit s'accroître sur le front anglais.

En France, pour ne pas payer les droits élevés sur les produits finis, les Allemands envoyaient, sous forme de *bases*, les matières que traitaient des usines acquises par eux dans la région lyonnaise. Un consortium entre les Alliés, exigeant un capital de 400 millions de francs, est dès maintenant à l'étude : il prévoit la création d'usines internationales dans des centres houillers d'Angleterre, de Belgique et de France, dès à présent choisis, d'où sortiront les élémens premiers à répartir parmi les différens pays de l'Entente. Les fabriques qui les recevront se spécialiseront dans tel ou tel coloris et substance qui, par de mutuelles concessions, s'échangera franc de droit chez tous les Alliés.

En attendant que ces derniers se mettent à l'œuvre, il est arrivé que le Germain, par sa puissance même de sevrer l'univers à son gré de produits nécessaires, a fait surgir en Amérique l'ambition de capter son monopole. A l'action du blocus qui paralyse la sortie s'est jointe la prohibition même de l'Allemagne qui, par une présomption singulière, a cru qu'on ne pourrait se passer d'elle. Or, deux fois plus qu'elle, les États-Unis possèdent du goudron et la plupart des matières premières. Aussi, leur industrie, fouettée par la nécessité, s'est-elle lancée sur cette piste nouvelle ; la hausse atteignant 1 000 pour 100, lui a fait réaliser des bénéfices exceptionnels dont témoignent les cours des valeurs : la *General Chemical* passée de 160 à 310 dollars, la *Semet Solvay* de 90 à 350, la *Dow Chemical* de 140 à 500 et d'autres à l'avenant.

La production des « couleurs synthétiques, » qui était il y a seize mois de 3 000 tonnes aux États-Unis, s'est élevée à 9 000 et atteindra 16 000 à la fin de 1916. Les Américains, prévoyant qu'à la paix les Allemands ne reculeront devant aucun moyen, y compris l'*unfair competition*, pour se débarrasser de rivaux aussi redoutables, prennent d'avance leurs précautions. Les

ministres de Washington, notamment M. Redfield, secrétaire du Commerce, ont annoncé que la législation fédérale serait renforcée, de manière à ne pas permettre aux « maisons étrangères » d'inonder le sol de l'Union de marchandises à vil prix, en vue de tuer des industries indigènes. L'Allemagne a pris peur; son ambassadeur le comte Bernstorff a exposé en bon apôtre, dans une note à la Maison Blanche, que « son gouvernement avait tout d'abord refusé de permettre la sortie des matières colorantes sauf en échange de marchandises américaines dont ses compatriotes avaient besoin, » — le coton par exemple, — « mais que, voyant l'embarras où cette privation mettait les industriels américains, » l'Allemagne consentait à leur envoyer sans condition 15 000 tonnes de colorans... pour leur être agréable. L'espérance de décourager ainsi les initiatives transatlantiques sera vaine, croyons-nous; l'élan est donné, il est trop tard.

La tactique adoptée pour les colorans avait été suivie par nos ennemis pour les remèdes; depuis que le brome ne nous était plus envoyé par eux que sous forme de gaz asphyxians, le bromure de potassium était payé, chez nos pharmaciens, 80 francs le kilo au lieu de 3 francs, et l'aspirine avait monté de 6 francs à 190, jusqu'à ce que nos usines françaises se fussent mises en état de livrer ce produit aux anciens prix.

Or, ces anciens prix étaient de deux sortes : suivant un système fondé sur la badauderie humaine, qui leur permettait de gagner de l'argent tout en défiant la concurrence, les maisons Bayer, de Leverkussen près Cologne, Meister Lucius, d'Hœcht-am-Main, et autres fournisseurs de l'antipyrine, de la phénacétine, du pyramidon, etc., facturaient *le même produit* 100 francs sous leur cachet et 20 francs sans indication de provenance. Dussent-ils perdre un peu à ce dernier chiffre, ils se rattrapaient largement sur le prix fort, parce que la moitié des cliens exigeaient le cachet d'origine. La guerre et le blocus ont bouleversé ces habiles combinaisons.

V

La conférence des Alliés en déjouera d'autres après la paix; et notamment la mainmise du capital allemand sur les finances,

l'industrie et le commerce des États voisins. La liquidation des maisons ennemies ne donnerait pas tous les résultats qu'on peut attendre, si elle n'était pas complétée par un ensemble de dispositions permettant de discerner, derrière les chefs apparens, les véritables maîtres d'une entreprise, c'est-à-dire les bailleurs de fonds.

Dans une série d'études remarquables sur « *la loi économique des États Alliés,* » l'éminent sénateur italien Maggiorino Ferraris a fort bien montré quels avantages chacun des pays de l'Entente retirerait d'une collaboration plus étroite avec ses coalisés. La *Banca Commerciale*, fondée par l'Allemagne sous couleur d'une aide financière à l'Italie, travailla effectivement avec de l'argent italien ; Berlin exploita l'Italie à outrance et étouffa toutes les industries qui devaient lui porter ombrage.

C'est ainsi que, pour mieux vendre à la péninsule son charbon qui, transitant par les rampes et les courbes de la Suisse, revenait toujours assez cher, les Allemands ne firent aucun effort pour électrifier les usines de la vallée du Tessin et des autres districts où les chutes d'eau devraient logiquement remplacer la houille. L'Italie, qui dispose d'une main-d'œuvre surabondante, pourrait recevoir des Alliés une foule de produits demi-finis qu'elle se chargerait de finir aux lieux et place des Allemands.

Il ne faudrait pas qu'après la guerre le capital allemand, déguisé sous un nom français, pût parler chez nous contre nous-mêmes. A l'heure actuelle il existe en France, comme en Italie, en Angleterre et en Russie, des branches, des filiales, des dépendances ou succursales d'affaires qui ne sont indigènes qu'en partie, ou seulement de façade et de nom, dont les intérêts financiers sont allemands et qui par conséquent gagnent de l'argent au profit de l'Allemagne privée, c'est-à-dire de certaines sociétés ou actionnaires ennemis. La presse allemande enregistre de temps en temps les opérations avantageuses de certaines entreprises fonctionnant en pays alliés dont les Allemands, la guerre finie, recueilleront les fruits.

Les groupes électro-techniques principaux de l'Allemagne qui viennent, en augmentant leur capital, de fonder en Suisse une « Banque pour les entreprises électriques, » ont des branches dans tous les centres importans de l'Europe; ils ont des

participations dans les principales Compagnies de tous les pays du continent. Les groupes allemands possèdent en territoire des alliés, écrivait de Pétrograd le correspondant du *Times*, des affaires électro-techniques pour une valeur approximative de 527 millions de francs. Tout récemment il a fallu aller *jusqu'à la Chambre des Lords* pour faire rejeter la prétention d'une société *allemande*, enregistrée en Angleterre, la « Continental tyre and Rubber company, » de recouvrer une créance de 11 000 livres sterling en pleine guerre. On juge si, disposant d'une organisation puissante, les Allemands tenteront, après la paix, d'assurer leurs positions.

Pour y voir clair, nous allons créer en France le « casier commercial, » système qui existe déjà dans quatorze pays dont l'Allemagne, afin de savoir exactement la nationalité des gens — des Sociétés surtout — avec qui les Français font du commerce. Il sera établi, dans chaque chef-lieu d'arrondissement, des dossiers centralisés à Paris, pour tous les patentés anciens ou nouveaux, faisant connaître en détail, avec leur état de famille et leurs ressources personnelles, la nature de leur fabrication ou de leur trafic. Seuls les citoyens des pays alliés jouiront de la pleine liberté de commerce en France, comme patrons ou simples commis. Nous réserverons aussi désormais à nos nationaux les fonctions d'agens de publicité ou d'assurances. Les fiches individuelles de l' « Institut Schimmelpfeng, » l'office de renseignemens allemands, trouvées par nous dans les maisons sous séquestre et où se voyaient notés les relations, les goûts et surtout la situation pécuniaire de nos commerçans ont servi souvent aux réquisitions militaires.

Les nations ont le commerce qu'elles méritent; l'ensemble des mesures défensives sur lesquelles les délégués à la Conférence se sont mis d'accord a pour objet le bien-être de tous. Le gouvernement, en créant des barrières, devra donc veiller à ce que personne n'en abuse, à ce qu'elles ne protègent pas à l'intérieur des « industries de tout repos. » A côté du *dumping* que nous combattons, il y avait chez les Allemands une volonté forte, de l'audace, le goût du risque et des vastes spéculations comportant de petits bénéfices, toutes choses qui ont aussi fait en France le succès de quelques illustrations de l'usine et du comptoir, individualités puissantes que l'on aimerait voir se multiplier. A côté du bon marché artificiel et menteur, il y a le

bon marché réel, issu de la fabrication en grand, de la spécialisation intelligente.

La contre-partie des prohibitions qui engendreraient la paresse et l'égoïsme, sera l'intervention de l'État, agissant non pas directement comme industriel, mais comme excitateur et régulateur, comme associé aussi. Il existe à Paris des Compagnies fermières du Gaz, des Eaux, du Métropolitain, dont la gestion progressive et prudente peut servir de modèle lorsqu'il sera question pour l'État d'utiliser l'outillage industriel que la guerre lui a mis en mains.

La crise du fret et des transports se prolongera après la guerre; les Empires centraux ont annoncé leur intention d'aménager un réseau de navigation intérieure, par la communication du Danube régularisé avec le Rhin, l'Elbe et l'Oder, qui permettrait des échanges à bas prix de la Baltique et de la mer du Nord avec la Mer-Noire et le golfe Persique. Avant que ces plans grandioses aient trouvé l'argent nécessaire à leur réalisation, les Alliés, qui disposent d'un littoral étendu et de ports excellens, peuvent créer un cabotage commun et rétablir, comme il est déjà proposé au Parlement français, la surtaxe de pavillon pour les navires étrangers, admis en nos ports depuis 1866 sur le même pied que les nôtres. Les transports terrestres seront également l'objet de remaniemens en vue de favoriser le transit dans telle ou telle direction. Chacun des Alliés a beaucoup à faire sur ce terrain, puisqu'en Russie un colis postal de cinq à douze livres, expédié d'une ville à l'autre à l'intérieur de l'Empire, payait 4 fr. 80, et le même, expédié d'Allemagne en Russie ne payait que 2 fr. 50.

Il a été résolu qu'un « Office de transports » établirait des titres uniques (lettres de voiture ou connaissemens) permettant aux Alliés entre eux de s'envoyer directement des marchandises, quels que soient les transbordemens successifs, par fer et par eau, comme d'une gare française à une gare anglaise ou russe, avec des tarifs soudés et combinés. L'Allemagne avait un intérêt majeur à ne pas abandonner les vieux usages à cet égard; elle arrivait ainsi à dénationaliser au passage, au profit de ses commissionnaires, les marchandises qui traversaient son territoire.

Ainsi les Alliés ont, dès ce jour, arrêté en commun les grandes lignes de leur politique commerciale, pour la période

qui suivra la paix ; ils sont prêts à causer avec les neutres, dont l'intérêt sera d'accord avec le leur et qu'ils souhaitent attirer dans leur groupement. MM. Delbrück, Dernburg et autres doivent renoncer à leur espoir de « mettre un traité de commerce dans le traité de paix. » Les Puissances de l'Entente ont, par cette Conférence, entendu se soustraire à la domination industrielle de l'Allemagne; elles se sont inspirées d'un esprit non belliqueux mais défensif, en prenant à leurs adversaires l'organisation et la discipline à laquelle le Français, nettement individualiste, a longtemps répugné.

Plus la rédaction du programme a été laborieuse, plus le succès de ses promoteurs a surpris les ironistes d'outre-Rhin, qui prédisaient l'avortement de ces assises économiques. Elles ont achevé au contraire, en quelques jours, une tâche que l'on eût cru devoir exiger de longs mois. Le plan est tracé et déjà la construction de l'édifice commence; au milieu des discussions actuelles où s'échangeaient surtout des idées, ce plan a fixé des règles positives qui serviront, comme une autre indemnité de guerre, à réparer les pertes et à reconstituer la richesse des pays alliés.

G. D'AVENEL.

L'ART "GOTHIQUE"

ŒUVRE DE FRANCE

Le pangermanisme n'est pas seulement une doctrine et une entreprise d'accaparement pour le présent et l'avenir ; il ne lui suffit pas de soutenir que l'humanité doit être désormais — et pour son plus grand bien, cela va de soi ! — « organisée » et dirigée, pour ne pas dire plus simplement domestiquée et exploitée, par l'unique *Kultur;* il prétend encore *démontrer* que le passé lui appartient, que tout ce qui s'y est fait de grand et de beau contenait en germe quelque élément « purement germanique, » indispensable levain de l'inerte matière humaine... C'est la thèse que reprenait, le 15 mars 1915, devant ses « dignes concitoyens et concitoyennes » de Göttingen, le docteur H. A. Schmid, professeur réputé de l'illustre université, car tandis que, sur le front, les chefs bombardent et incendient, que les gaz lacrymogènes et axphyxians, les pompes à pétrole enflammé font scientifiquement, sournoisement, leur ignoble besogne, à l'arrière les théologiens, les érudits et les esthéticiens prêchent, dissertent et enseignent. Toutes les forces du *Deutschtum* sont méthodiquement déchaînées ; les soldats sont partis pour asservir le monde, les professeurs travaillent à l'annexion rétrospective de toute la civilisation. Leurs paroles aussitôt recueillies, multipliées par l'imprimerie, répandues par centaines de mille brochures à couverture rouge et noir : *Deutsche Reden in schwerer Zeit* (Paroles allemandes pour les temps difficiles) vont porter jusqu'aux extrémités du pays et chez les neutres la bonne parole et la « vérité, » telles qu'elles doivent être connues... Les arsenaux de la propagande

pangermaniste ne sont pas moins bien pourvus et outillés que ceux de l'artillerie.

Chacun, parmi les plus renommés, a son rôle, — chargé tour à tour d'un plaidoyer ou d'un réquisitoire. Celui-ci cherchera dans les vieilles polémiques de nos journaux et de nos partis tout ce qui peut avilir la France « jugée par les Français » — et il nous faut bien avouer qu'il n'a que l'embarras du choix — jusqu'au jour où la France prend elle-même la parole, répond par l'action et n'a qu'à se montrer telle qu'elle est pour confondre, du même coup, tous ses calomniateurs; tel autre, M. Paul Clemen par exemple, s'acharnera à « prouver » que rien, dans les dévastations de cette guerre, n'est arrivé que par notre faute à nous, Belges ou Français, que les ruines de Louvain, de Malines, de Reims, de Soissons, nous en sommes seuls responsables et coupables (et c'est ainsi qu'un von Bissing rappellera le grand cardinal Mercier au « respect des traités internationaux! »). Celui-là ira chercher dans lord Byron des argumens contre la politique anglaise ou bien définira, pour ses compatriotes, les raisons et le but de la « Guerre Sainte. » Successivement adaptés à toutes les parties du monde, les thèmes du pangermanisme sont ainsi, des Amériques aux Balkans, exposés, colportés, développés, tantôt sur le mode lyrique, tantôt et plus souvent sous la forme didactique des *Vorlesungen* de leurs universités où ils furent élaborés. Jamais entreprise mieux concertée ne fut montée contre la simple vérité.

Le professeur Schmid a dû, pour sa part, traiter *des Beaux-arts et du germanisme (Deutschtum und bildende Kunst)*. A vrai dire, il y a plus encore que « germanisme » dans ce mot redoutable et mystique. *Deutschtum*, c'est la synthèse de toutes les forces profondes et complexes, de toutes les aspirations, de toutes les capacités et rapacités, de tous les rêves de proie et d'orgueil de la race, depuis que le vieux Dieu complice la créa, par un décret et avec privilège spécial, pour dominer et rançonner le monde... Donc, avec une application tranquille et insinuante, le professeur Schmid, — après avoir rappelé et réfuté sommairement la vieille thèse d'un « art international, » indifférent ou supérieur aux frontières, — a entrepris d'expliquer aux très honorés bourgeois et bourgeoises de la *Wenderstrasse*, immortalisés déjà par Henri Heine au début des *Reisebilder*,

tout ce que le sentiment et la réalisation de la beauté, depuis les origines de la civilisation jusqu'à l'invention du « style moderne, » doivent au génie et à l'organisation du *Deutschtum*. Je ne crois vraiment pas exagérer sa thèse et sa pensée en la résumant ainsi : « Tout compte fait et à bien voir les choses, profondément, à l'allemande, l'art n'a vraiment fleuri que là où la race germanique a pénétré ou a passé. » Vous êtes un peu surpris? Regardez de plus près. Qu'eût été l'Italie du Moyen Age, sans les Lombards? A la Renaissance même, Bellini, Mantegna, — après eux, Titien, — ne sont-ils pas, pour qui sait observer, plus Allemands qu'Italiens? Un fond de germanisme est partout reconnaissable comme support plus ou moins caché de tous les grands mouvemens d'art et de presque tous les grands artistes. Luca della Robbia et Raphaël (qui avait les cheveux blonds) n'échappent pas plus à cette loi que Michel-Ange, dont le visage trahit les origines germaniques et qui d'ailleurs se réclamait lui-même fièrement d'une ascendance qui le rattachait aux comtes allemands de Canossa. Tous ces grands Italiens, « on ne sait quelles nuances de sensibilité ou d'émotivité les rattachent essentiellement à nous, — c'est Schmid qui parle, — dans leur profondeur et leur originalité natives. » Quoi de surprenant dès lors si, dans les fresques célèbres du Ghirlandajo à Santa Maria Novella, les personnages les plus importans, les figures de premier plan nous rappellent si exactement les types rencontrés dans les cantons et petites villes d'Allemagne où la race s'est conservée la plus pure? Mêmes observations pour l'Italie du *Risorgimento* que pour celle du *Rinascimento*. Les plus grands fondateurs de l'Italie moderne ont, presque tous, quelque attache allemande. Garibaldi? radical germanique, cheveux blonds!

Voilà le pangermanisme pris sur le fait. Et sans doute, à ce degré de cuistrerie et d'impertinence, il peut paraître inoffensif... Mais il ne faut pas s'y fier. Et voici d'ailleurs un dernier argument à l'appui de cette prise de possession de toute l'histoire de l'humanité au nom de l'Allemagne : qui donc a, mieux que les érudits allemands, travaillé et brassé la matière historique? et pour ce qui touche plus spécialement à l'Italie, qui donc a plus abondamment étudié, fouillé, pénétré les moindres coins et recoins de l'art italien? Et il y aurait à examiner si ces grands érudits furent, en effet, les meilleurs connaisseurs et

les plus intelligens commentateurs de l'art italien — et de l'art en général... Ce n'est pas aujourd'hui mon objet, mais en lisant Schmid, je me rappelais une conversation de W. Bode avec notre cher Émile Michel. Il s'agissait de Rembrandt et Bode disait : « A présent, j'ai envie d'écrire, tout simplement, un petit livre dans le genre de Fromentin. » Et Émile Michel répondait avec un bon sourire : « C'est une idée : on peut toujours essayer ! »

Il va sans dire qu'après cette incursion dans le domaine de l'art italien, le professeur Schmid a beau jeu, ou croit avoir beau jeu, à revendiquer tout ce qui, par suite d'un long et funeste malentendu, porte, dans l'histoire officielle de l'art, le nom de « gothique. » Certes, je ne veux pas l'oublier, la science allemande, celle où survivait encore l'esprit de l'honnête Allemagne de jadis, a travaillé à établir, — après nos Quicherat et nos Viollet-le-Duc, — que cet art *gothique*, c'est de France qu'il est venu, c'est de l'Ile-de-France qu'il est parti pour commencer la conquête de l'Europe médiévale. Les Dehio, les Dohme, les Goldschmidt, les Weese, les Vöge (je les nommerai tous !) l'ont dit, — et sur plus d'un point, il est juste encore de le reconnaître, ils ont, — surtout pour la statuaire monumentale, ce grand art essentiellement français, — marqué avec plus de précision qu'on n'avait fait avant eux les étapes, en Allemagne, des grandes influences françaises... Depuis quelques années d'ailleurs, la réaction pangermanique contre cette science impartiale se faisait de plus en plus sentir et nous avions déjà repéré les plates-formes où s'établissait sa grosse artillerie, — qui jamais ne mérita mieux le nom d'artillerie lourde (voir par exemple : *die Germanen und die Renaissance in Italien* de Woltmann (Leipzig, 1905) et du même : *die Germanen in Frankreich* (Iéna, 1907). Il s'agit de rattraper aujourd'hui ce que l'on a pu imprudemment concéder. Rien de plus facile ! Oui, accordons que la France a donné à la chrétienté occidentale la forme la plus originale et la plus belle de l'architecture et de la statuaire ; accordons que l'Ile-de-France, le Soissonnais, le Valois, la Picardie en furent le berceau, la terre d'élection... Rien d'étonnant, si ces régions privilégiées furent, plus qu'aucune autre partie du territoire français, pénétrées d'élémens germaniques au temps de la *Völkerwanderung*. Nous parlerez-vous de la brillante civilisation toulousaine au

XIIe siècle? Toulousains, Languedociens? Dites plutôt Wisigoths! Et voilà, du Nord au Midi et de l'Est à l'Ouest, tout le génie français absorbé rétrospectivement par l'unique « Kultur, » expliqué par l'intervention de peuplades iconoclastes qui, parfaitement stériles chez elles, auraient trouvé chez nous, au contact de notre terre et de notre esprit, et après avoir perdu tous leurs caractères ethniques, les aptitudes supérieures dont leurs panégyristes veulent aujourd'hui nous dépouiller à leur profit! Que nous laisserez-vous, Seigneur!

Dans l'exposé, d'apparence innocente et « objective » de cette doctrine, chaque phrase est comme chargée d'intentions perfides et sournoises. Il s'agit, par exemple, d'indiquer, de rappeler en passant, que la France, après l'avoir créé, a longtemps méconnu, renié son art du Moyen Age (1), que, de nos jours, il s'est trouvé des municipalités sectaires (combien sur l'ensemble du territoire?) pour en détruire systématiquement les témoins; que, d'une façon générale, « l'art français est plus et mieux apprécié en Allemagne qu'en France. » Et le professeur Schmid écrit tranquillement : « Il eût été inouï, chez nous, inconcevable que l'État-major allemand eût jamais eu la pensée de transformer les cathédrales gothiques, d'une haute importance artistique ou historique, en postes d'observation ou d'artillerie, au risque d'attirer par là, sur elles, le feu de l'ennemi, comme la chose se passa en 1870 pour la cathédrale de Strasbourg et maintenant pour celles de Reims et de Soissons... » N'ayez pas la candeur de répondre une fois de plus, avec tout le clergé de ces malheureuses églises, avec Mgr Landrieux, alors archiprêtre de la cathédrale de Reims, aujourd'hui évêque de Dijon, qui a noté au jour le jour tout le détail des bombardemens et solennellement protesté contre les allégations mensongères et obstinément répétées des Allemands, avec M. l'abbé

(1) Il n'entre pas dans le plan de cet article de rechercher si l'on ne pourrait relever dans la « littérature » allemande de l'époque classique presque autant de témoignages que dans la nôtre de l'inintelligence et du mépris de cet art, alors universellement méconnu. Joachim von Sandrart, un des auteurs les plus « représentatifs » (au point de vue de l'histoire de l'art), dédiant à l'Électeur de Brandebourg (1675) sa *Teutsche Akademie*, croyait devoir excuser ses vieux Allemands (*unsere alte Teutsche*) d'avoir longtemps « erré dans le labyrinthe de l'architecture gothique, » et le chevalier A. Mengs écrira (en 1781) : « En ces temps malheureux qu'on peut regarder comme le sommeil du monde, qui ne s'est passé qu'en rêves funestes, l'art fut entièrement négligé, ainsi que tout ce qui est louable. »

Landais, archiprêtre de Soissons, que jamais, à aucun moment, un poste quelconque ne fut installé dans les tours; que même, pour enlever à l'artillerie ennemie jusqu'à l'apparence d'un prétexte, on prit la précaution de supprimer les innocentes sonneries des messes quotidiennes. Ne rappelez pas que nous avons de nos yeux vu leurs *Taube* tourner méthodiquement autour de Notre-Dame de Paris, l'encadrer de leurs bombes, provoquer dans les combles un commencement d'incendie, heureusement conjuré à temps (faudra-t-il leur en savoir gré?). Ne leur citez pas enfin tant de textes accablans de leurs théoriciens les plus renommés sur la guerre implacable, sur la terrorisation des non-combattans qui, rendant la victoire plus rapide, diminuera d'autant la durée des atrocités, — ineffable cruauté humanitaire! — Ils savent très bien, au fond, à quoi s'en tenir; mais la petite phrase du professeur Schmid aura fourni à la conscience accommodante et en même temps à l'orgueil de ses compatriotes l'argument pharisaïque dont ils avaient besoin.

Non, la France, la vraie France, celle qui vient de se réveiller et de se retrouver dans une merveilleuse réaction de toutes ses forces profondes et héréditaires contre l'assaut de l'ennemi, n'avait pas perdu, autant qu'ils aiment à le dire, le sentiment de sa continuité historique. C'est du fond de son passé que se sont levées dans la lutte présente toutes les énergies, toutes les clartés de la conscience et de l'âme françaises... Et puisque c'est d'art et de monumens que nous parle le professeur Schmid, si « le vague désir de remonter les âges, » qui s'émut au cœur de Michelet enfant dans les salles du Musée des Monumens français, aux Petits-Augustins, est un sentiment relativement moderne, que de textes pourtant je pourrais produire qui établiraient sans réplique que, même aux temps des pires malentendus, des plus funestes incompréhensions, quelques rappels, quelques sommations jaillies du cœur même de notre peuple, ne cessèrent jamais, du XVIe au XVIIIe siècle, d'interrompre la prescription!... Et n'a-t-on pas vu, aujourd'hui, ceux mêmes qui ne l'avaient pas encore senti, comprendre, à la douleur vraiment filiale et spontanée qui s'est levée en eux, que ces vieilles pierres, sur lesquelles s'acharnaient les bombes incendiaires et les obus de gros calibre, étaient les témoins et les dépositaires, sept et huit fois cente-

naires, des pensées et du génie le plus intime de notre race? Bien mieux que la clameur d'indignation jaillie de tous les points du monde civilisé, leur propre blessure les a avertis qu'avec elles disparaîtrait quelque chose d'essentiel à la personnalité, à la figure, à la beauté de la France, et la voie douloureuse, bordée de tombeaux et de ruines, qui les a conduits jusqu'à ces grandes victimes, les a ramenés aux sources mêmes de notre histoire et de notre nationalité... Quant à nos combattans, ils n'ont pas eu une minute d'hésitation sur la signification véritable et profonde de la lutte et du sacrifice; et l'on pourrait citer les lettres de ceux qui, partis pour « venger Reims, » saluaient au passage, dans la cathédrale de Soissons bombardée, « la France s'offrant dans sa beauté et montrant ses blessures comme pour exalter le courage de ses défenseurs, » et qui donnaient leur vie si pure, si riche de bonheur, dans un sublime élan d'enthousiasme, de « reconnaissance » et de foi patriotiques.

⁂

Puisqu'il est devenu un des « faits de la cause, » et que dans ce domaine aussi, nos ennemis, non contens d'en saccager présentement les monumens, prétendent rétrospectivement s'en attribuer la gloire, nous voudrions résumer ici, à grands traits, sans appareil d'érudition et d'archéologie, la naissance de cet art français, de cette « œuvre de France, » — *opus francigenum*, comme le dénomma tout le Moyen Age occidental ; — essayer de montrer comment les plus caractéristiques qualités de l'esprit français s'y montrent déjà agissantes et efficaces, et que toutes les forces, toutes les aspirations de la pensée chrétienne y trouvèrent, sous une forme vraiment française, une expression plus claire et plus humaine.

Qu'entendait-on, en somme, par ces mots : travail français, *opus francigenum?* Que voulait dire l'annaliste qui notait que telle église d'Allemagne, dans la seconde moitié du XIII[e] siècle, venait d'être reconstruite *opere francigeno* par un architecte venu *ex partibus Franciæ, villâ Parisiensi?...* La manière française, ce fut d'abord, tout simplement, une façon plus pratique, plus analytique, si j'ose dire, et plus souple, de construire les voûtes des églises... En quoi consistait-elle? Un exposé aussi général que celui où nous nous engageons, — non sans témé-

rité, peut-être, — ne saurait comporter de longues explications techniques. Et pourtant, quand on parle d'arts plastiques, c'est-à-dire des différentes manières dont la pensée et l'âme humaine ont marqué de leur empreinte indélébile l'inerte matière, il faut bien entrer dans quelques détails sur les procédés d'exécution qui, non moins que les facteurs moraux, religieux, sociaux, sont à l'origine de tous les renouvellemens des grandes époques de l'art.

Depuis la fin des dernières invasions barbares qui avaient attristé le déclin du règne de Charlemagne et compromis, semblait-il, son prodigieux effort de restauration et de civilisation, aussitôt qu'un embryon d'ordre et de sécurité avait pu se développer, sous la protection des autorités provinciales qui, sur la rude enclume féodale, forgeaient déjà, sans le savoir, les diverses parties de la France future, un des premiers soins du clergé et des fidèles avait été de relever les églises brûlées par les envahisseurs et de ramener les reliques, précipitamment déménagées... Les récits des « translations » occupent dans la littérature du temps une place significative et sont riches en renseignemens sur les croyances, les mœurs et, çà et là, sur l'histoire de l'art.

Au début du XIe siècle, ce mouvement avait déjà pris assez d'extension et les effets en étaient assez appréciables pour qu'un moine de l'ordre de Saint-Benoît, c'est-à-dire d'un des plus grands agens de la civilisation du haut Moyen Age, — qui avait séjourné successivement dans les monastères de Saint-Léger de Champeaux, de Saint-Bénigne de Dijon, de Saint-Germain d'Auxerre et de Cluny, dans les centres d'information et de culture les plus renommés, — pût dresser comme le procès-verbal solennel, précis, poétique et charmant de cette renaissance ou plutôt de cette naissance de l'art chrétien occidental. Il note l'émulation générale à qui élèverait les temples les plus beaux et les plus riches, « comme si le monde, d'un commun accord, ayant dépouillé ses antiques haillons, se revêtait d'une blanche robe d'église, » cette reconstruction universelle des sanctuaires, non seulement dans les évêchés et les monastères, mais jusque dans les plus petits villages *(seu minora villarum oratoria)*, et non pas simple reconstruction, mais réfection en quelque chose de mieux *(in meliora)*. On ne relit pas sans charme ce vieux texte de Raoul Glaber, mille fois et justement cité. En quoi

consistait cette « amélioration ? » Ce n'était pas simple embellissement, mais véritable rénovation. Il s'agissait de remplacer sur les bas côtés d'abord, puis sur les grandes nefs, les anciennes charpentes de bois par des voûtes appareillées en pierre.

Sur les effets de cette substitution, que la comparaison d'une ancienne basilique romaine avec une église « romane » rend sensible aux yeux et à l'esprit, Quicherat fit, — dans la petite salle des cours de l'ancienne École des Chartes de la rue des Francs-Bourgeois, — des leçons qui sont restées, dans mon souvenir, parmi les plus admirables que j'aie jamais entendues. Le premier, il trouva dans le système organique des voûtes un principe, clair et logique, de classification des différentes écoles romanes qui, au cours des XIe et XIIe siècles, eurent à résoudre dans chacune des provinces du futur territoire français cet essentiel problème.

Que de chefs-d'œuvre déjà, au XIIe siècle, étaient sortis de ce grand effort, ceux-là seuls le savent qui ont visité, en pèlerins de notre art national, nos provinces françaises, Auvergne et Languedoc, Saintonge et Poitou, Provence et Bourgogne. De Notre-Dame du Port, de Clermont-Ferrand à Saint-Nectaire, à Orcival, à Saint-Austremoine d'Issoire, — de Saint-Sernin de Toulouse et de Sainte-Foi de Conques, à Saint-Pierre de Moissac et Saint-Caprais d'Agen ; — de Notre-Dame la Grande et Saint-Hilaire de Poitiers à Saint-Pierre d'Angoulême ; — de Sainte-Madeleine de Vézelay et des ruines de l'admirable abbatiale de Cluny à Paray-le-Monial et à Charlieu, — des cloîtres d'Elne, de Saint-Trophime et de Montmajour à Saint-André de Valence... quelle diversité, quelle fécondité ! Mais ces écoles restèrent *régionales*. Si pieuse que puisse et doive être notre admiration, aucune ne devint la maîtresse universelle, l'École Française par excellence. C'est à celle-ci qu'il était réservé de découvrir, de créer le mode de construction, souple, léger et résistant, qui permettrait à la maison de prières chrétienne de satisfaire à cet intime besoin d'essor, à cette aspiration vers le ciel que, dès les débuts de l'époque romane, on sent s'émouvoir et s'ébaucher par le rythme et la répétition des verticales tendues, dans le demi-jour des nefs, sous les voûtes pesantes. Comment s'opéra cette transformation ? Elle ne fut pas l'effet d'un coup de génie soudain et imprévu, mais d'une lente gestation, d'une

élaboration tenace dont les premiers signes ne furent même pas aperçus.

Pendant que naissaient les grandes églises, — la plupart monastiques, — qui restent la gloire de ces puissans ateliers provinciaux, le Nord de la France, et spécialement le cœur même du domaine royal semblait être, était « en retard. » Ni les maçons, ni les imagiers n'y avaient encore rien produit de comparable à ce que l'Auvergne, le Languedoc ou la Bourgogne avaient vu paraître ; mais, sous cette apparente inertie, un grand avenir se préparait.

Au problème de la construction des voûtes, de la résistance aux pesées et aux poussées verticales et obliques que leurs supports ont à subir, quatre solutions principales (si l'on néglige le détail et si on laisse de côté la question très spéciale des coupoles sur pendentifs), toutes inspirées ou renouvelées de la brillante et si « pratique » architecture romaine, avaient été adoptées : berceau continu épaulé sur tout son parcours par les voûtes en quart de cercle, formant comme un étai ininterrompu, des tribunes ouvertes au-dessus des bas côtés ; berceau divisé en travées égales par des arcs, dits *doubleaux*, comme par autant de cintres en pierre survivant aux cintres en bois ayant servi à la construction et par les supports de ces arcs ; — voûtes d'arête, à pénétration, dont les Romains avaient tiré d'incomparables partis (voir celles des Thermes de Cluny à Paris), mais dont l'appareillage présentait les plus grandes difficultés et que les plus hardis architectes bourguignons n'avaient osé essayer que sur les bas côtés ; — enfin, pour diminuer les dangers des poussées obliques des voûtes et les rapprocher autant que possible de la verticale, on donna souvent aux voûtes des grandes nefs et à leurs doubleaux, la forme d'un arc aigu, « brisé » (ou « en tiers-point »). Et il faut noter en passant que la langue commune, en appliquant à ces arcs le nom d'ogive, a créé d'inextricables confusions et déplorablement contribué à la tenace inintelligence d'un système de construction qui était la clarté et la raison mêmes, étant né du bon sens et de la raison de nos maçons français.

Car l'ogive, ou plutôt *la croisée d'ogives*, fut l'invention propre des architectes qui, — dans la région franco-picarde, comprenant l'Ile-de-France, le Valois, le Soissonnais, une partie du Beauvaisis, de la Picardie, et dont Senlis serait à peu près

le centre, — depuis le début du XIIe siècle, et même dès la fin du XIe, travaillèrent à voûter les petites églises, d'où, par une conséquence logique mais qu'ils étaient bien loin de prévoir, devaient procéder les grandes cathédrales. Essayons d'indiquer les caractères du système nouveau. Dans chaque travée, entre les doubleaux, jeter deux arcs transversaux se croisant en diagonale de façon à former une armature indépendante de la voûte, dont chacun des compartimens viendra se poser sur ce squelette, cette charpente de pierre permanente formée par les nervures des arcs doubleaux et ogifs combinés; simplifier ainsi singulièrement le travail de l'appareillage, retouver en les allégeant tous les avantages des voûtes d'arête, localiser, canaliser si l'on peut dire, les poussées jusque là diffuses, qui viendront dès lors aboutir au point précis où l'architecte aura organisé les supports et les résistances convenables, n'est-ce pas là l'œuvre d'esprits clairs, d'un *bon sens* habile à débrouiller les complications où d'autres se perdaient, à résoudre les difficultés par une analyse rigoureusement conduite des données du problème ? Et telle fut, en son principe, la trouvaille d'où allait naître une grande architecture, hardie, « sublime » au sens étymologique du mot, la plus originale que le monde ait jamais admirée.

Où se fit exactement et pour la première fois cette invention ? A vrai dire, comme elle sortit d'un besoin général, il est fort possible que dans la série des tâtonnemens et des essais poursuivis de toutes parts, elle se soit présentée à l'esprit de plus d'un appareilleur obsédé par le même problème... Mais ce qui est incontestable, évident, et ce qui seul, à vrai dire, importe, c'est qu'il n'existe qu'une région où l'on puisse suivre, comme dans un terrain de germination spontanée et en même temps d'expérimentation méthodique, l'élaboration progressive, l'adaptation raisonnée du procédé nouveau, le développement de ses conséquences, la pleine démonstration de ses possibilités, sous l'action incessante d'une claire logique créatrice, et cette région est justement celle où, jour à jour, la Providence et l'histoire avaient préparé « douce France. » C'est dans les campagnes de l'Oise, du Vermandois, du Parisis, du Valois, par les belles journées du printemps, — quand de toutes parts se gonflent les bourgeons et s'épanouit la végétation qui servit de modèle aux ornemanistes affranchis par la décou-

verte de la nature de toutes les composites grammaires décoratives jusque là en vigueur, — qu'il faut aller se donner la joie de ce spectacle. A chaque détour de la route, un clocher vous invite et chaque sanctuaire vous révèle dans la disposition de son plan, de sa construction, dans le dessin des profils de ses arcs et le système de leur support, une recherche, un progrès, l'intervention d'une pensée active, ingénieuse et suivie. Le paysage est ennobli et comme consacré par cette présence universelle et réelle du travail humain voué à la plus noble tâche. C'est là que la civilisation française a ses titres de noblesse les plus authentiques, et c'est là naturellement qu'ont toujours porté, avec une rage significative, les coups des ennemis de cette civilisation. Avec quelle piété, après le grand jour de la libération et de la purification du territoire, nous reprendrons les pèlerinages en ce moment interdits, avec quelle émotion plus reconnaissante, de quels yeux mouillés de larmes, nous reverrons — et dans quel état ! — de Morienval à Tracy-le-Val, de Saint-Leu d'Esserent à Noyon, de Noël-Saint-Martin à Ourscamp, de Saint-Yved de Braisne à Soissons et à Laon, ces sanctuaires, deux fois saints, plus chers après l'outrage et la blessure, où la France créa pour la chrétienté une beauté nouvelle !

*
* *

Il y eut un lieu, un jour précis où l'effort accumulé, le travail obscur et fécond de deux générations d'humbles architectes « français » se révéla dans les circonstances les plus solennelles, aux yeux de ceux qui, entre tous les contemporains, avaient qualité et autorité pour les comprendre et en tirer tous les effets utiles. Un des plus grands hommes du XIIe siècle, si riche en personnalités puissantes, l'abbé Suger avait, de son abbaye royale de Saint-Denis en France, observé tous les symptômes de cette élaboration d'un système nouveau. Du jour où il avait pris le commandement de la grande abbaye, — si vastes que fussent ses pensées, multiples ses charges, lourdes ses responsabilités, ministre d'État, théologien, administrateur d'immenses domaines, — il n'avait pas eu de soin plus constant et plus cher que l'agrandissement et l'embellissement de sa chère vieille église, qu'il croyait être encore celle de Dagobert. *Ad augmentandum et amplificandum nobile manuque divina*

consecratum monasterium, il avait jour à jour réuni les ressources nécessaires, préparé les voies et moyens. De ses voyages à Rome et en Italie, il avait conservé le secret désir de faire transporter, pour le futur sanctuaire qu'il méditait, les colonnes des Thermes de Dioclétien ! — mais il savait aussi que la terre de France est riche en matériaux (la simple pierre de liais n'a-t-elle pas été jusqu'au XVIe siècle pour nos maçons et nos imagiers la servante la plus docile, la collaboratrice la plus franche et la plus noble ?) et la découverte, la mise en exploitation des carrières de Pontoise l'avaient rempli de joie.

Au cours de tous ses voyages, à Saint-Benoît-sur-Loire, à la Charité, à Cluny, en Saintonge, en Aquitaine (quand il avait dû accompagner l'héritier présomptif de la couronne de France, à la rencontre d'Éléonore d'Aquitaine, sur l'ordre de son bien-aimé roi et ancien condisciple Louis VI), il avait observé, noté tout ce qui pouvait servir son grand projet. S'il avait embauché de tous côtés des peintres verriers, des fondeurs, des mosaïstes, des orfèvres, des sculpteurs, c'est dans le pays le plus proche, dans la région où naissait la nouvelle architecture, où la collégiale de Poissy et l'église Saint-Maclou de Pontoise commençaient de s'élever, qu'il avait pris ses maçons. Dès 1140, on avait pu ouvrir les nouvelles portes de la façade, — plus larges parce qu'il avait été profondément ému par les nombreux accidens survenus aux jours des grands pèlerinages autour des reliques des saints martyrs — et l'on avait travaillé activement à la construction du déambulatoire et du chœur. Il a noté lui-même que, le 19 janvier 1143, tandis que, avant le lever du jour, l'évêque de Chartres célébrait à Saint-Denis la messe conventuelle, une épouvantable tempête s'était déchaînée sur le pays. On en était au point où les piliers et les arcs doubleaux et ogifs déjà construits n'attendaient plus que la couverture des voûtes ; leurs nervures de pierre découpaient sur le ciel le réseau de leurs compartimens rigides, — c'est-à-dire tout l'appareil de la nouvelle architecture, — et Suger passa quelques heures d'angoisse à se demander s'ils résisteraient à la fureur des vents ennemis... *Tantus oppositorum ventorum impetus prælatos arcus... perfringebat...* Tout tremblait *(miserabiliter tremuli)*, mais tout résista, et la démonstration fut ainsi providentiellement faite que l'appareil nouveau était aussi solide que souple et pratique. On acheva de poser sur les arcs la couverture des

voûtes; on mit en place les admirables vitraux pour lesquels Suger lui-même avait ordonné tout un programme iconographique et rédigé en vers latins un savant et mystique commentaire, et le 11 juin 1144,

Annus millenus et centenus quadragenus
Quartus erat Verbi, quando sacrata fuit,

comme il l'a noté, en présence du jeune Roi, de la Reine, d'un grand nombre de barons et d'abbés représentant les plus illustres monastères de la chrétienté, de cinq archevêques et de quatorze évêques, on procéda à la translation des reliques et à la consécration du chœur... Ce fut le plus beau jour de la vie de Suger, et c'est une des grandes dates — la plus grande peut-être — de l'histoire de l'art français.

Dès lors, le branle est donné; l'architecture française est officiellement reconnue ; la doctrine est proclamée. Ce système de construction sur croisée d'ogives qu'elle vient de révéler au monde apparaîtra si efficace que le biographe de Philippe-Auguste, voulant montrer l'importance de l'intervention du Roi comme défenseur de l'Église, écrira qu'il en fut « l'arc ogif, » c'est-à-dire le plus parfait soutien : « *catholicæ fidei validus defensor et ogis.* » L'ère des grandes cathédrales va commencer.



Il n'est pas inutile de rappeler ici qu'au moment même où il présidait aux premiers travaux du nouveau Saint-Denis, Suger avait soutenu contre saint Bernard une polémique fameuse. Fallait-il adopter pour les églises le luxe coûteux dont beaucoup de puissans monastères avaient donné l'exemple? Dans une lettre à l'abbé Guillaume, vers 1130, saint Bernard avait protesté, tant au nom du bon sens que de l'économie, contre certains motifs décoratifs où s'était complu l'art roman (monstres enchevêtrés par exemple autour des chapiteaux, survivances barbares) et aussi contre la dépense excessive qui enlevait autant d'aumônes aux pauvres. Suger s'éleva vivement contre cette thèse, qui, si elle avait triomphé, aurait peut-être compromis tout l'essor de l'art chrétien. Certes, il y a de fort belles églises cisterciennes, — leur sévérité, leur nudité n'enlève rien à l'harmonie grave et solennelle de leurs lignes architectu-

rales, Pontigny en reste un admirable exemple; — mais quand on pense que saint Bernard allait jusqu'à redouter comme un élément soit de distraction pour le fidèle soit de dépense inutile, la polychromie décorative des vitraux *(vitreæ albæ fiant)* et la polyphonie des chants liturgiques auxquels les moines de Cluny avaient donné une magnifique extension, comment ne pas se réjouir de l'échec de sa réforme? Nul plus que Suger n'avait pris au sérieux la parole du Psalmiste : *Domine, dilexi decorem domus tuæ.* Il revient sans cesse sur ce point : « Que chacun abonde dans son sens; mais quant à moi, je le confesse, pour la célébration de la sacro-sainte Eucharistie, rien ne sera jamais trop précieux et trop cher *(quæcumque carissima, sacrosanctæ Eucharistiæ administratione... desservire debeant).* D'autres (c'est saint Bernard) nous objectent que la pureté du cœur et de l'esprit suffisent... Sans doute, mais si cette pureté est indispensable, il n'est pas inutile d'y ajouter la beauté des objets du culte et *ce respect de la nature matérielle que notre Sauveur a daigné joindre à son essence immatérielle.* » Et il résumait sa doctrine dans les inscriptions multipliées sur l'édifice, dont l'une, sur les portes de bronze, disait :

Mens hebes ad verum per materialia surgit.

C'est toute la théorie de l'art idéaliste.

A côté de Suger, comment ne pas nommer le délicieux Pierre le Vénérable, abbé de Cluny, grand humaniste, charmant précurseur d'une véritable renaissance? Ses lettres sont émaillées de citations d'Horace; mais si, par aventure, quelque vers trop païen lui revient à la mémoire, il le supprime ; *tace reliqua,* écrit-il à la place, par exemple quand, célébrant la douceur de ses retraites champêtres au plus profond des forêts,

Me doctarum hederæ præmia frontium
Dis miscent superis, me gelidum nemus,

il s'interrompt tout à coup pour ne pas avoir à ajouter :

Nympharumque leves cum Satyris chori.

Il défend avec une admirable éloquence toutes les formes de l'art religieux; la musique d'abord : comme le Psalmiste, il veut qu'on célèbre le Seigneur avec la lyre, la harpe, le citharion, les voix bien sonnantes et les trompettes retentissantes; la

sculpture et la peinture ensuite : il rappelle avec délectation les « peintures décentes » qui décoraient son oratoire... Ces deux contradicteurs eurent raison, sans trop de peine semble-t-il, du grand fondateur de l'ordre de Cîteaux... Et celui-ci d'ailleurs par le lyrisme mystique de ses apologies de la Sainte Vierge, par l'influence décisive qu'il eut sur le développement du culte de Marie contribua puissamment à renouveler, à multiplier les sources de l'iconographie qui allait trouver dans les imagiers des *Notre-Dame* de Soissons, de Noyon, de Senlis, de Laon, de Paris, de Chartres, de Reims, d'Amiens et de Rouen d'admirables interprètes.

*
* *

Il ne suffit pas d'un procédé nouveau pour créer un art vivant et expressif : il faut que l'invention de ce procédé coïncide avec un profond mouvement des esprits et des cœurs, qu'elle puisse être mise au service d'un grand besoin social, d'un programme moral sorti du plus intime de l'âme nationale. Si le XIIIe siècle est un grand siècle français, si le vieux Schnaase a pu écrire qu'après le siècle de Périclès il n'en est pas de plus grand dans l'histoire de l'humanité, c'est que dans les cathédrales françaises vinrent se combiner et s'épanouir toutes les forces actives du pays et de la race ; et l'intérêt passionnant qu'offre leur étude est de suivre, dans leur construction et les mille détails de leur statuaire, non seulement le développement d'un système donnant par une sorte de logique active toutes les conséquences contenues dans son principe, mais aussi l'illustration magnifique et plastique d'un grand moment de la pensée chrétienne sous sa forme française. Après que l'invention des arcs ogifs eut été complétée par de nouveaux organes d'appui et de butée, la pile et l'arc-boutant, et qu'il fut bien évident que — la solidité de l'édifice étant assurée par un jeu équilibré de poussées et de résistances — les murs devenaient inutiles et pouvaient sans aucun danger être remplacés par les sublimes verrières qui renouvellent à toutes les heures du jour le mystère et l'enchantement de leurs symphonies colorées, on vit, de décade en décade, s'enhardir la science des constructeurs et l'essor de l'église. Les tribunes qui, à Senlis, à Noyon, au transept méridional de Soissons, à Laon, à Paris, dans toutes les cathédrales commencées dans la seconde moitié du

XIIe siècle, chargeaient encore les bas côtés, disparaissent dès le début du XIIIe. Le grand architecte inconnu de la nef de Notre-Dame de Chartres les trouve incommodes; elles pèsent comme un poids mort, gênent la force ascensionnelle de l'édifice; ceux de Reims et d'Amiens, Jean d'Orbais et Robert de Luzarches, quelques années plus tard, allègent encore le dessin général de la nef, élèvent les collatéraux débarrassés de ce fardeau à une hauteur jusque là inconnue, ouvrent plus larges et plus hautes les fenêtres, tracent avec une légèreté plus élégante les meneaux et les roses qui encastreront les vitraux dans leurs sertissures de pierre, montent les voûtes jusqu'à 40 et 45 mètres, impriment à la masse formidable cet élan dont chaque membre du puissant organisme est animé et multiplie harmonieusement l'impression. Aussi, sous saint Louis, au moment où l'on ajoute à Notre-Dame de Paris ses splendides transepts, juge-t-on que la cathédrale métropolitaine paraît trop archaïque et timide en comparaison de ses cadettes; — on descend alors les fenêtres de la nef aussi bas qu'il est possible, — mais les voûtes des tribunes s'opposent à ce rajeunissement ou du moins le limitent, et c'est dans les prodigieuses roses des deux transepts, c'est dans la Sainte-Chapelle, qui semble faite d'air, de verre et de lumière, que les maîtres de l'Ile-de-France pourront montrer qu'ils ne sont inférieurs en science ni en audace à leurs confrères de Champagne et de Picardie.

Notez d'ailleurs qu'à chaque moment de cette évolution, et parce qu'elle est comme le développement et le jeu d'un vivant organisme, chaque œuvre, prise en soi, se compose harmonieusement et semble définitive. C'est seulement en la comparant à ce qui l'a précédée et à ce qui l'a suivie que nous nous rendons compte de l'espèce d'émulation qui, d'un chantier à l'autre, semble animer les architectes vers des solutions toujours plus hardies. Le rythme de la croissance nous devient alors sensible et, du transept méridional de Soissons, ce chef-d'œuvre parfait de grâce virginale, de mesure, d'harmonie, j'oserais dire « racinienne », à la nef d'Amiens, nous assistons, émerveillés, au travail toujours divers et toujours homogène d'un même esprit, d'une même raison qui sont l'esprit même et la raison de France.

Esprit, logique, raison... Viollet-le-Duc disait volontiers « rationalisme » et l'on voit la nuance qui, tout de suite, fausse la vérité historique en introduisant dans l'étude de notre art du

XIIe et du XIIIe siècle je ne sais, ou plutôt je sais trop, quel sous-entendu de polémiques rétrospectives. D'après lui, les constructeurs et les décorateurs laïques de nos cathédrales auraient été plus ou moins des précurseurs de la Révolution et il croyait trouver dans l'inscription : *libertas*, gravée sur l'écu d'une des statuettes du porche septentrional de Chartres, comme le mot d'ordre de leurs revendications (or, il s'agit tout simplement d'une Béatitude et la liberté qu'elle proclame est celle que donne la vérité : *cognoscetis Veritatem et Veritas liberabit vos*). L'art laïque français aurait donc été une réaction violente contre l'art « monastique, » contre l'art « roman » épuisé et que les populations auraient « repoussé parce qu'il était l'expression vivante de ce pouvoir monastique contre lequel s'élevait l'esprit national; » les ateliers laïques se seraient servis de l'art « comme d'un moyen d'exprimer leurs aspirations lontemps contenues. » Les grandes cathédrales enfin auraient été le résultat d'une alliance entre le haut clergé séculier et les communes : les évêques mettant cette entente à profit pour ressaisir leur autorité spirituelle amoindrie par les trop puissans monastères, affaiblir la féodalité territoriale et consolider leur puissance temporelle ou tout au moins leur influence prépondérante dans les villes.

C'est rapetisser, c'est fausser complètement la vérité historique, en l'espèce si claire et si belle. Certes, dans toutes les parties de la cathédrale, on sent passer comme un grand souffle vivifiant et nouveau. La nature y pénètre, elle renouvelle le vieux décor, complexe et stylisé, fait d'élémens inégalement assimilés et amalgamés selon les écoles, empruntés à l'antiquité, à l'Orient, aux vieux fonds celtique et barbare, à d'abstraites formules géométriques, auxquelles se substitue progressivement une flore de plus en plus naturelle et vivante. C'est d'abord l'arum, les fougères, l'iris, le nénuphar, le cresson, — toutes les plantes d'eau communes dans les bois marécageux de l'Oise; puis interviennent, s'épanouissent et s'enroulent autour des chapiteaux des essences plus variées, de dessin plus souple, plus capricieux que les aroïdées : chêne, érable, vigne, liseron, scabieuse, violette, mauve, fraise, oseille, persil, tout ce que les prairies, les champs, les bois, les herbes du chantier lui-même offraient à la fantaisie des ornemanistes, dès lors affranchis de tout modèle d'emprunt et penchés vers la nature fraternelle. On croit voir s'épanouir partout

ce « printemps diapré de fleurs, verdoyant de feuillages » *(floribus variis vernantem, gramine foliisque virentem)* que le moine Théophile exhortait les artistes à multiplier sur les murs de la maison de Dieu pour inviter la créature à louer son Créateur et à le proclamer admirable dans ses œuvres *(creatorem Deum in creatura laudant et mirabilem in operibus prædicant...)*.

En même temps, dans l'ébrasement des profonds portails, aux tympans, dans les statuettes des voussures, dans les petits bas-reliefs anecdotiques des soubassemens, se déploient progressivement les effets simultanés d'une adresse technique de plus en plus souple et d'un esprit d'observation de plus en plus curieux de la vie, hardi à l'interroger. Un évêque de Mende, Guillaume Durand, à la fin du siècle, notait avec bonhomie, et sans paraître y attacher aucune signification inquiétante, cette émancipation, et il s'en remettait à Horace pour reconnaître aux artistes comme aux poètes un droit égal de choisir et d'oser : *quidlibet audendi*. Les conciles eux-mêmes n'avaient-ils pas proclamé que si la discipline et la doctrine appartiennent à l'Église, l'art est abandonné aux artistes?

Il est tout à fait inutile de chercher ailleurs que dans la continuelle expansion de l'art et de l'esprit entrés en contact avec la nature l'explication de cette liberté croissante qui n'enlève rien de son orthodoxie à la doctrine dont les imagiers sont les interprètes, les libres traducteurs ; elle les guide sans les asservir; ils la rendent, par leurs transpositions, plus accessible aux illettrés, plus vivante et plus populaire; ils sont comme les éditeurs autorisés d'un grand catéchisme pittoresque et plastique que la mère de François Villon lira plus couramment que les livres. Comment parler d'une réaction contre les ordres monastiques, d'un antagonisme entre leur art de cloître et un art « laïque » alors qu'ils avaient, en la personne d'un de leurs chefs, du grand Suger, présidé officiellement à la naissance de celui-ci ? alors que, tant Clunisiens que Cisterciens, ils furent les agens les plus actifs de sa propagation en dehors des frontières et firent élever eux-mêmes, pour leur compte, quelques-uns des chefs-d'œuvre de l'architecture nouvelle : Pontigny, Longpont, Saint-Wandrille, Ourscamp, cette admirable abbatiale cistercienne dont les ruines se dressaient encore il y a quelques mois dans un incomparable et fraternel décor

d'arbres et de verdures et que les obus ont détruite. On peut dire que l'âme même de l'art français, les principes du système d'où il procède, y étaient comme condensés, avec une précision élégante et forte, une indicible évidence, dans le jeu des piliers robustes et le réseau des arcs profilés sur le ciel.

Il suffirait d'ailleurs, pour écarter toute idée d'antagonisme et d'hostilité, de constater l'accueil que les imagiers laïques firent à saint François. A peine l'ordre des Frères Mineurs avait-il pénétré en France, on voit aux tympans de nos cathédrales, à la porte du Jugement dernier, au premier rang de ceux que saint Pierre va introduire dans la Jérusalem céleste, un petit Franciscain dans sa robe de bure, la corde autour des reins. Comment le délicieux « troubadour du bon Dieu, » le poète et le docteur inspiré qui, par l'amour, réconcilia l'ordre de la nature et celui de la grâce, le chantre de notre sœur l'eau et de notre frère le soleil, l'ami des artistes, n'aurait-il pas trouvé le chemin de leur cœur ? Le charmant rêveur qui, dans les travaux des Mois de la cathédrale d'Amiens, s'est assis sous un arbuste en fleurs où chante un petit oiseau, l'illustration des Jours de la création au porche septentrional de Chartres ont toute la grâce, la fraîcheur et la tendresse d'un poème franciscain !

C'est là, dans cette illustration de l'histoire et de la doctrine chrétiennes par l'imagination et la main de nos tailleurs de pierre, « gens de petite extrace, » dira Villon, que nous voyons sur les vitraux et dans les manuscrits coiffés du petit bonnet des artisans et vêtus comme les gens du peuple, qu'il faut se donner la joie de suivre, après l'avoir vu à l'œuvre dans la construction de la cathédrale, la révélation de l'esprit français. Simplification, clarification, filtrage de tous les apports, complexes en leur richesse et confus en leurs origines, des diverses écoles romanes, élimination des conventions, des procédés arbitraires qui, tant pour la construction du corps humain que pour le traitement des draperies, tendaient à devenir des routines d'atelier, telle est d'abord le premier signe de son intervention. Du portail royal de Chartres à la porte occidentale de Senlis, des plus anciens travaux de Sens et de Laon au tympan et aux soubassemens de la porte de la Vierge à Notre-Dame de Paris, c'est merveille d'assister, en moins d'un quart de siècle, à ce « débrouillement » et à cette évolution. Avec

quelle aisance, dès lors et jusqu'à la fin du siècle, la sculpture française se prêtera à toutes les données du programme, à toutes les sollicitations des thèmes religieux! Pour raconter, depuis la création jusqu'au Jugement dernier, l'histoire du monde, groupé, discipliné sous le regard de Celui qui l'ordonne et qui le jugera, — pour donner une apparence vraisemblable à tous les hérauts de l'épopée chrétienne depuis les prophètes de l'Ancien Testament jusqu'aux apôtres et aux saints confesseurs de la foi ; — pour évoquer, au seuil des cathédrales, les grands évêques qui introduisirent le christianisme dans le diocèse et prêchèrent l'Évangile à travers les provinces (un saint Martin, un saint Firmin, un saint Remi, un saint Nicaise); — pour mettre sous les yeux des fidèles en vivantes figures le Sauveur lui-même, sa nativité, son enfance, sa prédication, puis son apparition comme Roi de Majesté redoutable au grand jour du Jugement et, à côté de lui, la Vierge Mère que l'imagination populaire fit de plus en plus fraternelle, « humaine, » et dont les *Miracles Notre-Dame* (ces recueils consacrés à sa gloire et dont les manuscrits abondent) avaient multiplié les interventions et les intercessions en faveur de l'humanité pécheresse et souffrante, nos ateliers imaginèrent, créèrent tout un peuple innombrable de statues... Nous commençons à peine à en démêler la diversité, à en classer les groupes. Incorporée à l'architecture, participant de son rythme, mêlée à son organisme, conditionnée par lui et trouvant dans cette subordination bienfaisante bien plus de grandeur et de beauté monumentale qu'elle n'y subit de contrainte, cette statuaire exprime par ses mille formes la pensée, l'âme même qui habitent le temple. C'est là sa vraie signification, sa destination certaine. — Les quelques « grotesques » qu'on a pu relever çà et là, et dont on a beaucoup exagéré le nombre et l'importance, témoignent seulement de la verve décorative et populaire des bons compagnons qui les taillèrent.

Ce n'étaient ni des « docteurs, » ni des « esthètes » et le moderne dilettantisme romantique les a défigurés étrangement dans sa poésie conventionnelle et de clinquant. Voyez-les au travail sur le vitrail qu'ils donnèrent à Notre-Dame de Chartres et où ils sont représentés au vif. Bons ouvriers à leur besogne ; l'un vient d'achever une statue de roi et juge de l'effet; l'autre, satisfait sans doute de son œuvre, se détourne pour

prendre sur une étagère de la « hutte » un bon verre plein de vin rouge, que le peintre verrier se plut à faire d'un beau rubis transparent et vermeil et il le vide d'un seul coup... Ils savaient et aimaient leur métier; ils avaient dans leur corporation — incomparable école d'apprentissage et de formations technique et artistique — des règlemens, des devoirs et des droits bien assurés; ils trouvaient dans la pensée contemporaine, dans la foi commune, le support puissant, l'inspiration féconde de leurs œuvres, pour l'exécution et l'invention plastique desquelles ils conservaient d'ailleurs une liberté dont elles-mêmes témoignent abondamment. Et, sans souci d'originalité laborieuse et factice, participant en toute sécurité de toutes les forces et disciplines de leur temps, ils apportaient au chef-d'œuvre commun la collaboration de leur génie dont ils ne tiraient pas vanité, qu'ils ignoraient peut-être.

Loin donc d'être née d'une scission, d'une sorte de révolte, la cathédrale fut le chef-d'œuvre d'une véritable union sacrée. Tous les états de la société, depuis le Roi jusqu'au dernier membre de la corporation; toutes les connaissances du temps, toutes les forces profondes de la vie nationale à un moment privilégié de son histoire vinrent y collaborer, s'y exalter en s'y amalgamant. La charte de fondation de Notre-Dame d'Amiens n'employait pas une vaine formule de chancellerie, mais enregistrait une réalité féconde, en constatant pour cette grande entreprise l'accord unanime du clergé et des citoyens sous l'inspiration même de Dieu : *Accedente consensu Ambianensis cleri et populi, tanquam eis fuisset a Domino inspiratum.*

La grande puissance intellectuelle que représentaient les universités n'y resta pas étrangère. Jamais le renom de la France et de Paris ne brilla d'un plus grand éclat dans le monde. Certes, les grandes écoles monastiques avaient été des foyers dont le rayonnement s'était étendu loin au delà de leurs limites. Celle de Saint-Benoît-sur-Loire, qui fut d'abord Fleury-sur-Loire, dès les temps carolingiens, avait porté au loin sa réputation et ses lumières *(luciferam famam de speciali Schola Floriacensi)*; les écoles de Chartres, par l'organisation précoce de l'enseignement du *trivium* et du *quadrivium*, avaient valu à leur cathédrale l'honneur de montrer aux voussures de sa porte royale la première illustration sculpturale des arts libéraux; mais Paris prit au XIIIe siècle une incontestable supré-

matie. Il n'est pas certain que Dante y soit venu, malgré la légende; mais saint Thomas d'Aquin, Roger Bacon, Albert le Grand comptèrent parmi ses écolâtres. Otto de Freising, dans la préface de sa *Chronique*, constate que désormais les « sciences ont émigré dans les Gaules; » César d'Heisterbach, dans ses *Dialogues*, proclame que la cité de Paris est la source de la science universelle, *fons totius scientiæ;* Guillaume d'Armorique admire la foule des étudians avides d'apprendre qui se presse autour des chaires magistrales, *nec legimus tantam aliquando fuisse scholarium frequentiam Athenis vel Ægypto!...* Les rues du quartier des écoles « retentissaient à tous les carrefours d'un fracas de disputes. » Jacques de Vitry, dans son *Histoire occidentale*, compare Paris à une source d'eaux vives fécondant les vergers spirituels de toute la terre : *Civitas Parisiensis, fons hortorum et puteus aquarum vivarum irrigabat universæ terræ superficiem.* La France est « le four où cuit le pain intellectuel de l'humanité. »

De toutes parts, on compile les *Sommes*, dont saint Thomas d'Aquin rédigea la plus célèbre, mais dont les manuscrits innombrables montrent qu'elles répondaient à un besoin universel des esprits de classer, d'inventorier, d'ordonner, comme dans une Encyclopédie méthodique, tous les trésors diffus des connaissances du temps. — Et l'iconographie de nos cathédrales correspond aux grandes divisions du *Speculum universale* de Vincent de Beauvais, le précepteur de saint Louis.

La scolastique, qui s'enliza plus tard en de vaines formules mécaniques, fut d'abord un magnifique effort pour conquérir la foi, pour la posséder par l'intelligence autant que par la conscience, et cette double recherche de la foi par l'intelligence et de l'intelligence par la foi, *fides quærens intellectum, intellectus fidem*, cette noble dialectique éleva, délia, féconda les esprits. Les pauvres imagiers qui, certes, n'avaient pas suivi les cours des universités, en reçurent indirectement le bénéfice; leur libre interprétation, leur vivante transposition plastique de l'histoire sacrée ne fut pas sans en garder comme un reflet.

Enfin, privilège suprême, le trône de France fut occupé par un Saint, et son prestige intellectuel et politique se compléta, s'ennoblit d'une pure splendeur morale. Après le vainqueur de Bouvines, qui avait abattu l'orgueil et désarmé la rapacité d'un

Otton, on vit à la tête du royaume, au milieu de l'Europe et des violences déchaînées, un représentant authentique de la loi divine de justice et d'amour, vivante dans son cœur et réalisée dans sa vie, — capable certes de parler fortement et de haut à un Frédéric II, mais abandonnant de son plein gré à l'Angleterre des villes qu'il pouvait, — que, politiquement, il devait peut-être garder, — et qu'il cédait par amour de la paix et respect de l'équité... C'est la plus belle des victoires, la seule à jamais assurée... Et ici encore on retrouve, dans le *Saint Maurice* de Chartres ou le *Saint Martin*, dans les admirables statues des saints chevaliers et des apôtres de la charité, comme un pur reflet de l'idéal moral qui, pour la plus grande gloire et le plus grand bien de la France, fut incarné dans son roi au moment même où elle donnait au monde les chefs-d'œuvre de ses cathédrales.

Pour achever de dégager les caractères de « l'œuvre de France, » il faudrait instituer avec celle d'Allemagne une comparaison. Allez, — par la pensée, — de Reims à Bamberg; confrontez les statues des deux cathédrales, celles qui, comme la *Synagogue*, l'*Église*, la *Sainte Élisabeth* de la *Visitation* et la *Sibylle*, sont en étroite connexion. Je ne sais quelle dureté dans l'expression, quelle sécheresse ou quelle application plus gauche et quel manque de mesure et d'eurythmie dans les draperies vous avertiront bientôt du changement de régime et d'école. Même ce qu'ils nous ont directement emprunté, ils l'ont défiguré, et quand on arrive aux Vierges sages et aux Vierges folles de Magdebourg et d'Erfurt, on est en pleine caricature boche.

Il faudrait aussi, — s'il était possible d'embrasser ici d'un coup d'œil toute la suite, tout le déroulement de l'histoire de notre art français, — examiner de très près les modalités qu'il traversa, après l'incomparable période dont nous avons essayé d'indiquer les caractères généraux; — voir si, à l'époque du « gothique flamboyant » par exemple, ou bien après l'établissement en Bourgogne de l'atelier d'un très grand sculpteur étranger Claus Sluter, dont l'influence fut profonde, certes, mais pas aussi universelle qu'on l'a dit, il n'y eut pas chez nous réaction instinctive du vieux fond de bon sens, de mesure, — de l'esprit et du « goût » français, — contre les exagérations, les complications, les partis pris conventionnels qui avaient agité et creusé de tant de plis et replis soulevés les

lourdes draperies des statues, tandis que l'art allemand s'y abandonnait avec je ne sais quel pédantisme et quelle application violente... Ce serait une nouvelle enquête que nous ne saurions aborder dans cet article, mais dont les conclusions ne seraient pas inutiles, si elles devaient nous amener à mieux comprendre comment, à travers tous les changemens des modes, des circonstances, des théories régnantes et des influences contradictoires, un irréductible « esprit » se laisse toujours reconnaître présent et efficace dans toute « œuvre de France. » Depuis les maîtres de nos cathédrales jusqu'à Nicolas Poussin (qui voulait qu'on mît « de la raison partout ») et à Corot, il existe, on pourrait dégager. une tradition « française. » En nous rendant ainsi de plus en plus capables de *comprendre* et d'aimer d'un bout à l'autre de son histoire toute la raison et toute la beauté de notre art, on pourrait du même coup, peut-être, introduire un peu de clarté, d'ordre et de précision dans la conscience des artistes d'aujourd'hui, troublés par tant de « systèmes, » hésitans entre des traditions trop souvent mal connues et mal défendues et des nouveautés plus apparentes que réelles, soucieux d'une « originalité » dont ils ignorent la véritable source et résolus pourtant à se consacrer, après la guerre, au travail sacré d'où devra sortir une France de plus en plus digne, par son art, par ses œuvres, par sa « vertu, » de l'héroïsme de ses soldats et de la gloire de son passé.

ANDRÉ MICHEL.

LA TRANSFORMATION MILITAIRE

DE

L'ANGLETERRE

1914-1916

Le 23 juillet 1914, l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie surprenait l'Angleterre en pleine illusion pacifique. Et, quelques jours plus tard, le canon de Liége ne lui laissait pas le temps de réfléchir davantage et l'entraînait dans le grand drame européen. L'intervention de l'Angleterre aux côtés de la France et de la Russie faisait entrevoir soudain aux dirigeans de la politique allemande la profonde erreur dans laquelle ils étaient tombés en méconnaissant la mentalité anglaise, en même temps que le danger de la lutte qu'ils avaient déchaînée. Il était trop tard pour reculer; l'orgueilleuse présomption des chefs militaires ne l'eût pas permis. La question de vie et de mort était engagée. Et puis, malgré le risque imprévu, la formidable machine de guerre germanique n'était-elle pas capable de broyer les armées française et russe, insuffisamment préparées, avant que la « misérable petite armée britannique » ait pu apporter sur le champ de bataille une aide sans lendemain!

On s'étonne aujourd'hui, après deux ans de guerre, que l'empereur Guillaume II et ses conseillers se soient mépris à ce point sur les sentimens de la nation anglaise et sur sa force militaire réelle. Tout au plus accordaient-ils à la flotte anglaise une certaine supériorité du moment vis-à-vis de la flotte allemande, et pensaient-ils qu'elle réserverait son rôle à empêcher

seulement toute action offensive sur les côtes de France voisines de l'Angleterre, laissant les croiseurs rapides de Kiel et de Wilhelmshafen courir et écumer les mers. Cette aberration est d'ailleurs du même ordre que celle qui fit croire à l'État-major de Berlin qu'il n'aurait qu'à frapper à la porte de la Belgique pour obtenir libre passage vers les Flandres françaises, et que l'Italie se conformerait au traité de dupe qui la liait à son ennemie héréditaire, l'Autriche.

La politique de l'Angleterre, même après que l'Entente de 1904 l'eut rapprochée de la France et plus tard de la Russie, avait bien donné, au cours des dernières années, quelques raisons de croire qu'elle voulait avant tout écarter une guerre européenne, même par des sacrifices d'amour-propre personnel, et qu'elle n'y participerait en tout cas que si elle y était absolument contrainte, et seulement dans une mesure proportionnée à ses intérêts. La doctrine du « splendide isolement » et de l'égoïsme insulaire paraissait rester intangible. L'Allemagne avait constaté l'affaiblissement de la diplomatie anglaise après la mort d'Édouard VII. Dans tous les événemens sensationnels qui troublèrent l'Europe depuis 1904, question du Maroc, révolution jeune-turque, crises et guerres balkaniques, l'Angleterre se montra plus soucieuse d'éviter les conflits et de sauvegarder une paix de plus en plus précaire, que de maintenir le juste équilibre européen qui avait été si longtemps l'objet essentiel de sa politique. Elle l'avait oublié en 1870, elle avait laissé l'Allemagne prendre en Europe une place prépondérante, elle lui avait ouvert inconsciemment la brèche par laquelle le pangermanisme allait envahir l'Orient méditerranéen. Et les fautes commises par les ministres tories étaient aggravées par le parti libéral. Le gouvernement libéral était préoccupé surtout de conserver le pouvoir et d'imposer à la couronne et à la vieille aristocratie des lords les réformes démocratiques qui devaient favoriser une nouvelle évolution sociale. Et en 1914 il était acculé à des difficultés de toute nature, en particulier à la question irlandaise, qui menaçait de tourner au tragique et de dégénérer en guerre civile.

La politique allemande, fondée sur l'espionnage international dont elle tenait tous les fils jusque dans les cabinets ministériels, n'ignorait rien de la situation politique de l'Angleterre, et elle connaissait encore mieux sa situation militaire. Seulement,

pénétrée comme elle l'était de la puissance exclusive de la force brutale, elle tira de ces informations trop précises des conclusions prématurées et erronées ; elle crut à l'incapacité militaire, encore plus que politique, de l'Angleterre (1)

Et, à première vue, le tableau que lui offrait l'armée anglaise de 1914 n'était pas de nature à la détourner de son rêve monstrueux d'hégémonie.

***

L'armée anglaise restait en 1914 ce qu'elle avait toujours été : une armée coloniale, destinée à la défense de l'Empire britannique. Elle se recrutait par l'engagement volontaire, base essentielle de tout service armé à l'extérieur d'un pays. On comprend très bien, en effet, l'obligation pour un citoyen de défendre son sol, la terre des ancêtres, la patrie ; mais l'extension de cette obligation, de ce devoir national, à des entreprises de conquête ou de magnificence et à la garde de colonies exotiques, même utiles à la prospérité de la métropole, soulève des objections et des restrictions de conscience ou d'intérêt qui amènent des compromis entre les libres volontés individuelles et les politiques des États. L'Angleterre, plus que toute autre nation, par son exceptionnelle situation géographique, était condamnée à résoudre le double problème de son expansion maritime. et commerciale et de sa défense insulaire par un système militaire caractéristique. La flotte de guerre, comme la flotte de commerce, devait tenir la première place dans ses préoccupations, et l'armée n'être pour ainsi dire que l'auxiliaire de sa puissance maritime.

Pendant quatre siècles, l'histoire de l'Angleterre se résuma dans sa grande rivalité avec la France ; elle put donc concentrer ses efforts à l'accroissement continu de sa flotte, qui la rendit bientôt maîtresse des mers, et elle ne donna à son armée que les augmentations nécessitées par le développement prodigieux de son empire colonial et par les circonstances. C'est ainsi qu'elle fut contrainte, au cours des grandes guerres

(1) M. Stead, directeur politique du *Times*, rappelait, dans la conférence qu'il fit à Paris l'hiver dernier, une confidence du roi Charles de Roumanie (un Hohenzollern !), en 1911 : « L'Angleterre a une belle petite armée, mais elle n'a pas d'armée de campagne. Il faut qu'elle s'en fasse une. La paix de l'Europe peut en dépendre. »

du XVIIIe et du XIXe siècle, d'envoyer sur le continent des forces importantes, qui consacrèrent la réputation du soldat anglais, et qu'en 1804, à l'époque de « la grande terreur » de l'invasion napoléonienne, elle forma ces corps de volontaires qui devaient suppléer à l'insuffisance ou à l'absence de l'armée régulière et rendre inviolable le sol britannique (1).

Cependant le principe du service obligatoire existait en Angleterre depuis les temps héroïques de la formation de l'État. La *milice* constituait l'appel aux armes des hommes valides de dix-huit à quarante-cinq ans; le Parlement l'avait sanctionné législativement; mais à mesure que s'affirmaient, avec la sécurité extérieure du royaume, les libertés publiques et privées, le bill de la milice fut irrévocablement suspendu chaque année.

Les modifications profondes apportées dans les régimes politiques et militaires de l'Europe, en 1866 et 1870, par les victoires de la Prusse et par la création du nouvel Empire allemand, laissèrent trop longtemps l'Angleterre indifférente. Confiante en sa supériorité maritime, elle s'enorgueillit de ne pas entrer dans la voie ruineuse des nations armées. Et, malgré les nombreux avertissemens de ces dernières années, malgré que le danger de l'impérialisme allemand fût compris de beaucoup d'Anglais (2), malgré le réveil du sentiment national en

(1) Ces corps de volontaires avaient disparu en 1907 avec la création de la *Territorial army*. Ils viennent de se reconstituer sous la forme de bataillons de volontaires; ils sont composés d'hommes ayant pour la plupart dépassé l'âge du service militaire. Les incursions des zeppelins n'ont pas peu contribué à provoquer les enrôlemens qui ont afflué, en particulier dans le Lancashire et le Yorkshire. Les volontaires concilient leurs occupations civiles avec les obligations d'un service périodique. Équipés et entretenus à leurs frais, ils contribuent à la garde des voies de communication, des usines de guerre, et ont formé un corps d'automobilistes. En leur rendant leur titre officiel, le gouvernement libère pour le front des effectifs correspondans et considérables de réserves régulières et augmente ainsi l'armée de campagne.

(2) En 1908, à Édimbourg, lord Rosebery avait eu beau signaler le danger et s'écrier : « En ce temps où les paroles suivent les coups au lieu de les précéder, il est nécessaire d'être absolument prêt. Le patriotisme, si la nation s'éveillait soudain en présence de l'ennemi, ne fournirait ni troupe exercée, ni armes, ni stratégie; tout cela doit être préparé d'avance. » Lord Esher s'était en vain dépensé pour faire comprendre à ses concitoyens et à ses collègues du Parlement que, dans l' « inévitable combat qui attendait l'Europe avec une puissance numériquement supérieure et mieux organisée pour la guerre que Frédéric et Napoléon ne le furent jamais, » les Puissances insuffisamment organisées seraient condamnées. Le plus populaire des hommes de guerre, lord Roberts, avait désespérément plaidé la même cause dans tout le Royaume-Uni; l'attitude passive du peuple et du gouvernement était restée la même. En Angleterre, on avait le culte de la

France, qui devait aboutir à la loi de trois ans, malgré l'Entente elle-même qui se portait garante de la paix européenne contre les ambitions manifestées ouvertement par les Puissances centrales, les chefs politiques s'obstinèrent à maintenir la proportion traditionnelle entre la flotte et l'armée. Les chefs militaires furent eux-mêmes divisés, et tous les efforts de lord Roberts, le plus populaire des maréchaux anglais après Wellington, se heurtèrent à un parti pris qui était, on le reconnaît aujourd'hui, presque de l'aveuglement. Et n'y eut-il pas, jusque dans l'entourage du gouvernement, des influences germanophiles assez puissantes pour serrer le bandeau sur les yeux des ministres responsables !

Pourtant, en 1907, un essai de réorganisation militaire fut tenté par lord Haldane. Il consista surtout à distinguer l'armée régulière de l'armée territoriale en supprimant la milice et les corps de volontaires. La *Territorial army* se recrutait également par l'engagement volontaire et formait une armée spécialement affectée à la défense de l'Angleterre. Il ne faut pas confondre, en effet, la signification qu'ont les mots : réserve et territoriale, en Angleterre, avec les appellations correspondantes en France et dans les autres armées européennes. Les réserves de l'armée active sont formées des soldats libérés avant la fin de leur service actif à long terme, ou rengagés après leur service. La réserve spéciale reçoit des hommes de dix-sept à trente-cinq ans, engagés pour six ans et pouvant se rengager : ils doivent servir à l'extérieur. L'armée territoriale n'accomplit que des périodes courtes d'instruction. L'armée active régulière comportait deux fractions à peu près égales : 125 000 hommes environ chacune, l'une stationnée dans la métropole, l'autre pour la plus grande partie aux Indes (75 000 hommes) ou échelonnée sur les routes qui y conduisent et tenant garnison dans les autres colonies. La relève se faisait périodiquement.

En prévision d'une guerre européenne, l'Angleterre disposait donc de cette demi-armée, appointée de 116 000 hommes de la réserve régulière et de 65 000 réservistes spéciaux, au total

marine, mais on ne s'intéressait pas à l'armée. On votait son budget sans en approfondir les détails, et l'existence de quelques troupes de parade, à montrer, dans la plaine de Laffan, aux chefs d'État étrangers en visite, paraissait suffire aux préoccupations du peuple anglais. (René Puaux : *L'Armée anglaise sur le continent.*)

315000 hommes exercés (1). Mais le corps expéditionnaire, la *Field force*, pouvant être transporté outre-mer, n'était calculé qu'à 156000 hommes : six divisions d'infanterie et une de cavalerie. En réalité, la mobilisation était incomplète, et, en août 1914, on ne put d'abord amener en France que quatre divisions.

La *Territorial army* comptait environ 250 000 hommes au lieu des 300 000 prévus. C'étaient pour la plupart des jeunes hommes de dix-sept à vingt ans, très sportifs, très allans, mais fort peu instruits militairement. Lord Haldane reconnaissait lui-même que l'institution n'avait donné que des résultats insuffisans et qu'il fallait plusieurs mois pour que la territoriale remplit sa fonction après le début de la mobilisation.

En résumé, moins de 600 000 hommes mobilisés, dont une force active de 156 000 hommes; le reste disponible, mais mal préparé à une campagne de guerre, même sur le territoire national, tel était l'état militaire de l'Angleterre quand elle dut brusquement choisir entre son honneur ou la défaite morale, prélude du triomphe germanique.

Cet exposé, que nous avons réduit le plus possible, était nécessaire pour faire comprendre d'où sont partis la transformation de l'armée anglaise et l'effort extraordinaire qui a été accompli. Et n'oublions pas que la surprise des événemens faillit rendre vain le concours des 80 000 Anglais qui purent débarquer en août 1914 et se joindre à notre armée en Belgique (2), et que sans l'étonnante victoire de la Marne, à laquelle ils prirent d'ailleurs une part glorieuse, on ne sait si l'Angleterre aurait eu le temps de faire cet effort, de réparer des imprévoyances fatales, et si son intervention loyale aurait conjuré les destins. Lorsque l'on songe aujourd'hui au danger que nous avons couru, nous qui avions pourtant une armée qu'on croyait de taille à lutter avec l'armée allemande, on se demande comment nous y avons échappé, et comment l'Angleterre n'a pas compris plus tôt la nécessité de se garder militairement contre l'ennemi formidable qui se dénonçait lui-même!

(1) M. Stead estimait les disponibilités à 363 000 hommes, mais il donne également le chiffre de 156 000 hommes pour la *Field force*.

(2) La manœuvre allemande par la Belgique et la violation de la neutralité belge avaient été envisagées et étudiées, tant dans les articles de presse et de revue que par les états-majors. Les publications militaires allemandes n'en faisaient pas mystère. Le général de Bernhardi l'avait indiquée nettement. L'Angleterre fut cependant aussi surprise par l'événement que la Belgique.

Et il y eut ceci d'étrange, qu'après la Marne, devant le recul de l'invasion, le peuple anglais, qui avait été violemment ému à la fois de la violation de la Belgique et des premiers revers de la France, crut que la fortune avait tourné et que les Allemands, pressés alors à l'Est et à l'Ouest par les Russes et par les vainqueurs de la Marne, céderaient au renversement inattendu de leur plan colossal et que, par une chance singulière, la guerre prendrait fin rapidement. Aussi ne se rendit-il pas compte tout d'abord de la prolongation de la guerre et de l'effort qu'elle allait lui imposer. Il y a tout lieu de croire que, si le gouvernement anglais eût été plus perspicace et plus hardi et eût demandé en août 1914 la levée en masse sous la forme du retour au service obligatoire de la milice, il aurait entraîné les masses populaires, quitte à modérer et à adapter ensuite l'application de cette loi de salut public. Il se serait évité bien des difficultés et bien des lenteurs dans l'œuvre qu'il allait avoir à poursuivre et qui a fini par aboutir à la mobilisation totale des forces numériques, économiques, industrielles et financières de l'Angleterre, tout comme si elle avait été placée sous le même régime de la nation armée que les autres États belligérans.

L'évolution de l'esprit anglais, en face du drame terrible qui s'ouvrait tout d'un coup devant lui, fut retardée autant par l'hésitation de ses gouvernans habitués à se régler sur l'opinion publique plutôt qu'à la diriger, que par l'ignorance invétérée où étaient les classes populaires de la situation européenne. Heureusement, à côté des hommes politiques et des diplomates incertains, il se trouva un chef militaire clairvoyant, ferme, résolu, enfin populaire autant que l'avait été lord Roberts. Ce fut Kitchener !

Qu'il ait dit ou non, avec ce laconisme qui le caractérisait, en septembre 1914 : « La guerre durera trois ans au moins : c'est le temps qu'il faut à l'Angleterre pour donner la mesure de sa puissance ! » il fit comme s'il l'avait dit. Et sans parler, ou en parlant le moins possible, en agissant, il a créé l'armée qui, depuis deux ans, grandissant chaque mois, combat à nos côtés et nous garantit la victoire.

Si, dans le tragique naufrage du *Hampshire*, en se laissant emporter au flot qui l'enveloppait d'un linceul sublime, le grand maréchal, dans cette minute suprême où, dit-on, la vie entière repasse devant les yeux dont la lumière s'éteint, a vu se

dérouler sa magnifique épopée guerrière, il se sera dit : « *All right*, l'Angleterre est prête, l'Allemagne est vaincue. » Et il se sera endormi dans sa gloire.

En effet, au vainqueur d'Omdourman, au pacificateur du Soudan égyptien, à celui qui, après avoir combattu dans nos rangs en 1870, rendait hommage, à Fachoda, à l'héroïsme infructueux de Marchand et de ses compagnons, il était réservé de montrer l'exemple de la France à l'Angleterre et de tirer, de concert avec un colonial comme lui, le général Joffre, les conséquences de la victoire de la Marne.

***

La tâche qu'assumait lord Kitchener, au moment où il prenait le ministère de la Guerre, se compliquait du fait qu'il ne s'agissait pas seulement de trouver des hommes et d'en faire des armées à lancer sans trop de retard dans la mêlée, mais qu'il fallait créer en même temps tout le matériel de guerre sans lequel ces armées n'étaient que de la chair à canon. Et à ce dernier point de vue, l'Angleterre était en plus mauvaise condition que la France. Tout son outillage était tourné, en effet, vers l'industrie, et, à part les grands chantiers navals et quelques établissemens militaires, l'usine de guerre n'existait pas. Dans cette improvisation d'une armée, le recrutement des soldats et leur instruction étaient sans doute gênés par les variations probables des engagemens volontaires, mais les difficultés principales étaient d'équiper, d'armer ces masses d'hommes, et d'entourer leur force intrinsèque de toutes les forces de destruction dont les Allemands paraissaient s'être assuré le terrible monopole.

Considérons d'abord les effectifs de ces armées, dites de Kitchener, et qui sont devenues la Grande armée britannique de 1916.

L'appel de Kitchener trouva un écho immédiat dans le patriotisme anglais. Les volontaires affluèrent d'abord. Le maréchal avait déclaré qu'il lui fallait 30 000 hommes par semaine. En septembre 1915, on estimait que près de deux millions d'hommes s'étaient enrôlés. L'Angleterre devint un vaste camp d'instruction, d'où partirent successivement ces divisions nouvelles qui, par armées de 120 000 soldats, allaient tenir le front des Flandres, d'Ypres à la Bassée. A ces troupes

se joignirent les contingens coloniaux, Canadiens et Hindous, d'abord, plus tard Australiens et Néo-Zélandais. Nous en reparlerons plus loin.

Il arriva un moment où le recrutement par engagement volontaire devint insuffisant pour satisfaire aux sacrifices croissans de la guerre. La défection de la Turquie, et plus tard celle de la Bulgarie, qui furent de cruelles désillusions pour les hommes d'État anglais, obligèrent les armées britanniques à élargir leurs opérations en Orient. Il fallut d'abord sauvegarder l'Égypte et le canal de Suez contre les tentatives turco-allemandes, puis eut lieu la tentative de forcement des Détroits qui se prolongea au delà de toutes les prévisions, et qui se termina par un échec déplorable (1).

La constitution de l'armée de Salonique et le maintien d'effectifs assez importans en Mésopotamie préoccupèrent alors l'état-major anglais assez sérieusement pour que lord Kitchener, malgré sa grande expérience de l'Orient, ait été hostile à tout développement des opérations dans les Balkans, au risque de voir tous les rois balkaniques se joindre à leur chef de famille, le Kaiser.

Il devenait évident que, dans une guerre qui tournait à l'extermination, le système de l'engagement volontaire était incapable de remplir les vides. Le sentiment patriotique ne suffisait pas à faire sortir de leur inertie les masses rurales et ouvrières, et d'ailleurs ces dernières trouvaient dans l'énorme accroissement du travail industriel des salaires tels qu'elles restaient à l'usine, autant par intérêt que par le sentiment légitime qu'elles rendaient ainsi service au pays. Alors se posa en termes formels, en octobre 1915, la question de la conscription.

Déjà en juillet 1915, un acte du Parlement *(Registration Act)* avait institué un recensement des hommes en âge de porter les armes ; recensement qui préludait à l'établissement d'une liste générale de recrutement *(Register general)*.

La situation à l'entrée de l'hiver 1915 mettait désormais l'Angleterre en face de son devoir intégral d'alliée, et de l'effort décisif à faire pour la victoire. Les Russes avaient dû reculer sous l'ouragan de fer et de feu, et la crise des munitions qui les avait surpris montrait une fois de plus que la supériorité militaire appartenait toujours à celui qui disposait

(1) Voyez notre article sur *la Guerre dans le Levant* dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er mai 1916.

de plus de canons et de munitions que l'adversaire. L'armée française avait fait les offensives d'Artois et de Champagne, et portait le poids principal de la lutte sur le front occidental; ses pertes s'accroissaient, et il importait qu'une juste proportion s'établît entre elle et l'armée anglaise.

Le gouvernement anglais le comprenait; il sentait qu'il fallait enfin forcer l'opposition politique et morale qui se dressait devant l'adoption de la conscription. Le mot répugnait plus que le sens. Par un détour habile, lord Derby proposa de faire un dernier et suprême appel aux volontaires, substituant ainsi à la contrainte légale une sorte de contrainte morale fondée sur la gravité des circonstances et réservant le principe de l'adhésion libre individuelle. Un délai assez court, deux mois environ, était laissé au peuple anglais pour donner la mesure de sa clairvoyance et de son dévouement à la chose publique. Lord Derby ne négligea rien pour déterminer un mouvement unanime : l'affiche, la harangue, les meetings, la presse concoururent à ce recrutement par persuasion.

Les résultats contrarièrent d'abord les prévisions optimistes de lord Derby; puis, vers la fin de la période accordée, l'Angleterre se mobilisa. En quatre jours, du 10 au 13 décembre 1915, les bureaux enregistrèrent plus d'un million d'engagemens. Le total atteignit un chiffre réconfortant pour le patriotisme anglais : 2829000 hommes. Sur ce chiffre, 250000 engagés, environ, étaient enrôlés immédiatement dans l'armée active au titre de l'engagement légal ordinaire. Le surplus devait être appelé d'après le *group system*, par classes, en commençant par les célibataires.

Mais ce chiffre énorme de 2829000 inscrits diminua rapidement à la suite des revisions médicales et surtout des exemptions comme indispensables. Le Board of Trade avait dû dresser le catalogue des industries et métiers *nécessaires* tant à la sauvegarde de la prospérité économique et financière de l'Angleterre qu'à l'usine de guerre. L'Angleterre constitue en effet dans la coalition ce qu'on a appelé « la maison centrale d'importation, le Clearing house des paiemens de fournitures de guerre. » Il fallut donc éliminer des listes d'inscrits un très grand nombre d'indispensables (1). En outre, les examens médicaux furent,

(1) Sont exemptés : 1° les hommes faisant partie du corps enseignant; 2° les fonctionnaires des services publics dans des conditions déterminées et les hommes

comme il arrive dans de tels momens, hâtifs, insuffisans, trop conservateurs.

Il est difficile de préciser quel fut le déchet du recrutement de lord Derby. Il a dû être égal à peu près à 50 pour 100 des inscrits. Mais la loi de conscription fut provoquée moins par cette réduction très sensible du chiffre des hommes à incorporer que par les difficultés qui se présentèrent dans leur incorporation. En effet, les célibataires devaient être incorporés les premiers. Et le gouvernement avait pris l'engagement que, si la proportion des célibataires inscrits par rapport aux hommes mariés n'atteignait pas un taux conforme au chiffre du registre national du recrutement, les hommes mariés seraient déliés de leur engagement, et une loi contraindrait les célibataires récalcitrans à se présenter. Or, les inscrits de lord Derby comprenaient 1 345 000 mariés contre 1 150 000 célibataires. Et l'on constatait que plus d'un million de célibataires s'étaient dérobés, pour différens motifs, à l'appel pressant du volontariat. Pour les atteindre et se conformer à ses engagemens, le gouvernement fit voter par le Parlement la loi de conscription en février 1916... Cette loi concernait donc exclusivement les célibataires et les mariés sans enfant, âgés de dix-huit à quarante ans, et résidant en Grande-Bretagne. L'Irlande était exceptée, mais les Irlandais avaient fourni spontanément une large quote-part à l'engagement volontaire. Les célibataires devaient être appelés dans l'ordre de leur classe d'âge.

La loi avait prévu très libéralement les cas d'exemption comme inaptes et indispensables. Les mêmes inconvéniens se

désignés par l'amirauté ; 3° les membres du clergé de toutes dénominations ; 4° les hommes munis de certificats d'exemption du Board of Trade (indisponibles des divers métiers ou professions) ; 5° les hommes nécessaires au travail national (il s'agit évidemment des usines de guerre, mais le texte pouvait prêter à une interprétation plus étendue suivant les besoins) ; 6° les hommes qui se sont antérieurement présentés comme volontaires et qui ont été refusés pour inaptitude physique après le 15 août 1915 ; 7° les soutiens de famille au sens strict du mot ; 8° les domestiques sur attestation de leurs maîtres ; 9° les hommes « ayant des objections de conscience » sur preuve que leurs convictions sont d'ancienne date, et ne résultent pas d'une conversion *in extremis*.

Cette dernière exemption paraît avoir été empruntée à la loi militaire australienne. Elle intéresse en particulier certaines sectes, tels que les *Quakers*, au nombre de 20 000 actuellement en Angleterre. Ces exemptés seraient soit affectés à des services non combattans, soit enrôlés parmi le personnel civil « nécessaire au travail national. »

Il a été formé depuis des sections de *non-combattans* exclusivement employés aux services de l'arrière.

présentèrent dans l'application. Les tribunaux d'exemption, organisés par la loi, réduisirent notablement les incorporations effectives. Les résultats ne répondirent donc pas à l'attente du gouvernement et aux besoins de l'armée. La crise du recrutement devint aiguë en mars, avec l'appel anticipé des hommes mariés du recrutement de lord Derby.

En effet, l'adoption de la loi de conscription de tous les célibataires suspendait l'appel des hommes mariés qui avaient souscrit à la campagne Derby. On pouvait espérer que les célibataires fourniraient un contingent suffisant. Or, après avoir convoqué les célibataires de Derby et ceux de la conscription, le War Office constatait l'importance du déchet provenant des exemptions. Et il se voyait obligé de faire appel à la catégorie des plus jeunes mariés, dix-neuf à vingt-six ans, le 7 avril, en laissant prévoir que les suivans seraient convoqués à bref délai. Une vive émotion se manifesta dans toute l'Angleterre. Les hommes mariés protestèrent et firent remarquer que les promesses de lord Derby à leur égard n'avaient pas été tenues et qu'un trop grand nombre de célibataires échappaient par les exemptions à la conscription; ils réclamaient, s'ils étaient appelés, que les célibataires exemptés fussent remplacés dans leur emploi indispensable par les hommes mariés. Ces doléances se doublèrent de l'anxiété causée par l'absence du moratorium usité dans d'autres pays, et en particulier en France.

Le gouvernement dut reconnaître le bien fondé de ces protestations et procéder à une revision des exemptions. Mais il était amené fatalement à clore toutes ces difficultés et à réaliser la poursuite de la guerre en faisant accepter et voter le service obligatoire. Ainsi s'est achevée en mai dernier la grande transformation des institutions militaires anglaises, et, on peut le dire, de la mentalité séculaire du peuple anglais. Nous avons donné ces quelques détails, bien sommaires, sur l'évolution du recrutement pendant ces deux années de guerre, afin de faire mesurer l'effort moral que le gouvernement et la nation ont dû accomplir pour libérer leur esprit et adopter enfin les mesures conformes à la plus tragique des vicissitudes que l'Angleterre ait traversées.

Les Allemands ont bien compris ce que voulait dire cette adoption du service obligatoire. Ce n'est pas seulement l'entrée en ligne d'une nation armée avec 5 millions d'hommes, d'une

armée fraîche plus formidablement outillée que l'adversaire, c'est surtout la volonté implacable dont témoigne ainsi l'Angleterre de jeter dans la lutte toute sa force nationale et d'abattre celui qui a déchaîné cette effroyable guerre, et qui mérite à plus juste titre que le grand Empereur, vaincu il y a cent ans, d'être appelé « l'Ennemi du genre humain. »

*
* *

Après les effectifs, examinons l'usine de guerre.

De même que l'armée anglaise s'est transformée en appelant au combat tous les hommes valides capables de porter les armes, l'industrie anglaise s'est adaptée avec une admirable souplesse à l'œuvre de guerre. Et l'effort accompli par elle est aussi extraordinaire que celui du service obligatoire. Les deux efforts se confondent d'ailleurs, mais si l'un a dû lutter contre la vieille et fière tradition de l'*habeas corpus*, dans le sens bien anglais de la libre disposition de sa personne, l'autre a dû briser l'*esprit d'affaires*, caractéristique de la tradition commerciale anglaise, et en même temps la mentalité spéciale de la classe ouvrière.

Le problème de l'outillage militaire, lorsqu'on entend par ce mot l'ensemble des fournitures de tout ordre (vêtemens, fusils, artillerie, munitions surtout) qu'exige une armée en campagne est toujours un des plus malaisés à résoudre ; mais lorsqu'il s'agit de le créer de toutes pièces pour une armée dont les effectifs sont soudainement décuplés, les difficultés paraissent être insurmontables et demander un temps très long pour les vaincre. En même temps, en effet, que la demande s'accroît dans une telle proportion, les ressources de main-d'œuvre s'affaiblissent. Et dans le Royaume-Uni la question devenait d'autant plus importante, voire critique, que, sous le régime des engagemens volontaires, les prélèvemens opérés sur le personnel ouvrier des diverses industries s'effectuaient au hasard, sans plan et sans méthode.

En outre, dans un pays n'ayant pas l'esprit militaire, une difficulté spéciale venait de ce que toute la production était nettement orientée vers les fabrications de paix, et qu'un esprit conservateur excessif avait le plus souvent fait maintenir en service un outillage désuet et peu propre à la production devenue subitement nécessaire. On voit donc immédiatement l'une

des grosses difficultés techniques qui ont été vaincues : l'adaptation de l'industrie de paix à l'industrie de guerre.

Pour mesurer l'effort accompli dans cet ordre d'idées, il faut mentionner :

1° Au point de vue purement matériel, les acquisitions d'outillage indispensable aux États-Unis, l'inventaire de celui existant en Grande-Bretagne et son transfert là où son utilisation pouvait être le plus efficace. Le gouvernement, ayant dû réaliser une improvisation beaucoup plus complète encore qu'en France, a, par certains côtés, fait litière de l'organisation industrielle préexistante et a procédé, dans l'intérêt de la production qu'il voulait intensive, au groupement rationnel de l'outillage.

2° Au point de vue du personnel dirigeant, il a fallu constituer, aux mains de l'État, un état-major technique, chargé de donner l'impulsion, d'assurer la direction et d'exercer la surveillance.

Ces transformations profondes, exorbitantes, de la vie industrielle, ont exigé que des pouvoirs spéciaux fussent obtenus par le gouvernement et, comme il est facile de s'en douter, ce ne fut pas l'œuvre d'un jour, puisque la première loi est en date du mois de juillet 1915. L'action législative s'est trouvée nécessaire eu égard aux circonstances propres du Royaume-Uni.

D'un côté l'Angleterre a été, comme nous l'avons dit, fort longue à comprendre la guerre. Aussi bien dans les milieux intellectuels et patronaux que chez les ouvriers, l'importance vitale de la guerre n'a pas apparu tout de suite. L'attitude même que le gouvernement crut devoir adopter n'était pas pour la faire comprendre au pays dans son ensemble. On se rappelle que pendant plus de six mois la devise britannique fut : « Les affaires continuent comme à l'ordinaire. » Au sein du Cabinet lui-même, l'accord était loin d'être fait sur les modalités à employer pour s'assurer la victoire. A la veille du remaniement ministériel, alors que M. Lloyd George dénonçait la pénurie de munitions et lui imputait à juste titre d'avoir compromis le brillant succès militaire de Neuve-Capelle, le premier ministre et lord Kitchener lui-même soutenaient la thèse inverse, soit au Parlement, soit dans les discours publics.

D'autre part, les industriels, dont le concours n'avait pas été accepté lorsqu'ils l'avaient offert au début des hostilités, ne se montraient pas aussi disposés qu'il le fallait à abandonner leurs fabrications du temps de paix pour se consacrer à la pro-

duction de matériel de guerre. Quant aux ouvriers, ils demeuraient d'autant plus attachés à leurs habitudes et à leurs prérogatives professionnelles qu'ils voyaient le patronat profiter largement de la guerre, alors qu'ils n'obtenaient pas une hausse de salaire suffisante à leur gré.

Le gouvernement était désarmé. En l'absence de toute conscription, il ne pouvait exercer aucune coercition ni sur les patrons, ni sur les ouvriers. En mars 1915, sous forme d'un amendement à la loi de défense du royaume, il fit voter par le Parlement une loi lui permettant de réquisitionner les usines. Mais cette mesure, dépourvue de sanctions efficaces, ne donna guère de résultats. Aussi mal vue par les patrons que par les ouvriers, elle n'empêcha pas l'agitation ouvrière, qui atteignit son point culminant au mois de juin 1915 avec la grève des mines du pays de Galles.

A la manière forte, inapplicable dans l'Angleterre du volontariat, le gouvernement substitua, on l'a vu, la conciliation et la persuasion. Sa loi de juillet 1915, dite loi sur les munitions, consacra les accords librement consentis par les patrons et les ouvriers.

Les caractéristiques principales sont les suivantes :

1° Le gouvernement a le droit de réquisitionner les usines fabriquant les munitions. Le bénéfice supplémentaire des patrons est fixé à 20 pour 100 en sus du bénéfice moyen des trois dernières années; le solde du profit supplémentaire, soit 80 pour 100, revient à l'État.

2° Par contre, les ouvriers acceptent la suspension des règlemens syndicaux limitant la production, la prohibition des grèves et lock-outs, l'obligation d'engager le nombre de volontaires ouvriers, de métier ou non, nécessaire à la production, et enfin de soumettre à des tribunaux d'arbitrage tous les différends qu'ils pourraient avoir avec leurs patrons.

Cette mesure prise, après qu'un an eut été perdu, a donné des résultats excellens. En dehors des usines nouvelles construites directement par l'État et dont le nombre s'élevait à 26 au mois de février 1916, le nombre des établissemens contrôlés ou, si l'on préfère, réquisitionnés, passe de 345 en juillet 1915 à 3 500 en mai 1916. La population ouvrière employée dans ces usines (les femmes représentant 50 pour 100 des travailleurs) montait dans le même temps de 100 000 à

quelque 2 millions! Effort gigantesque, qui embrasse presque tous les domaines de l'activité industrielle : vêtemens, produits chimiques, métallurgie, constructions mécaniques, mais dont les résultats ne se font que partiellement sentir sur les fronts de combat, parce qu'au fur et à mesure que la production croît, les unités nouvelles sont créées qui en absorbent une part considérable et l'immobilisent jusqu'au jour où ces unités nouvelles viendront renforcer celles des troupes britanniques qui sont sur les théâtres d'opérations.

De l'importance de la production en valeur absolue, on ne peut guère parler. Les mêmes raisons qui font que le gouvernement français ne donne pas d'indications précises, valent pour nos alliés. Dans un livre récent, *l'Effort britannique*, M. J. Destrée, membre de la Chambre des Représentans belge, dit qu'à la fin de décembre 1915, la production des obus était douze fois plus élevée qu'au mois de mai 1915 et il en est de même pour les canons. D'autre part, M. Lloyd George, qui partage avec Kitchener la gloire de cette transformation militaire de l'Angleterre, déclarait récemment que l'usine de guerre anglaise produisait par mois plusieurs centaines de canons et d'obusiers de types léger, moyen et lourd, et, en ce qui concerne les munitions, deux fois plus de munitions pour canons légers et trois fois plus pour canons lourds que ce que l'armée anglaise avait consommé pendant l'offensive de septembre 1915. La production actuelle sera triplée dans un délai rapproché. On frémit à penser à ce déploiement inouï des forces de destruction qui seul peut amener la victoire après la disparition de plusieurs millions d'hommes! Et c'est pourtant le seul moyen d'économiser les vies humaines en supprimant les terribles barrages qui arrêtent les assauts et les plus fiers courages!

***

Nous avons indiqué plus haut que les colonies anglaises avaient apporté à la métropole dès le début de la guerre une aide qui n'a fait qu'augmenter et qui se chiffre aujourd'hui par plusieurs centaines de mille hommes. Ce fut même une des erreurs de la psychologie allemande de s'imaginer que, sur l'immense périphérie de l'Empire britannique, les colonies d'outre-mer, filles de la démocratie anglaise, resteraient, même en cas d'intervention de l'Angleterre, en dehors d'un conflit

qui ne menaçait pas directement leur indépendance politique et leur développement particulier. L'Allemagne oubliait que l'expansion germanique, par le cynisme et l'avidité de sa pénétration dans le monde entier, constituait une menace permanente contre tous les droits déjà acquis et contre les libres concurrences commerciales. Les grandes colonies britanniques ne pouvaient s'aveugler sur le danger que couraient l'Angleterre et les Puissances européennes, attaquées par un adversaire sans scrupule. Aucune obligation militaire ne liait les colonies vis-à-vis de la métropole. C'est librement que le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique Australe, ont mis immédiatement et unanimement leurs soldats et leur argent à la disposition du gouvernement britannique. Dès les premiers jours d'août 1914, le premier ministre du Commonwealth australien définissait le devoir des colonies : « Nous sauverons le grand édifice de la liberté britannique pour la transmettre à nos enfans. Notre devoir est clair... Nous irons jusqu'au bout. » Et plus tard, en septembre 1914, il envoyait à Londres ce message : « L'Australie soutiendra l'Angleterre jusqu'à son dernier shilling. » A l'heure actuelle, l'Australie, dont la population ne dépasse pas 5 millions d'habitans, a enrôlé près de 300 000 hommes, elle entretient sur les fronts six divisions qu'elle recomplète régulièrement. On peut estimer qu'elle a envoyé outre-mer plus de 200 000 hommes.

La Nouvelle-Zélande, qui a adopté le service obligatoire le 2 juin dernier, a envoyé jusqu'ici 25 000 hommes; elle en fournira encore 30 000 avant la fin de 1916. Plus de 100 000 volontaires se sont déclarés prêts éventuellement à combattre dans les armées anglaises.

Les troupes australiennes et néo-zélandaises, connues sous le nom d'*Anzac* (1), ont d'abord combattu aux Dardanelles, pendant qu'une partie d'entre elles gardait l'Égypte. La chronique et la légende de l'armée australienne se sont identifiées avec l'histoire de la campagne de Gallipoli. Leur bravoure aurait mérité un meilleur résultat. Les troupes françaises qui ont coopéré avec elles gardent le souvenir de la vaillance et de l'humour de ces soldats inconnus. Elles les retrouvent aujourd'hui sur le front occidental, où une partie de leurs

(1) *Anzac* est l'assemblage de A. (Australie) N.-Z. (Nouvelle-Zélande) A. C. (Armée corps), et résume ainsi les corps d'armée d'Australie et de Nouvelle-Zélande. La baie dans laquelle ils ont débarqué aux Dardanelles a gardé ce nom.

divisions viennent d'être transportées pour concourir à la campagne décisive qui va s'ouvrir.

Le Canada avait plus de facilités que l'Australie pour donner une aide immédiate à l'Angleterre; la vieille affection filiale qui unit les Canadiens à la France avait soulevé le sentiment populaire. Les troupes canadiennes ont pris part à la première campagne d'hiver et se sont couvertes de gloire. 150 000 Canadiens environ sont actuellement en Europe, soit en opérations, soit en réserve dans les camps anglais. Plus de 100 000 autres s'entraînent dans les camps d'instruction du Canada. Le recrutement canadien se poursuit avec succès et le gouvernement a autorisé l'augmentation de l'armée nationale du Dominion jusqu'à concurrence de 500 000 hommes. Des Américains combattent dans les rangs canadiens.

L'Union Sud-Africaine (Afrique australe) a assumé pour sa part la guerre d'Afrique. Après avoir conquis l'Afrique occidentale allemande, ses troupes, sous le commandement d'un des plus redoutables adversaires de l'Angleterre dans la guerre des Boers, le général Smuts, poursuivent la conquête beaucoup plus difficile de l'Est-Africain allemand.

L'armée des Indes a été utilisée presque entièrement. Mais le total des contingens volontaires de l'Inde n'a pas été publié. Le corps indien qui a combattu sur le front du Nord n'en formait qu'une petite partie. Les troupes indiennes actuellement en Égypte, à Salonique ou en Mésopotamie, comprennent plusieurs corps d'armée. En outre les souverains indigènes ont tous donné des gages éclatans de leur loyauté féodale en offrant à leur suzerain, l'Empereur-roi, non seulement des contingens de soldats, mais de très larges souscriptions d'argent et de matériel de guerre. L'Inde reste fidèle, comme tous les peuples de l'obédience britannique, comme tous ceux dont le sort a été lié à la France et à la Russie. L'Allemagne, qui croyait entraîner dans la trahison de la Turquie tout le monde musulman, éprouve encore de ce côté l'erreur profonde de son impérialisme colossal.

On voit que le renfort apporté par les contingens coloniaux dépasse 1 million d'hommes. C'est un spectacle admirable et réconfortant de voir ces fils libres de la vieille Angleterre venir prendre leur part de la lutte universelle, sur les lointains champs de bataille de l'ancien monde, pour le droit et pour la justice.

N'oublions pas que la France a trouvé également dans ses

sujets coloniaux d'Afrique et d'Extrême-Orient des soldats aussi dévoués que braves, et qu'ainsi nous voyons, à côté des hommes libres, ceux qui passaient pour être d'une race inférieure se sacrifier afin de délivrer l'Europe et le monde de la tyrannie germanique.

***

Il serait difficile et d'ailleurs indiscret de chercher à évaluer les effectifs anglais, comme conclusion à cette étude. Lord Derby estimait que l'Angleterre pouvait fournir 5 millions d'hommes valides. Le dernier budget de la guerre réduit ce chiffre à 4 millions. Il faut tenir compte en effet du recrutement de la flotte et du personnel absolument indispensable à l'usine de guerre. Ces millions d'hommes ne sont pas d'ailleurs immédiatement prêts à venir sur le front de bataille. Il faut les instruire et les encadrer, il faut former des officiers et des sous-officiers, et cela n'a pas été la tâche la moins délicate dans un pays qui n'avait en somme qu'une armée de métier et un corps d'officiers recruté à peu près exclusivement dans la classe riche.

Mais d'énormes disponibilités comptent ainsi dans la grande réserve stratégique des Alliés, et c'est l'essentiel. Nous savons aujourd'hui que l'armée anglaise sera constamment renforcée, et qu'à la longue, à côté de nos armées réduites, mais dont la valeur reste incomparable, elle sera de moitié dans l'offensive suprême. Nous savons aussi que cette armée accroît en même temps que ses effectifs son expérience guerrière et sa supériorité matérielle : les Allemands l'ont éprouvé dans les rudes combats qui se livrent sur la Somme. Un de leurs critiques militaires, auquel la presse alliée fait trop souvent l'honneur de citer quelques-unes de ses lourdes appréciations, annonçait récemment que la prochaine bataille verrait la fin de l'armée continentale anglaise! Nous ne prétendons pas que les batailles qui suivront verront la fin de la puissante armée allemande, mais nous serons de l'avis d'un autre écrivain allemand, le colonel Gaedke, qui ne manque pas d'impartialité, probablement parce qu'il écrit dans le *Vorwaerts*, et nous dirons avec lui : l'armée anglaise ne fait que commencer.

Général Malleterre.

REVUE LITTÉRAIRE

NOUVELLES LETTRES DE LA COMTESSE D'ALBANY (1)

La comtesse d'Albany a connu André Chénier, elle a connu Chateaubriand, Lamartine : ainsi, elle appartient un peu à l'histoire de la littérature française. Puis l'aventure de sa vie est extrêmement romanesque ; elle a tenté les biographes. En 1861, Saint-René Taillandier racontait ici même le roman vrai de cette belle dame qui a été reine sans royaume, et ensuite l'amie d'un poète, et ensuite l'amie d'un peintre. En 1863, Sainte-Beuve lui consacre deux lundis. Depuis lors, il a paru quatre volumes de sa correspondance, les deux derniers pendant la guerre. La comtesse d'Albany, après cela, n'a plus beaucoup de secrets pour nous : à peine lui reste-t-il, en somme, l'inévitable secret de toute âme.

Bonstetten, aimable Bernois et, dit Sainte Beuve, « presque Athénien, » l'avait rencontrée à Rome, toute jeune et quand les Romains l'appelaient la Reine des Cœurs. Elle était gaie, malicieuse, blonde, « blanche comme une Anglaise, » et des yeux « bleu foncé. » Bonstetten avoue qu'il fut amoureux d'elle. Alfieri lui attribue des yeux « très noirs ; » mais Alfieri ne fut que son amant : je me fie aux yeux bleu foncé dont le jeune Bernois s'éprit, à Rome, un hiver. Une petite

(1) *Lettres de la comtesse d'Albany au chevalier de Sobirats*, éditées par le marquis de Ripert-Monclar (à Monaco; et à Paris, chez Auguste Picard, 1916). Cf. Léon G. Pélissier, *Le portefeuillle de la comtesse d'Albany* (Fontemoing, 1902) et trois séries de *Lettres inédites de la comtesse d'Albany*, la première en 1904 chez Fontemoing; les deux autres en 1912 et 1915, dans la *Bibliothèque méridionale*, à Toulouse, chez Ed. Privat et, à Paris, chez Auguste Picard. Saint-René Taillandier a publié en 1862 et en 1863, chez Michel Lévy, *La comtesse d'Albany* et *Lettres inédites de Sismondi, de Bonstetten, de Mmes de Staël et de Souza.*

quarantaine d'années plus tard, à Florence, le Bernois revit la comtesse : « Heureusement, le jour baissait. C'était bien sa voix ; c'était un peu son regard... » Bonstetten rentra chez lui, se regarda au miroir et s'aperçut qu'il vieillissait.

Chateaubriand l'a vue en 1803, à Rome, quand il était secrétaire de la légation. Il lui a trouvé la taille épaisse, le visage sans expression, l'air commun. Il ajoute : « Si les femmes des tableaux de Rubens vieillissaient, elles ressembleraient à Mme d'Albany à l'âge où je l'ai rencontrée. » Sainte-Beuve se demande si Chateaubriand ne sacrifie pas volontiers Mme d'Albany à Mme Récamier : mais, quoi ! la beauté de Juliette refuse la comparaison.

Lamartine l'a vue en 1810 : une petite femme, sans légèreté ni élégance ; les traits de son visage, « arrondis » et « obtus. » Aurait-il deviné « la reine d'un empire et la reine d'un cœur ? » Peut-être que non ; mais on n'a pas manqué de l'avertir : « Ses yeux avaient une lumière, ses cheveux cendrés une teinte, sa bouche un accueil, toute sa physionomie une intelligence et une grâce d'expression qui faisaient souvenir, si elles ne faisaient plus admirer... » Ces mots secourables, ne les oublions pas. Mme d'Albany, au bout d'un siècle, a changé encore : et elle nous apparaît, dangereusement, non plus dans la pénombre indulgente où Bonstetten la reconnut à son regard et au son de sa voix, mais dans le jour cru de l'histoire et à la lumière de la vérité. N'oublions pas que, sur son visage, Lamartine crut apercevoir le souvenir du charme évanoui.

Elle était née Louise-Maximiliane-Caroline-Emmanuel, princesse de Stolberg. Et il n'est pas facile de lui assigner une patrie exactement. Par son père, elle était Allemande : le prince Gustave-Adolphe de Stolberg-Gedern appartenait à une ancienne famille de Thuringe. Par sa mère, elle descendait, ou peu s'en faut, de Robert Bruce, roi d'Écosse. Elle eut son berceau à Mons, dans le Hainaut. Son mariage la fit Anglaise. Veuve, son premier amour la fit, en quelque manière, Italienne et Florentine ; son second amour, Française. Dans l'incertitude elle n'a aimé ni l'Allemagne, ni l'Angleterre, ni l'Italie et ni la France. Elle paraît estimer davantage les Pays-Bas et conseille au chevalier de Sobirats d'aller y chercher la compagne qu'il souhaite : « Les femmes y sont bonnes, bien élevées et économes ; elles vous conviennent mieux que les Anglaises, qui regrettent toujours leur pays dont les mœurs sont si différentes des nôtres... » Les nôtres : et pour qui se prend-elle ? Son correspondant, le chevalier de Sobirats, est un gentilhomme comtadin. Mais elle ?...

En 1772, elle était chanoinesse de l'abbaye de Sainte-Vandru, en Flandre, et elle avait vingt ans à peine, lorsqu'on lui offrit d'épouser le prince Charles-Édouard, petit-fils de Jacques II, arrière-petit-fils de Charles Ier, l'héritier des Stuarts. Un beau parti, et qu'elle ne refusa point. Mais il n'est si beau parti que tel inconvénient ne gâte. Le prince Charles-Édouard avait de deux ans passé la cinquantaine. Depuis le temps de ses exploits extraordinaires, vingt-sept ans s'étaient écoulés. A l'époque où il débarquait sur le rivage d'Écosse, presque seul, et bientôt ranimait dans les clans une fidélité ancienne, suscitait une armée de montagnards, entrait dans Édimbourg, triomphait à Preston-Pans et puis, vaincu à la bataille de Culloden, disparaissait et se cachait dans les Orcades, jeune héros glorieux et malheureux, Louise de Stolberg n'était pas née. Tardivement, le fiancé de la chanoinesse est devenu un gros ivrogne. Elle l'épousa, peut-être, pour sa renommée d'autrefois. L'équipée de Charles-Édouard était célèbre : on avait applaudi à son audace; on avait plaint son infortune. Sa légende lui faisait une épopée de courage et de mélancolie. Louise de Stolberg épousa le passé du gros ivrogne.

Elle eut à s'en repentir : il la rudoyait et, pris de vin, la dégoûtait. Saint-René Taillandier « voudrait savoir » comment elle fut patiente et bonne, si elle essaya de relever ce prince déchu, de le rappeler au sentiment de lui-même et de sa dignité. Sainte-Beuve n'approuve pas cette exigence ; et il écrit : « Quand un homme a pris l'habitude de tomber ivre mort, il est difficile au cœur ou au bras d'une faible femme de le relever... » Sans doute! Et il ne s'agit pas de juger cette faible femme, très énergique cependant. Mais, si l'on souhaite de ne pas la méconnaître, il y a une lettre d'elle à son amie Teresa Regoli Mocenni où, dix ans après la mort de Charles-Édouard, elle dit tout simplement et avec une espèce de naïveté : « Je croyais qu'après la mort de mon mari je serais heureuse et tranquille : est arrivée la Révolution, qui me fait vivre dans une inquiétude perpétuelle sur mes moyens d'existence et de sûreté. Vous voyez donc qu'il n'y a jamais à espérer d'être tranquille. » Ces quelques lignes résument assez bien la philosophie de la comtesse d'Albany. Premièrement, elle avait de nature un idéal de tranquillité dans la vie : alors, il ne fallait point épouser un ancien héros, des plus chimériques, et qui se console de ses déboires en buvant. Elle s'en est aperçue, après avoir cédé au désir d'être reine : et elle a résumé son expérience fâcheuse en croyant qu'il suffit de perdre son mari pour être contente ici-bas. Elle avait compté sans les autres accidents; elle avait négligé de prévoir que toutes les calamités ne sont

pas conjugales et qu'il y a, pour empêcher le repos d'un chacun, les révolutions par exemple. Certes, on aurait tort de lui reprocher cette imprévoyance : et pourtant, ce qui l'avait séduite, dans son mari ou, du moins, son fiancé de naguère, c'était en somme une tentative de révolution. Bref, à peine venue à résipiscence, elle détesta les révolutions et les maris. Quant aux révolutions, elle écrit : « Il ne faut jamais être du petit nombre de ceux qui veulent tumultuer, parce que la plupart pensent plus à leur intérêt particulier qu'au bien général. » Et, quant aux maris : « Je ne connais que des maris que je doive détester. » Ce qu'elle en dit, c'est en mémoire du vainqueur de Preston-Pans et à propos du vieil Ansano Mocenni, mari de Teresa, et qu'elle appelle d'habitude « le *zanzaro*, » ou le Moustique. Teresa Mocenni avait eu la sottise de perdre, non pas son mari, mais *l'amico di casa il piu assiduo e della padrona il piu intimo*, Mario Bianchi. Elle regrettait amèrement son erreur, ou l'erreur de la destinée. Mme d'Albany l'encourage à supporter son triste sort ; elle ne l'engage pas du tout à se rapprocher du *Zanzaro*, mais à le subir, tant bien que mal : « Le ciel ou le destin vous a donné cet imbécile pour mari. Il faut le supporter le moins mal que possible, puisque vous ne pouvez pas le changer. Sinon, je vous dirais : plantez-le là et vivez à votre guise ! » Un jour, elle la gourmande : « Vous n'y pensez pas, ma Thérèse, de vous laisser faire des enfans par le *Brontolone!* » Le *Brontolone*, c'est un autre surnom désobligeant du *Zanzaro*. Suivent, au cours de quelques mois et dans toute une série de lettres, diverses plaisanteries où l'on voit que Mme d'Albany s'égayait facilement.

Elle avait « planté là » Charles-Édouard, en son jeune temps, et n'avait pas attendu qu'il mourût, car il n'en finissait pas de boire, et de languir sous le fardeau de l'hydropisie, et de traîner sa femme par les cheveux, si le vin de Chypre lui donnait de l'entrain. Donc, un matin de décembre, en 1780, une respectable dame Orlandini, laquelle descendait de lignée jacobite, déjeunait chez le comte et la comtesse d'Albany, à Florence. Elle proposa de faire, après le repas, une promenade : et l'on irait, au couvent des Dames Blanches, admirer ces broderies où le délicat loisir des nonnes s'évertue La comtesse, bien obéissante, répondit : « Volontiers, si mon mari le permet. » Charles-Édouard le permit. Et il fut de la promenade. Les deux dames entrées dans le couvent, la porte se ferma prestement au nez de Charles-Édouard. Il eut beau frapper, cogner, faire le diable. Enfin, par le guichet, la mère abbesse lui annonça : « Monsieur, la comtesse d'Albany a cherché un asile dans ce couvent ; elle y est sous

la protection de Son Altesse impériale et royale la Grande-Duchesse. » Le Prétendant perdit ainsi sa femme : et tant pis pour lui, certes, s'il l'a réduite à mieux aimer la solitude et le silence que sa royale compagnie ! La solitude et le silence ? Mme d'Albany sut quitter les Dames Blanches. Elle avait gagné à sa cause le cardinal d'York, son beau-frère et le frère de Charles-Édouard, celui-là même qui, après la mort du Prétendant, prit le nom de Henry IX. Le cardinal n'ignorait pas que son frère était un mari détestable ; et il plaignait sa belle-sœur. Il la fit admettre dans le couvent le plus distingué de Rome. Il lui écrivait : « Comme il est probable que le bon Dieu a permis ce qui vient d'arriver pour vous émouvoir à la pratique d'une vie édifiante par laquelle la pureté de vos intentions et la justice de votre cause seront justifiées aux yeux de tout le monde, il peut se faire aussi que le Seigneur ait voulu, par le même moyen, opérer la conversion de mon frère... » Le cardinal épiloguait ainsi sur les projets divins : il ne soupçonnait pas les projets de la jeune femme. Celle-ci n'avait quitté le palais du Prétendant, puis le couvent des Dames Blanches florentines et bientôt elle ne quitta les Ursulines de Rome que pour aller rejoindre, en toute liberté subtilement conquise, le poète Alfieri, son amant. Le cardinal jouait avec innocence le rôle du *Lancelot* dans l'histoire de Paul et de Françoise. Et ce fut dans le palais du cardinal, en sa digne absence, que tout d'abord se retrouvèrent les deux amans. Le cardinal le sut ; il se fâcha : mais un peu tard. Au bout de trois ans, — bien tard ! — le Prétendant consentit à la séparation que sa femme s'était procurée. Il rédigea un manifeste : « Nous, Charles, roi légitime de la Grande-Bretagne... » Considérant ceci, cela, il autorisait la reine légitime de la Grande-Bretagne à vivre d'ores en avant à Rome ou en telle autre ville, « tel étant, disait-il, notre bon plaisir. » Tout le plaisir fut pour la Reine.

Charles-Édouard mourut au mois de février 1788. Mme d'Albany et son poète, à cette époque, étaient à Paris. Alfieri, dans ses mémoires, a orné de toutes vertus et grâces *la donna gentilissima, l'amata, l'adorata donna;* et il nous invite à croire qu'elle eut un peu de chagrin : « Mon amie reçut la nouvelle de la mort de son mari. Quoique cette mort n'eût rien d'imprévu, à cause des accidens qui pendant les derniers mois l'avaient frappé à plusieurs reprises, et bien que la veuve, désormais libre de sa personne, fût très loin d'avoir perdu un ami... » On lui pardonnerait son indifférence ? Mais : « Je vis, à ma grande surprise, qu'elle ne fut pas médiocrement touchée, *non poco computa !* » *Non poco computa,* certes : « Je croyais

qu'après la mort de mon mari je serais heureuse et tranquille! »

Après la mort de Charles-Édouard, l'une des plus drôles de choses qu'elle fit, ce fut d'aller en Angleterre et d'emmener son amant visiter avec elle son royaume, le royaume qu'elle tenait, ou aurait pu tenir, de Charles-Édouard. Et, si l'on se figure qu'elle voyageait avec modestie, on ne la connaît pas : elle voulut être joliment présentée à la Cour. Sans rancune pour la maison de Hanovre et pour l'« usurpateur, » elle offrit ses hommages à George III et à la reine Caroline. Horace Walpole, étonné du « sens dessus dessous » contemporain, écrit à miss Berry : « On a vu dans ces deux derniers mois le Pape brûlé en effigie à Paris, Mme du Barry invitée à dîner chez le lord-maire de Londres, et la veuve du Prétendant présentée à la reine de la Grande-Bretagne. » Il ajoute que Mme d'Albany « ne parut pas embarrassée le moins du monde. » Elle rédigea ensuite ses souvenirs et impressions de voyage : elle ne peut souffrir Londres ni l'Angleterre, ni les Anglais, ses légitimes sujets, et dans tout le royaume elle n'admire que le gouvernement de George III.

Ss liaison avec Alfieri est célèbre. Alfieri lui-même l'a contée dans la *Vita di Vittorio Alfieri*. Et, quand Lamartine dit que Louise de Stolberg fut « l'autre Laure de cet autre Pétrarque, l'autre Béatrice de cet autre Dante, l'autre Vittoria Colonna de cet autre Michel-Ange, » il cède aux glorieuses prétentions d'Alfieri, lequel avait un jour disposé en un tableau les portraits des quatre grands poètes d'Italie et parmi eux réservé une place, où déjà il posait la couronne de lauriers, — *Digniori!* — pour lui. Et il a écrit : « J'ai élevé un monument à l'amour. J'ai donné à une souveraine déchue une royauté plus haute; et mon nom restera éternellement attaché au nom de la reine d'Angleterre. Parmi les chantres immortels de l'amour, en est-il à qui soit échue pareille destinée? Ce qui a causé la folie du Tasse est devenu mon triomphe et ma gloire! » Il serait périlleux de comparer Victor Alfieri avec Michel-Ange, ou Dante, ou Pétrarque; et Mme d'Albany, probablement, avec Vittoria Colonna, ou Béatrice ou Laure. Mais Alfieri se plaisait à organiser de telles analogies.

Et elle?... On n'a guère publié de lettres d'elle antérieures à l'année 1797. Elle avait, cette année-là, quarante-cinq ans; elle était l'amie d'Alfieri depuis vingt ans. Leurs lettres d'amour ont disparu : c'est dommage! Telle que nous la voyons, dans la correspondance de sa maturité, Mme d'Albany est une bonne femme et qui aime bien son amant. « Vous qui avez connu tous les orages du cœur... » lui écrira Sismondi. Mais, à la lire, on ne devine pas les orages. Ou bien, les

orages sont passés. Ou bien, elle est à l'abri. Son amant la trompe quelquefois : à Pise, à Florence et à Sienne, elle a des rivales. On le sait ; et elle s'en doute. Elle n'insiste pas ; elle garde sa mansuétude, au profit de sa tranquillité. Ce n'est pas l'infidélité du poète qui la tourmente : c'est la santé du poète. Il va bien ? Mais Mario Bianchi, l'amant de Teresa Mocenni, est mort. Ainsi, les amans sont mortels, autant que les maris. Mme d'Albany se plaint déjà, quand elle plaint Teresa : « Jugez si je partage vos peines : je tremble toujours qu'il ne m'arrive le même malheur. Le poète se porte bien ; mais à la plus petite chose qu'il souffre, mon cœur est alarmé, comme bien vous pensez, surtout dans ce moment. Que ferai-je sans lui ? Je ne tiens au monde que pour lui. » Il y a là certainement de la tendresse, et un réel souci de soi. C'est le 20 mars 1798 que Mme d'Albany redoutait ainsi son chagrin. Alfieri ne mourut pas avant le 7 octobre 1803. La douleur de Mme d'Albany, alors, fait pitié. Le 9 novembre, elle écrit à notre savant compatriote d'Ansse de Villoison : « Ah ! monsieur, quelle douleur ! J'ai tout perdu : c'est comme si on m'avait arraché le cœur ! Je ne puis pas encore me persuader que je ne le reverrai plus. Imaginez-vous que, depuis dix ans, je ne l'avais plus quitté, que nous passions nos journées ensemble ; j'étais à côté de lui quand il travaillait, je l'exhortais à ne pas tant se fatiguer, mais c'était en vain... Il est heureux, il a fini de voir tant de malheurs ; sa gloire va augmenter : moi seule, je l'ai perdu, il faisait le bonheur de ma vie... » Dix jours plus tard, elle écrit à son ami de Sienne Alessandro Cerretani : « Je suis la plus malheureuse créature qui existe ; j'ai perdu le meilleur et le plus respectable des amis. Le plus grand bonheur qui pourrait m'arriver, ce serait de finir une carrière dont je suis déjà ennuyée depuis dix ans, mais qui m'était moins à charge parce que je la supportais avec un ami que j'adorais depuis vingt-six ans... Je me sens glacer le sang en y pensant, je l'ai toujours devant les yeux. J'ai la tête si faible que je puis à peine écrire. Pardonnez-moi et plaignez-moi. » Le 24 novembre, elle écrit au chevalier Baldelli : « J'ai tout perdu, consolation, soutien, société, tout, tout. Je suis seule dans ce monde, qui est devenu un désert pour moi. Je déteste la vie, qui m'est odieuse, et je serais trop heureuse de finir une carrière dont je suis déjà fatiguée depuis dix ans par les circonstances terribles dont nous avons été témoins : mais je la supportais, ayant avec moi un être sublime qui me donnait du courage. Je ne sais que devenir, toutes les occupations me sont odieuses... » Et elle ajoute : « J'aimais tant la lecture !... » Le 10 mars de l'année suivante, elle écrit à l'archiprêtre

Luti : « Je souffre à tous les instans du jour de la perte horrible que j'ai faite ; voilà cinq mois que j'ai perdu cet ami incomparable, et il me paraît que c'est hier ; je le pleure tous les jours, et rien ne pourra jamais m'en consoler. Vous jugez ce que c'est qu'une habitude de vingt-six ans, et de la manière dont nous vivions ensemble. La philosophie, qui m'a toujours servi dans toutes les occasions de ma vie, m'est inutile dans celle-ci... » D'une lettre à l'autre et d'un mois à l'autre, elle se répète ; et sa douleur n'est pas variée : pauvre femme, toute livrée à la seule idée de son désespoir ! Ce n'est pas une petite douleur qui se lamente et crie avec cette ardeur obstinée.

Mme d'Albany, veuve de son amant, maudit la vie, appelle la mort à son secours et se désole à constater qu'elle a une santé « de fer. » Elle vécut encore vingt et un ans. Et tout, au bout du compte, se passa comme elle avait semblé le prévoir elle-même, jadis, au moment où elle encourageait Teresa Mocenni. Elle disait alors à cette amie éplorée : « J'ai trouvé qu'il n'y a rien de mieux dans les peines du cœur que de forcer la tête à penser et même à épuiser le sujet du chagrin... » Épuiser le sujet du chagrin : c'est assez bien ce qu'elle fait, quand elle se livre à son désespoir et le ressasse perpétuellement. Elle n'épargne ni les mots, ni les sanglots ; elle n'élude absolument rien. Et elle disait aussi à Teresa : « Fortifiez-vous l'esprit en lisant des livres qui sont un peu toniques... » Elle n'oublia point la recette : dès le 9 novembre 1803, écrivant à d'Ansse de Villoison, elle s'informe de cette *Enéide* que M. Delille va publier. Elle disait encore à Teresa : « Je sais bien que votre cœur est déchiré ; mais aidez-vous de la raison, ou plutôt laissez faire le temps, ce tyran destructeur qui dévore même les sentimens les plus enracinés. Il n'efface pas l'amitié, mais il use les pointes aiguës de la douleur. C'est un service que la nature nous a rendu... » Et, quelques jours après : « Lisez-vous un peu ? Vous servez-vous de votre raison ? Il faut dans ce monde avoir cette arme contre les événemens et s'en servir malgré soi. Je conçois que cela est difficile, mais peu à peu on y arrive, et le temps fait le reste. La nature a pourvu à tout ; elle a fait la mémoire de l'homme incapable d'un sentiment éternel, au moins d'un sentiment qui blesse. » Je ne sais pas quel usage fit Teresa Mocenni des conseils qui lui étaient ainsi adressés : les conseils ne servent pas toujours à qui les reçoit, plus souvent à qui les donne. Le programme de consolation que Mme d'Albany avait tracé pour son amie, elle le suivit à la lettre, l'occasion venue. Elle épuisa le sujet de son chagrin ; elle recourut au

divertissement de la lecture ; elle laissa faire le temps ; elle confia son cœur à la nature.

Il y a, chez Mme d'Albany, en toute circonstance et à tout propos, un remarquable souci de la méthode, que les hasards de son existence ne découragent pas. Aucune femme n'eut destinée plus aventureuse ; et aucune femme ne vécut avec plus de circonspection. Sur toute chose, elle a une théorie : elle n'en a pas deux, car l'incertitude lui serait insupportable ; elle en a une, et s'y tient avec énergie.

Elle a une théorie médicale : et elle vous soigne sans barguigner. Elle vous dit : « Je crois que vous ne connaissez pas la cause de votre mal d'estomac. Vous devriez l'étudier : ce doit être abondance d'acides ou d'alcalis. Si on connaissait bien la qualité de l'estomac, on n'aurait jamais mal. » Vous avez mal aux nerfs ? « C'est une folie de dire que vous avez mal aux nerfs. On a mal aux nerfs parce qu'il y a une humeur qui pique ces nerfs, et c'est l'humeur qu'il faut corriger, et les maux de nerfs cessent. » Quand elle apprend la mort de Teresa Mocenni, elle en a l'âme « déchirée ; » et elle annonce : « Les médecins sont des ânes, à Sienne ; s'ils avaient purgé cette pauvre femme à la première maladie, ils l'auraient tirée d'affaire. » L'archiprêtre Luti a de mauvaises digestions : c'est qu'il mange trop de cerises ; « ce fruit fermente dans l'estomac. » Elle-même est enrhumée : c'est « une surabondance d'humeur lymphatique ; » et elle se met au régime de la rhubarbe. Mais, une fois, songeant parmi ses drogues, elle se trompe de flacon, se tamponne les yeux avec de l'alcali volatil : et voici, pendant trois jours, enflés ses yeux qu'elle avait bleu foncé ou peut-être noirs.

Elle a une théorie de l'art épistolaire et la résume comme suit : « En français, quand on sait écrire, on sait écrire des lettres ; il suffit de mettre sur le papier le discours familier, sans aucune prétention. » Ce n'est pas plus difficile que ça, pour ainsi dire ! Elle vient précisément de lire les lettres de Mme de Sévigné : c'est tout l'enseignement qu'elle a recueilli de sa lecture. Et elle écrit des centaines, des milliers de lettres, quant à elle. Conformément à la leçon qu'elle a prise auprès de Mme de Sévigné, elle met, sans aucune prétention, sur le papier, son discours familier. Quel triste galimatias cela donne ! Si l'on dit qu'elle sait imparfaitement notre langue, elle ne s'en doute pas ; et que le français n'était pas sa langue maternelle : eh ! elle n'avait pas de langue maternelle, comme elle n'avait pas beaucoup de patrie. Elle a choisi le français, pour écrire ; mais elle trouve à l'italien plus de « bautais : » oui, plus de beautés, plus de richesse et

de musique cent fois qu'à notre langue « même perfectionnée par Bossuet et Massillon et Racine. » C'était l'opinion d'Alfieri, c'est la sienne. Pourquoi donc a-t-elle choisi le français, quand elle pouvait écorcher pareillement l'italien de son poète, l'allemand de son père ou l'anglais de son royaume? Elle le dit au chevalier Cerretani : « J'écris en français, parce qu'elle [cette langue] me procure le moyen de dire plus facilement ce que je veux dire ; sinon je préférerais la vôtre... » Oui, je crois qu'elle écrit facilement : il n'y a pas trace d'aucun effort, dans ses longues lettres innombrables; mais quel français! Elle n'a pas de prétention, mais elle n'a pas de coquetterie : elle est incapable d'en avoir. Et ce n'est pas le style qu'on déplore en lisant ses lettres. Ce qui attriste, c'est qu'on sent que, même traduites en quelque langue d'Europe ou d'ailleurs, traduites en joli français par exemple, ses lettres ne seraient pas jolies. Elle ne nous offre que « son discours familier? » Son discours familier ne vaut rien. Et, je l'avoue, elle m'impatiente parce qu'elle a eu, le 5 mai 1791, l'occasion d'écrire à André Chénier : une lettre de Mme d'Albany à André Chénier! nous attendons une merveille ; et nous sommes déçus. La belle amante d'Alfieri écrit à l'amoureux de Fanny, de Camille et de Chloé : « Je crois que vos maux viennent de trop manger. Vous êtes gourmand ; l'ambassadeur... » c'est M. de la Luzerne, ambassadeur à Londres... « l'ambassadeur fait bonne chère, vous êtes faible, vous vous y livrez, de là dérivent tous les petits maux et les grandes mélancolies dont vous souffrez. La sobriété préserve de tout cela, elle tient le cœur content et l'esprit joyeux : l'esprit et le cœur dépendent beaucoup du physique... Ainsi donc, pour être maître de ce physique, il faut de la sobriété. Je vois d'ici toutes les objections que vous avez à me faire; parce que je connais votre penchant pour la bonne chère... » Voilà comme elle écrit, jeune encore ; et comme elle écrit à André Chénier. Elle attribue à des nourritures ses mélancolies d'amour, son inquiétude poétique et le souci de la liberté française qui tourne mal. Elle ne savait pas et, en 1791, peut-être ne savait-on pas qui était Chénier? Elle devait le deviner un peu. Elle ne devine jamais rien! Elle a de fortes certitudes : elle n'a jamais de pressentimens. Elle est énormément dépourvue d'imagination.

Elle a une théorie de la littérature : il faut qu'elle en ait une, pour rendre des jugemens intrépides, et avec une assurance que le goût seul ne permet pas. La *Delphine* de Mme de Staël, elle l'appelle « un salmigondis de choses, d'immoralités et d'extravagances. » Elle n'aime pas du tout Mme de Staël et déclare Mme de Genlis « bien

supérieure à cette folle. » Le *Génie du Christianisme* : « c'est le livre du moment, et qui ne durera qu'un instant ; » pourquoi ? mais parce qu'elle en a ainsi décidé. Chateaubriand l'impatiente : il ne croit pas un mot de ce qu'il dit ; qu'en sait-elle ? « les Français sont fameux pour écrire ce qu'ils ne pensent pas, » et voilà tout. D'ailleurs, elle a trouvé, dans le *Génie du Christianisme*, des pages « assez intéressantes ; » mais « le style est toujours affecté et tiré par les cheveux : il y a des phrases ridicules et qui ne veulent rien dire. » Elle ne craint jamais de se tromper : elle condamne, elle dénigre ; elle tranche sur tout, avec un entrain qui, d'habitude, est le privilège des illettrés. Cependant, elle est savante. Elle lit sept ou huit heures par jour : et à quoi bon ? Elle est pédante ; et elle écrit au chevalier Cerretani : « Je veux vous distraire, monsieur le chevalier, de vos occupations rurales en venant me rappeler à votre souvenir... Vous êtes très louable de vous occuper de cette besogne, qui était aussi celle de Caton l'Ancien, qui a même écrit sur la cultivation. » Elle conduit ses lectures avec une lourde opiniâtreté : « Je suis occupée du théâtre grec ; j'en suis à Eschyle ! » dit-elle un jour : et elle continuera, chronologiquement. A peine aura-t-elle abattu son Eschyle, sans défaillance, elle attaquera son Sophocle, et puis son Euripide. La tragédie d'Agamemnon lui fait dresser les cheveux, affirme-t-elle. Et « quel mari ! » C'est Agamemnon qu'elle exècre. Quant à la pauvre Clytemnestre, elle lui pardonne et ajoute : « On n'oserait plus mettre au théâtre une femme qui se vanterait d'avoir tué son mari ; » les caractères se relâchent. A présent, une femme tuera son mari, « mais elle en sera au désespoir : » quelle mollesse !

Elle a une théorie de l'existence et, pour ainsi parler, une morale. Ce qu'elle méprisait en feu Charles-Édouard, son mari, c'était « les préjugés de toutes les classes avec les vices des laquais. » Elle est résolument une aristocrate sans préjugés. Elle dédaigne le qu'en-dira-t-on, l'opinion des bonnes gens et les petits scrupules qu'on a si l'on désire ne scandaliser personne. Elle écrit à sa chère Teresa Mocenni : « Dites-moi si on vous laisse tranquille ? Laissez-les dire, nourrissez votre esprit. Votre âme sera au-dessus des commérages, que vous ne devez jamais vous laisser rapporter. Ils ne font qu'avilir l'âme et la rapetisser au lieu de l'élever ! » Elle est déjà un peu nietzschéenne, en quelque sorte. Et si bourgeoise, en quelque manière ! Elle vit dangereusement, avec beaucoup de prudence. Elle a un grand souci de sa gloire et de sa commodité.

Elle ne s'est point lancée à rompre avec le prétendant Charles

Édouard avant de s'être procuré Alfieri; elle n'a point renoncé à la couronne d'Angleterre avant de s'être munie d'une couronne poétique. Et, plus tard, la mort d'Alfieri, son terrible malheur, ne la prend pas au dépourvu : elle a, de longtemps, auprès d'elle le remplaçant du poète, M. Fabre, de Montpellier, peintre et élève de David. Ce Fabre n'est pas ennuyeux. Paul-Louis Courier, dans la *Conversation chez la comtesse d'Albany*, nous l'a montré vif et pimpant, qui, devant la beauté du Pausilippe et de Capri, vous débite ses paradoxes gentiment. Avant la mort du poète, il demeurait avec amabilité à la *Casa Alfieri*, faisant quelques portraits et vivant de son mieux. La comtesse lui rendait ce témoignage : « Fabre peint le Poète mieux que personne! » Et il donnait à la comtesse, quelquefois, des leçons de peinture. Car elle a voulu peindre : et elle a dû peindre avec méthode. La liaison de Mme d'Albany avec ce Fabre, on l'a jugée comme on a pu. Chateaubriand : « Je suis fâché que ce cœur, fortifié et soutenu par Alfieri, ait eu besoin d'un autre appui! » Sainte-Beuve n'a-t-il pas soupçonné là, peut-être, un avis pour Juliette?... On s'est demandé si Mme d'Albany, après la mort d'Alfieri, n'avait point épousé M. Fabre. On l'a même imprimé dans la *Biographie universelle;* mais, sur l'exemplaire de la *Biographie* que possédait M. Fabre, Saint-René Taillandier lut ces mots, de la main de M. Fabre : « C'est faux! » Mme d'Albany aimait beaucoup trop M. Fabre pour en faire un mari. Elle vécut paisiblement, auprès de ce peintre qui avait de l'obligeance et de la bonhomie. Tous deux veillèrent à l'édification du monument d'Alfieri, dans l'église de Santa Croce. Elle vieillit avec ce souvenir et ce compagnon. A la fin de sa vie, elle avait en haine tout l'univers : et elle n'était pas du tout malheureuse. « Je suis à la fenêtre, disait-elle, et je vois passer les événemens... » Elle réussissait à organiser le bon ménage de son pessimisme et de sa curiosité.

Elle a eu le génie de l'organisation. Elle a eu ce médiocre génie, au point de n'être ni malheureuse ni attendrissante. Il n'y a pas beaucoup à rêver autour de sa mémoire. Avec ses cheveux blonds, ses yeux noirs ou bleu foncé, belle, intelligente, et avec sa destinée extraordinaire, elle a peu d'attrait. Et, après tout, elle est boche, née princesse de Stolberg-Gedern.

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

L'AVION DE GUERRE

Pour l'historien et le tacticien de l'avenir ce qui caractérisera surtout la guerre actuelle, ce qui la distinguera des guerres du passé, c'est le combat aérien. Entre nos fantassins et ceux des guerres puniques, entre nos artilleurs et les guerriers qui bandaient autrefois les catapultes, il y a en somme beaucoup de ressemblances: et n'étaient les portées un peu plus grandes que les explosifs ont données au jet des projectiles et à leur efficacité, il n'y aurait ici rien qui pût véritablement stupéfier un César ou un Xénophon, s'ils revenaient parmi nous. Mais ce qu'on n'avait jamais vu ni soupçonné, c'est l'homme fait oiseau, enrichi de l'infinité des mouvemens nouveaux et des incroyables visions qu'en conquérant la troisième dimension de l'espace il a conquises du même coup.

L'aviation militaire a pris, par la force des choses, une importance tellement prépondérante, que l'on peut affirmer que si l'un des deux camps en présence n'avait pas entre les mains cette arme, il serait irrémédiablement battu par cela même. Pourtant, comme engin même de combat, l'avion n'est pas d'une efficacité supérieure à celle d'un très petit détachement terrestre bien armé de mitrailleuses, de grenades ou de canons. Mais il a l'avantage inestimable de pouvoir transporter la mort latente qu'il inclut en ses projectiles, là où il lui plaît, et dans des zones vulnérables loin en arrière du front ennemi, là où le fantassin et l'artilleur, rivés au sol par l'inflexible esclavage de la gravité, ne peuvent aller. Mais ceci n'est rien. S'il n'était qu'un merveilleux transporteur de projectiles et d'explosifs à distance, s'il n'était qu'un combattant, qu'un semeur de mort, l'avion

militaire ne serait rien ou peu de chose. Ce qui lui donne surtout une prodigieuse efficacité guerrière, c'est ce qu'il voit plutôt que ce qu'il fait, c'est qu'il est un œil plutôt qu'un poing.

Comme toutes les guerres passées, mais plus peut-être encore qu'elles, à cause de son étendue supérieure dans le temps et dans l'espace, cette guerre est en effet avant tout un problème de *repérage*. Mettez face à face deux adversaires dont l'un, aveugle, soit armé d'une mitrailleuse perfectionnée, dont l'autre, voyant, n'ait qu'un mauvais petit revolver : c'est le premier qui sera vaincu. Entre deux batteries qui se combattent, l'une puissante et formidable, mais ignorant où est son adversaire, et l'autre qui le sait, mais se compose de médiocres et faibles canons, c'est celle-ci qui l'emportera. « *Veni, vidi, vici* » disait César. C'est parce qu'il avait vu qu'il a vaincu, et le grand capitaine exprimait ainsi, sous une forme immortelle, cette vérité que, pour porter des coups qui soient victorieux et avant de le faire, il faut *voir* où on les porte. Voir où est l'adversaire, savoir ce qu'il fait, juger de l'efficacité des coups qu'on lui assène et les rectifier, c'est les trois quarts de l'art de la guerre, et c'est pourquoi le matador fluet et léger reste toujours vainqueur du taureau dont la force supérieure est mal dirigée. L'avion est le plus admirable des observatoires ; il permet de voir d'un coup une vaste étendue de terrain ; bien plus, cet observatoire est mobile ; il n'est plus de pli du sol, plus de masques ou de crêtes dont il ne dévoile la fallacieuse protection ; quelque mouvement, quelque geste que fasse l'adversaire dans le maniement de ses engins et de ses effectifs, « cet œil est toujours là et regarde Caïn. »

D'après cela, nous voyons immédiatement que le principal avion de guerre est l'avion de renseignemens, et ici même encore, il faut distinguer l'avion qui renseigne sur ce que fait l'ennemi, et celui qui renseigne sur ce que nous faisons nous-mêmes, je veux dire sur la façon dont nos projectiles atteignent ou non leurs objectifs. Le premier est l'avion de reconnaissance, le second l'avion de réglage d'artillerie. Mais le tout n'est pas de voir l'ennemi du haut de ce poste d'observation idéal qu'est un aéroplane : il faut empêcher l'adversaire d'user du même avantage. C'est ainsi que sont nés les avions de chasse destinés à abattre et à mettre en fuite les avions de réglage et de reconnaissance de l'ennemi. Comme celui-ci ne manque pas de vouloir, lui aussi, réduire à l'impuissance nos propres avions de renseignemens, il s'ensuit que par la force des choses les avions de chasse se combattent entre eux. Ainsi le combat d'avions, si épique et beau qu'il soit, n'est qu'un corollaire indispensable de cette fonction

essentielle de l'aéroplane militaire : la reconnaissance et le repérage, en un mot la *vision*. Enfin une autre catégorie d'avions combattans est née : celle des avions de bombardemens qui vont en arrière des lignes ennemies, et souvent à grande distance, jeter des explosifs sur ses voies de ravitaillemens, ses usines, ses dépôts et magasins.

Parmi les fonctions actuelles de l'avion militaire, celles-ci sont les principales. Mais il y en a d'autres encore, qu'on n'eût point prévues naguère, que divers épisodes de cette guerre ont enfantées sous la subtile pression des nécessités imprévues, et dont l'importance pourra se développer beaucoup plus que nous n'imaginons aujourd'hui. C'est ainsi, par exemple, qu'à Kut-el-Amara et à Przemysl les avions ont servi à assurer la liaison d'une place assiégée avec l'extérieur, à la ravitailler en nouvelles et même en provisions. C'est ainsi qu'en Serbie, nos avions ont servi à évacuer et mettre en lieu sûr, pendant l'invasion austro-allemande, un certain nombre de blessés. C'est ainsi que... mais il est des emplois ingénieux des avions sur lesquels il vaut mieux pour l'instant faire le silence. En résumé, on peut faire le classement suivant des diverses fonctions des avions militaires :

1° Reconnaissances, service d'éclaireurs, repérage de batteries et de positions;

2° Réglage des tirs de l'artillerie ;

3° Chasse et combat des appareils ennemis (tant aéronefs qu'aéroplanes);

4° Bombardemens;

5° Ravitaillement, poste, liaison, transport des blessés, etc.

***

Un seul type d'avion pourra-t-il remplir, d'une façon satisfaisante, des fonctions aussi différentes ? Ce n'est pas probable *a priori*, et le vieux principe de l'évangile Lamarckien, d'après lequel la fonction crée l'organe s'oppose dès l'abord à ce qu'un organe unique assure simultanément des fonctions disparates. Ici comme dans tous les domaines où l'on veut que les choses soient poussées à fond avec la plus grande perfection, il doit y avoir une spécialisation, une différenciation des appareils adéquates aux buts à atteindre.

Certains pourtant avaient rêvé un moment d'un appareil volant unique, d'une sorte d'aéroplane « Maître Jacques » qui serait capable tour à tour de combattre très bien, de bombarder ou d'assurer un service de reconnaissance. Ce n'était qu'un rêve, comme l'a prouvé l'expérience qui a amené dans toutes les armées belligérantes la créa-

tion d'avions étroitement spécialisés. Mais ce que l'expérience a démontré, après maints tâtonnemens inutiles, chez nous comme chez nos ennemis, on aurait pu le prévoir *a priori* ainsi que nous allons voir.

Depuis longtemps, on a constaté qu'un cheval de trait ne peut et ne doit pas posséder la même structure et les mêmes qualités qu'un cheval de course ou un cheval de guerre, et les éleveurs ont été conduits ainsi à créer des races chevalines extrêmement diverses, et d'autant plus dissemblables qu'elles assuraient mieux la fonction spéciale à laquelle chacune était destinée. Pareillement et pour prendre un autre exemple, on a depuis longtemps dans la marine renoncé au vaisseau de guerre unique et bon à tout, et différencié profondément le cuirassé porteur d'une grosse artillerie et puissamment blindé, du croiseur moins fort et moins protégé, mais plus rapide, et du vaisseau éclaireur fluet et léger. Dans l'action féconde et efficace, qu'il s'agisse des hommes ou des engins, celui qui est bon à tout n'est pas bon à grand'chose... sauf peut-être, dit-on, dans la politique qui jouit à cet égard d'une grâce toute spéciale.

Ce que les analogies précédentes nous ont déjà laissé entendre : la nécessité d'avoir des types d'avions distincts et séparément adaptés aux fonctions diverses de l'oiseau de guerre, un examen un peu plus attentif va nous le démontrer d'irréfutable manière.

Considérons, par exemple, la question des moteurs d'avion. On sait que la force nécessaire à la rotation de l'hélice est produite par un moteur à explosion. Une certaine quantité d'essence, mélangée à de l'air en proportion convenable y est allumée, grâce à une étincelle électrique, à l'intérieur de plusieurs cylindres où elle déplace alternativement un piston dont le mouvement de va-et-vient, grâce à des transmissions en bielle, fait tourner l'hélice. Or la lutte a été longtemps ouverte en aviation entre deux types de moteurs : les moteurs fixes et les moteurs rotatifs, ainsi nommés respectivement, les premiers, parce que leurs cylindres sont fixes, les seconds parce que les cylindres disposés en étoile autour de l'hélice tournent en même temps que celle-ci. Les moteurs rotatifs sont refroidis par l'air, grâce à leur rotation même dans celui-ci. Les moteurs fixes, au contraire, ont besoin pour ne point trop chauffer d'être refroidis par des radiateurs à ailettes où passe une circulation d'eau. L'augmentation de poids qui en résulte, pour ceux-ci, fait que leur poids est, par rapport à leur puissance, plus grand que dans les moteurs rotatifs.

Ainsi, pour les très puissans moteurs actuellement construits, le

poids du moteur ne s'abaisse pas au-dessous de deux kilos par cheval-vapeur pour les moteurs fixes, tandis qu'il descend à un kilo et demi, dans les bons moteurs rotatifs. Ceci explique le succès qu'ont eu ces derniers dans la période qui a précédé la guerre : par suite de leur poids plus faible, ils permettaient des vitesses plus grandes avec un aéroplane donné, dans les brèves épreuves sportives qui avaient alors tant de vogue. Mais toute médaille a son revers : sans parler même de la délicatesse et de la fragilité plus grandes du moteur rotatif, celui-ci consomme par heure et par cheval plus d'essence que le moteur fixe (environ 350 grammes au lieu de 250). Et alors il arrive ceci : lorsqu'un aéroplane doit faire une randonnée de plusieurs heures, le poids total d'essence qu'il doit emporter à cet effet est beaucoup plus grand pour le moteur rotatif que pour le moteur fixe, et suffit à compenser et au delà le poids plus faible du premier (supposé de même puissance que l'autre). Et ainsi nous arrivons à cette conclusion que si le moteur rotatif est préférable pour les avions qui doivent fournir un service rapide et bref, le moteur fixe reprend au contraire sa supériorité pour les vols de longue durée. Premier et décisif exemple de la nécessité qu'il y a de construire différemment les avions selon le service qu'on leur demandera.

* * *

Mais il y a plus et nous allons voir maintenant que les qualités exigées pour les divers emplois de l'avion de guerre sont en quelque sorte contradictoires et exclusives les unes des autres.

Tout d'abord il y a une antinomie entre la vitesse d'un avion donné et le poids qu'il transporte. Plus ce poids est grand, plus sa vitesse maxima sera faible et réciproquement. Cela est presque évident *a priori*, et bien connu pour tous les mécanismes tracteurs : locomotives, automobiles, animaux de trait. Ainsi, si sur un avion est monté un moteur de cent chevaux, c'est-à-dire un moteur, qui fournit un travail de 7 500 kilogrammètres par seconde, lorsque la traction du moteur est de 250 kilogrammes (1), l'appareil fait 30 mètres à la seconde ; si le poids tiré n'est que de 200 kilogrammes, la vitesse devient égale à 37 mètres et demi (en supposant parfait, pour simplifier, le rendement de l'hélice).

Parallèlement à cela, il y a également une sorte d'antinomie entre le poids porté par un avion, et l'altitude maxima qu'il peut atteindre

(1) Rappelons que le kilogrammètre est le travail nécessaire pour élever un kilogramme à une hauteur d'un mètre.

et qu'on appelle, comme nous avons vu, son *plafond*. Cela se démontre aussi très facilement, et tombe d'ailleurs sous le sens, puisque, comme je l'ai expliqué, l'altitude du plafond dépend de l'excédent de charge emporté par l'appareil.

Enfin il existe une troisième incompatibilité et fort curieuse : pour un avion disposant d'un moteur donné et portant un certain poids, la vitesse en vol horizontal, et l'altitude maxima, la hauteur du plafond, sont des qualités contradictoires. Voici un raisonnement qui nous fera comprendre cette chose, au premier abord étrangement paradoxale. A un avion dont le plafond est à 2000 mètres coupons légèrement les extrémités des ailes : nous aurons diminué du coup sa force portante, c'est-à-dire sa surcharge maxima, c'est-à-dire la plus haute altitude à laquelle il peut parvenir. Mais du même coup nous aurons augmenté sa vitesse puisque nous aurons diminué sa résistance à l'avancement.

Aussi par des diminutions progressives des surfaces portantes on arriverait à des avions très rapides, mais ne pouvant s'élever qu'à une faible hauteur. Tels étaient les appareils qui, en 1913, gagnèrent la célèbre coupe Gordon Bennet. Portant un seul pilote, du combustible pour une heure seulement, ils faisaient plus de 200 kilomètres à l'heure. Mais ils n'auraient pu s'élever bien haut, et si la course avait eu lieu sur un plateau situé à quelques centaines de mètres d'altitude, à Mexico par exemple, ces merveilleux appareils, ces dieux de la vitesse n'auraient pas même pu quitter le sol.

De tout cela, et sans qu'il soit besoin de poursuivre, comme on le pourrait, notre démonstration, il résulte très nettement qu'on construira très différemment un avion selon qu'on le destine à voler très haut, ou très vite, ou très loin, à porter une faible charge ou un poids considérable. Il y a longtemps d'ailleurs qu'avec son intuition de précurseur, Clément Ader avait deviné cette spécialisation des avions et qu'il écrivait : « Chaque type d'avion doit être constitué pour la fonction qu'il est appelé à remplir. »

Il nous reste maintenant, à la lueur de ces quelques généralités, à examiner le rôle des divers types d'aéroplanes de guerre. Dans cet examen la petite classification que nous avons établie plus haut nous servira de fil d'Ariane. Aussi bien, nous sommes ici dans le royaume qu'ambitionna follement l'audacieux fils de Dédale.

On n'attend d'ailleurs point de moi que je donne ici des renseignemens sur les perfectionnemens récens dus à l'ingéniosité de nos constructeurs et de nos techniciens et qui ont contribué à faire de nos

avions de guerre des adversaires si redoutables pour l'ennemi, des auxiliaires si précieux dans les mains de notre commandement. L'heure n'est point venue encore d'entrer à cet égard dans des détails. Aussi sans aborder aucune des choses qui doivent rester secrètes, vais-je seulement ici indiquer quelques particularités et quelques méthodes des aéroplanes militaires qui sont bien connues de nos ennemis, et appliquées par eux-mêmes comme par nous, ainsi qu'il résulte de leurs publications et de l'examen de leurs appareils tombés entre nos mains. Même ainsi limité, ce rapide examen suffira, j'en suis convaincu, à montrer l'intelligente hardiesse, l'habileté technique, la science que doit posséder aujourd'hui un aviateur militaire digne de ce nom... et nous en avons des légions dans ce cas.

***

L'avion de reconnaissance, l'avion éclaireur, est destiné à explorer le secteur ennemi, les positions et les mouvemens des troupes adverses, à découvrir leurs dépôts de matériel, à définir exactement avant une attaque et pendant celle-ci l'état et la position de leurs retranchemens. En un mot, il est le regard perpétuellement mobile du commandement, sans cesse braqué comme un dard mortel sur l'ennemi.

Dans les guerres anciennes, c'était la cavalerie qui était chargée de ce service de reconnaissance. La guerre immobile de tranchées qui sévit actuellement a réduit ses chevaux à l'état de comparses encombrans. Mais même au début de cette guerre, quand les troupes opéraient de vastes mouvemens stratégiques, le rôle des cavaliers éclaireurs a été infiniment moins utile que celui des avions, car le cavalier ne peut voir que des détails, l'avion voit les grandes lignes, les dominantes d'un champ de bataille et d'une armée en marche, parce qu'il plane, parce qu'il voit les choses d'assez haut pour que les détails sans importance ne lui masquent pas les choses essentielles. Si la bataille de la Marne a pu s'engager victorieusement, c'est en grande partie parce que les rapports de nos pilotes ont signalé une large fissure entre deux des armées envahissantes.

Depuis lors, le rôle des éclaireurs aériens n'a fait que se développer des deux côtés de la barricade. Ce sont généralement des appareils biplaces montés par le pilote qui ne s'occupe que de la conduite de sa machine et par un officier observateur qui est tout à sa besogne de reconnaissance. Celle-ci était faite naguère uniquement à l'œil nu ou à la jumelle ; aujourd'hui on tend à remplacer cette documentation

visuelle, qui est fugitive et sujette à erreurs, par l'observation photographique qui donne des documens sans équation personnelle et qu'on peut ensuite examiner à loisir. Un grand nombre des avions de reconnaissance allemands comme des nôtres sont aujourd'hui munis de téléobjectifs (fabriqués notamment par Zeiss pour nos adversaires) qui donnent des résultats remarquables. Il n'est pas jusqu'au cinématographe qui ne soit aujourd'hui adapté sur certains aéroplanes allemands et alliés. Les résultats ainsi obtenus, tout le monde les connaît par les documens qui ont été publiés dans les journaux illustrés. Grâce à eux, pour n'en citer que le plus récent exemple, notre commandement a été, pendant l'attaque de la Somme, tenu constamment au courant des effets, sur les différentes tranchées, du bombardement préliminaire à l'attaque et des mouvemens des réserves ennemies.

Une autre fonction, non moins importante, des avions éclaireurs est le repérage des batteries ennemies, que les observateurs découvrent par leurs lueurs ou leurs fumées, ou plus à loisir par la position de leur emplacement sur les téléphotographies.

L'hydravion, qui ne se distingue de l'aéroplane que parce qu'il est muni de flotteurs qui lui permettent de reposer sur la mer, joue un rôle tout à fait analogue le long des côtes ou dans les escadres de combat.

De tout ceci il résulte que l'avion éclaireur n'a point besoin d'avoir une grande sphère d'action, c'est-à-dire d'emporter un grand poids de combustible. Il doit pouvoir voler assez haut pour évoluer sans trop de danger au milieu des éclatemens des batteries antiaériennes, et pour échapper aux avions de chasse ennemis qui, volant vite, ont un plafond plus bas; au-dessus de 2000 mètres, d'ailleurs, il peut mépriser les balles de fusil ou de mitrailleuse venues du sol; ses ailes et son fuselage doivent être disposés de façon à donner à l'observateur un champ visuel étendu. En somme, il doit avoir un ensemble de qualités moyennes qui en font le moins spécialisé des aéroplanes militaires.

***

L'avion de réglage d'artillerie est le frère du précédent. Son rôle est de régler le tir des batteries sur les objectifs qui leur sont directement invisibles, ce qui est le cas général. L'avion signale si les coups sont trop longs ou trop courts, ou à droite, ou à gauche, ou au but... ce qui est l'idéal, de diverses manières. Au début de la guerre, les avions faisaient cette signalisation en opérant certaines évolutions, en décri-

vant certaines courbes dont le sens était convenu d'avance. Aujourd'hui ils emploient des procédés plus rapides et moins rudimentaires, et beaucoup sont munis, chez les Allemands comme chez nous, soit d'appareils de T. S. F., soit de fusées de formes et de couleurs variées qui leur permettent de diriger et de rectifier les coups des artilleurs.

L'avion de réglage doit, comme l'éclaireur, avoir un champ visuel étendu devant l'œil de l'observateur ; ses ailes et son fuselage doivent être placés et échancrés en conséquence. Il doit avoir une faible vitesse pour trois raisons : 1° parce qu'à faible vitesse il peut survoler plus facilement, sans s'en écarter, l'objectif examiné : l'idéal serait un appareil de vitesse nulle qui resterait immobile sur les points observés ; 2° parce que sa faible vitesse a pour corollaire un plafond élevé qui lui permet d'échapper plus facilement aux avions-chasseurs ennemis, qui très rapides ne peuvent monter aussi haut ; 3° parce que l'avion de réglage doit pouvoir très facilement atterrir dans le voisinage immédiat de l'officier d'artillerie dont il doit sans cesse prendre les ordres. Pour que cet atterrissage puisse avoir lieu « dans un mouchoir de poche, » suivant l'expression aujourd'hui consacrée dans l'argot aérien, il faut, étant donnée l'exiguïté, fréquente sur le front, des terrains convenables, que l'aéroplane soit aussi peu rapide que possible, car on sait qu'un appareil rapide a besoin d'un très vaste espace pour atterrir sans danger.

Cet appareil doit donc être léger et peu rapide.

* * *

Les avions de chasse, destinés, comme nous avons vu, d'une part à protéger les avions de reconnaissance et de réglage contre les appareils de chasse de l'ennemi, d'autre part à rendre impossible son service d'éclaireurs aériens doivent être également légers ; mais en revanche ils doivent être aussi rapides que possible.

L'armement des avions de chasse est d'une importance capitale. Quelquefois armés d'un petit canon, ils sont chez l'ennemi comme chez nous plus généralement munis d'une mitrailleuse. Si les avions de chasse allemands (dont le parangon est le célèbre Fokker, pâle copie de notre vieux Morane-Saulnier) ont paru pendant une période qui fut courte et qui est heureusement déjà lointaine, avoir un moment la suprématie, c'est uniquement parce que leurs mitrailleuses déroulaient des bandes de cartouches bien plus longues que les nôtres, à quoi il est heureusement remédié aujourd'hui. Le cri fameux : « Des munitions, des munitions ! » est en effet peut-être plus vrai encore dans

le champ de bataille aérien qu'à la surface du sol. Il est facile de comprendre pourquoi : lorsque deux avions adverses se précipitent l'un contre l'autre, chacun à la vitesse de 150 kilomètres à l'heure, il s'ensuit que leur vitesse relative est de près de 80 mètres à la seconde. A une telle allure, les avions ne sont à portée utile pour se servir de leurs mitrailleuses que pendant un très court instant. Mais il est évident que celui qui aura des munitions plus nombreuses pourra faire durer utilement plus longtemps chacune de ces successives et très rapides passes d'armes qui constituent un combat d'avions. Il sera, lors des dernières passes, encore approvisionné en face d'un adversaire démuni.

De tout cela il résulte aussi que de deux avions également bien approvisionnés, le plus souple et le plus rapide aura un grand avantage sur l'autre parce qu'il sera maître de se dérober à lui ou de l'attaquer sous un angle où lui-même sera hors d'atteinte.

C'est la nécessité d'avoir, pour la chasse, des avions rapides qui a conduit nos ennemis comme nous-mêmes à préférer pour ce genre d'appareils le monoplace. Celui-ci portant un seul homme est plus léger, donc, à moteur égal, plus rapide. En outre et surtout, l'aviateur unique qui gouverne et tire seul peut mieux coordonner sa direction et son tir que lorsqu'il doit partager ces deux fonctions avec un camarade dont les gestes ne peuvent jamais s'harmoniser parfaitement avec les siens. Or dans ces passes rapides comme l'éclair, une erreur d'un dixième de seconde, un décalage insignifiant entre la gouverne et le tir décident de la victoire ou de la chute mortelle. Et c'est pourquoi les Guynemer, les Navarre, les Nungesser, à l'exemple des Garros et des Pégoud, combattent seuls comme les grands chasseurs de la jungle ou de l'azur, comme le lion, le tigre et l'aigle.

Enfin l'expérience a prouvé que les appareils dont l'hélice est placée à l'avant sont, toutes choses égales d'ailleurs, les plus rapides. Mais alors l'aviateur du monoplace de combat qui tire en même temps qu'il gouverne et qui vise en quelque sorte avec tout son avion, en le dirigeant vers le but, doit tirer avec la mitrailleuse à travers l'hélice. C'est ce que fit le premier Garros, grâce à un ingénieux dispositif dont les Allemands ont consciencieusement réalisé des copies serviles, puis des variantes diverses dans leur fokker. D'ailleurs le problème ne se pose pas avec les appareils à deux hélices.

Il faut enfin ranger parmi les avions de chasse, à cause de leur nécessaire vitesse et de leur mission si utile qui est vraiment une mission « de chasse, » ceux de nos appareils qui naguère à Verdun et

plus récemment sur la Somme, ont congrûment brûlé, grâce à d'ingénieuses fusées incendiaires, ces gros ballons cerfs-volans que l'ennemi à le premier utilisés comme observatoires aériens et que nos poilus d'un mot qui, s'il n'est pas très poétique est riche du moins d'exactitude pittoresque, appellent des « saucisses. »

* * *

L'avion de bombardement est à l'avion de chasse ce que le dreadnought est à un fin torpilleur. Les communiqués nous ont fait connaître depuis longtemps les exploits de ces puissantes escadres aériennes lourdement chargées d'explosifs et qui vont jeter leurs bombes et leurs obus de 90 ou de 155 dans les organisations industrielles et militaires à l'intérieur de la zone occupée par l'ennemi et jusque dans l'intérieur de l'Allemagne. On imagine la sensation que doit produire l'arrivée d'une de ces escadres dont les avions volent en triangle comme un grand vol de canards sauvages, et qu'escortent, tournant autour d'eux comme des chiens de bergers, d'actifs avions de chasse destinés à les protéger contre l'attaque des appareils ennemis.

Le lancement des projectiles (bombes ou fléchettes), du haut d'un avion, est d'ailleurs une opération beaucoup plus complexe et délicate qu'il ne semblerait à première vue. Si l'avion pouvait s'immobiliser complètement au-dessus du point visé, si d'autre part l'air était parfaitement calme, il est évident qu'il suffirait au bombardier pour atteindre son objectif, de lâcher ses projectiles lorsqu'il se trouve exactement au-dessus de lui et dans sa verticale. Mais ces conditions ne sont jamais réalisées : d'une part l'avion a généralement une certaine vitesse par rapport au sol; les projectiles, au moment où on les lâche, seront donc eux-mêmes animés dans le sens de la marche d'une vitesse horizontale qui tend à les faire tomber en avant de la verticale de lancement. D'autre part, le vent pendant leur chute tend à les faire tomber plus en avant encore, s'il est de même sens que la marche de l'avion ou, dans le cas contraire, moins en avant. La trajectoire d'une bombe d'avion est donc très complexe et a conduit à construire, tant dans les appareils allemands que dans les nôtres, des viseurs de bombardement extrêmement ingénieux, accompagnés de tables de tir tenant compte de toutes les circonstances de lancement, et qui font des bombardemens aériens une opération aussi savante que le réglage d'un tir d'artillerie.

Les avions de bombardement emportent le plus grand poids pos-

sible de projectiles à des distances qui peuvent être considérables. Leur force portante doit donc être notable ; ils doivent en conséquence avoir une grande envergure et des moteurs puissans. Ceux-ci sont couramment d'environ 200 chevaux-vapeur. De plus, ils doivent passer les lignes à une altitude qui les mette à l'abri des tirs d'infanterie, c'est-à-dire à 2 000 mètres. Ceci conduit à limiter la vitesse de l'avion, et ne permet pas d'augmenter indéfiniment son poids, car son plafond deviendrait alors trop bas. C'est cela non moins que la loi de résistance des matériaux qui a empêché les avions géans, qui ont fait l'objet d'intéressantes tentatives, d'être jusqu'ici utilement généralisés.

***

Pour compléter ce bref tableau de ce qu'on fait aujourd'hui pour la patrie dans le fluide royaume aériforme, nous pourrions par quelque anticipation hardie tenter d'imaginer ce qu'on y fera plus tard. Nous pourrions par exemple rêver avec M. de Guiche, — puisque aujourd'hui on n'a le droit de rêver que de choses guerrières, — d'avions belliqueux, frères jumeaux et symétriques des sous-marins, et qui par-dessus la mer des nuages iront, en se guidant au compas et au sextant, bombarder quelque lointaine citadelle.

Mais le réel vraiment suffit aujourd'hui à notre étonnement. Si le bonhomme Homère, si Virgile, si notre poète épique médiéval revenaient parmi nous, et si d'aventure ils regardaient en l'air, ils trouveraient sans doute bien puérils, et bons tout au plus à amuser les petits enfans, les combats de leur Achille, dont les pieds ne furent point si légers que ceux de Pégoud, de leur pieux Enée, de leur brave Roland lui-même. Certes par leur valeur ces légendaires héros furent égaux peut-être à nos navigateurs de la nue. Mais combien les gestes de ceux-ci sont plus beaux, plus étrangement poétiques, plus véritablement épiques, derrière les bras bourdonnans de l'hélice, dans ce char de métal que le feu fait glisser sur l'azur dix fois plus vite que ne galopa jamais un cheval, le doigt sur ce tube creusé ainsi qu'un roseau qui déverse, comme une corne d'abondance, la mort incluse en mille fruits d'airain. Si Platon a voulu bannir les poètes de sa république, n'est-ce pas après tout parce qu'ils n'avaient pas assez d'imagination et que leurs rêveries sont toujours bien pauvres à côté du réel, et surtout du possible?

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Depuis quinze jours, nous respirons mieux. Nous avons un poids de moins sur la poitrine ; et tout autour de nous, de l'horizon, plus proche et plus familier, de la Somme ou de Verdun aux plus lointaines extrémités du champ de bataille presque universel, — laissons-leur pour compte leur « mondial ! » — l'atmosphère s'est éclaircie ; l'offensive russe, la contre-offensive italienne, l'offensive franco-anglaise, l'ont traversée comme autant de rayons : il est monté de la confiance et de la sérénité en nous, à mesure qu'il passait dans l'air de l'action combinée, coordonnée et conduite. L'œuvre, ébauchée l'autre quinzaine, s'est développée au cours de celle-ci, en des proportions de plus en plus vastes et dans des conditions de plus en plus favorables. Sur la Somme, nous avançons, au Nord et au Sud de la rivière. L'armée britannique, consolidant ses gains et doublant les étapes, aligne son front, multiplie ses coups de main, étend ses prises. Là-bas, dans l'Est, Kouropatkine s'empare de trois lignes de tranchées allemandes, à la barbe de l'ogre Hindenburg à qui l'on a ôté, pour en faire présent au Kronprinz, ses bottes de sept lieues, l'élite de ses troupes inutilement sacrifiées. Linsingen est battu ; Bothmer l'a été et va l'être ; si l'armée de Pflanzer ne l'est plus, c'est qu'elle n'est plus une armée, et que Pflanzer ne commande plus. Le prince Léopold de Bavière et les archiducs autrichiens sont rentrés dans le silence, qu'aiment les princes aux heures d'infortune. Où est le maréchal Mackensen, cet homme-volant qu'on signalait partout dans le même moment ? N'est-ce pas lui qui, sous le nom de ses lieutenans, vient de se faire déconfire, et dont on tâche de sauver le prestige en le cachant ? L'armée du Caucase, vigoureusement poussée par le grand-duc Nicolas, continue sa marche en Asie Mineure. Par Baïbourt et Gumuch-Hané, entre Erzeroum et Trébizonde, elle tient la seule bonne route qui rattache la Turquie d'Europe à la Perse et aux régions d'où elle tire

une forte part de sa nourriture. Du val Lagarina au val Sugana, pied à pied, Cadorna repousse les Impériaux et chasse l'archiduc héritier de l'héritage usurpé, du paradis lombard-vénitien dont l'épée italienne lui ferme à jamais la porte. Sur des milliers de kilomètres, l'artillerie lourde écrase les obstacles, ouvre les voies ; l'artillerie de campagne prépare la conquête du terrain, l'infanterie l'achève. Spectacle nouveau, à force d'être oublié, et signe gros de promesses : on a revu des cavaliers. L'armée tout entière (et chacune des armées alliées dans chacune des zones de guerre) fait d'excellent travail. Pour l'aider, les civils, qui pareillement ont bien « tenu, » n'ont qu'à ne pas la gêner.

Peut-être a-t-on remarqué le souci scrupuleux avec lequel nous nous sommes gardés, quoique l'occasion en ait été fréquente, de traiter ici des questions qui eussent pu être dites de politique intérieure. A peine en avons-nous, au passage, quand il était impossible de l'éviter, effleuré quelqu'une d'une main que nous aurions voulue légère. Ce n'est pas seulement ou ce n'est pas surtout par crainte de compromettre une « union sacrée » que rien, nous en sommes assurés, — mais il est bon de le répéter pour le dehors, — ne pourra rompre entre Français, jusqu'à la victoire et la paix qui la consacrera, si longtemps que nous devions les attendre, si cher que nous devions les acheter. C'est qu'en vérité, à nos yeux, au milieu d'événemens qui dépassent et débordent si extraordinairement le cadre de notre vie habituelle, il n'est plus, il n'existe pas de questions de politique intérieure. Les disputes d'opinion, les querelles d'intérêt, les rivalités des partis, les ambitions ou les agitations des hommes, n'ont pas de commune mesure avec la seule chose qui importe : le salut de la patrie; et si des malheureux ont la fatuité ou l'audace de les y rapporter, elles sont, auprès de lui, comme des points imperceptibles qui se perdent dans l'immensité, comme des infiniment petits, tellement voisins du néant qu'ils ne méritent pas d'en être distingués. Premièrement, que la patrie soit sauvée ; qu'elle le soit par n'importe qui, et n'importe de quelle manière ; mais elle ne peut l'être que s'il y a un gouvernement, et s'il n'y en a qu'un.

Ces réflexions nous viennent tout naturellement à l'esprit, au sortir d'une des séances où la Chambre des Députés s'est occupée, sur l'initiative opiniâtre de certains de ses membres, d'une dernière invention et découverte intéressant sans doute la défense nationale, mais risquant de l'intéresser à rebours, les « commissaires aux armées. »

Comment n'en parlerions-nous pas, puisque tout le monde en parle, et qu'au surplus il s'agit là non d'une question de politique

intérieure, au sens vulgaire du terme, mais bien d'une question plus large et plus haute, de plus de conséquence aussi, relative à l'organisation des pouvoirs publics, face à l'ennemi, en pays envahi, au bout de la deuxième année de guerre? Une telle question a des aspects historiques et théoriques qui permettent de négliger les autres et d'en aborder le fond sans atteindre, ni viser, ni nommer personne. En la prenant par son meilleur côté, c'est réellement un problème de grande politique, qu'il serait à la fois plus convenable et plus aisé d'étudier dans la chaire qu'à la tribune. Le danger vient de ce qu'il est tout ensemble abstrait et concret, et de ce que la solution qui lui sera donnée en doctrine pourrait, en pratique, nous conduire très loin, quelles qu'aient été d'ailleurs la loyauté des intentions, l'honnêteté et même la sévérité des précautions.

Commençons par poser le fait dans une exacte procédure parlementaire. Par une « proposition de résolution, » la Chambre est appelée à « nommer une » délégation directe chargée du contrôle effectif et sur place aux armées de la République. » La mission de contrôle des délégués serait « permanente et générale. » Elle ne comporterait « aucune intervention dans les ordres relatifs aux opérations militaires. » Le Gouvernement serait « invité à faire assurer aux délégués, par l'autorité militaire..., le libre et complet exercice de leur mandat, ainsi que toutes les facilités nécessaires à son exécution. » Quant à l'exposé des motifs sur lesquels s'appuierait la résolution, il est réduit à peu près à ce motif unique : « donner force exécutoire » à l'ordre du jour voté par la Chambre, le 22 juin, pour clore son comité secret. La proposition de résolution, liée étroitement à l'ordre du jour, comme une seconde partie ou une conclusion, en sera donc la traduction, valant ce qu'elle vaut, en un acte, sinon législatif, — c'est une simple proposition de résolution qui ne saurait, dans son effet le plus plein, engager que la Chambre elle-même, — pourtant quasi législatif, — c'est un vœu d'assemblée souveraine que le Gouvernement ne saurait, au moindre risque, écarter sans conflit.

Un des auteurs de l'ordre du jour l'a demandé : est-ce une traduction fidèle? et il a répondu que non. Les deux textes, placés en regard l'un de l'autre, vont tout de suite faire apparaître les différences. L'ordre du jour du 22 juin disait : « Tout en s'abstenant strictement d'intervenir *dans la conception, la direction ou l'exécution des opérations militaires*... » La proposition de résolution traduit : « La mission de contrôle... ne comporte aucune intervention *dans les ordres relatifs aux opérations militaires*. » L'ordre du jour du 22 juin

disait : « Elle (la Chambre) entend veiller à ce qu'en vue de ces opérations, *la préparation des moyens offensifs et défensifs, industriels et militaires* soit poussée avec un soin, une activité et une prévoyance correspondant à l'héroïsme des armées de la République. » La proposition de résolution traduit : « La mission de contrôle... s'exerce sur *l'ensemble des moyens mis à la disposition des armées, notamment état et utilisation des effectifs, fonctionnement des services, armemens, aéronautique, ravitaillemens de toute nature, transports et voies de communication, matériel destiné à l'aménagement du terrain et à la protection des hommes, hygiène des troupes.* » L'ordre du jour du 22 juin disait : La Chambre « décide d'instituer et d'organiser une délégation directe qui exercera, *avec le concours du Gouvernement*, le contrôle effectif et sur place de *tous les services ayant la mission de pourvoir aux besoins de l'armée.* » La proposition de résolution traduit ou abrège : « La Chambre nomme une délégation directe *chargée* du contrôle effectif et sur place *aux armées de la République* ; » elle ajoute : « La mission de contrôle des délégués est permanente et générale ; » et elle corrige : le concours du gouvernement est ramené et borné à « l'invitation » à lui adressée de « faire assurer aux délégués par l'autorité militaire... le libre et complet exercice de leur mandat. » A ces délégués investis trimestriellement (mais c'est un détail) de « la mission de contrôle permanente et générale, » le ministre de la Guerre délivrera une carte d'identité, dont « l'établissement » remplira et épuisera toute sa collaboration. Du rapprochement de ces trois paragraphes dans le premier et dans le second texte, il résulte qu'en traduisant ainsi l'ordre du jour du 22 juin, la proposition de résolution des 7 et 13 juillet, nous ne disons pas : le « trahit, » — il n'y a point de *traditore* dans l'affaire, — mais certainement le transpose.

Et voici le sophisme. Il consiste à faire de la formule : « décide d'instituer et d'organiser une délégation directe... » une espèce de prescription impérative, et comme un verset du Coran ; à emprisonner la Chambre dans son vote, tout en renversant le sens du scrutin, ou en le travestissant, ou du moins en le sollicitant tendancieusement, en prenant l'accessoire pour le principal ; à considérer comme acquis que les 444 députés qui, le 22 juin, se sont prononcés pour l'ordre du jour ont exprimé ce jour-là précisément la volonté des 97 qui se sont prononcés contre. C'est plus que l'interprétation, c'est l'exécution par la minorité des intentions ou prétendues intentions de la majorité. Que ne pourrait-on pas dire, à ce propos, de l'inconvénient d'écrire mal ! Et que de vérité dans cette réflexion : « Si l'ordre du jour avait

été rédigé en français, il n'y aurait pas maintenant besoin de tant l'expliquer! » Au fait, qu'est-ce qu'a voulu la Chambre, à l'issue de ses débats en comité secret? Il se peut, il est même sûr que, parmi les 444 membres de la majorité, un certain nombre ont en effet voulu « instituer et organiser, une délégation directe... le contrôle effectif et sur place. » Il se peut qu'un certain nombre aient adopté l'ordre du jour tout justement à cause de cela. Mais c'est le petit nombre. Et il est sûr aussi qu'un certain nombre l'ont adopté malgré cela. Le plus grand nombre, de beaucoup, n'y a point entendu malice. Il n'a vu là, s'il l'y a vu, qu'une clause de style, un geste coutumier de la vie parlementaire, où bien des gestes, par bonheur, restent vains. Il a cru bonnement qu'il n'en arriverait rien; ceux mêmes qui purent avoir et marquer de l'hésitation l'immolèrent au devoir d'affirmer, le plus pleinement possible, dans des circonstances qui interdisent toute autre attitude, l'unité de la nation, de ses représentans et de son gouvernement. Un ordre du jour de confiance, c'est au vrai, c'est au fond, c'est avant tout et après tout ce que fut l'ordre du jour du 22 juin : confiance dans le ministère, parce qu'il faut un gouvernement, pour qu'il soit un gouvernement. Les sages, sans être des sceptiques, pensèrent que le reste était littérature. Ils firent la grimace, car ils la trouvèrent mauvaise, mais finirent par se résigner. Auraient-ils lieu de s'en repentir aujourd'hui?

La Commission de l'armée, — puisque, chose singulière, c'est elle qui d'elle-même se dessaisit, nous allions dire : se désarme, — et son rapporteur, n'ont eu, en somme, qu'un argument: « Tu l'as voulu, Georges Dandin! » Et le plus étrange est que Georges Dandin ne l'a pas voulu, mais que, peut-être, par l'affirmation et la répétition, la suggestion et l'obsession, on le lui aura fait rétrospectivement vouloir. Maintenant, par quel procédé la Chambre instituera-t-elle et organisera-t-elle cette délégation directe, qui exercera, en son nom, le contrôle effectif et sur place? Élira-t-elle vingt ou trente délégués au scrutin de liste, avec vote limité, sur désignation par les groupes? Ou seront-ce les commissions qui enverront des missions, et, dans ce cas, tous les commissaires, ou seulement quelques-uns d'entre eux seront-ils missionnaires? Si c'est à elles qu'au bout du compte on s'en remet, les Commissions nommées il y deux ans, à tout autre fin que la guerre, seront-elles maintenues, ou seront-elles préalablement renouvelées? C'est ce qui doit laisser tout à fait indifférent quiconque, n'étant ni membre d'une de ces Commissions, ni même membre de la Chambre des Députés, n'est pas non plus candidat à la « délégation per-

manente et générale aux armées de la République ; » et c'est pourtant ce qui, depuis des semaines, soulève les passions au Palais-Bourbon Mais qu'il soit prudent ou téméraire, utile ou pernicieux, d'instituer et d'organiser cette délégation, de quelque tonneau qu'on la tire et de quelque étiquette qu'on la pare, c'est ce dont la Chambre paraîtra plus tard ne s'être pas assez préoccupée ; et c'est pourtant ce qui doit inquiéter tout Français qui, voulant forcer le victoire, veut, comme le veut la raison, — raison d'État et simple raison, — conserver ou créer les conditions de la victoire. La preuve est faite une fois de plus qu'à prendre les mots autrement que dans les congrès des partis et dans les couloirs, le point de vue parlementaire n'est pas toujours le point de vue politique.

Nous aurons donc, sauf accident, une délégation de députés chargée d'une mission de contrôle permanente et générale. Le bloc de marbre où on la taillera est déjà devant la Chambre, qui s'en montre fort embarrassée. Sera-t-il dieu, table ou cuvette ? Directs ou à deux degrés, choisis par elle sans intermédiaire, désignés par les commissions, les bureaux ou les groupes, elle souhaite et redoute en même temps, — les uns le désirent, les autres le craignent, — que ses délégués rappellent, et peut-être imitent les « représentans du peuple en mission près les armées, » de 1791 à 1797. Car l'invention n'est pas nouvelle. Les prototypes du genre, et encore ! ce sont ces deux envoyés dont nous avons, à la fin de notre précédente chronique, narré brièvement l'aventure d'après le *Discours sur la première Décade*, que le Sénat romain avait détachés au consul Fabius, et que ce général, rétif au contrôle, mit sans façon, s'il est permis de s'exprimer ainsi, dans un pli de sa toge. On a évoqué d'autre part, à la tribune même, le haut Moyen Age, et le commencement des temps modernes, Charlemagne, Charles VII et Richelieu. Mais il paraît que c'est fantaisie de songer, à propos de nos contrôleurs, aux Saint-Just et aux Levasseur, aux Barras et aux Fréron, aux Robespierre le jeune et aux Saliceti, aux Albitte et aux Gauthier, aux Choudieu et aux Gaston, aux Duquesnoy, aux Antiboul, aux Bô, Bollet, Deville, Duroy, Goupilleau, Hentz, Lefiot (de la Nièvre), Monestier (du Puy-de-Dôme), et aux cinquante couples de conventionnels s'en allant deux par deux, bottés, empanachés, « ceinturés » d'un flot de rubans tricolores : troupe où, comme dans toutes les troupes, il y en eut pour tous les goûts et pour tous les rôles : du bon, du médiocre et du pire ; de l'odieux, du grotesque et du nul ; de l'autorité, de l'arbitraire et de l'anarchie. On nous a fait toucher du doigt la différence. La Convention prescrivait

à ses commissaires de ne « laisser aucune place vacante de l'armée, » et, en vertu de leurs instructions, ils étaient « obligés » de nommer aux emplois sans titulaire. La Chambre des Députés de 1916, au contraire, prescrivait aux siens de ne point ni jamais « intervenir dans les ordres relatifs aux opérations militaires. » Et il y aurait de quoi faire d'autres distinctions encore, dont la principale est celle-ci. La Convention était la Convention, et la Chambre des Députés ne l'est point. La Convention était une assemblée unique : la Chambre des Députés n'est qu'une des parties d'un Parlement qui se compose de deux assemblées, dotées toutes deux, à quelques prérogatives près, seulement en matière budgétaire, de pouvoirs identiques et égaux : qu'adviendrait-il si le Sénat, jaloux de la Chambre, instituait et organisait, à son tour, une délégation directe chargée d'une mission de contrôle permanente et générale aux armées de la République? Et puis enfin, au temps de la Convention, on était en période révolutionnaire : Dieu merci, nous n'y sommes pas. Il nous suffit qu'il y ait un Comité de salut public, qu'il y en ait un seul, et que ce soit le Gouvernement.

Nous reconnaissons franchement le bien fondé de ces observations. Mais nous savons en revanche par combien de points les situations, si différentes qu'on les juge, qu'elles semblent, qu'elles doivent et qu'elles veuillent être, se rapprochent; nous savons avec quelle facilité les pensées et les volontés se déforment, à l'aller des jours et à l'user des choses, dans le jeu des institutions politiques. Nous n'en donnerons qu'un exemple. On a vu que la mission de contrôle des délégués s'exercerait « sur l'ensemble des moyens mis à la disposition des armées, notamment état et utilisation des effectifs, fonctionnement des services, armemens... etc.; » ils en feraient, chaque quinzaine, rapport à la Chambre. Or, sur quoi, dans le détail, portaient les « comptes décadaires » rendus par le ministre de la Guerre au Comité de salut public, et sur quoi, en conséquence, la Convention pouvait-elle être conduite à faire porter son contrôle? Retournez de quelques pages en arrière et comparez : « L'état où se trouve chaque armée. — Si elle est suffisamment munie. — Ce qui a été fait en général pour y pourvoir. — La communication des abus qui ont été découverts ou réprimés. — L'état où se trouve la nouvelle formation de cavalerie, la quantité d'armes qu'ont donnée les ateliers pendant la décade. — L'aperçu de l'état des caisses de la guerre, les découvertes qu'ont produites la surveillance et la correspondance des commissaires généraux et ordonnateurs. — Les différentes phases de l'esprit public dans les armées, les bonnes ou mauvaises mœurs qui

s'y introduisent, l'occupation qui a été donnée aux troupes qui n'étaient pas sur le théâtre de la guerre et qui pourraient être utilement employées. » Et le résultat, après expérience ? Cet œil et cette oreille, qui sont dans tous les murs, terrorisent, démoralisent et paralysent tout : pour un courage ou une valeur qu'ils stimulent, ils en empêchent et en glacent dix ; ils ne suscitent guère et ne soutiennent que des incapables et des intrigans. Personne n'accepte plus le commandement. Tout ce qui a l'étoffe et le caractère d'un chef se récuse. Lorsque, par hasard ou contrainte, ils ont accepté, « les généraux tremblent des dénonciations et sont effrayés de leur responsabilité ; c'est ce qui les rend moins entreprenans. » Recueillant là-dessus ses souvenirs, le duc de Rovigo écrira littéralement : « On fuyait un représentant du peuple presque comme on fuit une bête enragée... Leurs décisions, qu'ils rendaient avec toute l'importance de l'ignorance, les couvraient de ridicule. » Le plus brillant de tous, Saint-Just, ne fut pas si brillant! Un amateur d'autographes a cité triomphalement une lettre du « triumvir » à Hoche. Il a oublié de dire que la grande pensée de Saint-Just, à la veille de Wissembourg, était de remplacer Hoche par Pichegru, et qu'au lendemain de Wissembourg, ses manigances faillirent perdre le héros vainqueur. On peut, sans blasphème, réclamer plus de clairvoyance et moins d'ingratitude. Si les représentans en mission excitèrent parfois à faire de grandes choses, ils en firent souvent de très petites. Commissaires de la Convention ou commissaires de la Chambre, tant mieux s'ils ne se ressemblaient pas, ou ne se ressemblaient qu'en bien ; mais fatalement, parce que c'étaient et ce sont des hommes, ils se ressembleraient en tout.

« Romantisme historique, » jette-t-on du haut d'un soi-disant « réalisme » qui, non sans dédain, incrimine « le poids des idées préconçues, » des « habitudes de pensée » et de « l'éducation. » Mais dans quel « romantisme politique » tombe celui-là même qui en sourit, s'il se lance aussitôt en une dissertation à la manière de Rousseau sur « la force des démocraties, » et les formes nouvelles qu'en affecteraient, dans des sociétés en rupture totale avec le passé, la guerre et le gouvernement! Eh ! oui, il y a des formes nouvelles; mais le fond ancien subsiste, le fond éternel. Dussent un scepticisme élégant ou un nihilisme brutal s'en scandaliser, le Dieu de la guerre et du gouvernement est, comme dit le poète, « un Dieu tel aujourd'hui qu'il fut dans tous les temps. » L'unité est et demeure son essence. Les conditions de la guerre et du gouvernement sont, de nature et de nécessité,

infiniment, inéluctablement, plus permanentes et plus générales que ne pourrait l'être aucun contrôle qu'il plaise à la Chambre d'instituer et d'organiser. En ce qui concerne la force même, la vertu militaire des démocraties, il y aurait beaucoup à dire, et peut-être aux constatations de la seconde année de guerre s'opposeraient les leçons de la première; mais ce n'est pas le moment. Pour conclure vite et net sur ce sujet, sans nier les services du contrôle, il serait aveugle, il serait fou de mettre en balance le gouvernement, le commandement et le contrôle. Que le contrôle nous éclaire, mais que le gouvernement et le commandement nous sauvent! L'heure où il faut maintenir l'État à sa densité la plus lourde et la porter à sa plus haute tension est une heure où il faut, non le desserrer et le disperser, mais en faire aboutir tous les nerfs à la tête et tous les ressorts à la main.

Nos affaires vont bien, n'en troublons pas le cours, ne coupons pas la chance. Regardons plutôt en Allemagne, et félicitons-nous, Chez nous, cette question même des commissaires aux armées, quelque solution qu'elle reçoive, a déjà perdu, dans la discussion, beaucoup de son venin. De même, on avait pu ne pas accueillir sans méfiance la formation des Chambres en comité secret : leurs séances se sont heureusement terminées; « l'union sacrée » en est sortie plus solide, plus profonde, plus sincère qu'auparavant. En Allemagne, il y a bien encore une façade d'union, dont on bouche les lézardes, et que le sentiment national, la fidélité dynastique, l'instinct de la conservation, recrépissent, mais la fissure est sous l'enduit. « Quand il n'y a plus de foin au râtelier, » un proverbe français nous enseigne ce qui se passe. Ce n'est pas, comme on l'a trop dit, ou dit trop tôt, que l'Empire soit « affamé; » il n'est encore que très gêné; mais l'homme, et même l'Allemand, ne vit pas seulement de pain. Au degré d'orgueil délirant où ce peuple s'est spontanément et a été artificiellement élevé, le pain n'est plus le premier aliment. L'Allemagne supporte mieux un jour sans viande qu'elle ne supportera un jour sans illusion. La victoire se fait rare : de là, les polémiques sur « les buts de la guerre, » qui entretiennent le mirage, mais qui minent le terrain et préparent l'effondrement. L'Allemagne vit, non pas depuis deux ans, mais depuis quarante-six ans, sur le dogme, qui jusqu'alors n'avait pas rencontré d'hérétiques, de l'invincibilité de ses armes. Avant de partir en guerre, en partant, après qu'elle a été partie, elle n'a pensé qu'à ce qu'elle allait prendre. C'est dans le sens le plus matériel que, pour elle, la guerre est une industrie; elle la fait pour « gagner » : *Germani ad prædam*. Ses succès du commencement, ses

« conquêtes » de 1915, lui ont aiguisé l'appétit : l'occupation de la Belgique, de dix départemens français, de la Pologne, de la Serbie, du Montenegro, l'a grisée : il n'est pas un docteur d'université qui ne se soit senti l'âme ou l'imagination de Pyrrhus, pas un ingénieur qui n'ait ouvert son compas et mesuré les kilomètres carrés. C'était fini, puisqu'il fallait finir ainsi et ici, pour bien finir. Fini, à la lettre, les fins de la guerre étant remplies. Le vaincu n'avait qu'à s'incliner et à passer sous le joug de l'Allemagne satisfaite, qui lui accorderait une paix à sa mode. On traiterait, en prenant pour base « la carte de la guerre, » laquelle, cela va de soi, n'avait pas de revers, et où ne figureraient ni les mers interdites ni les colonies perdues.

Le chancelier en personne l'annonça au Reichstag, et, par le Reichstag, à qui de droit, aux neutres et au monde. L'instant n'était pas mal choisi, ou du moins pas mal saisi. « Le peuple allemand a atteint le sommet de la montagne et n'a plus à gravir qu'un tout petit tertre pour apercevoir la terre promise de la paix, » a écrit la *Deutsche Politik ;* lisons « de la paix allemande ; » mais elle l'a écrit trop tard, le 23 juin, après l'offensive de Galicie et la bataille navale du Skagerrak, qui, de la part de la Russie et de l'Angleterre, sont, quoi qu'elle en ait dit, tout autre chose que des actes de désespoir, en pleine contre-offensive italienne, en pleine offensive franco-britannique. Quand M. de Bethmann-Hollweg a parlé, c'était la dernière minute où l'Allemagne était sur la crête ; devant elle, s'allongeait la pente qui redescend, mais elle n'y avait pas encore été poussée ; il pouvait donc parler encore d'une paix « *ehrenvoll,* » d'une paix « pleine d'honneur, » c'est-à-dire, en bon allemand, pleine de profit. Cependant, il ne le fit que d'une voix qui parut faible, et d'un cœur qui parut tiède. Il y mêla des accens de mauvaise humeur, se plaignit des gazetiers et des libellistes, et de tous ceux en général qui aggravent comme à plaisir, par des conseils qu'on ne leur demande pas, les difficultés de sa tâche. Nous avons appris récemment, par une indiscrétion du socialiste officiel Scheidemann, que lorsque, non pas hier, mais il y a un an, les Six Associations économiques présentèrent au chancelier leur programme annexionniste, M. de Bethmann-Hollweg ne leur dissimula pas qu'il le désapprouvait entièrement. Dès ce moment, le chancelier de l'Empire n'avait plus une foi ardente et intacte, il avait des doutes. On ne ferait pas, à la paix, ce qu'on voudrait, mais ce qu'on pourrait. A la grande fureur des pangermanistes, des agrariens, des vieux conservateurs, des hobereaux, des « capitaines d'industrie » et des chefs de bande, des hommes de négoce et

des hommes de bourse, des hommes d'argent de toutes les espèces, et aussi des hommes à principes, philosophes et historiens, qui n'admettent pas qu'on leur change leur Prusse, et pour qui leur Prusse est changée si la guerre ne se clôt pas par un gros bénéfice, ne donne pas un gros dividende d'influence, d'admiration et de puissance. M. de Bethmann Hollweg est devenu la cible, mal défendue par la censure, de leurs plaisanteries et presque de leurs outrages. Ni piqûres ni coups plus rudes ne lui sont épargnés. Tant qu'il n'a eu affaire qu'à M. Kapp et à *Junius Alter*, il a pu refuser les cartels et mépriser les insolences ; négliger même les attaques du professeur Brandenburg, et de MM. de Reventlow, Heydebrandt ou Westarp, personnages plus considérables. Mais un protagoniste entre ou rentre en scène, qui n'est rien de moins que M. le prince de Bülow.

Entre le chancelier et son prédécesseur, il y a, de longue date, une vive antipathie. On ne sait ce que M. de Bethmann-Hollweg pense de M. de Bülow, mais on sait ce que M. de Bülow dit, laisse dire ou fait dire de M. de Bethmann-Hollweg, et ce sont des propos tout crus, qui étonnaient naguère les cercles diplomatiques. Résumons-les en indiquant, avec une extrême politesse, que M. de Bülow ne croit pas du tout que M. de Bethmann-Hollweg soit, ainsi que des courtisans de sa fortune l'en louaient au mois d'août 1914, le plus intelligent des Allemands et même des hommes qui vivent aujourd'hui. M. de Bülow a au moins cette raison de ne pas le croire, qu'il est persuadé que le plus intelligent des Allemands, c'est lui-même, et qu'au dehors, partout où il a passé, à Rome notamment, où il avait fixé sa résidence, on lui accordait volontiers qu'il en était le moins allemand. Maintenant on répète à l'envi que le chancelier est aussi incapable de conclure la paix qu'il l'a été de conduire la guerre, et que seul l'ancien chancelier aurait eu et aura les talens nécessaires. Le duel s'engage sur des positions retournées, M. de Bethmann-Hollweg ayant derrière lui la plus grande partie du Centre, avec MM. Bachem et Erzberger, — autre adversaire de M. de Bülow, dont il a plus d'une fois foulé pesamment les chemins; — une partie des nationaux-libéraux ; une fraction des progressistes-radicaux ; dans le fond, la majorité socialiste ; le prince de Bülow, soutenu par les conservateurs et les nationalistes-impérialistes. Nous apporterons, à en déterminer les conditions et à en suivre les péripéties, une attention d'autant plus éveillée qu'il s'agit en réalité bien moins d'une question d'ordre intérieur que d'une question d'ordre international. Si M. de Bülow et M. de Bethmann-Hollweg se déchirent, et si dans

leur querelle se jettent tous les partis brouillés et confondus, n'en cherchons la cause qu'où elle est : l'Allemagne sent ou n'est pas loin de sentir qu'elle est vaincue.

Quant aux autres faits de la quinzaine, qu'en d'autres temps nous eussions retenus, nous ne pouvons qu'en dresser sommairement le calendrier. — La grève des chemins de fer espagnols et la grève générale qu'elle contenait en germe ont avorté ; grâces en soient rendues à notre vieil ami don Gumersindo de Azcarate, qui présida le Comité d'arbitrage. — Le conflit provoqué entre l'Italie et l'Allemagne par la rupture des conventions ouvrières et financières, rupture dont il est clair que l'Allemagne a pris l'initiative, conformément à son génie et à ses habitudes, ce conflit, qui est peut-être le véhicule de la fatalité, n'en est évidemment qu'à sa naissance : nous aurons à y revenir. — Nous aurons également à revenir sur la démission du président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de Russie, M. Sazonow, sur ses causes et ses conséquences, si elle en a eu et si elle en a d'autres que de substituer à un homme d'État fatigué par la maladie et par un long exercice du pouvoir un homme d'État dont l'énergie est toute fraîche, mais dont les directions seront invariablement les mêmes. — Le cas du « sous-marin de commerce » *Deutschland* et de son congénère fournira à la *Revue*, pour sa prochaine livraison, la matière d'une étude spéciale. — Mais quand bien même toute une flottille aurait franchi sans encombre l'Atlantique, quand bien même, au retour, elle ne se serait pas empêtrée dans les mailles de quelque filet d'acier, il n'y aurait pas de quoi nous émouvoir. Ce n'est pas la voile allemande que le vent gonfle, c'est la nôtre. Des souffles nous viennent à la fois des cimes, des steppes et du large.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.